

# Contribution à l'Histoire du Socialisme Français (1905 - 1933)

---

Thèse pour le Doctorat en Droit

*présentée et soutenue le Mardi 13 Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**François GAUCHER**

---

JURY

*Président : M. PIROU, Professeur.*

*Suffragants : M. DESCHAMPS, Professeur.*

*M. LESCURE, Professeur.*

---

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS - PALAIS ROYAL (I<sup>er</sup>)

---

1934





**Contribution à l'Histoire  
du Socialisme Français  
(1905 - 1933)**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

# Contribution à l'Histoire du Socialisme Français

(1905 - 1933)

---

Thèse pour le Doctorat en Droit

*présentée et soutenue le Mardi 13 Mars 1934, à 14 heures*

PAR

**François GAUCHER**

---

JURY

*Président : M. PIROU, Professeur.*

*Suffragants : M. DESCHAMPS, Professeur.*

*M. LESCURE, Professeur.*

---

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS - PALAIS ROYAL (1<sup>er</sup>)

---

1934





## AVANT-PROPOS

Toute œuvre appelle une justification. De son sujet et de sa méthode. Celle-ci ne peut pas échappper à cette loi.

Le socialisme a toujours tenu une grande place dans l'histoire des doctrines économiques. S'il a joué un rôle important sur l'échiquier politique, il a été aussi l'aliment de controverses académiques. Les autres forces politiques ne s'étaient jamais apparentées étroitement à un système économique. Dans la mesure où elles touchaient à ce domaine, elles faisaient preuve d'un large éclectisme. Sans doute, faut-il noter à cet égard un grand changement. Il n'est plus, à l'heure actuelle, de grand parti qui ne prenne pas position en face des multiples courants du socialisme, du thomisme, de l'économie libérale, de l'économie nationale. Toutes ces théories ont été plus ou moins explorées par les écrivains socialistes. Qu'on le veuille ou non, elles se groupent en réaction ou en sympathie autour de la pensée socialiste. Une telle évolution ne va pas sans une terrible confusion, dans un désordre souvent complet des idées.

Nous avons essayé d'apporter notre contribution

à une œuvre de clarification nécessaire. Et nous avons pensé qu'elle serait surtout utile en dégageant les tendances modernes de ce qu'on pourrait appeler le socialisme authentique.

Il ne pouvait nous échapper que nous risquions fort de faire fausse route en nous attachant uniquement à l'étude des œuvres socialistes. Outre que la qualification de ces œuvres pourrait laisser place à controverses, la part plus ou moins représentative que nous leur aurions attribuées ne pouvait pas non plus échapper à de justes critiques. Une méthode plus satisfaisante s'offrait à nous. Le socialisme s'est fait chair. Des organisations puissantes se réclament de lui, essayent de le « penser » dans leurs réunions, dans leurs congrès, dans leurs journaux et dans leurs revues. Des représentants, dont il n'est pas impossible de mesurer l'influence, s'expriment en son nom : les théoriciens sont aujourd'hui également des militants. En dégageant les grandes directions d'une pensée qui avait des manifestations si diverses, on pouvait être assuré de ne pas attacher une importance exagérée aux travaux de tel ou tel intellectuel isolé.

Ainsi fûmes-nous amenés à donner à cet essai sur la doctrine du socialisme contemporain la forme d'une contribution à l'histoire du socialisme au XX<sup>e</sup> siècle. Si nous nous sommes surtout attachés à étudier la doctrine et la tactique socialistes depuis la guerre, nous ne pouvions rendre cette étude intelli-

gible qu'en l'accompagnant d'un rappel historique. Nous l'avons limité à l'unité socialiste de 1905, les courants antérieurs étant, à notre sens, suffisamment connus. Il ne manque pas, d'ailleurs, de nombreux livres qui apportent une vue d'ensemble sur le socialisme. Ils suppléent fort bien aux insuffisances de notre travail.

Comme matériaux, nous n'avons utilisé que la « littérature » socialiste de langue française. Sans invoquer des raisons de commodité, il n'est pas impossible de justifier cette restriction. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que chaque socialisme national a sa physionomie propre. Certes, des théoriciens de toute l'Internationale peuvent exercer une influence sur lui, mais dans la mesure seulement où leur pensée pourra pénétrer dans des cercles assez larges. Nous n'avons pas négligé ces apports, loin de là. Nous avons tenté de mesurer leur importance. Il va sans dire que de pareilles appréciations ne peuvent être purement objectives. Nous avons cependant tenu compte, en les exprimant, d'éléments où le jugement personnel tenait la moindre place.

Aussi bien une œuvre serait bien froide, si le tempérament de son auteur n'y transparaisait pas quelque peu. Au moins ne doit-il pas transformer en polémique ce qui voulait être information. Ce fut notre dessein d'informer. A ce dessein nous nous sommes tout au moins efforcés de rester fidèle.





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41550423\\_0003](https://archive.org/details/IA41550423_0003)

## CHAPITRE I

### L'AVANT-GUERRE

#### **Les courants idéologiques.**

1905 : Au Congrès du Globe, les deux grands courants du socialisme français se donnent le même cadre. Historiquement le parti unifié apparaît comme un fleuve où seraient venus se jeter des affluents, eux-mêmes grossis par des flots divers. Dans la Section française de l'Internationale ouvrière viennent se fondre le Parti socialiste français, le Parti socialiste de France, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, des Fédérations autonomes. Seuls les deux premiers groupements ont une réelle importance. Ils avaient déjà groupé par affinités un certain nombre de partis qui s'étaient détachés, pour la plupart, du vieux tronc du Parti Ouvrier de 1879.

Une même organisation n'éteint pas les traditions et ne change pas les hommes. Dans le nouveau parti — l'organisation fédérative respecte toutes les nuances doctrinales et n'exige qu'une discipline commune — on eût pu reconnaître et classer sans hésiter les élé-

ments des vieux groupements socialistes de la fin du dix-neuvième siècle : les blanquistes, héritiers des traditions collectivistes et révolutionnaires de Babeuf et de Buonarotti, tourmentés par le tempérament insurrectionnaliste des faubourgs parisiens, la volonté tendue vers la conquête du pouvoir; les allemanistes, pour qui le programme de la révolution prolétarienne n'est pas un vain mot, mais doit se traduire dans la vigueur de l'action directe d'une classe ouvrière ombrageuse jusqu'à l'ouvriérisme; les guesdistes, à qui on reprochera de vouloir organiser le quatrième état sous une forme par trop napoléonienne, mais qui seuls avaient su encadrer le prolétariat le plus authentique dans un mouvement organique; les possibilistes qui appellent les socialistes à profiter du mouvement économique et politique tendant à transformer les monopoles privés en services publics; les indépendants, enfin, qui ne se laissent pas enfermer dans une formule, mais témoignent de l'incroyable richesse doctrinale d'un mouvement rattaché aux traditions politiques et sociales les plus vivaces de la Nation <sup>1</sup>.

Dans ce jeune Parti socialiste unifié, un peu incohérent peut-être, c'est bien effet les conclusions d'un siècle et plus de luttes démocratiques et ouvrières qui cherchent à se préciser. La révolution du Tiers à laquelle le prolétariat naissant est intimement lié, les

(1) Cf. ZEVAES, *Histoire de Partis Socialistes*.



exaltations et les déboires de 1830 et de 1848, l'élan brisé de la Commune de 1871, les premiers efforts de l'organisation ouvrière, les premières luttes autonomes du prolétariat sur le terrain politique, cette « tradition de toutes les générations passées », que Jaurès et ses amis viennent de rappeler dans leur *Histoire Socialiste*, pesait, pour reprendre un mot de Marx, « comme un cauchemar sur le cerveau des vivants » <sup>1</sup>.

Et quel prodigieux bouillonnement intellectuel ! Il ne suffit pas que le marxisme vulgarisé tente de gagner du terrain sur le vieux socialisme utopique particulièrement résistant dans notre pays, voilà que le marxisme lui-même est, comme toutes les doctrines, la source de querelles sans fin entre partisans de la lettre et partisans de l'esprit. N'oublions pas aussi qu'en ce début du vingtième siècle le monde, sortant d'une dépression économique de près d'un quart de siècle, se laisse désormais porter, pendant plus de dix ans, par une prospérité qui semble ne pas devoir connaître d'arrêt : de 1900 à 1914, dans l'agriculture, l'augmentation annuelle est de 3 % pour les cultures principales; dans l'industrie, elle est de 4 à 5 %; les moyens de communication s'allongent de 39 % en 13 ans, et le commerce international augmente son volume de 60 % <sup>2</sup>. Quoi d'étonnant à ce que la pensée socialiste soit encore loin d'être fixée ?

(1) KARL MARX, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (p. 148).

(2) Cf. WL. WOYTINSKY, *Les Etats-Unis d'Europe*, première partie.

Désormais, les grandes controverses du socialisme français ne se livrent plus dans l'éclat des réunions publiques. Mais, à tous les échelons de la nouvelle organisation, la discussion continue et va s'épanouir dans les congrès nationaux. Et c'est dans ces congrès qu'il faut suivre désormais l'évolution d'une doctrine que peu de livres ont fixée, sans doute parce que dès lors les doctrinaires sont déjà des militants.

Dans le parti unifié, le jaouessisme et le guesdisme, qui ont rallié les courants subsidiaires, s'affrontent. Est-ce la vieille querelle du marxisme et des utopistes, le combat de la réforme et de la révolution, la lutte de l'orthodoxie et du révisionnisme ? Voyons d'abord qui pouvait se prévaloir de la « Charte » votée dans ses réunions constitutives par le parti unifié.

L'article I du règlement, que chaque militant possède dans sa carte rouge, proclame le parti socialiste fondé sur les principes suivants : « Entente et action internationales de travailleurs; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste. ». Voilà qui ne peut nous éclairer vraiment, M. Alexandre Millerand n'ayant guère été plus strict lorsque, dans son discours de St-Mandé, il avait dressé la barrière doctrinale du socialisme.

Il nous faut chercher plus de précisions dans la déclaration commune des organisations socialistes du 13 janvier 1905. On s'y réfère explicitement aux principes qu'ont établis les congrès internationaux, en particulier les plus récents, ceux de France en 1900 et d'Amsterdam en 1904. La résolution d'Amsterdam repoussait « de la façon la plus énergique, les tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi ». Elle ajoutait que le congrès condamnait la participation ministérielle, « et ce conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au Congrès international de Paris en 1900 ». Or, si l'ordre du jour Kautsky frappait le ministérialisme, il avait, par endroits, des accents bien réformistes : « Dans un état démocratique moderne, affirmait-il, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne peut être le résultat d'un coup de main mais bien d'un long et pénible travail d'organisation prolétarienne sur le terrain économique et politique, de la régénération physique et morale de la classe ouvrière et de la conquête graduelle des municipalités et des assemblées législatives » <sup>1</sup>.

(1) Cf. Jean LONGUET, *Le Mouvement Socialiste international* (p. 39).



C'est dire que si le révisionnisme était sorti condamné des délibérations de l'unité socialiste, la notion de révisionnisme était assez vague et des doctrinaires avaient le plus sérieusement du monde, et sans pouvoir être réfutés, considéré Marx comme le premier des révisionnistes. Seul, à vrai dire, le ministérielisme semblait donc avoir été nettement frappé par le congrès de fusion.

La position de Jaurès peut, d'ailleurs, paraître, à cette époque, assez paradoxale. Il avait été ministérieliste. Il avait défendu la présence de Millerand dans le ministère Waldeck Rousseau. En revanche, il s'était refusé à prendre place dans les rangs révisionnistes. Alors que Bernstein était apparu, dans l'Internationale, et contre Kautsky, avec son livre, *Socialisme théorique et social démocratie pratique* comme le chef du révisionnisme, Jaurès, dans une conférence faite avant l'unité au Quartier Latin, avait pris nettement parti pour Kautsky. S'il faisait siennes les observations de Bernstein sur l'importance du rôle des syndicats et des coopératives dans l'œuvre de transformation sociale, il affirmait cependant son accord avec la conception dialectique de l'histoire, décrivait deux classes spécifiquement distinctes s'affrontant dans un combat dont la seule solution était la révolution, et déclarait, à propos des prévisions de Marx sur la concentration industrielle vivement critiquées par Bernstein : « Sur ce point Marx n'a pas

commis une erreur essentielle de direction, il n'a commis qu'une erreur dans la mesure de la vitesse » <sup>1</sup>.

A vrai dire, si le révisionnisme eut si peu de succès en France, c'est bien sans doute un peu parce que son esprit avait déjà imprégné la pensée socialiste.

Le révisionnisme se présente, selon la définition de M. Carlo Rosseli, qui a fait l'étude la plus pénétrante de son évolution d'avant-guerre, comme une « protestation diversement orientée et motivée de la nouvelle génération socialiste contre le plat conformisme des marxistes purs... » <sup>2</sup>. Comme les autres pays, la France avait ses « plats conformistes » du marxisme, très fiers de se proclamer socialistes scientifiques après avoir assimilé les grandes lignes du *Manifeste Communiste*. Pour eux, l'évolution de l'histoire s'expliquait par le combat gigantesque des classes; la plus-value prélevée par le capitalisme développait des antagonismes qui allaient en s'accroissant avec l'accumulation du capital; ces antagonismes se résoudre fatalement par une transformation brutale au moment où ils auraient atteint le paroxysme dans une atmosphère catastrophique, et où la classe ouvrière, renforcée par des conquêtes sociales, s'emparerait de l'Etat, instrument de la classe dominante. A cette vue théorique le révisionnisme opposait des observations, fruits de l'investigation d'un matériau-

(1) Jean JAURÈS, *Bernstein et l'Evolution de la Méthode Socialiste* (p. 19).

(2) Carlo ROSSELLI, *Socialisme libéral* (p. 33).

lime historique tempéré : les résistances de l'artisanat, de la petite propriété terrienne; le progrès des institutions ouvrières, syndicats et coopératives; la souplesse d'une démocratie où pénétrait l'influence des classes laborieuses. Les conclusions que le révisionnisme en tiraient — faire confiance aux institutions démocratiques et aux institutions ouvrières — n'étaient pas nouvelles pour le socialisme français qui ne s'était jamais tout entier façonné à l'empreinte du conformisme marxiste dans le moule guesdite.

Et si « tout le révisionnisme peut se résumer dans l'effort de faire place à l'intérieur du système marxiste à la volonté et à l'optimisme du mouvement ouvrier » <sup>1</sup>, si un historien des doctrines économiques peut écrire, étudiant les réformistes français, « l'idée commune à tous les écrivains dont nous allons parler est que le socialisme ne se réalisera que si l'action des hommes vient appuyer et aider le cours des choses » <sup>2</sup>, il nous faut conclure que le révisionnisme ne pouvait enfoncer, en France, que des portes ouvertes.

Certes, la gauche du mouvement socialiste portait très haut la sociologie marxiste. Mal renseignée sur les derniers travaux d'exégèse marxiste, elle admirait Paul Lafargue dans ses fantaisies brillantes

(1) Carlo ROSSELLI, *Socialisme libéral* (p. 33).

(2) Gaëtan PIROU, *Les Doctrines économiques de la France depuis 1870* (p. 10).

pour expliquer, par le matérialisme historique, les moindres manifestations de l'activité humaine. Mais les marxistes français ne franchissait point le pas qui conduit si facilement d'un matérialisme historique rigide et primaire au déterminisme. Ils étaient animés de ce volontarisme que l'orthodoxie marxiste reprochera plus tard au bolchevisme. Au témoignage de Sembat, trois partis d'avant l'unité — le parti ouvrier, le parti ouvrier socialiste révolutionnaire et le parti socialiste révolutionnaire — voulaient partir à la conquête du pouvoir, à la première occasion, par l'insurrection et la grève générale. « Si le Midi est organisé comme le Nord, disait Jules Guesde, nous marchons » <sup>1</sup>. Plus tard, il est vrai, la vision dialectique de l'histoire, tout en continuant de nourrir les espérances, justifiera certaines paresse.

Quant à la droite, le matérialisme historique ne l'empêchait pas, dans la mesure où elle l'admettait, de croire à la liberté d'action de l'homme et de faire une large place à l'idéal. Il avait suffi des lettres d'Engels affirmant qu'il n'avait été nullement dans sa pensée et dans celle de Marx de voir dans les institutions et la morale le simple reflet des rapports économiques, qu'il y avait eu simplement pour eux la nécessité de lutter contre une interprétation basement idéaliste et bourgeoise de l'histoire, mais que jamais ils n'avaient voulu refuser leur place au

(1) Cf. Marcel SEMBAT, *La Victoire en Déroute*.



droit et à la morale, aux institutions politiques, aux traditions historiques, à la géographie et à la nature de l'homme. Cette porte entrebâillée, toutes les interprétations et toutes les nuances étaient permises. Jaurès, dans une conférence célèbre, avaient montré que, dans le domaine de l'histoire, idéalisme et matérialisme ne s'excluaient pas<sup>1</sup>. Le militant satisfait laissait aux philosophes du parti le soin de chercher une formule dont l'équilibre fût définitif.

Le débat semblait d'autant plus vain que la nécessité d'établir un instrument d'investigation ne pouvait se faire sentir que dans la mesure où ces investigations seraient jugées nécessaires. Il eût donc fallu penser qu'une structure nouvelle du capitalisme se prêtait à de nouvelles observations et à de nouvelles conclusions. A gauche, depuis longtemps, le débat était clos. Marx s'était livré à un travail que l'observation quotidienne ne faisait que vérifier. Nul besoin, dès lors, de distraire son énergie dans un travail superflu. A droite, on avait peut-être un peu plus le souci de ces études économiques, encore qu'en France on ne trouvera jamais de ces amples travaux dans l'axe du marxisme dont l'Allemagne et l'Autriche offrent de nombreux exemples. Mais, par contre, les conclusions qu'on en tirait étaient de simples fruits de l'empirisme et ne prétendaient pas « appliquer la méthode marxiste » sans une pointe

(1) Jean JAURÈS, *L'Idéalisme dans la Conception de l'histoire*.

malicieuse à l'égard des adversaires de tendance.

Plus passionnant, et en quelque sorte éternel, le débat sur les méthodes de la lutte politique et sociale accaparait les socialistes. Si le ministérialisme avait cessé le combat au sein du parti et s'était retiré avec ses troupes dans les rangs des socialistes indépendants et républicains socialistes, réformistes et révolutionnaires se rencontraient toujours dans des controverses ardentes. Dans la confusion d'ailleurs : les réformistes ne manquant pas d'affirmer leur foi dans la révolution et les révolutionnaires leur volonté de lutter pour des réformes. On pourrait être tenté d'y voir un combat de tempéraments différents, mais on risquerait fort de se tromper : les tempéraments les plus ardents n'étant pas toujours du côté qu'on pourrait supposer.

Au congrès de Toulouse, en 1908, la discussion, dominée par Jaurès, atteignit la plus grande netteté et ses plus hauts sommets.

Le révisionnisme s'était timidement montré avec M. Alexandre Varenne, qui affirmait toute la valeur de l'action parlementaire et qui, pour un peu, eût lancé à la démocratie socialiste française l'appel que Bernstein avait emprunté à Schiller : « Qu'elle ose donc *paraître* ce qu'elle *est* »<sup>1</sup>. Edouard Vaillant lui avait rappelé que les traditions du prolétariat

(1) Ed. BERNSTEIN, (Socialisme théorique et social-démocratique pratique (p. 238).

français lui commandaient une action totale, que, bien loin de faire confiance au Parlement, il devait revendiquer fièrement son droit à l'insurrection et à la grève générale. Sous forme de boutade, le guesdiste Lafargue était venu mesurer la valeur que ses amis attachaient à la réforme : « C'est comme si vous me disiez que, parce qu'on a fait la loi Grammont, qui empêche les charretiers brutaux de trop maltraiter les chevaux, on a diminué le pouvoir du maître de chevaux sur ses animaux ».

Jaurès sut réaliser l'unité. Il définit sa conception de l'évolution révolutionnaire. Pour classer sa position il dira : « esprit révolutionnaire, action réformatrice ». Le coup de main ? C'était le devoir du prolétariat d'y recourir s'il était provoqué « par la résistance ou la criminelle folie de la bourgeoisie ». Le parti ne devait cependant pas oublier que seuls des événements graves, une émotion de tout le pays, pouvaient appeler l'insurrection et la grève générale. Que voulait le socialisme ? La souveraineté du travail. Sa condition, c'était la capacité politique et économique du Prolétariat que seules les réformes pouvaient renforcer. Que de progrès représentait la loi sur les accidents du travail ! Le parti devait s'attacher à faire triompher la réforme fiscale, l'assurance sociale, le rachat de l'Ouest. Il lui fallait aussi se donner de tout cœur à la transformation en un

(1) Cf. Sténographie des débats du Congrès de Toulouse (p. 139).

système de milices de l'appareil militaire du pays et ne pas dédaigner les efforts déployés pour la Paix à La Haye. En analysant la perméabilité de l'Etat, Jaurès indiquait déjà, sans vouloir encore le proclamer trop haut, que sa conquête progressive était la voie de la marche triomphante du socialisme <sup>1</sup>.

La motion qui sortit de ces ébats reflétait sa pensée. Aujourd'hui encore elle ne paraît pas si vieillie. Tout au plus pourrait-on trouver qu'elle avait fait trop large le recours à l'insurrection.

C'est bien à tort d'ailleurs, qu'on s'imaginerait le parti socialiste d'avant-guerre comme porté par sa jeunesse vers des résolutions irréfléchies. A mesure qu'il croissait, grandissaient ses responsabilités. Il avait été pendant le ministère de Combes, bien près du pouvoir. Soixante-quinze élus en 1910, plus de cent en 1914 lui imposaient au Parlement une tactique souple. A l'égard des gouvernements il allait du « préjugé favorable » à l'opposition de combat. C'est autour de lui ou contre lui que la vie politique du pays tendait à se polariser.

Tourné vers l'action parlementaire, le parti n'en sous-estima pas les possibilités. Au congrès de Nîmes en 1910 il décidait de soutenir le projet des retraites ouvrières à 65 ans. En 1911, à St-Quentin, la vieille thèse des services publics de Brousse triomphait

(1) Cf. Sténographie des débats du Congrès de Toulouse (pp. 311-368).



contre Guesde : le parti se prononçait pour la nationalisation des Chemins de Fer, ce qui n'était pas sans entamer la notion d'état de classe. La S. F. I. O. savait aussi quelle était la complexité du monde du travail dont elle voulait exprimer la volonté politique. Le Congrès de Limoges en 1906, en votant la motion du Tarn, affirmait, contre l'impérialisme guesdiste, son respect de la liberté des organisations syndicales et le congrès de Paris, à son tour, reconnaîtra la valeur propre de l'organisation coopérative <sup>1</sup>.

L'épanouissement de l'action ouvrière dans tous les domaines, facilitée par une prospérité économique se développant sans trop de heurts, n'était d'ailleurs pas sans ouvrir de nouvelles perspectives politiques aux socialistes.

« Dans cette période qui s'étend de la fondation de l'unité socialiste à la guerre de 1914, écrit Marcel Sembat, il est clair que l'action immédiate du parti ne consiste pas à préparer l'insurrection prochaine » <sup>2</sup>. Et Sembat, rappelant le rôle éducateur de Jaurès et de Pressensé amenant les masses à la compréhension des problèmes les plus délicats, nous dit comment se manifestait le robuste optimisme du tribun qui incarnait alors le socialisme. « Il veut réserver à la classe ouvrière — et là-dessus il n'a jamais toléré la moindre équivoque — le droit au soulèvement révo-

(1) Cf. Paul LOUIS, *Histoire du Socialisme en France*.

(2) Marcel SEMBAT, *Op. cité* (p. 97).

lutionnaire. Mais il a confiance dans la démocratie. Plutôt, il avait confiance en lui-même, en cette force prodigieuse, en l'énergie débordante qui le soulevait.

« Il se sentait capable de secouer de ses bras et de sa voix les foules, et de les élever au niveau supérieur. Rien ne résistait à ses élans, à ses paroles, à ses appels.

« C'est cela qu'il faut avoir sa méthode ! La certitude d'être irrésistible ! La certitude d'entraîner avec lui tout le peuple.

« Des violences ? Hé oui ! L'histoire nous le permet ! Mais quoi ! Elles seraient inutiles ! Nous avons tant raison ! Le Peuple est avec nous. Tout pliera, sans violences ni sang, et la démocratie s'accomplit, la République et le suffrage universel s'achèvent par le socialisme triomphant » <sup>1</sup>.

Cependant la classe ouvrière, organisée dans ses syndicats, sur le terrain de la lutte directe, semblait avoir choisi d'autres voies.

### **Le syndicalisme révolutionnaire.**

— *Si la lutte de classe est tout le socialisme, on peut dire que tous le socialisme est contenu dans le syndicalisme, puisque, hors du syndicalisme, il n'y a pas de lutte de classe* <sup>2</sup>.

Cette fière revendication de M. Hubert Lagardelle

(1) Marcel SEMBAT, *Op. cit.*

(2) *Syndicalisme et Socialisme*, Avant-propos de LAGARDELLE.

montre tout l'enchevêtrement des prétentions des mouvements prolétariens d'avant-guerre. Le guesdisme prétendait enfermer tout le mouvement politique et économique de la classe ouvrière dans son armée en marche vers la conquête du pouvoir; le syndicalisme révolutionnaire affirmait qu'en dehors de lui il n'était pas de révolution prolétarienne brisant l'état et restituant au travail les moyens de production et d'échange.

A l'origine pourtant, action politique et action syndicale avaient été intimement liées. Est-il besoin de rappeler les sociétés professionnelles de Paris adhérentes à la Première Internationale ? Aux premiers congrès du parti ouvrier les syndicats avaient envoyé des délégués et on aurait pu penser un moment que la France ouvrière allait se donner une constitution, largement fédérative, mais animée par un centre commun. Des divergences se firent jour. Les blanquistes ne s'étaient jamais fondus dans le parti ouvrier. De nombreux indépendants restaient en dehors de ces deux organisations que des scissions n'allaient pas tarder à ravager. Les anarchistes, par ailleurs, n'étaient pas sans influence. Le parti ouvrier semblait entraîné par la volonté d'encadrer le monde du travail dans une organisation centralisée, préfiguration de l'étatisme socialiste qu'il préparait. Entre lui et tous les éléments animés d'un esprit fédéraliste toujours vivace, le conflit était fatal.

A l'éphémère fédération des syndicats, dominée par les guesdistes, ne tarda pas, en effet, à s'opposer la fédération des Bourses du travail. En groupant les syndicats sur le terrain régional, les Bourses se présentaient comme les centres d'action directe de la classe ouvrière. De leur congrès de St-Etienne, en 1899, sortait une fédération qui allait se révéler particulièrement agissante sous la direction de Pelloutier. Et l'opposition allait s'aggravant entre les deux états d'esprit et les deux formules d'organisation. Le guesdisme pouvait s'appuyer sur un certain nombre de syndicats. Le Syndicalisme pouvait, lui, compter sur la sympathie des allemanistes, des blanquistes et des anarchistes-communistes. L'entrée de Millebrand dans le ministère Waldeck-Rousseau ne pouvait qu'envenimer des rapports déjà tendus. Coupés d'avec les guesdistes, les syndicalistes n'en prirent pas moins une attitude violemment hostile aux ministérialistes.

La question des relations organiques avec des groupements politiques n'aura d'ailleurs plus grand sens pour la Confédération Générale du Travail, qui, après des tentatives infructueuses, réalisa en 1902, à Montpellier, la véritable unité ouvrière en groupant dans deux sections les deux formes de l'organisation prolétarienne : les fédérations de métier, la fédération des bourses de travail<sup>1</sup>.

(1) Un bon résumé de l'histoire de la C. G. T. est donné par Léon JOUHAUX, *Le Syndicalisme et la C. G. T.*



Pour la nouvelle C. G. T. l'effort de la classe ouvrière se disperserait en dehors de l'action syndicale. Le groupement syndical était l'instrument de combat quotidien, l'arme de la révolution, la base de la réorganisation sociale de demain. La tendance guesdiste, avec son porte-parole Victor Renard, ne pouvait rien contre ces vues orgueilleuses. A Amiens, en 1906, le congrès fédéral affirmait hautement l'autonomie de la classe ouvrière organisée sur le terrain syndical. Pas de querelles politiques ! Pas de controverses de religion ! Union de tous les travailleurs sans distinction, contre l'exploitation et l'oppression patronales. Le syndicat ne connaissait pas d'entrave à une action de résistance, il n'était pas besoin d'autres cadres que le sien après la révolution.

Le parlementarisme qui tendait si facilement au ministérialisme, l'organisation politique qui finit toujours par vouloir représenter par délégation la classe ouvrière, le syndicalisme les écarta sans difficultés. Plus vives se manifestaient, dans son sein, les oppositions aux méthodes d'action qu'il avait lui-même choisies : grève, boycottage, sabotage, grève générale. Mais ce qui animait avant tout le syndicalisme, c'était la volonté de mener lui-même, sans intermédiaires, le combat social. Lutte de l'ouvrier dans l'atelier, face à face avec le patronat, bras qui se croisent ou mains qui désorganisent, voilà la forme sous laquelle s'exprimait cette volonté.

Les réformistes ne trouvaient pas de leur goût ces

grandes manœuvres, excellentes peut-être pour préparer le prolétariat en vue de l'assaut final, mais qui, sous prétexte d'assurer la liberté de mouvement, tendaient à alléger la caisse confédérale dont le poids, prétendaient les révolutionnaires, aurait sur l'idéologie une action anémiant. Pour eux, le temps des guerillas était passé et ils vantaient l'action des lourds mouvements de masses. C'est sans succès que leur résistance s'affirma. D'ailleurs, des résultats tangibles n'allaient-ils pas montrer l'efficacité de l'action directe ? C'est grâce à elle que le repos hebdomadaire va être obtenue. Aussi, au congrès de Bourges en 1904, Keufer et la fédération du livre et l'ensemble de l'aile réformiste ne recueillent-ils que 361 voix contre 823 <sup>1</sup>.

Le syndicalisme révolutionnaire trouvait-il son inspiration dans l'œuvre des deux hommes qui dominent le mouvement ouvrier, Marx et Proudhon ?

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : cet appel à l'action autonome que Marx et Engels lançaient, comme conclusion d'un manifeste brûlant de passion, à un prolétariat écrasé par le rythme épuisant de l'accumulation primitive du capital, le syndicalisme le faisait, en quelque sorte, son mot d'ordre. Et pour lui aussi la lutte de classe était bien le ressort des sociétés. Mais de ces principes, le marxisme n'a pas le mono-

(1) Léon JOUHAUX, *Op. cit.*

pole : c'est de sa propre vie que le prolétariat syndicaliste les a dégagés, ce n'est pas d'une doctrine qu'il les a apprises. De plus, le volontarisme qui l'anime et sa vision de la révolution sociale cadrent mal avec la théorie marxiste<sup>1</sup>.

N'y aurait-il pas là la revanche de Proudhon contre Marx ? M. Gaëtan Pirou a marqué, dans une étude approfondie<sup>2</sup> les contacts et les antagonismes entre le Parti et le syndicalisme révolutionnaire. Il y a bien accord sur plus d'un point entre le mouvement si spontané et l'auteur de « La Capacité politique de la Classe ouvrière ». Mais si Proudhon avait intimement senti l'importance de l'action propre de la classe ouvrière, ses préoccupations morales n'étaient pas celles du syndicalisme révolutionnaire, pas plus que certaines méthodes de ce dernier n'auraient rencontré son approbation. C'est bien plutôt le socialisme réformiste qui pouvait alors se proclamer proudhonien. Il faudra attendre l'après-guerre pour que le syndicalisme transformé éprouve le besoin de saluer ce grand précurseur.

(1) « En somme, le mouvement syndical n'adhéra jamais au programme et, plus encore qu'au programme, à l'esprit du marxisme. De toutes les thèses marxistes, il n'a sauvé — avec les atténuations nécessaires — que le principe de la lutte des classes et de l'auto-émancipation du prolétariat. Principe de tactique et de pédagogie assurément fondamental, que Marx, plus que tout autre écrivain a contribué à illustrer, mais que l'on ne peut pas considérer comme le monopole de l'Ecole Marxiste (la formule a été prise en bloc par MARX à BLANQUI) (CARLO ROSSELLI, *Op. cit.*, p. 30).

(2) Gaëtan PIROU, *Proudhonisme et Syndicalisme révolutionnaire*.

Il serait également dangereux de considérer comme trop intime la communion entre le syndicalisme ouvrier et la rédaction du *Mouvement socialiste*, groupe brillant d'intellectuels qui prétendaient être au service de ce mouvement de classe, profondément imprégné d'ouvriérisme. Paradoxe d'autant plus frappant que, dans le moment même où l'équipe du *Mouvement socialiste* se montrait si prolifique, on ne trouve rien de bien marquant dans la littérature du socialisme politique. Non pas, d'ailleurs, que les rapports fussent complètement brisés entre les deux pensées, puisqu'aussi bien, par l'organe de M. Lagardelle, un écho de la pensée du syndicalisme retentissait jusque dans les congrès socialistes. « A la vérité, écrit M. Gaëtan Pirou, il n'y eut jamais aucune concordance partielle entre les thèses très subtiles de ces intellectuels nourris de Proudhon, de Marx, de Nietzsche et de Bergson, et les sentiments des militants révolutionnaires » <sup>1</sup>.

Sorel, M. Berth et même M. Lagardelle assignaient au mouvement ouvrier des mobiles et des fins que ces derniers ne voulaient pas connaître. Il est douteux que le prolétariat eût alors clairement conscience d'être un élément de régénération morale « l'agent essentiel de la civilisation dans le monde ». S'il est bien vrai que, par sa pression, « il porte le progrès économique, en jetant le capitalisme dans

(1) G. PIROU, *Les doctrines économiques depuis 1870* (pp. 44-45).



les voies du plus haut perfectionnement possible » <sup>1</sup>, la recherche du bien-être lui était plus sensible que ces résultats historiques; il aurait sans doute été fort étonné de découvrir comment M. Berth le mêlait au triomphe du Bergsonisme sur le scientisme, et la prétention qu'avaient ces intellectuels d'entretenir son ardeur par un mythe ne pouvait que le blesser.

Au fond, le mouvement syndicaliste, tel que nous le dépeint un de ses chefs de combat, Griffuelhes, est bien moins né d'une doctrine qu'issu d'une longue pratique. « Il y a deux adversaires irréductibles en présence, qui doivent se combattre jusqu'au moment où ces chocs successifs auront fait disparaître les causes de la lutte; l'exploitation et l'asservissement des travailleurs » <sup>2</sup>. Voilà des perspectives simples et

(1) « J'avoue d'ailleurs que, même si les rêves d'avenir du socialisme syndicaliste ne se réalisent jamais — et nul de nous n'a le secret de l'histoire — il me suffirait, pour lui donner toute mon adhésion, de constater qu'il est, au moment où je parle, l'agent essentiel de la civilisation dans le monde.

C'est lui qui porte le progrès économique, en jetant le capitalisme dans les voies du plus haut perfectionnement possible. Plus les exigences de la classe ouvrière sont pressantes, plus ses injonctions deviennent hardies, et plus le développement technique s'accélère et s'intensifie. Les conquêtes du prolétariat ne supportent pas une industrie routinière, attardée aux vieilles méthodes, sans initiative ni audace. Mais elle sent l'aiguillon qui stimule qui empêche l'arrêt, qui pousse toujours en avant. Heureux le capitalisme qui trouve devant lui un prolétariat combatif et exigeant ! Il ne connaîtra jamais le sommeil, la stagnation ou le marasme. Car de lui on peut dire qu'il entendra toujours comme dans la prosopopée classique une voix qui lui crie : Marche ! Marche ! (LAGARDELLE, *Syndicalisme et Socialisme*, pp. 52-53).

(2) Victor GRIFFUELHES, *L'Action Syndicaliste* (p. 12).

nettes. Pour le reste, il n'était que de lutter sans défaillances et par tous les moyens. « L'immanence », au sens que lui donnait Proudhon, était la seule source de la pensée syndicaliste.

Il reste que les syndicalistes nourrissaient à l'égard du parti socialiste une grande méfiance et, à certain moment même, presque de l'hostilité. Ces sentiments, l'affaire des retraites ouvrières les mettra en relief. La C. G. T. ne voulut pas de cette « retraite pour les morts » que vota le groupe socialiste au Parlement.

Il y avait plus dans cette opposition, que la volonté de sauvegarder une autonomie que, depuis le vote de la motion du Tarn contre les Guesdistes au congrès de Limoges en 1906, le parti socialiste respectait profondément. Il faut voir plus loin.

Pourquoi conquérir l'état comme le parti y travaillait ? Le syndicalisme brisera l'état. Mais l'état peut-il être l'instrument de la transformation sociale ? Non, ce serait contre la classe ouvrière. Il était d'autres voies : « L'atelier remplacera le gouvernement ». L'action politique ne pouvait entretenir que la confusion dans les rangs ouvriers. C'est la conviction qui se dégage de l'ensemble des conférences consacrées, par des syndicalistes révolutionnaires de tous les pays, aux rapports du syndicalisme et du socialisme. Pour eux, à considérer les succès politiques, le prolétariat risquait de surestimer sa force véritable sur le véritable terrain de lutte où l'on peut

mesurer le seul progrès sur le chemin de la révolution<sup>1</sup>. « Depuis que le socialisme s'est mis à se faire électoral, constate M. Arturo Labriola, il est apparu d'une évidence chaque jour plus éclatante qu'entre les succès électoraux du socialisme et son progrès réel il n'y a aucune corrélation »<sup>2</sup>. D'ailleurs, seule l'organisation syndicale était une organisation vraiment prolétarienne, et ce n'est qu'une prétention des partis socialistes d'être l'expression politique de la classe ouvrière. « Mais malgré tout, affirme Boris Kritchensky, l'organisation de parti reste nécessairement, par définition, une organisation seulement *représentative* de telle ou telle classe, une organisation par intermédiaire, par délégation. Et puis, elle est une organisation socialement plus ou moins mélangée. Le syndicalisme révolutionnaire est, par contre, *l'organisation directe du prolétariat et du prolétariat seul* »<sup>3</sup>.

Seul le syndicalisme *est* la classe ouvrière, il se suffit à lui-même pour l'action de défense et de revendication prolétarienne, pour l'œuvre révolutionnaire, ces affirmations vigoureuses auraient pu troubler les militants socialistes. Mais ils n'avaient qu'à jeter les yeux sur les mouvements étrangers pour y constater que le syndicalisme, loin de dédaigner l'action politique, y participait au premier rang, et que,

(1) *Syndicalisme et socialisme*.

(2) *Syndicalisme et Socialisme* (p. 12).

(3) *Syndicalisme et Socialisme* (p. 32).

bien mieux, il y était le créateur de la force politique de leur classe ouvrière.

En Angleterre, l'agitation violente du chartisme en faveur du suffrage universel, qui s'était développée depuis 1837, bien qu'elle ait obtenu la journée de 10 heures en 1842, avait détourné les masses de l'action purement politique. De 1848 jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, le Trade-Unionisme était conservateur : s'il travaillait vigoureusement à élever le niveau de vie de ses adhérents, c'était dans le cadre du régime capitaliste. Aussi les efforts des premiers pionniers du socialisme n'avaient-ils pas rencontré grand succès. La Social-democratic Federation de Hyndman, fondée en 1881, n'avait pu réussir à acclimater le marxisme en Angleterre. Mieux inspirée était la Société Fabienne, soucieuse de faire progresser la législation sociale et d'augmenter la force et la capacité des organisations ouvrières, « possibiliste » à la manière anglaise. Mais les cercles touchés étaient trop étroits. Il manquait l'instrument de propagande populaire, un milieu ouvrier favorable.

Un terrain de propagande plus facile va être préparé par le nouvel unionisme qui prend sa naissance chez les ouvriers non-qualifiés. L'Independent Labour Party, fondé en 1893 par Keir Hardie, va populariser dans la masse les thèmes élémentaires de la doctrine socialiste.

C'est seulement l'adhésion des Trades Unions à

l'action politique autonome, leur entrée en 1903 dans un Labour Party, fédération du syndicalisme des masses et des sociétés de propagande, qui introduira le socialisme dans la vie politique anglaise. Dès lors, d'ailleurs, ses progrès furent rapides : 2 députés en 1900, 30 en 1906, 42 en 1910<sup>1</sup>.

En Belgique la gestation avait été moins difficile, l'union fut plus totale. Le Parti ouvrier avait tout naturellement groupé les organisations ouvrières, syndicats, mutuelles, coopératives, ligues politiques. Il avait eu jusqu'à la guerre un passé glorieux de luttes sociales et politiques, pour la conquête du suffrage universel et l'amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière.

L'exemple du P. O. B. et du Labour Party montrait que le mouvement spontané de la classe ouvrière l'appelait à agir au sein de l'Etat, et non pas à se confiner dans une lutte extérieure. Bien mieux, il démontrait qu'en se donnant ainsi à une action totale, le prolétariat risquait bien moins les scissions et les fractionnements. Politiques, syndicalistes et coopérateurs, laissant la possibilité de s'épanouir à toutes les doctrines, les partis ouvriers, mieux que le syndicalisme révolutionnaire, pouvaient prétendre à représenter la classe ouvrière toute entière.

Cesar de Paepe, dans une lettre au congrès de Louvain du Parti ouvrier belge en 1890, soulignait

(1) Cf. LONGUET, *Le mouvement socialiste international* (p. 177).



d'ailleurs la vanité des précisions doctrinales pour ces mouvements de masse : « Parti ouvrier, quoi de plus large, de plus précis et de plus simple à la fois ? Qu'ajouteraient les mots : socialiste, collectiviste, communiste, rationaliste, démocrate, républicain et autres épithètes limitatives ? Qui dit Parti Ouvrier, dit parti de classe. Et dès que la classe ouvrière se constitue en parti, que voulez-vous qu'elle soit autre chose dans ses tendances et dans ses principes que socialiste et républicaine » <sup>1</sup>.

Une conclusion s'imposait : le caractère accidentel de l'aspect qu'avait pris en France le syndicalisme. Seules les querelles du socialisme, ses tendances fâcheuses à la domination des syndicats d'une part, ses déviations ministérielles, d'autre part, pouvaient l'expliquer pleinement. Il ne fallait pas oublier cependant qu'il était également le résultat de l'expérience du mouvement ouvrier. Le syndicalisme révolutionnaire restera d'ailleurs, à cet égard, une physionomie des plus attachantes de l'histoire du prolétariat. Il avait proclamé, avec des outrances et des exagérations, sa conviction que la classe ouvrière n'avait pas besoin de truchement pour affirmer son droit à la souveraineté et qu'elle avait assez de ressources en soi pour trouver les armes de son triomphe et les « techniques de remplacement ».

Mais il était naturel de penser que son propre dé-

(1) LONGUET, *Op. cit.* (p. 102).

veloppement devait amener le syndicalisme sur d'autres positions. Certains caressaient le rêve de voir un jour le monde du travail se donner la constitution anglaise ou belge. C'était vouloir forcer une évolution à qui d'autres destins semblaient réservés. Les pays de langue allemande offraient l'exemple de relations souples et qu'il n'était pas invraisemblable de voir un jour s'établir entre la C. G. T. et le parti socialiste français. Dans ces pays le syndicalisme s'était développé en dehors de la tutelle des organisations politiques. L'accord n'en régnait pas moins par des unions personnelles et une communauté de destin. Les deux mains qui s'étreignent, symbole de l'action des organisations confédérales, semblaient annoncer la libre unité de deux mouvements que tout appelait à une action commune.

### **La Politique de la Deuxième Internationale.**

Il est puéril de vouloir schématiser l'histoire. Il est cependant intéressant de dégager le sens des étapes parcourues par les deux premières internationales auxquelles le socialisme français fut intégré.

En 1872, à La Haye, la première Internationale tenait son dernier congrès. Elle se disloqua peu à peu, moins en raison des antagonismes qui opposaient anarchistes et marxistes que de la constitution centraliste qu'elle prétendait imposer à des proléta-

riats qui avaient leurs traditions propres. Transportée aux Etats-Unis, elle finit officiellement à Philadelphie en 1876.

Son action se fit sentir au-delà de cette existence éphémère. Sa tentative de rassemblement du prolétariat universel a créé l'atmosphère dans laquelle le mouvement socialiste international s'est développé. Les congrès qu'elle a tenus, les appels qu'elle a lancés ont formé un esprit internationaliste et révolutionnaire. Elle a puissamment aidé à la naissance d'une conscience de classe internationale.

C'est bien souvent de ses anciennes sections que vont naître les partis ouvriers socialistes nationaux. Il suffisait d'un peu d'autonomie pour leur insuffler une vie nouvelle. Il était naturel qu'ils cherchassent à renouer des relations internationales. Ainsi fut créé la deuxième internationale, au congrès de Paris, en 1889. On put se demander un moment si les mêmes controverses stériles n'allaient pas entraver son développement. Le congrès de Zurich de 1893 évita ce danger en proclamant : « Sont admis au Congrès tous les syndicats professionnels ouvriers, ainsi que ceux des partis et associations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation ouvrière et de l'action politique » <sup>1</sup>. Les anarchistes ainsi exclus, la nouvelle Internationale pouvait se mettre au travail.

(1) LONGUET, *Op. cit.* (p. 27).

La première Internationale avait « éveillé » le prolétariat. Les partis unis dans la deuxième Internationale l'organisèrent. A ces petits groupements, qui auraient pu reculer devant l'ampleur du terrain à défricher, le marxisme versait l'espérance. Chaque minute ne travaillait-elle pas en faveur du socialisme, ses conditions objectives ne se renforçaient-elles pas chaque jour, chaque jour le prolétariat ne se serrait-il pas plus nombreux en face d'une oligarchie chaque jour plus fermée ? Et n'était-ce pas une leçon de l'histoire que, dans des situations révolutionnaires analogues, les masses sortaient fatalement victorieuses de la lutte ?

Organisations coopératives et politiques grandissent. En bataille contre l'Etat et le capitalisme, elles lui arrachèrent des conquêtes politiques ou sociales : suffrage universel, liberté d'organisation et de propagande, amélioration des salaires, pacte collectif imposé au patronat à la place du contrat individuel. Et peu à peu la classe ouvrière n'apparaissait plus « campée » mais « installée » dans chaque nation. Au même moment la situation économique internationale s'améliorait. Le révisionnisme apparut, qui voulut de cette situation nouvelle, de ces mouvements grandis et des résultats acquis, faire les fondements d'une doctrine plus réaliste. Non pas qu'il n'eût point de respect pour l'orthodoxie. Marx et Engels avaient fait une œuvre assez vaste et assez nuancée pour per-

mettre bien des adaptations. Ainsi commença une bataille où l'exégèse du marxisme jouait un rôle aussi important que l'observation des réalités nouvelles. Les dirigeants triomphaient facilement en proclamant que la doctrine qui les avait menés à la victoire devait rester à l'honneur pour les combats nouveaux. Mais ils étaient eux-mêmes amenés, avec leurs vieux drapeaux, sur les positions révisionnistes. L'avenir devait prouver que cette contradiction n'était pas sans inconvénients.

En France, près de dix années d'unité socialiste, la puissance croissante du parti, l'amélioration indéniable du niveau de vie de la classe ouvrière, un milieu d'un développement économique régulier, avaient également modifié les tendances du mouvement socialiste.

Au début du siècle, il attendait du renforcement de son organisation la possibilité de donner son élan final, en profitant du « dynamisme révolutionnaire » de la plus prochaine crise du capitalisme. Deux convictions imprégnaient la pensée de la majorité des socialistes : le Capitalisme, dépassé économiquement et condamné, devait crouler sous les coups du prolétariat révolutionnaires ; une dictature marquerait la solution de continuité, séparant les deux régimes.

Jaurès bouleversa ces horizons. Jusqu'ici il était apparu comme conciliateur, opérant la synthèse des diverses nuances de la pensée socialiste : démocra-



tie et insurrection, réforme et révolution, collectivisme et individualisme, internationalisme et patriotisme, matérialisme et idéalisme. Il semble qu'il ait alors voulu livrer, sans concession, l'essence de sa pensée en son plus haut envol.

Dans l'*Armée Nouvelle*, il se refuse à assimiler la domination du capitalisme à l'occupation de l'ennemi. L'ennemi est vomé par les populations, le capitalisme subsiste avec l'acquiescement obscur des masses qui sentent de quelle utilité est encore la fonction qu'il exerce. Si la bourgeoisie capitaliste exploite le travail, elle est encore une classe qui travaille. D'ailleurs, quelle œuvre révolutionnaire que celle du capitalisme à travers l'histoire ! Et Jaurès de décrire cette œuvre dans des pages ardentes, débordantes par moment d'une admiration que Marx n'eût pas reniée. La lasticité du capitalisme peut permettre d'imaginer entre patronat et classe ouvrière des compromis qui emprunteraient l'ampleur des luttes sociales. L'Etat perméable à l'action prolétarienne, l'état rapport des forces sociales, permettra à l'évolution sociale de prendre une forme pacifique et, appuyées sur lui et sur ses propres organisations, la classe ouvrière pourra revendiquer le contrôle de cette production à qui elle veut imposer la souveraineté du travail<sup>1</sup>.

Cette vision sereine et enthousiaste du devenir so-

(1) *L'Armée Nouvelle*, Ch. X.

cial n'allait pas sans conséquences politiques importantes. Nous avons rappelé cette modification qu'avait notée Sembat dans le parti, dont, au moment de l'unité, les éléments les plus ardents se préparaient à l'insurrection et dont, dix ans plus tard, la majorité faisait confiance à la démocratie. Que le Parti fût unanime, c'est bien douteux. Il n'est pas contestable que la masse avait évolué dans ce sens. Mais faire confiance à la démocratie, était-ce attendre la majorité absolue du jeu des élections ? Au rythme qu'avait connu le parti, il eût fallu attendre encore des dizaines d'années. Fallait-il attendre si longtemps ? Si le ministérialisme avait été condamné, il y avait loin de l'entrée d'un ministère socialiste dans un gouvernement à une coalition qui aurait pris la forme d'un véritable partage du pouvoir. La question aurait été sûrement posée dans le parti.

Albert Thomas la posait déjà. Il notait des doubles sentiments qui animaient alors le militant socialiste. « Interrogez aujourd'hui les militants. Vous trouverez chez tous ce sentiment confus : un désir d'autonomie, d'indépendance absolue du parti qui leur semble aussi conforme à la dignité qu'à l'intérêt et qui — même dans des coalitions momentanées — devra être satisfait ; un désir non moins certain et de plus en plus vif de voir le socialisme passer dans les faits, organiser, pétrir la démocratie ». Et puisque l'heure était venue où les solutions du socialisme

allaient s'imposer, « devenir les solutions nécessaires auxquelles tous devront se résigner, s'ils ne leur donne la pleine adhésion du cœur ou de l'esprit », Thomas envisageait la possibilité d'une participation gouvernementale sur la base d'un programme — nationalisation, organisation de la démocratie, représentation proportionnelle, défense de l'épargne et de l'économie nationale — qui eût fait passer un peu de socialisme dans la réalité <sup>1</sup>.

Après les appels et l'organisation, les partis socialistes se trouvaient à pied d'œuvre. Un demi-siècle de luttes en avaient fait une force constructive. Comment allait-elle aborder cette nouvelle étape ? En s'installant dans les ministères ? Si un demi succès électoral couronnait la marche ascendante du Parti Ouvrier belge, pourrait-il se dérober ? En France la discussion naissait...

Mais bientôt, des socialistes s'asseyaient dans des fauteuils ministériels : la guerre avait éclaté.

(1) Cf. Albert THOMAS, *La Politique socialiste* (p. 29).

## CHAPITRE II.

### LA GUERRE ET LE BOLCHEVISME

C'est la guerre qui a dévasté le socialisme comme elle a dévasté le monde.

L. O. FROSSARD.

Le congrès de Tours fut le deuxième assassinat de Jaurès. Villain avait assassiné son corps. A Tours, sa pensée fut assassinée.

Marcel SEMBAT.

#### Faillite de l'Internationale.

Dans les premiers moments de la guerre, les socialistes français ne doutèrent pas qu'il y eût un lien logique entre leurs positions dans la paix et leur attitude de guerre. Et d'ailleurs, la contradiction est sans doute moins grande qu'on ne l'a prétendu plus tard en montrant la dérision des mots d'ordre d'insurrection des congrès socialistes d'avant-guerre. En 1914, il y avait déjà longtemps qu'ils ne songeaient plus à transformer la guerre impérialiste en guerre sociale. Pour Guesde, depuis 1848, depuis la conquête du suffrage universel, les prolétaires avaient une patrie,

le seul moyen de sauvegarder la paix était de conquérir le pouvoir, et toute autre action ne faisait qu'énervier la volonté prolétarienne. Sous son influence, les guesdistes avaient toujours proclamé non seulement la vanité, mais le danger du mot d'ordre d'insurrection, qui livrait le pays le plus démocratique au pays le plus inféodé au militarisme et à la réaction.

C'était aux Jauressistes que l'on devait le vote, par la majorité de plusieurs congrès d'avant-guerre, de motion qui menaçaient la bourgeoisie, si elle déclenchait la guerre, de révolte à main armée et de grève générale. Mais on oublie trop facilement le combat infatigable mené par Jaurès en faveur de l'arbitrage. Dans sa pensée, tout est harmonie : les gouvernements devaient laisser aux juges internationaux et non à la guerre le soin de résoudre le conflit; s'ils s'y refusaient, la colère populaire devait se retourner contre eux; pas d'obéissance à un gouvernement d'agresseurs, et l'agresseur, Jaurès a trouvé la formule pour le déterminer : « L'agresseur est celui qui refuse l'arbitrage ». Mais organiser vigoureusement la défense nationale, c'était un devoir sacré pour le peuple victime d'une agression.

Mais l'arbitrage avait fait bien peu de progrès. Les deux blocs qui s'opposèrent n'eurent point de juges dont l'autorité eût été consacrée par des pactes internationaux. Comment, dès lors, ne pas suivre son instinct ?



Conflit de l'instinct patriotique et de la conscience socialiste ? L'attitude du gouvernement français dans les derniers jours troubles de la paix donnait déjà des apaisements à la conscience socialiste. Que la Social démocratie allemande se montrât aussi résolue que le socialisme français dans le soutien de son propre gouvernement n'était pas si troublant. Il n'était que de se rappeler les réserves de ses représentants, lorsqu'on voulait, dans les réunions internationales, dresser l'insurrection contre la guerre. Charles Andler n'avait-il pas dénoncé le socialisme impérialiste du groupe des *Monatshefte*, et si l'on devait reconnaître que ce groupe ne constituait qu'une minorité, dans les réserves mêmes des leaders de la social-démocratie ne pouvait-on pas trouver le témoignage, que l'empire allemand était, selon l'expression d'un syndicaliste révolutionnaire allemand, « un moule à l'empreinte duquel se façonnent toutes ses parties composantes » ?<sup>1</sup>.

De là à proclamer la responsabilité unilatérale de l'Allemagne et la volonté pacifique de la France, il y avait un pas que les socialistes eurent vite franchi. La présence au gouvernement des vieux lutteurs, des fondateurs du parti était la garantie que de la Commune à la Défense Nationale il y avait continuité de pensée. D'ailleurs, le manifeste du 15 juillet 1915

(1) Cf. *Syndicalisme et Socialisme*, Conférence de Robert MICHELS (page 26).

avait proclamé, en dehors de toute passion chauvine, les buts que le socialisme français assignait à la guerre : réveil des nationalités et indépendance des peuples, arbitrage international et désarmement <sup>1</sup>. La pensée de Jaurès, qui ne séparait pas la défense nationale de l'organisation de la paix, semblait bien toujours animer le parti.

Cependant l'Internationale avait été brisée, et plus dans son âme que dans sa structure. L'appel du « *Manifeste communiste* » à l'union internationale des travailleurs, qui avait polarisé pendant plus de cinquante ans les énergies prolétariennes, n'était plus qu'une amère plaisanterie. Quelques militants, convaincus de la primauté de l'action internationale, en souffraient cruellement. L'accent qui animait des articles comme ceux d'Edouard Vaillant les blessait. Pour eux, un socialisme qui, dans le cadre national, se livrait à des débordements bellicistes trahissait sa mission. « Je n'ai pas admis une minute, dira M. L. O. Frossard, que l'Internationale ne tentât pas d'élever sa voix, sa grande voix, au-dessus du fracas des batailles » <sup>2</sup>.

Des syndicalistes — Monatte, Merrheim — partagent les mêmes indignations. Peu à peu ces protestations se groupent. Pressemane et M. Paul Faure gagnent à leurs conceptions la Fédération de la

(1) Cf. ZEVAES, *op. cit.*, (pages 15 et suivantes).

(2) L. O. FROSSARD, *De Jaurès à Lénine* (page 4).

Haute-Vienne, Mistral, la Fédération de l'Isère. Une minorité importante dans la Seine se groupe derrière M. Jean Longuet. Le congrès de décembre 1915 sera le dernier congrès d'unanimité. Désormais une minorité ardente va se dresser contre la majorité dominée par Vaillant, Sembat, Renaudel et Albert Thomas.

Les majoritaires ont précisé les objectifs qu'ils assignent à la guerre. Seule la victoire peut permettre de les atteindre. Les minoritaires proclament que les responsabilités de la guerre sont partagées, que, dès lors, les socialistes, également coupables dans leurs solidarités nationales, doivent reprendre contact, faire renaître une Internationale qui pourra imposer la paix <sup>1</sup>.

A vrai dire, nous pouvons demander si les minoritaires, plutôt que des socialistes intégraux, n'étaient pas de simples pacifistes. Distinction subtile, pensera-t-on, mais qui n'est pas sans importance. Ils donnaient comme objectif à l'internationale de faire cesser les hostilités. Était-ce bien là le rôle d'une internationale d'action ? Si nous imaginons ce qu'eût pu faire une organisation internationale encore vivante, avant tout préoccupée de la mission historique de la classe ouvrière et du socialisme, il n'est pas certain que sa voix eût dû se faire entendre uniquement pour crier « Bas les armes ! ». Il est plus probable

(1) Sur le mouvement minoritaire, Cf. Paul LOUIS, ZEVAES et FROSSARD, *Op. cit.*

qu'entre ces deux blocs en conflit, elle eût dû choisir, en dictant ses conditions, celui dont le succès aurait le mieux fait progresser, ou le moins compromis, les chances de démocratie et de socialisme. Ordre de participation à certains partis, d'abstention et peut-être de révolte à d'autres, une internationale qui aurait ainsi remplacé l'organisme d'arbitrage défaillant, aurait été sans doute revêtue d'un prestige et d'une force qu'il est difficile de concevoir. Mais les positions minoritaires, si attachantes, si humainement compréhensibles, n'en étaient pas moins des plus fragiles. Lancer l'appel à la révolte de l'Internationale, s'abstenir tout au moins de participer moralement à une guerre qui n'est que la guerre de la bourgeoisie, c'est le cœur qui appelle cette attitude. Mais le cœur est versatile, et avec lui les mots d'ordre contradictoires se multiplient. Le parti socialiste italien s'était tenu sur ces positions. Après s'être opposé vigoureusement à l'entrée en guerre de l'Italie, il se refusa de couvrir de son autorité une guerre qu'il n'approuvait pas. Mais, lorsque le sol national fut envahi, il appela le prolétariat à la défense nationale.

En plaçant le problème dans le cadre international, les minoritaires devaient être logiquement conduits à des solutions extrêmes. Elles leur furent proposées. Un certain nombre d'entre eux se rendirent aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal où se réu-

nirent les socialistes de tous les pays qui voulaient dresser l'Internationale contre la guerre. Les Bolcheviks russes étaient présents. Lénine y soutint la thèse que le prolétariat de chaque pays devait renverser son propre gouvernement, profiter de la défaite pour s'emparer du pouvoir, thèse qui rappelait celle de l'Hervé d'avant 1912, mais proposée par une volonté impitoyable qui savait où elle allait. Par un enchaînement naturel, la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale conduisait aux propositions de Lénine : une méthode, le noyautage ; un instrument, la troisième internationale. Ce n'était que la première rencontre du dégoût créé par la guerre chez les socialistes et du mouvement qui voulait se servir de ce sentiment.

Lénine ou Albert Thomas ? On peut se demander si, en dehors de ce dilemme, il n'y avait pas alors que protestations platoniques.

Le mouvement majoritaire, si le cours politique de la France n'avait pas changé, eût pu faire du message de Wilson autre chose qu'une rêverie exaltante. Les trônes qui ont croûlé en Europe Centrale, la brusque accession des partis ouvriers aux gouvernements, la libération d'un grand nombre de nationalités, les révolutions agraires, le bouleversement des derniers jours de la guerre et des premières semaines de l'armistice, déjà compromis par les années de paix qui ont suivi, nous indiquent ce qu'eût pu être la face de l'Europe si les socialistes français s'étaient



trouvé autour des tables où se discutaient les traités de paix. Mais avec Clémenceau au pouvoir les socialistes n'étaient plus grand chose au gouvernement. Et du moment où selon le mot de Sembat nous nous faisions « Bismarkiens », le parti bolchevik russe prenait le pouvoir.

Dès lors, les progrès des minoritaires vont se précipiter et ils l'emportèrent le 30 juillet 1918 par 1541 voix contre 1172. Leur succès n'est qu'une étape, Leur position ne peut être qu'instable. A Moscou commence de régner la première « dictature du prolétariat », la dictature des bolcheviks. Comment son appel à la constitution d'une nouvelle internationale ne déchaînerait-il pas l'enthousiasme chez ceux pour qui la guerre n'a été qu'une accumulation de déceptions et de colères ?

#### **La prise du pouvoir en Russie et l'internationale communiste.**

Les 6 et 7 novembre 1917, les Bolcheviks russes, dirigés par Lénine et Trotski, s'emparaient du pouvoir. Leur tactique si souple de pression et de surenchère, leur utilisation habile des volontés profondes du peuple, tendues vers l'établissement de la paix et la conquête de la terre, les y avaient portés. La domination de la Russie ne pouvait être pour eux qu'une étape.

Le Bolchevisme était une des branches de l'école marxiste russe, qui s'était développée en opposition avec le parti socialiste révolutionnaire. Ce dernier — dont on trouverait les frères dans les partis paysans de l'Europe Centrale — puisait avant tout sa doctrine dans les traditions de la paysannerie russe. Le marxisme russe s'était mis, au contraire, à l'école allemande. Mais dans le groupe de l'*Iskra*, petit noyau qui s'efforçait de vulgariser le marxisme dans le mouvement révolutionnaire russe, des antagonismes n'avaient pas tardé à se faire jour. A vrai dire, si l'on étudie l'histoire de la scission qui sépara les bolchevistes et les menchevistes, en 1903, il est bien difficile de dire quelles étaient les divergences doctrinales. Il faut plutôt parler d'incompatibilité de tempéraments que les appellations de « durs » et de « mous » rendent assez bien<sup>1</sup>.

Quant à la doctrine bolcheviste, on serait assez tenté, avec M. Vandervelde<sup>2</sup>, d'y voir un retour au *Manifeste Communiste*, dont le Bolchevisme a, en effet, repris les schémas sommaires, ou de la juger comme un marxisme adapté aux conditions russes : immense paysannerie, îlots d'industrie très concentrés, traditions autocratiques, éducation politique nulle. Bien que leur doctrine soit mouvante et variable, et sans oublier qu'un homme comme Trotski fut éloigné de

(1) Cf. TROTSKI, *Ma vie*, Tome I, Ch. XII.

(2) Cf. VANDERVELDE, *Etudes marxistes*.

l'organisation bolcheviste jusqu'à la révolution, on peut dire en effet que les bolchevistes se sont dressés contre les déviations réformistes, ont prêché le retour à la rigidité première du marxisme, et ont été persuadés que le rapport des forces en Russie permettait de transformer rapidement la révolution démocratique en révolution prolétarienne : et c'est ce dernier point qui les sépare des Menchevistes. Mais ce n'est là qu'un aspect du bolchevisme. Parti révolutionnaire, le parti bolcheviste est un parti internationaliste. Il a de l'avenir une vue universelle. C'est le monde qu'il donne comme cadre à la révolution.

Reportons-nous au livre sommaire du théoricien Boukharine, l'*A. B. C. du Communisme*<sup>1</sup>. Nous y constatons d'abord que les Bolcheviks ne reviennent pas aux perspectives économiques du *Manifeste Communiste*. On pourrait les croire, au contraire, non-conformistes, partisans d'un marxisme vivant. Mais, en réalité, ils ne sont que les épigones du théoricien social-démocrate allemand M. Hilferding qui, avant-guerre, avait complété et dépassé l'œuvre marxiste par son étude du Capitalisme financier. M. Hilferding est souvent cité par M. Boukharine, qui résume ses analyses et reprend ses conclusions économiques, tout en s'en séparant par des descriptions et des prophéties un peu grossières dont il faut lui laisser la responsabilité. Comment se présente, donc, pour M. Boukha-

(1) BOUKHARINE, *L'A B C du Communisme*.

rine, la société capitaliste actuelle ? « Toute l'industrie d'un pays est réunie en syndicats, trusts et entreprises combinés, par l'intermédiaire des Banques; à la tête de toute la vie économique, une poignée de très grosses banques dirigent toute l'industrie. Et l'Etat exécute toutes les volontés de ces potentats des banques et des syndicats » <sup>1</sup>. La concurrence de ces trusts capitalistes nationaux revient formidable : La politique de conquête que le capital financier mène pour les débouchés, les matières premières, les placements des capitaux, s'appelle *l'Impérialisme* » <sup>2</sup>. L'impérialisme développe le militarisme et il porte en lui des guerres fatales. Des conflits qu'il engendre doit aussi sortir la guerre civile. C'est pour la diriger vers des objectifs révolutionnaires que les communistes doivent s'organiser en partis nationaux et en internationale.

Ajoutons à cette vue dramatique du devenir économique et social, la volonté de « révolution permanente » d'un Trotski, s'épanouissant du cadre national sur le plan mondial, nous comprendrons, dès lors, qu'aussi bien pour le chef de l'armée rouge que pour le chef du parti communiste russe, la prise du pouvoir en Russie ne pouvait être qu'une base d'opération, forte politiquement, fragile économiquement parce que paysanne, d'où devait partir les secours

(1) BOUKHARINE, *L'A B C du communisme* (page 105).

(2) BOUKHARINE, *Op. cité* (page 116).

vers les mouvements révolutionnaires de l'Europe industrielle ébranlée par la guerre impérialiste.

Ainsi se multipliaient les malentendus en même temps que les chances de rapprochement entre l'Occident socialiste et la République soviétique d'Orient. Il n'était pas paradoxal qu'à la même heure, il y eût de grandes espérances comme un profond désaccord. Tous les témoignages concordent — par exemple ceux de Sembat et de M. Frossard qui allaient se trouver des deux côtés de la barricade déjà dressée — pour dire que le parti socialiste français, où les minoritaires allaient s'emparer de la majorité, accueillit avec enthousiasme l'annonce de la Révolution Russe. A l'heure où la guerre semblait s'éterniser, où le découragement gagnait tous les cœurs, voilà que des marxistes, maîtres du pouvoir, abordaient la construction du socialisme. Expliquer cet élan par l'éducation insuffisante des masses qui allaient affluer dans les rangs du socialisme, c'est là une analyse un peu sommaire de l'exaltation des militants socialistes, nouvelles recrues ou vieux militants. L'éducation économique des socialistes n'était pas si avancée. Un livre comme celui de Vandervelde, « *Le Socialisme contre l'Etat* », n'avait pas eu un grand rayonnement, et le marxisme élémentaire n'avait pas assez pénétré, même chez les militants, avertis pour leur faire rejeter l'idée que l'on pût faire la révolution sociale dans un pays aussi peu industrialisé que la Russie.



Le système politique de la Russie nouvelle semblait bien obéir au mot d'ordre de Lénine, « Tout le pouvoir aux Soviets ! ». Qui eût pu contester qu'à ce moment la dictature du prolétariat se réalisait sous la forme d'une démocratie ouvrière et paysanne. Lénine avait précisé qu'il visait le contrôle de la production par le gouvernement ouvrier-paysan. Il envisageait la nationalisation des banques et des grands trusts concentrés, la syndicalisation obligatoire de l'industrie<sup>1</sup>. C'est bien sous cette forme que les socialistes de l'Occident, dans leur rêve de transformation sociale, imaginaient la marche de la révolution. Les décrets de nationalisation des Soviets étaient la réalisation d'une magnifique espérance.

Ainsi, tout naturellement, la masse des socialistes était-elle portée à abandonner les voies pacifiques des conquêtes démocratiques en même temps qu'elle liquidait le socialisme de guerre. Il était tout naturel de revenir aux formules plus rigides des groupements révolutionnaires d'avant l'unification qui s'étaient, d'ailleurs, insérées dans le pacte d'unité. Retour aux principes, à l'intransigeance de classe, abandon des pratiques réformistes et exclusivement parlementaires, préparation sérieuse de la conquête révolutionnaire du pouvoir, la majorité du parti, qui se gonflait d'un flot grandissant d'adhésions, se pliait à ces méthodes sous l'influence de la Révolution Russe

(1) Cf. LAURAT, *L'Economie soviétique* (pp. 25 et suivantes).

et des sentiments que la guerre avait créés. Il n'était que juste de se solidariser avec la Grande Inspiratrice en donnant son adhésion à la Troisième Internationale organisée par le Parti bolchevik. Mais il ne pouvait être dans son esprit de se lancer dans des aventures, ou de renoncer à son autonomie.

Les Russes croyaient, malgré une clairvoyance impitoyable, que les socialistes occidentaux, sous leur influence, consentiraient à se transformer en révolutionnaires dans une période où les possibilités de révolution grandissaient. Il ne fallait pas, d'ailleurs, demander trop d'objectivité à des hommes qui luttèrent avec acharnement contre le cercle de fer des Alliés et des Blancs. Sembat a bien analysé cet appel qui se dégageait de toutes leurs intrigues occidentales. C'est un S. O. S. que lançait le pouvoir soviétique. Il fallait rapidement, là-bas, dans l'Europe industrielle une action, des mouvements de masse dans la rue ébranlant les gouvernements, afin que lui, seul état prolétarien, puisse au moins respirer. Ce n'était pas simplement une adhésion morale qu'il sollicitait, il voulait qu'on se mît à son service, avec comme premier objectif sa sauvegarde. Ainsi les bolcheviks russes voulaient faire du parti socialiste français un instrument, alors que le parti ne voulait que l'assurer de ses sentiments fraternels.

Mais ces sentiments feront entrer le parti dans l'engrenage qui le conduira à une complète servitude

dans l'action et la doctrine. Si le Comité de la Troisième Internationale, avec MM. Loriot et Souvarine, acceptait tout au moins le principe de cette subordination, il n'en était pas de même des minoritaires qui avaient été portés à la direction du parti et de l'*Humanité*, MM. Frossard et Cachin. Le voyage que ceux-ci firent en Russie, l'habileté des bolcheviks à jouer de l'enthousiasme créé par la Révolution Russe les dressèrent cependant contre les anciens majoritaires et ceux des minoritaires qui voulurent rester sur les vieilles positions.

Et c'est ainsi que, dans l'équivoque, se réunit, en décembre 1920, le Congrès de Tours, où chacun sentait que, selon l'expression de M. Frossard, « l'irréparable allait s'accomplir ».

### **Tours.**

Depuis la fin de 1918, les reconstituteurs <sup>1</sup> avaient le pouvoir dans le parti. Sous leur direction, au congrès de Strasbourg de 1919, le parti avait quitté la Deuxième Internationale, mais ils ne voulaient pas d'une adhésion immédiate à l'Internationale Communiste. Leurs préférences allaient à la formation d'une internationale qui regrouperait le prolétariat

(1) Les reconstituteurs, la plupart des anciens minoritaires de la guerre, forment le centre du parti. Ils se diviseront au moment de la scission.

mondiale sur « la base des principes traditionnels du socialisme ».

A Strasbourg le parti s'était donné un programme d'action « de rénovation politique et sociale », d'une allure constructive. Mais le socialisme français, balloté entre les poussées révolutionnaires et son ancienne tendance à l'action parlementaire, ne choisira résolument aucune de ces voies. Le jugement de Raymond Lefevre était-il juste ? Dans le chaos de la victoire la situation était-elle révolutionnaire alors que les hommes ne l'étaient point ? Certes, il y avait eu, dans les organisations ouvrières une poussée fiévreuse, deux millions d'adhérents à la C. G. T., 180.000 au parti, adhésions de foules exaspérées par la guerre et déçues par la paix. Mais les hésitations des militants responsables venaient, en partie, de cette « conscience obscure », dont parle Sembat, qui avertissait l'ouvrier que le temps de l'insurrection était clos. Il faut dire cependant que les grands mouvements de grève qui se déclenchèrent dans ces années troublées donnèrent à la classe ouvrière la journée de huit heures, et la conscience d'une force qui eût pu être utilisée plus tard si la scission ne l'avait brisée.

Impuissant à le pousser vers des buts révolutionnaires, le « redressement » doctrinal du parti le mena à un échec électoral.

L'ancien scrutin uninominal et majoritaire lui eût

sans doute permis de maintenir sa tactique traditionnelle : au premier tour, présenter des candidats dans toutes les circonscriptions; au second tour, barrer la route à la réaction. Le scrutin bâtard des élections de novembre 1919, combinant les espoirs d'une proportionnelle avec la réalité d'un scrutin majoritaire à un seul tour, devait fatalement donner le pas au souci renforcé d'autonomie sur l'instinct d'éviter une majorité de droite. Ainsi fut voté la motion Bracke ordonnant aux fédérations de mener la bataille avec des listes purement socialistes, tactique qui, conjuguant ses effets avec ceux de la concentration réalisée autour du Bloc National, ne permit même pas au parti, avec 68 élus, de retrouver son effectif parlementaire de 1910, cet échec était doublé d'une défaite du parti radical, et le triomphe de la droite était ainsi assuré.

Ce recul de la force parlementaire socialiste, seule la France le connaissait. En Belgique, le P. O. B. faisait un bond en avant; en Angleterre, le parti travailliste progressait, en Allemagne, la Social Démocratie avait été portée au pouvoir. La multiplicité de ces victoires ne compensera pas l'affaiblissement de la puissance parlementaire du socialisme français.

Tout d'abord, ce dernier a brisé les espoirs qu'il portait. Il pouvait beaucoup dans ces heures incertaines d'après-guerre. Sembat a parlé du compromis qu'envisageait, en 1917, la « bourgeoisie intelligente »



devant la croissance fiévreuse des organisations ouvrières. Certes, le cours politique de la dernière année de la guerre avait déjà compromis ces possibilités. Mais si le mouvement de masse du syndicalisme, qui réussit, dans la région parisienne, à imposer un contrat collectif au patronat de la métallurgie, avait été doublé d'une force politique unie, sachant où elle allait, c'était peut-être l'élan de la Paix intégrant le prolétariat dans la production par le contrôle ouvrier, l'assurance sociale établie et les nationalisations réalisées dans le cadre qu'avait dressé le Conseil Economique du travail, formé par la C. G. T. avec le concours des fonctionnaires et des techniciens.

Bien plus graves étaient les conséquences dans l'ordre international. Par la victoire, la France avait pris en Europe une position dominante. Son prestige et sa force matérielle lui assuraient d'être suivie par tous les nouveaux états de l'Europe centrale; par les réparations, elle tenait entre ses mains la destinée politique de la République Allemande. Marcel Sembat a souligné combien l'échec du socialisme en 1919 et sa scission en 1920 avaient pesé sur le destin de l'Europe dans les années de liquidation qui ont suivi. Tous les problèmes posés par la guerre — inflation, réparations, reconstructions économiques — ont pris une orientation différente de celle que son influence eût imposée. Dans tous les pays, la fin de la guerre

marquait un tournant de l'Histoire, mais tous avaient à compter avec la France. La faiblesse du socialisme, dans les premiers moments de la Paix, a sûrement compromis l'effort des autres partis de l'Internationale.

Le socialisme français a-t-il eu, en ces heures historiques, conscience des responsabilités qui pesaient sur lui ? A vrai dire, en dehors de la droite et du centre reconstituteur du parti qui étaient, avant tout, préoccupés d'éviter au socialisme les aventures et de maintenir intacts les principes traditionnels du parti, la masse socialiste était entraînée vers l'Internationale Communiste par l'enthousiasme de la Révolution russe, par l'horreur de la guerre, la haine des formes du socialisme qui y avait participé, un blanquisme élémentaire exaspéré par les piètres résultats de la victoire. Aucune autre considération ne valait pour elle.

L'adhésion à l'Internationale Communiste était d'abord une protestation contre le socialisme de guerre. C'était l'adhésion à une méthode qui avait fait sa preuve en transformant la guerre en guerre sociale contre la bourgeoisie, alors que partout ailleurs les partis socialistes capitulaient devant leurs gouvernements. C'était la garantie qu'à l'avenir une internationale d'action saurait éviter le renouvellement de ces erreurs. L'adhésion à l'Internationale communiste, c'était aussi une manifestation de sympathie ardente à

l'égard de la révolution russe, qui avait montré aux prolétariats accidentaux la marche à suivre pour sa libération.

Non pas que le Léninisme ait été assimilé par ces dizaines de milliers d'adhérents nouveaux. Mais il y avait dans les traditions révolutionnaires françaises comme un reflet des méthodes des bolchevistes russes. Ce n'est pas en vain que pendant des dizaines d'années un mouvement comme la Commune avait été exalté sans réserve. Quels arguments pouvaient endiguer, dans ces heures de fièvres, l'adhésion à un régime qui était une revanche, la Commune triomphante ? Le blanquisme — traversons la rivière, nous verrons bien sur l'autre rive quelles tâches nous attendent — était très vivace dans les milieux socialistes. Il s'épanouit dans le Bolchevisme confus qui régnait alors dans la majorité du parti.

Certes, les ouvriers des villes sentaient d'instinct ce que l'éducation socialiste s'efforça toujours bien faire pénétrer qu'il ne saurait y avoir de transformation sociale sans préparation profonde, sans accroissement de la capacité politique et économique de l'ensemble du monde du travail organisé. Un certain nombre de leurs délégués le diront à la tribune du congrès de Tours, dans ce défilé des représentants de minorité et de majorité des fédérations qui fut le prélude des débats <sup>1</sup>. Et ils se groupèrent soit avec le

(1) Cf. Compte rendu sténographique du Congrès National tenu à Tours les 25-26-27-28-29 et 30 décembre 1920.

Comité de résistance — MM. Blum, Paoli, Bracke — soit avec les minoritaires de guerre restés fidèles aux principes traditionnels. — MM. Paul Faure, Longuet. — Mais de l'autre côté, avec les travailleurs des villes que cet instinct n'a point retenu, se trouvent la masse des nouvelles sections paysannes. Les paysans ont la terre, ils savent bien que leurs bras et leurs cerveaux suffisent pour la production. Pour eux, pas de technique compliquée, pas d'expérience détenue par des maîtres. Ce qu'ils demandent au parti, c'est de les libérer à jamais du militarisme et de la guerre en même temps que des parasites qui, dans la circulation des produits de leurs champs, les privent d'une partie du fruit de leur travail. Elle ne serait pas nouvelle, cette alliance du paysan et de l'état contre la féodalité. L'Etat révolutionnaire en brisant cette féodalité assurera la paix aux campagnes.

A la tête de ce courant, il y a le Comité de la Troisième Internationale. Mais il y a aussi d'anciens reconstituteurs comme les hommes du « gouvernement du parti », MM. Cachin et Frossard qu'un voyage en Russie vient de conquérir à la Troisième Internationale. Ce sont de vieux militants qui ont non seulement l'expérience des hommes, mais qui passent pour avoir des soucis doctrinaux. Mais ils savent également avec quelle passion la masse donne son adhésion au mouvement des Russes. Leur formation guesdiste leur permet de trouver les formules qui dans

la tradition socialiste française correspondent aux tendances de la nouvelle Internationale. Pour eux elles représentent sans doute bien plus un repliement sur d'anciennes positions que l'adhésion à de nouvelles doctrines.

Mais l'erreur d'un homme comme M. Frossard est justement de penser qu'il en ira de cette Internationale comme de celle d'avant-guerre qu'avec les exigences nouvelles que justifie la victoire russe elle finira par laisser une liberté suffisante à ses sections nationales.

L'Internationale communiste a posé, il est vrai, des conditions sévères. M. Frossard en a ramenées de Moscou neuf, résumées dans une seule : « lutter honnêtement contre les idées bourgeoises réformistes » <sup>1</sup>. Naturellement, dans son esprit, elles constituent pour lui la limite des concessions possibles. Avant le congrès de Tours, les neuf conditions deviennent vingt-et-une. Après s'être montré conciliant, il n'était pas possible de tout rompre. La motion de M. Frossard et de ses amis acceptera donc, avec des réserves prudentes, les conditions de Moscou — négation de la défense nationale, action antimilitariste illégale parmi les troupes, subordination des syndicats au parti, suppression de la pleine démocratie intérieure, épuration périodique, subordination à l'Internationale — que repoussent, avec des affirmations révolutionnaires plus ou moins fortes, les motions du centre re-

(1) Cf. L. O. FROSSARD, *Op. cité* (p. 148).



constructeur et de la droite résistante. Celle-ci se trouve d'ailleurs virtuellement chassée par les 21 conditions, dont l'une exige l'exclusion de ceux qui n'admettraient pas les thèses de l'Internationale communiste. Mais, pour M. Frossard et ses amis, il ne s'agit guère que de concessions verbales, avec le désir sincère cependant de donner de nouveau une attitude révolutionnaire au parti régénéré. Le témoignage de M. Frossard rejoint ici celui de Marcel Sembat : « Le seul malentendu véritable était entre Moscou, qui prenait ces conditions au pied de la lettre, et les chefs communistes, Cachin et Frossard, qui s'y soumettaient en apparence et comptaient sur le temps pour tout arranger » <sup>1</sup>.

Aussi bien, le discours de M. Frossard au congrès de Tours, fait bien apparaître l'état d'esprit des nouveaux majoritaires. C'est sous le signe de la lutte contre l'attitude de la Deuxième Internationale qu'il place le courant dont il est le représentant. Il se montre mesuré : « La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale ce n'est pas au 2 août qu'elle commence. S'il y a eu faillite ce jour-là, c'est celle du prolétariat international » <sup>2</sup>. Par contre, la résolution du Congrès de Bâle faisait un devoir à l'Internationale de s'entre-mettre pour abréger la boucherie. C'est là qu'elle a lamentablement échoué. C'est pour éviter à jamais

(1) Marcel SEMBAT, *Op. cit.* (p. 170).

(2) Cf. Compte rendu sténographique du congrès de Tours (p. 334).

semblables défaillances que le parti va donner son adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Il le fait avec la volonté de préparer la révolution française, sans pour cela se livrer à des tentatives aventureuses. La révolution demande une préparation. Mais l'esprit révolutionnaire doit dominer toute l'action du parti. Que ce soit dans l'action électorale ou dans l'action parlementaire, jamais les affirmations révolutionnaires ne doivent être voilées. De l'état, instrument de la classe dominante, il ne faut attendre aucune réforme importante. Il faut se dresser nettement contre lui dans les pays et dans les assemblées. Dès lors, les reproches que l'on dirige contre la réorganisation du parti ne tiennent pas : la démocratie intérieure sera respectée, le comité directeur élu à la majorité absolue ne fera que renforcer une discipline dont chacun convient qu'elle est par trop relâchée.

Rien dans ce discours qui marque une rupture brusque avec le socialisme traditionnel. Aussi n'est-ce pas à l'interprétation donnée par M. Frossard que la minorité s'attaque, c'est aux conditions de Moscou, aux thèses de l'Internationale Communiste.

Tous ses orateurs dénoncent les conséquences fatales de l'action clandestine : un prétexte à la répression, l'introduction de provocateurs dans les rangs du parti. C'est armer le parquet, dit Sembat, c'est aller au-devant des désirs de la bourgeoisie qui cherche un conflit avec le prolétariat. M. Paul Faure

rappelle combien la représentation proportionnelle a d'importance pour la démocratie intérieure du parti, nécessaire si l'on veut un mouvement de masse. Il montre que menacer l'indépendance du syndicalisme et de la coopération, c'est compromettre leur unité. Mais avec M. Léon Blum, c'est l'ensemble des principes traditionnels du socialisme qui s'oppose, système contre système, à la doctrine nouvelle du Bolchevisme.

C'est bien d'un ensemble doctrinal nouveau qu'il s'agit, en effet. Dans le parti français d'avant-guerre, indique M. Léon Blum, le mouvement socialiste devait entraîner la masse de la classe ouvrière et la représentation proportionnelle, sanction de la démocratie intérieure, était la condition de ce développement dans la liberté de pensée et la multiplicité des nuances doctrinales. Aujourd'hui, l'Internationale communiste conçoit l'action révolutionnaire comme dirigée par une minorité chez qui l'unité de pensée est maintenue par des épurations périodiques et qui est d'ailleurs soumise à des organisations clandestines dépendantes de l'Internationale Communiste. A organisation nouvelle, conception révolutionnaire différente. La conception révolutionnaire du Bolchevisme confond révolution politique et révolution sociale, confusion que la propagande socialiste s'était justement toujours efforcée d'éviter. Les Bolchevistes considèrent que la conquête révolutionnaire du pou-

voir est une fin. De là ils sont tout naturellement conduits à admettre une longue dictature de la minorité triomphante sur les masses inorganiques. Les socialistes, eux, savent bien qu'à un moment l'œuvre de réforme ne suffira pas et qu'il y aura solution de continuité. Mais ils n'envisagent la prise révolutionnaire du pouvoir et une courte dictature impersonnelle de l'ensemble du prolétariat que lorsque les contradictions économiques et sociales se seront développées jusqu'à ne pouvoir trouver une solution que dans une modification des rapports économiques, que lorsqu'aussi l'éducation de la masse du prolétariat aura atteint un niveau élevé.

Ce joug de l'International, que droite et centre démontrent, il va se concrétiser avec le télégramme de Zinovief qui réclame l'exclusion de M. Longuet et de ses amis du centre. La scission était inévitable. M. Labas l'avait montré en faisant le tour des partis socialistes de tous les pays, généralement abandonnés par les minorités communistes. Le « coup de pistolet de Zinovief » partagea nettement le parti entre ceux qui sont prêts à s'accommoder des méthodes de l'Internationale communiste et ceux qui demeurent fidèles, en même temps qu'à la vieille doctrine, à une organisation démocratique et souveraine.

Par 3.200 mandats contre 1.022 le Congrès avait décidé l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Mais c'est sur cet incident qu'une majorité moins écrasante et

une minorité un peu moins faible se comptent et se séparent. 89 fédérations sur 15 restent avec le nouveau parti communiste. D'un côté 130.000 membres, de l'autre quelques dizaine de mille. Mais, ne l'oublions pas, du côté communiste 12 parlementaires seulement sur 68, de l'autre la plupart des élus législatifs, départementaux et communaux.

Comme on comprend, en relisant ces débats, les réflexions désabusées de Marcel Sembat. Certes, l'ossature du parti restait avec les vieux militants résistants et reconstructeurs. Mais l'enthousiasme de la jeunesse s'en allait vers l'avenir exaltant qu'annonçait l'Internationale communiste. Avec une analyse pénétrante et une logique, dant l'avenir allait révéler la force, M. Léon Blum avait montré à quels dangers conduisaient les thèses du Bolchevisme, à quelles lamentables aventures elles entraînaient. Qu'avait proposé le leader de la minorité ? Le retour à l'avant-guerre et à la propagande tenace, la reconstruction de ce que la guerre avait détruit. Mais la jeunesse voulait briser les forces qu'elle tenait pour responsables de la guerre et dont la guerre avait fait éclater les contradictions et la faiblesse. Il est triste d'avoir raison contre l'enthousiasme. Et Sembat lui-même n'avait pu ranimer la vieille flamme en opposant, d'une manière saisissante, les méthodes des révolutionnaires russes et celles du monde du travail britannique. Q'importe, d'ailleurs, le cadre où se por-



tera pendant quelques mois l'ardeur de la jeunesse, la classe ouvrière n'en a pas moins brisée son unité d'action.

« Idiots que nous sommes, s'écrie Sembat, une scission ne coupe pas le parti en deux portions, mais en trois. Il y a celle qui reste avec nous, il y a celle qui va chez vous, et il y a, malheureux, la troisième portion, la plus forte, qui reste chez elle ! » <sup>1</sup>.

(1) SEMBAT, *Op. cit.* (p. 144).

### CHAPITRE III.

#### A L'OMBRE DES VIEUX PRINCIPES.

C'est un blessé, c'est un grand blessé  
de la guerre et des scissions.

Paul FAURE.

##### « La vieille maison ».

Les conditions dans laquelle la scission est intervenue expliquent, dans une large mesure, les regroupements qui ont suivi. Il n'était pas possible, nous avons tenté de le montrer, que le congrès de Tours délibère dans une atmosphère calme, en dehors de toute équivoque et de toute pression extérieure. Si cette hypothèse avait pu se réaliser, il est bien probable que la majorité eût changée de camp. Pour s'en persuader, il n'est que de considérer ce que fut l'histoire du nouveau parti communiste.

Les minoritaires à peine partis, une lutte violente opposa le centre du parti qui détenait le secrétariat, avec M. Frossard, à la gauche qui acceptait sans discussion les directives de l'Internationale. Le centre, qui représentait un socialisme révolutionnaire très près

de certains courants d'avant-guerre était soucieux, de liberté et d'autonomie comme l'ensemble du socialisme français l'avait toujours été. Numériquement le centre triompha de la gauche aux congrès de Marseille et de Paris. Mais, par lassitude, il abandonna le pouvoir aux extrémistes, que soutenait l'Internationale. Il quittera en même temps le parti communiste. Ce ne sera qu'un premier départ. D'autres suivirent, sans compter les charrettes d'exclus. Aussi peut-on dire qu'à l'heure actuelle peu de militants d'avant la scission sont restés au parti communiste. Ces démissionnaires ou ces exclus se rencontrent d'abord dans des organisations intermédiaires : union fédérative socialiste de la fin de 1922 et parti communiste unitaire dont la fusion donnera, un an plus tard, l'Union socialiste communiste; parti ouvrier paysan, fondé par les élus municipaux et départementaux parisiens du parti communiste qui formera avec l'Union socialiste communiste, en 1930, le parti d'unité prolétarienne. On n'y fera le plus souvent qu'un stage avant de rentrer au vieux parti socialiste.

Il en ira de même dans l'organisation syndicale. La minorté qui, en 1921, quittait la C. G. T., entendait, tout en réclamant l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge, réserver l'autonomie du mouvement ouvrier. Les bolchevistes ne pouvaient renoncer à leurs méthodes de domination. Leur triomphe dans

les rangs de la nouvelle C. G. T. U. amena la formation d'oppositions et notamment, en 1929, du comité pour l'Indépendance de syndicalisme, dont la plupart des éléments, devant l'intransigeance des dirigeants communistes, ne tardèrent pas à regagner la vieille organisation confédérale <sup>1</sup>.

Dans l'ivresse de leur triomphe, les majoritaires de 1920, n'avaient pas d'ailleurs compris ce qu'avait de fragile la base matérielle de leur mouvement. Certes, ils avaient avec eux 130.000 adhérents, et les 200.000 lecteurs de *l'Humanité*, organe central du parti, dont ils devenaient les maîtres. Dans le parti socialiste il n'était pas resté 50.000 adhérents, et son journal le *Populaire*, ne connaissait qu'un tirage de quelques milliers d'exemplaires. Mais le parti socialiste français avait depuis longtemps une base électorale. L'influence de ses élus comptait pour beaucoup dans sa force. Or, la presque totalité des députés, des conseillers généraux et d'arrondissement, des municipalités ouvrières, restaient entre les mains des minoritaires. A côté de ces élus se trouvaient la plupart des vieux militants, propagandistes et organisateurs expérimentés. C'est ce que soulignait l'appel lancé par la minorité réunie à l'Hôtel de Ville de Tours : « Plus de cinquante élus législatifs, des centaines d'élus cantonaux et municipaux, tous les militants

(1) Sur les luttes intérieures dans le Parti Communiste et la C. G. T., voir FROSSARD et Paul LOUIS, *Op. cit.*

les plus éprouvés et les plus dévoués des fédérations sont déjà à nos côtés » <sup>1</sup>. Cette minorité solide, éduquée, bien encadrée, triomphera de la masse inéduquée, qu'entraînait le nouveau parti communiste. Dès les premières élections partielles, dès les premières élections cantonales, il apparut que le rayonnement du socialisme ne le cédait en rien à celui du parti communiste. Le rapport de forces de modifiera, d'ailleurs constamment en faveur du Parti socialiste, à mesure que l'unité se reconstituera dans son sein. Le Parti communiste ne compte pas plus que 30.000 membres, le Parti socialiste en a 130.000. Aux élections de 1928, il était encore loin de compter deux fois plus d'électeurs que le Parti communiste, en 1932, il sera près d'en compter trois fois plus.

En opposition avec les communistes, le parti socialiste a gardé la vieille organisation et les vieilles méthodes. Pour faire respecter ses principes de démocratie intégrale, ses statuts imposent toujours la représentation proportionnelle de toutes les tendances à tous les échelons du parti. Bien loin de vouloir constituer une minorité, à l'avant-garde du prolétariat, il s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière. Il en respecte les autres formes d'organisations, et dans le manifeste du conseil national du 13 février, le premier réuni après la scission, il affirme, tout en recommandant à ses membres d'adhérer aux syn-

(1) *Rapport pour le XIX<sup>e</sup> Congrès National.*



dicats et aux coopératives, sa volonté de tenir compte de leur « autonomie nécessaire ». Reconstitué après Tours, le groupe parlementaire socialiste règle son activité d'après les directives de la déclaration commune de 1905 : « Au parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés politiques et des droits des travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière... ». Action qu'avaient répudiée les thèses de l'Internationale Communiste. « Le Parlement ne peut actuellement pour les communistes, être en aucun cas, le théâtre d'une lutte pour les réformes, pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière, comme cela a eu lieu à certains moments de l'époque précédente » <sup>1</sup>. « L'action parlementaire, qui consiste surtout à user de la tribune parlementaire dans un but d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper politiquement les masses, etc., doit être subordonné aux buts et aux tâches de la lutte en masse extra-parlementaire » <sup>2</sup>.

Le désir d'établir mieux qu'une filiation, une identité complète entre le parti d'avant-guerre et le parti d'après la scission domine alors l'attitude des militants responsables. « *Le Parti socialiste (S.F.I.O.)*, déclare le manifeste du 13 février, *n'a pas à pré-*

(1) Page 75 des thèses de l'I. C. : textes cités par Léon BLUM. (Rapports pour le XIX<sup>e</sup> Congrès national, pp. 90-91).

(2) Page 79 des thèses déjà citées.

*senter aux travailleurs de France un nouveau programme et de nouvelles doctrines. Il entend poursuivre son action sur la base, jusqu'ici acceptée de tous, de la Résolution d'Amsterdam (août 1904), de la Déclaration d'unité du 13 janvier 1905, et de ses statuts, adoptés à Paris, le 13 juillet 1913, de son programme d'action d'avril 1919 ». Le manifeste rappelle la doctrine fondamentale du parti formulée en 1905. « Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution ». Nous avons dit comment ces formules s'étaient épanouies dans l'harmonieuse motion de Toulouse de 1908. Mais à l'heure où la scission va s'accomplir, par une réaction, dont on dira pourtant plus tard qu'elle a poussé le socialisme au reformisme, le parti éprouve la nécessité de poser énergiquement sa volonté d'opposition au régime, déjà affirmée dans les motions que la minorité opposait à Tours aux Bolchevistes. « Ni le bloc des gauches, ni le ministérialisme condamnés à la fois par nos conceptions doctrinales et par l'expérience, ne trouveront dans nos rangs la moindre chance de succès. Le Parti Socialiste (S.F.I.O.) demeure un parti de lutte de classe et d'opposition et mènera une lutte acharnée contre tout système économique et politique qui n'aura pas*

*reconnu et proclamé le total affranchissement du monde du travail »*<sup>1</sup>. Prophétie à laquelle les événements n'allaient pas tarder à apporter un démenti.

Cette tactique déterminée, les perspectives qui y sont liées procèdent du même esprit. Il y a là, sans doute, le souci de donner moins de prise à ceux que les socialistes appellent les dissidents bolchevistes. Il y a le chaos de l'après-guerre, la guerre elle-même qui justifient les affirmations révolutionnaires. N'oublions pas aussi que le gouvernement du parti est maintenant entre les mains des guesdistes, alors qu'avant-guerre des jaouessistes, grâce à l'ailliance de la fraction syndicaliste, détenaient les leviers de commande. Changement dont l'importance n'apparaîtra que plus tard, car dans les premières années qui ont suivi la scission il serait inexact de parler de majorité et de minorité. Chacun, pour mener à bien l'œuvre de reconstruction, ayant le souci de l'unanimité, les divisions ne devaient renaître que plus tard avec les controverses sur la tactique parlementaire.

Quoiqu'il en soit, on trouvera les schémas classiques du conformisme socialiste dans une préface de M. J.-B. Séverac, secrétaire-général-adjoint de la S. F. I. O., à une brochure intitulée « *Ce qu'est le Parti Socialistes* »<sup>2</sup> et qui présente assez bien l'ortho-

(1) Cf. le texte du manifeste dans le Rapport du XIX<sup>e</sup> Congrès National (pp. 55 et suivantes).

(2) J. FERRETTI, *Ce qu'est le Parti Socialiste*. Avant-propos de J.-B. SÉVERAC.

doxie socialiste moyenne. Notons d'ailleurs que pendant plusieurs années, la librairie du Parti se contentera — à côté de l'édition de quelques discours parlementaires — de rééditer quelques brochures d'avant-guerre où la pensée de Guesde tient une large place. « La classe ouvrière, dit M. Séverac, dont la force de travail est employée dans les manufactures, les usines, les magasins, les administrations, les bureaux, les offices du capital, ne reçoit, en échange de l'emploi quotidien de sa force de travail, que tout juste ce qui est nécessaire à sa propre reproduction... L'élargissement croissant des marchés, l'accroissement incessant de la classe ouvrière, la diminution du nombre des entreprises résultant de la concurrence créent une situation chaque jour plus critique et qui se manifeste essentiellement par l'opposition du monde du travail constamment plus étendue, et du monde des profiteurs, constamment plus réduit » <sup>1</sup>.

Quant à l'avenir, il n'offre pas de mystère pour le secrétariat ou le militant moyen : après une période de luttes parlementaires et sociales, au cours desquelles un certain nombre de réformes auront été arrachées à la Bourgeoisie, la classe ouvrière renforcée et aguerrie, prendra d'assaut l'Etat et, exerçant une dictature impersonnelle, arrachera ses privilèges au Capitalisme.

Il y a toujours, certes, un large courant qu'anime

(1) Préface de J.-B. SÉVERAC (pp. 3 et 5).

une toute autre conception du devenir social, qui reste « évolutionniste », partisan du « socialisme de pénétration », qui fait confiance à « la République, maintenue et développée », et pense que la démocratie politique sépanouira en démocratie sociale. C'est lui qui poussera, en 1924, à la formation du bloc des gauches, pourtant condamné. C'est lui qui tentera de faire accepter cette participation, qui, pour la majorité restera le ministérialisme également condamné. Mais contre lui on évoquera tous ces textes, toute cette tradition d'avant-guerre dont le parti socialiste se réclame contre les Bolchevistes. Sans doute, également, le renouveau de la pensée socialiste que nous avons à étudier s'attaquera presque entièrement, de biais ou de face, à ces positions doctrinales. Mais il n'en reste pas moins qu'elles demeurent exposées dans les textes officiels du parti, textes qui seront l'objet, d'ailleurs, de part et d'autre, d'un travail savant d'exégèse.

Ces positions doctrinales maintiennent l'indépendance du parti à laquelle les militants sont très attachés. C'est ce qui fait près d'eux leur valeur. Mais c'est en grande partie en dehors d'elles que la masse des adhérents nouveaux va affluer au parti, qu'une large fraction de l'opinion publique va se grouper autour de lui. La force croissante du socialisme — tout en faisant la part du reflux naturel des démocrates socialistes égarés dans le Bolchevisme — il

faut en chercher la cause dans la lutte ardente que le socialisme mène contre le Bloc national, dans les positions constructives qu'il prend en face des problèmes de la reconstruction économique de l'Europe, des réparations et du rétablissement des finances de la Nation.

### **Liquidation de la guerre.**

Les premières années de l'activité du parti socialiste après la scission, sont consacrées, dans le pays, à la reconstitution de ses fédérations et sections, au Parlement, à la lutte contre la nouvelle majorité issue des élections de 1919, la majorité du Bloc national. Il n'est pas dans notre sujet de donner le détail de l'activité parlementaire déployée depuis la guerre par le groupe socialiste au Parlement. Disons seulement que, dans l'opposition, il s'efforça d'arracher le maximum de réformes. Il ne se contentait pas de faire à la Tribune des déclarations de principe, ou de déposer des contre-projets, il participait au véritable travail parlementaire. Un grand nombre de ses membres étaient rapporteurs des commissions; le groupe eut à lutter pour faire accepter les amendements qui apportaient une amélioration, si petite soit-elle, aux projets discutés. Il en ira ainsi dans la législature 1919-1924, où, noyé dans un milieu



hostile, ne devant avoir à ses côtés le parti radical qu'à la fin de la législature, il aurait pu être porté à une attitude d'opposition irréductible frisant l'obstruction.

Le combat que le parti a mené a eu son dénouement sur le terrain électoral. En 1924, le congrès de Marseille permit les alliances électorales, cartels ou blocs des gauches. Les conditions posées pour sauvegarder la figure originale du parti — pas de programme commun, affichage du manifeste du parti — ne furent pas observées dans bien des départements. Aussi, malgré son attachement à la représentation proportionnelle, acceptera-t-il le retour au scrutin d'arrondissement qui lui permet au premier tour de s'affirmer pleinement, tout en reportant, au second, ses troupes sur le candidat le plus susceptible de battre la réaction, tactique traditionnelle qui correspond, dans notre pays, à l'instinct des masses socialistes et républicaines.

Sur le terrain proprement économique la lutte contre la convention des chemins de fer de 1929 est la grande bataille livrée par le groupe socialiste contre le Bloc national. A cette convention qui renforçait les privilèges des grands réseaux, le groupe opposa un projet de nationalisation des chemins de fer, selon la formule du Conseil Economique du travail. La question ne fut pas alors soulevée comme elle l'avait été avant guerre, de savoir si l'adoption d'un pareil

projet eût renforcé ou non « l'Etat de classe ». L'accord dans ce domaine s'affirma pleinement entre les socialistes et la Confédération Générale du Travail. C'était d'ailleurs la C. G. T. qui avait créé, en 1920, — après l'échec des projets de conseils officiels économique — le conseil économique du Travail (C. G. T., fonctionnaires, Techniciens, coopérateurs) qui dressa un plan de nationalisation industrialisée des P. T. T., des mines, des chemins de fer, des sources d'énergie électrique, dont il confiait la gestion à des conseils où eussent coopéré les travailleurs, la collectivité et les usagers. Au congrès de Paris, en 1921, le Parti déclara que ce plan devait servir de base à son action positive.

Mais le problème qui dominera non seulement la législature, mais pèsera sur toutes les années qui la suivent, c'est le problème de la liquidation de la guerre. Nous pourrions préciser en disant le problème des réparations : car l'illusion de nos financiers fit que le sort de nos finances fut longtemps attaché à celui des réparations et des dettes, ce qui n'alla pas sans graves conséquences; ainsi la politique extérieure de notre pays ne fut guère, pendant des années, que la politique des réparations, et ce fait a lourdement hypothéqué, par ses conséquences économiques et psychologiques, l'avenir de l'Europe.

Rappelons d'abord quelques faits. Le traité de Versailles, dans ses articles 232 et 233, déclarait l'Alle-

magne et ses alliés responsables des pertes et des dommages subis par les gouvernements alliés; mais, reconnaissant que les ressources de l'Allemagne étaient insuffisantes pour assurer une complète réparation, il exigeait — et l'Allemagne en prenait l'engagement — que fussent réparés les dommages causés à la population civile et aux biens. On laissait le soin à la Commission des Réparations de chiffrer le montant des dommages. De nombreuses conférences se réunirent dans ce dessein. A celle de Spa, on ne réussit qu'à fixer les pourcentages de répartition entre les alliés. Les imaginations déployaient leurs ailes. M. Klotz, ministre des Finances, réclamait 194 milliards de marks à l'Allemagne, soit 1.100 milliards de francs stabilisés. On parlait d'annuité de 8 milliards de marks alors que les économistes affirmaient déjà difficile de transfert de 2 milliards de marks. Enfin, le 30 avril 1921, la Commission des réparations fixait la dette allemande à 132 milliards de marks-or, payable par 3 groupes de bons dont, en fait, il semblait bien que seuls les deux premiers dussent être payés, ce qui ramenait le forfait à 50 milliards. L'état de paiement fut accepté par l'Allemagne, sous la menace de l'occupation de la Rhur.

Les socialistes français, mandatés par le Conseil national du 13 février 1921, se réunirent à Amsterdam, en avril, avec les délégués du parti travailliste

indépendant de Grande-Bretagne et du parti social-démocrate indépendant de l'Allemagne<sup>1</sup>, pour fixer une attitude commune en face du problème des réparations. De leurs délibérations sortit la déclaration commune du 4 avril 1921.

Cette déclaration soulignait d'abord que, d'une part, la social-démocratie indépendante d'Allemagne et les organisations syndicales avaient proclamé la nécessité des réparations et que, d'autre part, les partis socialistes anglais et français déclaraient que le plan des réparations devait dresser comme idée directrice la nécessité d'un nouvel équilibre économique. La déclaration montrait qu'au contraire les gouvernements alliés se souciaient bien peu de la capacité de paiement de l'Allemagne et tentaient avant tout de frapper leurs opinions publiques en cherchant à se prévaloir de la fixation au niveau le plus élevé du chiffre des réparations. Les socialistes proposaient un plan prévoyant d'abord la constitution d'un office international des réparations dirigé par un conseil composé de représentants ouvriers, de techniciens et de délégués des états. Cet office aurait eu pour mission de dresser par pays les ressources disponibles en matières premières, afin que chaque pays apporte le surplus de sa production à l'œuvre de reconstruction. Le financement de l'opération au-

(1) Séparé, au cours de la guerre, de la vieille social-démocratie qu'il égala presque par l'influence en 1921.

rait été assuré par par l'émission d'emprunts internationaux dont la charge annuelle eût été assurée par l'Allemagne. Le plan prévoyait également la constitution d'un office national français pour organiser l'œuvre de reconstruction, apprécier les ressources locales, mesurer l'importance des travaux à accomplir et les répartir par secteurs en indiquant l'ordre de leur urgence. En rapport avec l'office international il lui aurait demandé les ressources de matériaux et de main-d'œuvre nécessaires. Pour le paiement des pensions, ajoutait la déclaration, il fallait tenir équitablement compte des possibilités de l'Allemagne et des obligations qui lui étaient imposées et envisager, là aussi, la mobilisation de la dette, ainsi fixé, sur le marché international.

Ce plan, proposé à la Chambre française, ne recueillit que 69 voix contre 570.

Une nouvelle conférence socialiste, réunie à Francfort les 25 et 26 février 1922, plus large, puisque les socialistes belges et les socialistes italiens y participaient, plus importante puisque les partis de la Deuxième Internationale se trouvaient à côté de ceux de l'Union de Vienne, allait fixer définitivement la position.

La résolution de Francfort montra que le double but à poursuivre était « ...*de restaurer rapidement les territoires détruits en soulageant la France et la Belgique du poids des avances d'argent ou des dé-*

*penses déjà faites, et de faciliter l'assainissement financier de l'Allemagne par l'octroi des délais et facilités de paiement nécessaires* ». La solution serait trouvée dans les mesures suivantes : réparation et travail en nature dans la mesure du possible; création d'un organisme international de reconstruction et de crédit dont les grandes lignes étaient celles du plan d'Amsterdam mais qui se serait également attaché à venir en aide aux pays (Autriche, Russie, etc...) « *ravagés par la famine et incapables de rentrer, sans des secours du dehors, dans la communauté économique internationale* », annulation et reprise internationales des charges imposées à l'Allemagne du chef des pensions militaires; annulation générale des dettes interalliées issues de la guerre.

Un an après, à Hambourg, l'Internationale se reconstituait par la fusion de l'Union de Vienne (Parti français, parti travailliste indépendant, parti autrichien, social démocratie allemande indépendante) et la vieille Internationale (Parti ouvrier belge, parti travailliste, social-démocratie majoritaire allemande, etc...). L'Internationale reconstruite fera sienne le plan de Francfort.

Avant la conférence de Francfort, le parti français avait préparé un avant-projet beaucoup plus complet, rédigé par M. Vincent-Auriol. Elargissant le problème, tendant à rétablir l'équilibre économique mondial, il envisageait la constitution d'un bureau



international de statistiques et de contingentements qui eût dirigé la production des pays économiquement intacts, paralysés par la non consommation, vers les pays dévastés par la guerre, et organisé la production de chaque pays « *en tenant compte du génie de la race, des spécialisations nationales, des richesses naturelles* ». Avec ces renseignements, l'office international aurait organisé la collaboration de tous les peuples en établissant les ententes, les contingentements et en effectuant les achats. Il prévoyait également un institut international de crédit (crédit pour les importations essentielles, crédit pour les produits en voie de finition, crédit aux états en voie de reconstruction) et d'émission (émission d'une monnaie internationale, dans les pays à monnaie complètement dévalorisée ou dans les pays à change trop déprécié, monnaie internationale qui, en élargissant le rayon de sa circulation, aboutirait à la péréquation des salaires).

Le gouvernement français avait choisi d'autres méthodes.

L'Allemagne s'était acquittée des deux premiers paiements imposés par l'état d'avril 1921. Le 14 décembre 1921, elle sollicitait un moratoire. Le mark précipitait sa chute; l'étranger lui refusait tout emprunt. On se tourna alors vers des formules de conciliation dont les premières conversations de la conférence de Cannes montrèrent la possibilité. Mais

l'opposition du conseil des ministres et du président de la République, entraînant la démission de M. Briand, l'empêcha d'aboutir. Elle se contenta de fixer les paiements de l'Allemagne pour 1923. La conférence de Gênes ne se saisit pas de la question.

Le gouvernement de M. Poincaré refusa de tenir compte des conclusions du *Comité des Banquiers* du 24 mai 1922 envisageant pour le relèvement du Reich, par des opérations de crédit international, une diminution de la dette allemande et l'annulation des dettes interalliées. Nouvelle demande de moratoire, le mark accélérant sa chute. Pas de paiement sans gage, déclara le gouvernement français. L'Allemagne obtint cependant un moratoire de six mois pour le paiement en devises. Le gouvernement français n'accepta pas, à la conférence de Paris, le 2 janvier 1932, le plan Bonar-Law qui comportait l'annulation des dettes de l'Angleterre et la fixation de la dette du Reich à un chiffre modéré (une tranche de bons pour 50 milliards de marks, une seconde tranche de 17 milliards réductible et différable). Le gouvernement français était décidé à occuper la Rhur pour s'assurer une garantie. La Commission des réparations ayant constaté, le 26 décembre 1923, un manquement de l'Allemagne dans ses livraisons en nature, les troupes françaises et belges entraient dans la Rhur, le 11 janvier 1923.

Contre cette occupation, les socialistes menèrent

une opposition acharnée soulignant les dangers politiques qu'elle offrait en contre-partie de sa productivité infime, opposition qui n'étaient pas sans périls dans l'état de faiblesse où se trouvait encore le parti <sup>1</sup>.

L'Allemagne demandait, à la fin de 1924, l'examen de sa capacité de paiement. Le Comité Dawes l'examinait et dressait un plan, accepté par les alliés, comportant des annuités — allant croissant de 1 milliard à 2 milliards 200 millions — dont le nombre n'était pas fixé.

Une réunion commune de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération syndicale internationale souligna qu'on avait enfin tenu compte de la capacité de paiement de l'Allemagne, regretta qu'on ait surchargé la classe ouvrière allemande — revenus gagnés sur les douanes, impôts sur l'alcool, le tabac, la bière et le sucre — mais considéra cependant que

(1) « Sortant d'une scission qui nous avait presque anéantis, il nous a fallu refaire pierre à pierre, groupe à groupe, adhérent par adhérent, un Parti assailli par d'autres qui avaient des moyens nombreux et puissants. Et cela, dans une période politique où le Bloc national, où la puissance bourgeoise et réactionnaire avec leurs moyens d'action, avec leurs journaux, tendaient de leur côté de dénaturer et d'accabler toute l'expression de notre pensée. Il nous a fallu faire cela, après la guerre, dans un pays vainqueur où le nationalisme était surexcité, sous des gouvernements qui ne comprenaient rien, ni à l'intérêt national, ni à l'intérêt européen, des gouvernements qui, non seulement, n'ont pas voulu frapper les classes capitalistes et leur demander de payer à proportion de leurs moyens, les frais de la guerre et de l'après-guerre, mais qui ont engagé notre pays dans de coûteuses aventures extérieures, qui ont occupé la Ruhr, occupation acclamée à ce moment-là par la grande majorité de ce pays, n'en doutez pas. (Discours de Paul FAURE au Congrès de Lyon. Compte rendu sténographique, p. 473).

le plan apparaissait comme « *la seule solution immédiatement possible* ».

L'Allemagne s'acquitta des obligations imposées par le plan Dawes. En 1928, elle réclama la réduction des annuités et la fixation de leur nombre. C'est ainsi que, après le dépôt du rapport du comité des experts financiers, le plan Young fut adopté à la conférence de La Haye, le 21 janvier 1930. Le nombre des annuités avait été fixé (une série de 37, l'autre de 22), l'annuité étant divisée en tranches conditionnelles et inconditionnelles, des moratoires et leur procédure étant prévus. L'originalité du plan était la constitution d'une Banque de Règlements Internationaux, à qui les socialistes reprochèrent d'être sous l'emprise de la finance internationale, mais qui rappelait d'une manière frappante l'institut de crédit international que les socialistes avaient préconisé huit années auparavant <sup>1</sup>.

Dix-huit mois après, devant les ravages de la crise mondiale menaçant l'Allemagne d'un effondrement complet, le président Hoover proposait la suspension des paiements pendant un an de toutes les annuités des dettes intergouvernementales. Un an plus tard, la conférence de Lausanne ne laissait plus à la charge de l'Allemagne que le paiement d'un forfait de 3 mil-

(1) On trouvera le texte des résolutions socialistes dans le fascicule N° 10 de l'Office de Documentation de *la Vie Socialiste* auquel nous avons emprunté les matériaux de notre étude sur l'attitude socialiste en face du problème des réparations.

liards de marks or. On se dirigeait vers une quasi annulation générale des dettes intergouvernementales et ainsi se confirmait l'interdépendance des réparations et des dettes. Les socialistes avaient toujours proclamé cette liaison, et c'est faute de l'avoir affirmée que le gouvernement vit se dresser contre ce projet de ratification des rapports Béranger et Caillaux, l'opposition socialiste.

Ainsi les conséquences de la guerre sur le plan financier semblait devoir peser moins lourdement par une annulation pour ainsi totale des dettes intergouvernementales et des réparations, mais les socialistes ne manquèrent pas de souligner que la politique d'exécution militaire avait conduit aux conséquences que prévoyait l'ordre du jour du groupe socialiste au Parlement le 9 février 1921 : le renforcement, en Allemagne, des partis de militarisme et de revanche; qu'en laissant s'effondrer le mark sous les coups de cette politique, on avait ruiné en Allemagne les classes moyennes, et ainsi la base du développement normal de la démocratie dans ce pays; que, faute d'avoir adopté à temps les solutions socialistes, le développement dans l'anarchie de la production d'après-guerre et la répartition néfaste du crédit, hypertrophant ici l'appareil de production, alors que là régnait une économie médiévale, avaient entraîné, pour une large part, la dépression économique sans précédent qui dévastait le monde.

\*  
\*\*

Nous l'avons dit, la politique financière de l'après-guerre est intimement liée à la politique des réparations puisqu'aussi bien la situation financière du pays s'est trouvée bouleversée à la fois par l'effet des dépenses exceptionnelles de la guerre, le prix de la reconstruction des régions dévastées, et la charge des pensions civiles et militaires.

A la gestion financière de la période de guerre, on a reproché son recours exclusif de l'emprunt, en mettant en contrepartie l'effort fiscal d'un pays comme l'Angleterre. Les socialistes avaient proposé la réquisition des usines pour diminuer les charges qui pesaient sur la nation. Toujours est-il qu'au moment de la conclusion de la paix, la dette de la France s'était élevée de 32 milliards 600 millions en 1914 à 143 milliards au 1<sup>er</sup> janvier 1919. En 1920, les socialistes avaient déposé un projet qui comprenait la reprise des bénéfices de guerre et l'impôt sur le capital. Dans un discours à la Chambre le 16 juin 1925, M. Léon Blum fit l'historique des propositions financières socialistes <sup>1</sup>. Il y précise la conception socialiste du prélèvement sur le capital : « Ce prélèvement, nous n'entendions l'exercer que sur la richesse acquise, que sur la fortune acquise, à l'exclusion de toutes les formes de la richesse en

(1) LÉON BLUM, *La Politique Financière du Parti Socialiste* (p. 15).



formation et, par conséquent, *à fortiori*, à l'exclusion des produits du travail ». Opération à exécuter en une seule fois « non pas en ce qui concerne les moyens de s'acquitter mais en ce qui concerne les moyens de fixer la dette des particuliers vis-à-vis de l'Etat ». Ainsi la situation aurait-elle été assainie, l'équilibre budgétaire assuré, le trésor libéré vis-à-vis des banques, l'amortissement de la dette perpétuelle réalisée « dans une mesure qui la mit à l'échelle des facultés contributives et de l'Etat et de la stabilisation préparée ». Et M. Léon Blum de citer le dilemme de l'économiste Keynes : « Ou la dépréciation des signes monétaires ou l'impôt sur le capital ».

Pour le gouvernement, la clef de la situation financière se trouvait dans les réparations. Pour le passif de la guerre aussi bien que pour l'œuvre de reconstruction, la majorité entrevoyait un financement simpliste : « L'Allemagne paiera ».

L'Allemagne ne paya pas, ou, en tout cas, paya moins qu'on n'espérait. Il fallut recourir à l'emprunt. Tous les budgets — il y en avait trois — furent pendant cinq ans en déficit. La dette contractée alors fut plus grande que celle dont la guerre avait chargé le pays<sup>1</sup>. Les socialistes soulignent cette seconde erreur irréparable : après avoir refusé d'assainir la situation en 1919, non seulement la majorité, par sa poli-

(1) 134 milliards au lieu de 110.

tique des réparations, laissait toute la charge de la reconstruction à la France, mais elle ne faisait aucun effort sérieux pour rétablir, sur des bases saines, l'équilibre financier.

En 1924, le vent tourna, le cartel des gauches détint la majorité. Si le gouvernement de M. Herriot fit un effort de rétablissement budgétaire, il eut une politique du trésor empirique dont les socialistes, par des avertissements répétés, marquèrent l'insuffisance. Une dette flottante de 69 milliards, une dette à court terme de 37 milliards, permettaient toutes les manœuvres. Ces manœuvres furent dirigées par la presse qui affirma que la situation était catastrophique, conséquence naturelle de la politique d'un gouvernement de gauche. Le gouvernement Herriot tomba et une série de gouvernements moins marqués lui succédera. Ce sera l'occasion pour le groupe parlementaire socialiste d'apporter ses solutions. De ces solutions, l'essentielle est le prélèvement sur le capital. M. Léon Blum, dans son discours du 26 juin<sup>1</sup>, en donne l'analyse : chacun est frappé proportionnellement ; toutes les formes du capital sont atteintes, notamment les billets de banque et les bons de la défense nationale ; si les valeurs mobilières sont évaluées automatiquement, pour les autres formes du capital la déclaration est libre, le contrôle de l'administration devant s'exercer à la première mutation ;

(1) Léon BLUM, *Op. cit.* (pp. 19-20).

la libération se faisait en capital, conféré à une caisse d'amortissement qui était chargée de toucher les intérêts en attendant que le capital fût acquitté et devenait ainsi propriétaire d'une partie de la fortune réelle de la France représentée par des obligations ou des certificats fonciers. Cette caisse avait, grâce à ces gages faculté d'émission et de mobilisation « qui permettait de résoudre la plupart des embarras du trésor », ainsi l'inflation était jugulée par « un système de dispositions qui, par l'appât des exonérations, dirigeait les billets vers les bons et les bons vers les bons hypothécaires de cette caisse d'amortissement... ».

Mais ce plan ne fut pas appliqué. Celui de M. Poincaré triompha. C'est-à-dire une superfiscalité dont les socialistes dénoncèrent le caractère de classe puisqu'elle n'atteignit pour ainsi dire que la production et la consommation. Le parti réclama alors avec plus de force que jamais la stabilisation, qu'il avait déjà demandée en 1920 et en 1925. Aux élections de 1928, le prélèvement sur le capital figura encore à son programme, malgré les réserves qui sont faites dans le parti, où l'on faisait observer qu'il n'était plus temps, par une opération énergique, de redresser les changes au niveau des prix et des salaires. Un nouvel équilibre s'étant créé, lorsque le projet de stabilisation viendra en discussion à la Chambre, le 24 juin 1928, le groupe parlementaire socialiste se con-

tentera de protester contre les privilèges abusifs de la Banque de France, mais par la voix de M. Vincent Auriol, il dressera le bilan de la politique financière d'après-guerre :

*« L'inflation aura été la ruine des uns, l'enrichissement des autres, la cause du bouleversement économique du pays. Tandis qu'en 1920 et en 1925, nous voulions par un impôt loyal, avoué, de 10 % diviser le fardeau de la dette entre toute les classes, selon une proportion équitable, diminuer, par un effort exceptionnel, le poids de la dette, éviter ainsi aux épargnants un lourd sacrifice, à la production le poids d'une fiscalité étouffante, l'égoïsme des classes dirigeantes du pays aboutit aujourd'hui à ce prélèvement hypocrite et inique de 80 % sur la fortune nationale, au préjudice des plus dignes d'intérêts, au préjudice de la vie économique, au profit des munitionnaires de la guerre et des munitionnaires de l'inflation »<sup>1</sup>.*

Le parti socialiste n'en revendiquera pas moins, dans le domaine financier — comme pour les réparations — la paternité des idées qui, prétendra-t-il, y ont triomphé, en partie et trop tard. « Ainsi, dira avec orgueil M. Léon Blum au congrès de Toulouse, la lutte contre l'inflation, c'est nous. L'assainissement, c'est nous; la caisse d'amortissement, c'est nous;

(1) Discours à la Chambre des Députés, le 24 juin 1928, publié dans une brochure : *La Stabilisation et le Parti Socialiste* (p. 9).

l'idée de gager la caisse d'amortissement par une sorte d'hypothèques prise sur les monopoles, ou les industries d'Etat, c'est encore nous. Toutes les idées fécondes sont sorties de nous » <sup>1</sup>.

La liquidation de la guerre semblait achevée par cette opération, comme elle avait été réglée, pour les réparations, par le plan Dawes. Il était donc naturel que la politique financière du parti socialiste reprenne sa forme traditionnelle : puisque l'impôt est, en dernière analyse, un prélèvement sur le revenu des différentes classes de la nation, il faut faire en sorte qu'il pèse plus sur la fortune acquise que sur la production, plus aussi sur les classes riches que sur les travailleurs. Idée de justice sociale, souci de libérer les forces productives, que la formule de préférence donnée aux impôts directs sur les impôts indirects n'exprime pas parfaitement. C'est de ces conceptions que s'inspire le contre-projet socialiste qui s'opposa aux propositions gouvernementales de 6 milliards de dégrèvements en 1929 et 1930. La crise économique, en sapant la base de la prospérité financière renaissante du pays, allait amener le parti socialiste à préciser cette politique financière dans des idées que sa propagande dans le pays et ses représentants au Parlement vont rendre familières : par une politique internationale audacieuse et des initiatives hardies de désarmement, il faut diminuer

(1) Congrès de Toulouse, Compte rendu sténographique (p. 126).

les dépenses de guerre; le rendement de la fiscalité étant fonction du développement normal de l'économie du pays, il faut par une politique de coopération internationale et de vastes travaux publics nationaux et internationaux ranimer la vie économique; l'impôt dans le monde moderne est une ressource insuffisante, il faut augmenter les revenus domaniaux de l'état par des nationalisations.

Dans cet historique où nous avons voulu dire ce qu'a été la pensée socialiste en face des grands problèmes qui ont dominé la vie politique du pays dans les années d'après-guerre, rappelons aussi quel fut le rôle du socialisme dans le vote de la loi des Assurances sociales, réforme sociale fondamentale de l'après-guerre. Cette loi discutée par la Chambre à la fin de chaque législature avait été voté en 1928 — et les socialistes avaient pris une grande part à ces délibérations — mais risquait fort de ne pas être appliquée. Le groupe parlementaire socialiste obtint que, après rectifications, elle prît vie. Fait dont aujourd'hui on ne mesure pas encore la profonde transformation sociale qu'il porte en lui.

Il nous faut tirer une conclusion. En face des divers épisodes de la liquidation de la guerre, le socialisme aurait pu se contenter d'une attitude d'opposition et de défense prolétarienne. Sans doute parce qu'il sentait que le sort du prolétariat était lié au destin général et que les intérêts dont il avait la



charge n'étaient pas ceux de la classe ouvrière seulement, il a proposé, au nom de l'intérêt de la France et de l'Europe, des plans constructifs de réorganisation. Certes, le souci anima toujours les socialistes de se réclamer publiquement, non d'une classe, mais de la nation toute entière, et cette attitude n'était pas nouvelle : mais jamais encore, elle n'avait été affirmée avec une telle force.

Disons aussi que si les responsabilités qui pesèrent sur le socialisme français peuvent paraître lourdes, d'autres sections de l'Internationale en avaient connues d'écrasantes. En Allemagne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, les socialistes durent assumer brusquement la direction du pouvoir avec des masses dont l'éducation politique était imparfaite. Non seulement il leur fallut dresser l'armature des régimes nouveaux, mais ils eurent à faire face aux pires difficultés économiques auxquelles s'ajoutaient, en Allemagne et en Autriche, l'inflation décomposant le milieu social. Il leur fallut donner aux classes laborieuses de leurs pays un statut économique et social qui les satisfît, en même temps qu'ils laissaient jouer librement des institutions démocratiques. Ils ont subi dans cette tâche de graves échecs. Il n'est pas sûr que le socialisme français, qui fit merveille comme force d'opposition et de pression, eût pu se comporter aussi bien qu'eux s'ils avaient eu à assurer une tâche aussi rude.

### **La Participation.**

C'est dans l'action que le socialisme a dressé un plan d'action économique et s'est ainsi donné une figure quelque peu différente de celle dessinée dans ses brochures officielles. C'est l'action qui a imposé au parti socialiste des débats qui éclairèrent ses perspectives politiques.

En 1924, le parti socialiste faisait partie intégrante d'une majorité, pour la première fois, dans la Paix, depuis Combes. Dans les années qui ont suivi, il a toujours eu, plus ou moins, la possibilité ou la tentation d'y rentrer. Aussi n'est-il pas un congrès où n'intervienne un débat animé soit sur la possibilité de coalition gouvernementale, soit sur la nature des rapports que le socialisme doit entretenir avec les partis voisins.

Ne serait-ce que la réédition des débats de Toulouse de 1908 ? Le parti radical n'est pas exactement le même qu'avant-guerre, et, maintenant, il y a le parti communiste. Le socialisme lui-même s'est transformé. Ce qui est en discussion, ce n'est pas la valeur de la réforme, c'est le moyen de la réaliser. Enfin le problème se compliquait de la controverse : opposition, soutien ou participation gouvernementale.

Nous avons dit comment, peu de temps avant la guerre, Albert Thomas avait posé la question de la participation ministérielle. Il faut dire que si le cours

des événements devait fatalement amener le parti à l'aborder, ce débat n'était pas encore mûr. D'ailleurs, la condamnation du ministérialisme retentissait encore, bien qu'il ne fut plus simplement question de l'entrée d'un socialisme isolé dans le gouvernement. L'époque de la délégation des gauches était bien passée et M. J.-L. Breton, son dernier partisan, était entré dans l'indépendance. Il est même rare que des gouvernements aient bénéficié de ce « préjugé favorable » dont M. Léon Blum parlera plus tard. On fait confiance à la démocratie, certes — sans renoncer à son droit à la révolte — mais ce que la démocratie doit apporter au socialisme, c'est une telle victoire que, jeté au pouvoir, il pourra commencer la socialisation de la production. La mystique — ou le mythe si l'on préfère — de la conquête du pouvoir animait le socialisme d'avant-guerre.

Avec l'après-guerre, des socialistes entrèrent dans tous les gouvernements importants de l'Europe, gouvernements formés le plus souvent par la coalition de plusieurs partis. Ils avaient tenté quelquefois, jamais réussi, une œuvre de socialisation. Premier enseignement : la croissance du mouvement politique du monde du travail poussait les socialistes au gouvernement ; deuxième enseignement : en raison des difficultés économiques ou des obstacles sociaux — entre autres l'insuffisante capacité de la classe ouvrière — ce n'était pas pour une besogne spécifique

ment socialiste qu'ils y étaient appelés. Dans les rangs même de la social-démocratie autrichienne, refuge de la stricte observance du marxisme, une aile, sous la direction de l'ancien chancelier Karl Renner, prêchait la nécessité de la coalition permanente, et le leader austro-marxiste M. Otto Bauer — tant le courant était fort — admettait les alliances exceptionnelles et affirmait qu'il était naturel que, dans une période de stabilisation du capitalisme, le socialisme en ascension soit animé d'un esprit réformiste <sup>1</sup>.

Au congrès de reconstitution de Hambourg, l'Internationale, sans aborder aucune discussion de principe, sanctionna l'état de fait : l'article 15 des statuts prévoyait le remplacement automatique des membres de ses organismes directeurs appelés au gouvernement. Le parti français ne présenta pas à ce sujet la moindre observation.

Lui aussi, d'ailleurs, méditait les enseignements de l'étranger. M. Léon Blum avait rendu familière la distinction de la conquête et de l'exercice du pouvoir. L'exercice du pouvoir, la croissance même du socialisme en rendait l'expérience inévitable. Il était donc entendu que, si un succès électoral donnait la majorité d'une majorité au parti, il faudrait bien qu'il prenne la direction du pouvoir. En attendant, la réalité en 1924 était une majorité de gauche avec

(1) Otto BAUER, *N. R. S.*, 15 janvier-15 février 1928.

prépondérance radicale. Quelques voix isolées se firent entendre en faveur d'une participation ministérielle : le parti, poussé par la nécessité politique, mais ne voulant pas s'abandonner à des aventures que d'ailleurs on ne lui proposa pas, se contenta du soutien. Ce soutien était un peu le recommencement de l'expérience Combes. Il était l'expression parlementaire de la tactique socialiste qui tend à éviter le pire, marquait une liaison étroite entre les groupes de la majorité nouvelle et fut exercé sans défaillances jusqu'à la chute du gouvernement Herriot.

La question de la participation ministérielle se posa alors à plusieurs reprises, jusqu'à la formation du gouvernement Poincaré. Elle ne devait pas cesser d'obséder les esprits d'autant plus que, l'expérience Herriot n'ayant pas totalement réussie, les radicaux faisaient grief aux socialistes de leur soutien qu'ils qualifiaient « aléatoire » et bien des socialistes regrettaient de n'avoir pas porté leur énergie au sein du gouvernement. Le débat renaîtra dans les rangs socialistes, au cours de la législature suivante, avec les offres de M. Daladier, après la chute du gouvernement Briand et à nouveau, en juin 1932, avec le bouleversement de la majorité amenée par les élections générales de mai 1932.

L'analyse de ces différentes occasions importe peu. Il suffit de noter que le parti a évolué du refus de la participation à la participation « conditionnée ».

acceptée par le congrès de Huyghens de juin 1931.

Il nous reste à expliquer comment et pourquoi.

Il nous faut tout d'abord analyser les conceptions du « centre », groupé autour de M. Léon Blum dont la souplesse a assuré la transition entre les deux attitudes.

C'est M. Léon Blum, avons-nous dit, qui a popularisé la distinction entre exercice et conquête du pouvoir. La différence ? D'abord dans l'ascension : « En ce qui concerne la conquête révolutionnaire du pouvoir, précise M. Blum au congrès extraordinaire de 1926, je n'admets pas que la classe ouvrière soit limitée par aucune espèce de légalité. Je préfère, comme tout le monde, qu'elle arrive à ses fins par des moyens légaux. Tous les moyens, y compris les moyens légaux, disait Guesde. Mais je ne l'enferme pas dans la légalité, et cela pour toutes sortes de raisons. D'abord, parce que je ne vois pas un régime en France, depuis 1789, dont les titres soient légaux. Ensuite, parce que je ne suis pas sûr de la réciprocité... » <sup>1</sup>. Au contraire, c'est par la progression parlementaire que lui assure le suffrage universel que le socialisme peut être appelé au pouvoir. Il devra alors respecter la règle du jeu. « Par conséquent, je ne suis pas légalitaire en ce qui concerne la conquête du pouvoir, mais je déclare catégoriquement

(1) LÉON BLUM, Discours au Congrès extraordinaire de la Belle-villoise, qui discuta de la participation au pouvoir (*Nouvelle Revue Socialiste* du 15 février-15 mars 1926).



que je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir ».

Il va sans dire que ce n'est pas dans la forme que réside la différence de nature essentielle entre l'exercice du pouvoir et sa conquête. Pour M. Léon Blum et ses amis, le pouvoir sera conquis lorsque le prolétariat sera capable et la situation économique et sociale révolutionnaire. A ce moment, non seulement la légalité devra être mise « en vacances », la légalité de l'ordre ancien ne pouvant servir pour la création de l'ordre nouveau, mais les rapports économiques seront profondément changés. A la ruine de la puissance politique de la bourgeoisie s'ajoutera la ruine de sa puissance économique : l'industrie lourde, les monopoles de fait seront nationalisés, la petite industrie probablement syndiquée et contrôlée; encore qu'aucun socialiste français n'ait dit nettement quelles devaient être les mesures précises à prendre dans cette éventualité.

La conquête du pouvoir représente donc la réalité de la puissance politique entre les mains de la classe ouvrière, parce que ce pouvoir politique s'appuiera sur une base économique ruinant la féodalité capitaliste. Au contraire, avec l'exercice du pouvoir, la puissance économique du capitalisme demeure intacte, le gouvernement des socialistes est imposé au capitalisme, qui le tolère à condition qu'il ne touche à aucun de ses privilèges essentiels. Si M. Léon Blum

parle de légalité avec autant de force, c'est bien sans doute parce qu'il n'envisage pas la possibilité de briser ces privilèges. C'est donc dans le cadre du régime capitaliste — en respectant ses principes — que le socialisme exercerait le pouvoir au mieux des intérêts de la classe ouvrière. Ce n'est là, sans doute, qu'une application assez stricte de la conception marxiste de l'institution politique considérée comme le reflet des rapports économiques. Elle conduit à une singulière timidité dans l'action gouvernementale, acceptée par nécessité mais sans enthousiasme. Ce qui permettra au « droitier » Marcel Déat de dire qu'au centre du parti le thermomètre révolutionnaire est à zéro.

Timidité dans le combat contre les forteresses du capitalisme qui ne doit pas aller sans des réformes qui fassent apparaître un fait nouveau dans le changement d'équipe ministérielle. Il n'y a pas là un paradoxe pour certains socialistes qui estiment que le grand capitalisme peut admettre, sans grande opposition, certaines réformes, même hardies — comme le plan socialiste des réparations par exemple — qui n'entament pas ses positions essentielles. Et c'est justement cette nécessité de rendre le changement sensible à la masse du peuple qui conduisait M. Léon Blum à refuser la participation ministérielle. Avec la direction socialiste d'un ministère, ou un ministère purement socialiste soutenu — chacun son tour — par les groupes de gauche, c'est la possibilité d'ap-

porter du neuf. Le monde du travail ne dirait pas : « Plus les ministres changent, plus c'est la même chose ». Ainsi serait sauvé l'indépendance du parti. Cette indépendance serait compromise dans une coalition dont les socialistes n'auraient pas la maîtrise, et dont l'impuissance se retournerait contre le socialisme, ainsi que la confusion fatalement établie entre le socialisme et les partis de démocratie bourgeoise. Moins dangereuse, affirmait M. Léon Blum, serait une expérience de coalition dans l'Union Nationale, comme en Belgique pour le salut financier, comme en France, pendant la guerre, pour la défense nationale, car les masses sauraient alors que la participation socialiste n'a qu'un but négatif ou très limité, tandis que la participation à un gouvernement de gauche éveillerait trop d'espairs.

L'appréhension du désastre causé par la déception dans les masses, se traduisait chez Léon Blum, dans son discours du congrès de 1926, par un appel à l'auto-conservation du parti. Et c'est là que nous comprenons le secret du succès de ses distinctions un peu subtiles. Les militants ont fait un effort acharné pour reconstituer le parti. Maintenant le parti tient à nouveau sa place, mais c'est un convalescent. Le jeter dans des aventures douteuses serait la certitude d'une rechute. Il y a, certes, des nécessités politiques ; des formules comme le soutien y pourvoieront. Avec M. Léon Blum, ils sont sûrs de maintenir l'in-

dépendance du parti à l'égard des autres groupements politiques, tout en maintenant le contact avec eux, et en sauvegardant toutes les possibilités d'avenir.

Ces sentiments, nous les trouvons exprimés dans la motion, voté à l'issue du congrès de Japy d'août 1925 par 2.110 mandats contre les 559 du carré participationniste. Après avoir affirmé que le parti « *est prêt à aider de son appui tout gouvernement qui tenterait un effort vigoureux pour faire aboutir les mesures réclamées par le prolétariat...* » le manifeste déclare : « *Par contre, il continue d'écarter la participation éventuelle du parti socialiste à un gouvernement constitué par d'autres partis. Indépendamment des difficultés qui en découlent du caractère même de l'action socialiste, la participation, dans l'état actuel du parti et dans l'ensemble des circonstances politiques ne pourrait que nuire à l'intérêt des travailleurs et du socialisme lui-même, sans faciliter d'ailleurs, en aucun cas et dans aucune mesure, la tâche d'un gouvernement démocratique* ».

« *Indépendamment des difficultés qui en découlent du caractère même de l'action socialiste* », c'est bien vite glisser sur les considérations doctrinales. Les termes même du passage essentiel, « *...dans l'état actuel du parti et dans l'ensemble des circonstances économiques...* » indiquent assez le caractère provisoire de la décision.

Cet état d'esprit n'est pas exceptionnel. Dans l'en-

quête ouverte par la *Nouvelle Revue Socialiste*, en janvier 1926, avant le congrès de la Bellevilloise, on trouve dans la plupart des réponses des adversaires de la participation, des arguments de même nature : la situation politique, le souci de garder la physionomie propre de la classe ouvrière. Au congrès extraordinaire de 1930, il se dégage des discours des délégués, les trois idées essentielles qui ont dominé pendant plus de six ans l'opposition à la participation : il n'y a pas de majorité pour des solutions vraiment démocratiques (argument qui se confond avec celui de la veulerie du parti radical); la coalition amène la confusion avec les partis voisins; la « condition préalable », une force organique suffisante de la classe ouvrière (presse, syndicats, coopératives, cadres) n'est pas encore réalisée...

C'est dire qu'il ne faut pas tout à fait confondre l'ensemble de cette majorité soucieuse de l'indépendance et de l'avenir du parti socialiste, avec les doctrinaires de gauche qui ont intégré leurs conceptions dans ce sentiment commun.

La gauche, elle, ne croit qu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir. Ce n'est pas simplement pour user de l'autorité des textes vénérés qu'elle réclame le respect de la charte d'unité condamnant le ministérialisme. Elle pense que c'est dans une opposition irréductible au régime que le parti doit se préparer à l'éventualité révolutionnaire. Que celle-ci lui soit

offerte par le suffrage universel ou par le « mouvement de masse », c'est-à-dire la grève générale, peu importe. Evidemment il y a la croissance politique du parti, sa force parlementaire, les illusions des masses qui poussent le parti au pouvoir : il faudra donc bien en accepter l'exercice. Mais il faut en éviter l'exercice prématuré, ainsi que les déviations possibles vers le ministérialisme. Il faut d'autant plus écarter la participation à un gouvernement formé par les radicaux que — M. Zyromski insistera toujours sur ce point — la croissance des antagonismes de classes conduit la bourgeoisie à des mesures de plus en plus dictatoriales, creuse plus profondément le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat, donc entre le parti socialiste et le parti radical de la démocratie bourgeoise, ce dernier se vidant d'ailleurs chaque jour un peu plus, grâce à la croissance du socialisme, de ses éléments démocratiques.

Il faudra, certes, un jour, accepter le pouvoir. Si nous avons des alliés, un programme énergique leur sera imposé. Il est impossible qu'un gouvernement qui partira de ce pas aille très loin; mais il se sera livré à quelques gestes symboliques et aura tout au moins fait la démonstration expérimentale de la puissance du joug capitaliste qui pèse sur les institutions démocratiques. Ce sera une forme excellente de propagande, mais il ne faudra pas compter faire d'action constructive. Car, comme dira M. Paul Faure,



« lutter contre le capitalisme, c'est faire la révolution sociale ».

Ce dernier argument n'embarrasse pas un certain nombre de droitiers qui n'hésitent pas à proclamer qu'entrer au gouvernement c'est faire la révolution. Il y a là un néo-blankisme assez curieux où le fusil est remplacé par le maroquin. Mais les doctrinaires de la droite socialiste n'entretiennent pas de semblable confusion. Eux aussi acceptent le vocabulaire de Léon Blum, mais ils vont s'efforcer d'apporter la démonstration qu'entre la participation et l'exercice du pouvoir, il n'y a pas différence de nature, mais simplement une différence de degré, et prolongeant leur raisonnement, ils tenteront la même démonstration sur les rapports de l'exercice du pouvoir et de la conquête du pouvoir. Dans son discours au congrès de Paris en 1930, M. Marcel Déat montrait que toutes les objections dirigées contre l'exercice du pouvoir — faiblesse du radicalisme, convalescence du socialisme, espérances exagérées des masses, résistance du Sénat, moyens de manœuvre du capitalisme — valent aussi bien contre l'exercice du pouvoir<sup>1</sup>. Les participationnistes ne nient d'ailleurs pas le danger qu'il peut y avoir à s'embarquer avec des alliés dont le passé ne permet pas d'avoir pleinement confiance; ils sont les premiers à mettre des conditions, à récla-

(1) Discours de M. DEAT au congrès national extraordinaire de 1930 (*Vie Socialiste* du 22 février 1930).

mer la signature d'un contrat de mariage préalable. Certes, ils sont optimistes. Envers les radicaux leur préjugé est plutôt favorable, et ils pensent que le pouvoir offre plus de possibilités d'action que ne prétendent leurs camarades. Si les puissances d'argent paralysent le pouvoir, disent-ils, le rôle du socialisme en allant au gouvernement, est justement de libérer la République. M. Marcel Déat assigne à cette action gouvernementale un but : la séparation du Capitalisme de l'Etat. C'est-à-dire qu'elle assurerait une libération progressive à l'Etat. Les socialistes auraient ainsi conquis le pouvoir, si l'on considère la conquête du pouvoir comme la puissance politique sans entraves. Pas de solution de continuité entre la conquête du pouvoir et son exercice.

La formule de la droite semblera un moment triompher.

En juin 1932, le Parti a offert aux radicaux de participer au pouvoir sous un certain nombre de conditions dont les plus importantes étaient la nationalisation des chemins de fer, la nationalisation des assurances, la diminution des dépenses de guerre à leur niveau de 1928. Les circonstances politiques, en effet, avaient changé : à la Chambre, une majorité fortement axée à gauche venait de sortir de la consultation électorale de mai; d'autre part, le parti avait fait un bond en avant, il était en pleine santé et le pays n'aurait pas compris un refus brutal d'as-

sumer les responsabilités du pouvoir. Certes, cette proposition, votée à une quasi-unanimité, a été faite dans des états d'esprits différents, une fraction espérant qu'elle serait le point de départ d'utiles négociations, une autre qu'elle fournirait simplement la « preuve expérimentale » de la diminution du « potentiel démocratique » du parti radical.

Il reste qu'on a pu croire, un moment, que les controverses sur la participation ne revêtraient plus l'aspect doctrinal dans le parti socialiste français, qu'on se contenterait d'en peser les avantages et les inconvénients. Cette attitude aurait été bien proche de celle que la social-démocratie allemande définissait à son congrès de Kiel, en 1927 : « La participation de la Social-démocratie au gouvernement du Reich dépend uniquement de la question de savoir si la force de la Social-démocratie au sein de la population et au Reichstag est suffisante pour garantir que la participation au gouvernement permette, dans des circonstances déterminées, d'atteindre des buts intéressant le mouvement ouvrier ou de parer à des dangers réactionnaires »<sup>1</sup>.

Le socialisme français voulait, certes, en outre, définir avec ses alliés éventuels les buts à atteindre. Il savait que l'inconvénient principal de la participation était de confondre dans l'esprit du peuple l'ac-

(1) Motion de Kiel publiée par *la Nouvelle Revue Socialiste*, 15 juin-15 juillet 1927.

tion gouvernementale socialiste avec celle des gouvernements des autres partis. Aussi semblait-il avoir fait siennes, en établissant son programme minimum d'action gouvernementale, les observations des deux auteurs socialistes belges qui ont dressé le bilan des expériences de participation dans leur pays : « Ces inconvénients peuvent être atténués en réduisant au minimum les concessions faites par la classe ouvrière au capitalisme, en donnant au mouvement ouvrier un but clair, précis et rapproché, animé d'un grand souffle socialiste... » <sup>1</sup>.

Mais que restait-il alors du fossé creusé entre l'exercice du pouvoir et sa conquête ? Un gouvernement qui aurait dans une première étape, nationalisé les chemins de fer et les assurances, qui, dans une seconde étape, contrôlerait les banques, nationaliserait les mines, les forces hydrauliques, serait, certes, en mesure de résister au capitalisme et même de le dominer si l'on songe en outre, à sa puissance fiscale et douanière. Au terme de cet effort, ce serait bien la conquête d'un pouvoir libre réalisée. Il n'y a là qu'une hypothèse, c'est entendu, et on peut penser que la première offensive sera brisée, mais l'admettre est gros de conséquences doctrinales. Le socialisme français l'avait fait sienne par le vote de sa motion de Huyghens et il paraissait témoigner,

(1) A. VIENNE et A. WAUTERS, *La Réforme du Réformisme* (pp. 163-164).

alors, qu'avec sa puissance renaissante, sa volonté d'action grandissait. Le centre et la droite réclamaient d'une même voix le pouvoir et proclamaient qu'ils craignaient seulement de n'avoir pas assez de responsabilités<sup>1</sup>. Une pareille attitude, sincère ou non, n'allait pas sans toute une doctrine de l'Etat et de la Démocratie, dont nous rappellerons qu'elle était celle de Jaurès.

(1) *Discours de M. Léon Blum à Romans*, le 25 juillet 1932.  
(Edition de la Fédération de la Drôme).

## CHAPITRE IV.

### DE L'ASSAUT CONTRE LE CONFORMISME MARXISTE A LA CRISE DOCTRINALE DU SOCIALISME.

Avant tout, il nous faut une science  
du mouvement ouvrier et du socialisme  
qui repose sur le fondement de  
l'expérience sociale même.

Henri DE MAN.

#### La décomposition du marxisme.

Pendant plusieurs années le socialisme français a vécu de ses combats et de ses congrès. La nourriture intellectuelle qui lui était alors offerte était assez pauvre : quelques textes de Jaurès, quelques brochures de Guesde, quelques discours parlementaires. Un seul ouvrage important, l'« *Armée Nouvelle* » de Jaurès, était encore médité par certains. Quant au marxisme, hommage lui était toujours rendu, mais il n'était guère connu que par *Manifeste Communiste*, la lecture des œuvres de Marx était abandonnée à quelques spécialistes.

A partir de 1926, on assiste à un renouveau intel-



lectuel. Les luttes sociales et politiques les plus violentes sont terminées. Le capitalisme semble stabilisé, il a atteint son niveau de 1913 et semble devoir reprendre la progression régulière d'avant-guerre<sup>1</sup>. On a le temps de se reposer et de penser. On en éprouve le besoin également. La guerre et le bouleversement qui l'a suivie, quelle expérience ! Que d'enseignements dans la révolution russe et dans les participations socialistes européennes ! Que d'intérêt offre le spectacle d'un capitalisme à la recherche de formes neuves d'organisation !

Aussi toute une littérature naîtra-t-elle, dont le caractère commun est de proclamer qu'en face de cette transformation prodigieuse du monde et de la science, le socialisme ne saurait se contenter de répéter les formules qui correspondent à un univers dépassé.

« *Grandeurs et servitudes socialistes* », le titre de ce livre de M. B. Montagnon traduit fort bien la foi et l'inquiétude intellectuelle de bien des socialistes, au moment où le capitalisme atteint l'apogée de sa prospérité. Grandeur d'une formule d'organisation sociale qui semble être le terme de l'évolution prodigieuse du capitalisme vers des formes collectives, grandeurs d'un mouvement politique qui exalte le monde du travail, éveille en lui la conscience de classe, l'éduque, et joue dans le monde un rôle gran-

(1) Cf. WOYTINSKY, *Les Etats-Unis d'Europe*, deuxième partie.

disssant. Servitude d'une doctrine dont la vie brise les cadres étroits dont la rigidité et la caducité sont un frein à l'action, un écran entre l'avenir et le socialisme.

Sentiments confus que toute une nouvelle littérature va tenter d'orienter dans plusieurs directions. Nous pouvons en distinguer deux principales. Toutes deux notent l'opposition entre la doctrine et la pratique du mouvement ouvrier et socialiste, dont la force a presque doublé par rapport à l'avant-guerre et qui s'attache à obtenir des réformes par la voie de la démocratie et par son intégration dans le cadre national. Mais elles concluent différemment. L'une s'efforce de mettre la doctrine d'accord avec la pratique du mouvement et les nouvelles formes du capitalisme et c'est à cette besogne que s'attachent, en France, MM. Montagnon, Jules Moch et Charles Spinasse. L'autre réagit sur certains points contre cette pratique, mais veut dépasser la doctrine traditionnelle incapable, selon eux, d'opérer cette réaction. Ces deux tendances sont souvent confondues et il arrive en effet, souvent, qu'elles aient un terrain de critique commun. Mais elles sont cependant distincte : l'une s'attaque à la sociologie marxiste, l'autre à l'économie marxiste. C'est la première que nous voulons, pour le moment, analyser.

A M. Henri de Man revient l'honneur d'avoir réveillé l'activité intellectuelle dans les milieux socia-

listes de langue française par la publication de son livre *Au delà du Marxisme*. M. de Man, qui était avant 1914 le doctrinaire de l'orthodoxie marxiste dans le Parti ouvrier belge, avait été transformé par la guerre qui l'amena à s'attacher à la psychologie du mouvement ouvrier. Il mena contre la sociologie marxiste une critique sérieuse et pénétrante qui fait de son livre le monument de la littérature socialiste d'après-guerre. Une tendance simpliste conduirait à le placer arbitrairement à la droite du mouvement socialiste. En réalité, il reste en dehors de ces classifications. Pour le montrer, il n'est que de citer le tableau du monde socialiste français dressé par son disciple, M. André Philip, qui a résumé, comme Deville l'avait fait pour le *Capital* de Marx, l'ouvrage de M. de Man : « Les doctrinaires qui constituent l'aile gauche du parti défendent avec âpreté les doctrines marxistes orthodoxes sans s'apercevoir qu'elles sont, sur plus d'un point, dépassées par les faits et appellent une révision sérieuse. Quant à la tendance de droite, il faut malheureusement reconnaître que ses promoteurs, absorbés par des questions de tactique électorale et de réalisations pratiques immédiates, semblent parfois perdre de vue le but final révolutionnaire du socialisme. Spécialisés dans l'étude du problème technique, ils se contentent le plus souvent, pour orienter leur action, d'un idéalisme généreux, mais assez vague, et négligent d'effectuer l'effort de

synthèse indispensable à l'élaboration d'une doctrine » <sup>1</sup>.

Le rôle de M. Henri de Man ne sera donc pas en face de ce socialisme où vivent côte à côte « une pratique sans doctrine et une doctrine sans pratique » d'effectuer « l'effort de synthèse indispensable » pour lier le réformisme à une doctrine. Il n'en est pas moins vrai que les positions que M. de Man attaquera en France seront celles de la gauche marxiste conformiste, alors qu'en Allemagne il se heurtait à un marxisme qui avait été adapté à l'usage du réformisme.

Du conformisme marxiste français, on pourrait écrire au présent ce que Sorel avait écrit au passé, de l'ensemble des écrivains socialistes : « Pendant longtemps, les écrivains socialistes ont cru que Marx avait créé un corps de doctrines au moyen desquelles on pouvait atteindre à ce triple résultat : démontrer que les attaques dirigées contre le capitalisme par les classes ouvrières sont les conséquences irréfutables d'une analyse scientifique de la production; fonder sur la philosophie l'attente d'une révolution très prochaine, qui remplacerait le capitalisme par le communisme; trouver, dans une investigation nouvelle de l'histoire, des règles propres à diriger, de manière sûre, la politique des partis révolutionnaires » <sup>2</sup>.

Résumer ainsi la pensée des doctrinaires marxistes

(1) A. PHILIP, *Henri de Man et la Crise Doctrinale du Socialisme* (p. 20).

(2) Georges SOREL, *La Décomposition du Marxisme* (p. 3).

français — dans la mesure où cette pensée s'exprime, puisqu'aussi bien ils considèrent que tout a été dit depuis Marx et Engels et qu'ils se contentent de résumer ces auteurs à leur manière — est peut-être leur attribuer plus de nuances que n'en comportent leurs vues catégoriques. C'est en tout cas cette triple conviction marxiste que M. de Man et d'autres écrivains socialistes se sont efforcés de ruiner ou, tout au moins, de compléter et d'élargir.

Mais n'oublions pas que Sorel lui-même tentait de démontrer que cette croyance des écrivains socialistes était loin d'être fondée. Nous ne rechercherons pas ici — cela n'entre ni dans nos intentions, ni dans nos possibilités — dans quelle mesure il y a concordance entre les œuvres de Marx et le marxisme courant. Au surplus, il nous semble que pareille discussion serait vouée à la stérilité.

M. Carlo Rosselli — qui distingue trois phases dans l'histoire du marxisme — « la phase religieuse, la phase critique et la phase actuelle d'un marxisme effectivement dépassé » <sup>1</sup> — a montré, en effet, combien de physionomies différentes du marxisme la phase critique avait fait apparaître, ce qui n'a rien d'étonnant avec un génie aussi complexe que Marx. La phase religieuse du marxisme a, par contre, donné à notre temps — évolution normale de toute religion — « un rituel pour la démocratie socialiste » <sup>2</sup>. C'est

(1) CARLO ROSSELLI, *Op. cit.* (p. 24).

(2) DE MAN, *Au delà du Marxisme* (p. 353).

ce rituel qui importe, c'est lui qui reste vivant. « J'appelle marxisme, écrit justement M. de Man, l'ensemble des éléments de la doctrine de Marx qui continuent à vivre dans le mouvement ouvrier socialiste sous forme de jugements de valeur, de symboles affectifs, de mobiles instinctifs ou habituels, de désirs collectifs, de méthodes d'action, de principes et de programmes » <sup>1</sup>.

Avec une pareille définition, tombe le reproche qu'adressait M. Bracke à M. Montagnon de ne combattre que des « fantômes », les « fantômes » étant pourtant en l'espèce les idées essentielles d'une certaine pensée socialiste encore bien vivante. Mais elle n'empêchera pas que, dans les controverses socialistes, on opposera toujours au « marxisme vivant » les textes de Marx et aux textes de Marx des conclusions dont on dira, au surplus, qu'elles ont été obtenues avec la méthode marxiste.

Nous voulons, pour notre part, nous efforcer simplement d'indiquer dans quelle mesure les trois positions essentielles du « marxisme vivant » — matérialisme historique, hédonisme économique, conceptions dialectique de l'Histoire — ont été détruites, entamées ou précisées par les écrivains socialistes de l'après-guerre, sans vouloir prétendre donner plus que les grandes directions de cette œuvre critique. Il nous faut faire, d'ailleurs, une observation préalable que nous aurons l'occasion de compléter. Le

(1) *Au delà du Marxisme* (Préface à la 1<sup>re</sup> édition allemande, p. 16).



conformisme marxiste n'a jamais conquis l'ensemble du socialisme français, loin de là. M. de Man avait souligné lui-même que l'urgence de la révision qu'il proposait n'était pas la même dans tous les pays. Si en France l'influence de sa doctrine n'a pas dépassé quelques cercles d'intellectuels, c'est bien justement parce qu'elle ne se présentait pas comme un système nouveau s'opposant nettement à la doctrine qui imprégnait le socialisme français. Est-il besoin de rappeler que Jaurès avait apporté au socialisme français une philosophie conciliatrice ? Les révisions, les mises au point périodiques n'en sont que plus nécessaires puisque nous sommes en face d'une idéologie assez éclectique et c'est pourquoi l'œuvre des écrivains socialistes d'après-guerre a une valeur de clarification. Elle est conforme au rôle que Bernstein avait assigné aux intellectuels socialistes : séparer l'ivraie de la bonne graine et reconnaître ce qui est resté jeune à côté de ce qui est devenu caduc.

### **Le matérialisme historique.**

Chacun connaît le résumé du matérialisme historique que Marx a lui-même donné : « Le mode de production de la vie matérielle détermine, d'une façon générale, le procès social, politique et intellectuel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son existence, mais son existence sociale

qui détermine sa conscience » <sup>1</sup>. Pour Marx, les institutions politiques, juridiques, religieuses ne sont donc que le reflet des rapports économiques, et étudier l'infrastructure économique permet de comprendre la superstructure idéologique. L'histoire devient ainsi d'une magnifique simplicité et les révolutionnaires avertis se trouvent, dans le combat social, contre la Bourgeoisie, avec le sentiment de pilotes qui manœuvreraient avec une sûre aisance en face de vaisseaux sans direction, gouvernés seulement par l'instinct. C'est pourquoi le prolétariat doit, avant tout, se pénétrer de la nécessité de concentrer ses efforts contre la structure économique et n'a, pour se guider dans sa lutte, qu'à utiliser les conclusions tirées du milieu social, grâce à cette méthode d'investigation.

Il est encore bien des socialistes qui acceptent le matérialisme historique sous une forme aussi catégorique, sans parler des bolcheviks qui l'appliquent avec une rigidité absolue. Le leader de l'austro-maxisme, Otto Bauer, n'applique pas d'autre méthode lorsque, étudiant les rapports du socialisme, de la religion et de l'Eglise <sup>2</sup>, il voit l'unique source de sentiment religieux dans la domination de classe.

Il s'en faut, cependant, que pareille attitude soit admise dans l'Internationale et surtout dans sa section française.

(1) KARL MARX, *Critique de l'Economie Politique* (Préface, p. V).

(2) OTTO BAUER, *Le Socialisme, la Religion et l'Eglise*.

Naturellement là encore, on a fait appel à Marx ou, plus précisément, à son collaborateur Engels pour assouplir cette théorie marxiste. Lorsque Bernstein fit profession d'éclectisme dans l'interprétation de l'Histoire, ce fut en se couvrant de l'autorité d'Engels. Ce dernier, dans une lettre du *Sozialistische Akademiker*, avait expliqué que, dans sa pensée et celle de Marx, les affirmations exclusivement matérialistes n'étaient qu'une réaction contre l'interprétation abusivement idéaliste de l'histoire mais qu'à la vérité, dans l'évolution de l'humanité, « d'innombrables forces engendraient une résultante », parmi lesquelles les rapports économiques jouaient naturellement un très grand rôle.

Cet éclectisme dès lors s'imposa, mais les querelles ne cessèrent pas, et, après la guerre, les doctrines s'échelonnèrent de M. Boukharine à M. de Man ou, pour reprendre une expression de M. Vandervelde dans ses *Etudes Marxistes*, du marxisme décharné au marxisme désossé, des communistes qui complètent une interprétation de l'histoire rigoureusement matérialiste par le matérialisme philosophique, à ceux qui, sans revenir tout à fait à Bossuet, affirment, annexant un peu vite Jaurès, que la marche de l'histoire n'est qu'une ascension vers la Justice. Ce qui ne va pas sans entraîner des divergences dans les méthodes d'action <sup>1</sup>.

(1) « Si l'on veut encore, le scientisme objectiviste du mar-

Des controverses se réveillent périodiquement et on peut dire qu'elles sont des querelles de dossage et de causalité.

Comment fixer alors la position moyenne de la pensée socialiste ? Le mieux est de faire appel à l'autorité de M. Kautsky, qui a publié en Allemagne un livre de près d'un millier de pages sur « *la Conception Matérialiste de l'Histoire* ». Malheureusement, ce livre n'a pas été traduit. Mais Kautsky en a exposé, dans *la Nouvelle Revue Socialiste* <sup>1</sup>, les lignes directrices. Nous y trouvons deux idées essentielles. D'abord le rejet de la conception « grossière » selon laquelle les hommes seraient soumis, comme des automates, au mécanisme économique : « Je commence

xisme s'oppose au *subjectivisme utopiste* du socialisme idéaliste. Toute une série d'antithèses découle d'ailleurs de là, qu'il nous suffira d'indiquer au passage, sans en discuter le détail :

La révolution conçue comme essentiellement économique et, pour ainsi dire, en profondeur, s'opposent à un réformisme politique de surface.

L'opposition irréductible entre les classes séparées par des cloisons étanches et l'idée d'une sorte de pénétration et d'osmose permanentes entre les idéologies bourgeoises et prolétariennes ;

L'action directe syndicale, la révolte des producteurs et le démocratisme, le recours au suffrage universel, la confiance dans l'action gouvernementale ;

Le catastrophisme révolutionnaire ; et une continuité organisatrice et progressive ;

Le repliement volontaire du prolétariat sur lui-même, condition de sa force ; et la mission historique du prolétariat au service d'un idéal universaliste ;

Un réalisme amer, une critique âpre et sans pitié, en contraste avec un idéalisme généreux et humanitaire... »

Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.  
(L'Étudiant socialiste, Nov. 1930).

(1) Numéro de la *Nouvelle Revue Socialiste* du 1<sup>er</sup> août-1<sup>er</sup> octobre 1928.

par en écarter les formes grossières, celles qui prétendent que l'être humain n'est mû que par des intérêts économiques ou que la vie intellectuelle des hommes est exclusivement déterminée par les conditions matérielles dans lesquelles se passe leur existence. Ce qui détermine au plus haut degré la vie intellectuelle d'un temps, ce sont les facultés et les instincts apportés par les hommes à leur naissance, ainsi que les idées que leur ont transmises leurs ancêtres ». Ensuite cette affirmation : l'importance primordiale des rapports économiques se mesure au fait que seuls ils apportent de la nouveauté dans le milieu composé de ces éléments préétablis et à peu près constants. « Mais le *nouveau* dans la vie intellectuelle d'une période donnée, ce que les hommes ajoutent à leur nature héritée et aux traditions d'idées et d'institutions, cela peut toujours se ramener à des conditions *économiques* nouvellement surgies. C'est ainsi que l'évolution économique devient la force motrice de l'évolution intellectuelle et sociale ».

De cette citation il ressort que M. Kautsky reconnaît le rôle de l'esprit humain, des traditions et des institutions, tout en leur assignant une certaine passivité dans la modification que leur fait subir l'évolution des rapports économiques. Jaurès, dans une conférence où il analysait l'œuvre de Bernstein et où on ne doit pas voir l'expression complète et définitive de sa pensée, exprime la même idée dans une

comparaison magnifique : « Mais enfin, c'est la poussée générale de l'évolution économique, qui produit les mouvements principaux; les mouvements économiques passent à travers la diversité des forces juridiques, religieuses, scientifiques comme un grand vent qui ébranle une forêt aux essences multiples et variées. C'est bien le même souffle qui passe partout et qui, de son large rythme, émeut les arbres, quelle que soit leur variété d'essence; mais chacun d'eux répond avec une tonalité particulière, avec une vibration et un rythme particuliers de mouvement; et la forêt tout entière, tout en étant ébranlée et comme conduite par ce grand souffle, réagit à son tour sur lui; elle le disperse et en modifie quelque peu la direction » <sup>1</sup>.

Cette passivité est-elle si grande ? M. Vandervelde ne le pense pas qui adhère aux observations du théoricien marxiste bolcheviste Boukharine pour qui la « superstructure », formée des produits et sous-produits de l'évolution économique, résiste aux modifications de « l'infrastructure » économique et a sur la vie politique et sociale une grande influence, jugée d'ailleurs nocive par M. Boukharine <sup>2</sup>.

Nous abordons par là un autre problème, celui de la causalité. Même en faisant la part de l'esprit, la conception matérialiste de l'histoire, conçue comme une

(1) JAURÈS, *Bernstein et l'Evolution de la méthode socialiste*. (Conférence du 10 février 1900, pp. 12 et 13).

(2) VANDERVELDE, *Etudes Marxistes*.



science, veut ramener toutes les transformations historiques à leur cause : les rapports économiques. Et tout en admettant l'influence des superstructures elle le réduit finalement à des phénomènes économiques antérieurs. On sait, d'ailleurs, avec quelle férocité de polémiste Marx utilisait ce procédé pour déprécier l'idéologie adverse.

Jaurès a protesté contre cette explication simpliste : « ...Pas plus qu'on ne peut couper l'homme en deux et dissocier la vie organique et la vie consciente, on ne peut couper l'humanité historique en deux et dissocier en elle la vie idéale et la vie économique. Telle est ma thèse, dont je trouve la confirmation partielle dans la philosophie grecque »<sup>1</sup>. Nous ne pouvons pas, il est vrai, défendre de l'impression que, chez Jaurès, cette conciliation n'était, comme l'a noté M. Rosselli, que le résultat d'un élan oratoire qui nous éblouit, mais ne donne pas, à la réflexion, pleine satisfaction. Mais M. Marcel Déat, qui dans son livre, « *Perspectives Socialistes* », dans ses articles et ses conférences, s'est efforcé de dépasser les querelles philosophiques du Socialisme par une synthèse nouvelle, apporte à « la confirmation partielle de la philosophie grecque », la contribution de la sociologie moderne.

A quoi bon, demande-t-il, chercher une causalité ? L'explication causale de Marx ne résiste qu'à un exa-

(1) Jean JAURÈS, *L'Idéalisme de l'Histoire* (p. 16).

men superficiel : « En fait cette explication causale n'est qu'un raccourci d'expériences psychologiques et sociologiques. Nous savons comment nos contemporains réagissent dans tel ensemble de circonstances. Nous nous mettons pour ainsi dire à leur place, par la pensée, avec cette rapidité vertigineuse que nous permettent les connaissances accumulées en nous, condensées dans ces comprimés de notions concrètes que sont les concepts et qu'expriment des mots comme prolétaire, capitaliste, ouvrier mineur, etc. Nous croyons énoncer des lois, ce ne sont que des généralités d'ordre psychologique. Et il en est toujours ainsi dans le domaine historico-social. Les statistiques, même à cet égard, n'ont que l'apparence des lois numériques. Elles supposent toujours cette connaissance spécifique, immédiate, interne, vécue, qu'est la connaissance psychologique » <sup>1</sup>.

Pour M. Déat, la sociologie met tout le monde d'accord par l'idée d'institution, notion synthétique élaborée par l'école sociologique française : « Une institution, en effet, est à la fois substrat matériel, ensemble de représentations, schéma d'action, consensus affectif, règle impérative. Elle est à la fois une donnée objective qu'on peut analyser, étudier,

(1) Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.

Rapprochons aussi ce passage de cette citation de Jaurès. « Mais n'oublions pas que Marx lui-même, trop souvent rapetissé par des interprètes étroits, n'a jamais oublié que c'est sur des hommes qu'agissent les Forces Economiques ». (*Histoire Socialiste de la Révolution Française*, Tome I, page 24). Voir aussi, *Perspectives Socialistes*, ch. I.

comparer, et une réalité subjective à laquelle nous participons... Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'il est impossible de limiter la définition à tel élément, impossible de le considérer comme primordial, comme l'emportant sur les autres. Ils ont entre eux des rapports multiples d'interdépendances, d'action et de réaction que l'analyse doit déceler : mais une véritable méthode scientifique nous interdit de décider *à priori* que dans tous les cas les éléments spirituels l'emportent sur les éléments matériels ou inversement. L'expérience seule en décidera dans chaque cas particulier » <sup>1</sup>.

Cette définition générale donnée, M. Déat convient que la vie psychique et consciente des institutions est axée autour de certaines valeurs centrales. Dans la société contemporaine, où tout est subordonné à la recherche du profit, c'est autour des rapports économiques qu'elles vont se polariser. Ainsi le matérialisme historique ne vaudrait que pour l'ère capitaliste. La volonté socialiste, tendant à sortir de l'ordre social actuel, s'efforce donc de créer un monde où le matérialisme historique ne serait plus vrai. « La prépondérance des facteurs économiques, marque d'un certain moment historique, ramènerait le marxisme à une interprétation de la civilisation moderne, tout en lui déniait le droit de fournir la clef de l'histoire universelle » <sup>2</sup>.

(1) Le Socialisme spiritualiste.

(2) Marcel DÉAT, *Notes pour l'Action, Vie Socialiste* du 21 juillet 1928 (p. 10).

Ce n'est pas trahir la pensée de M. Déat de conclure que, même en régime capitaliste, l'influence de ces facteurs économiques sera variable, la valeur politique du matérialisme historique subissant les mêmes variations. La méthode d'investigations marxistes ne saurait donc être la boussole réglée une fois pour toute, qui guiderait le socialisme dans son action. Elle demande dans son emploi, beaucoup de circonspection. Et, d'ailleurs, utilisée dans cet esprit, est-elle réservée à l'usage exclusif du socialisme ?

Un matérialisme « décharné » reste bien l'instrument exclusif du bolchevisme. Et de quelles railleries M. Vandervelde ne l'accable-t-il pas lorsqu'il annonce plaisamment que, lorsque les matériaux des universités soviétiques seront au point, on pourra annoncer les événements à venir sans se tromper d'un jour, les économistes bolchevistes remplaçant avantageusement les tireuses de cartes. A vrai dire, Marx, sans risquer ces ridicules, n'a pas tiré grand résultat de son instrument dans l'ordre des prévisions politiques. La lecture de son livre : *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, laisse l'impression d'une œuvre littéraire brillante, mais quel guide aurait-il pu être pour un parti socialiste français luttant contre le second empire ? On retrouve, dans les études de M. Trotski, les mêmes qualités et les mêmes défauts. D'autre part, l'interprétation économique de l'histoire est maintenant trop éclectique pour appartenir

en propre au socialisme. C'est une idée que M. Rosselli souligne avec force<sup>1</sup>. M. Vandervelde l'appuie involontairement en faisant très largement sienne cette appréciation du président Mazaryck : « Le matérialisme historique ou, pour mieux dire, l'appréciation plus exacte de l'importance des facteurs économiques et la réduction à leur juste valeur des influences idéologiques sur la vie et le développement des sociétés, fait partie, désormais, du patrimoine incontesté de la sociologie, de l'histoire ou de la politique »<sup>2</sup>. On peut donc admettre et utiliser le matérialisme historique sans se prononcer pour le socialisme. Mais M. Rosselli a une conclusion trop hâtive en affirmant : « En résumé, le matérialisme historique tout entier, une fois établie la substitution de l'interdépendance au déterminisme, aboutit pratiquement à une leçon de réalisme historique, à une vérité banale, acquise depuis des siècles pour tout homme d'action : n'avoir pas les yeux plus grands que l'estomac »<sup>3</sup>. Car, lorsque M. Rosselli convint que Marx a imprégné profondément la science historique moderne, quand il considère le marxisme comme la « pédagogie élémentaire » du prolétariat, il n'est pas loin de reconnaître au matérialisme historique les caractères d'un enseignement encore utile pour le socialisme — d'une école primaire si l'on

(1) ROSSELLI, *Op. cit.*

(2) VANDERVELDE, *Etudes marxistes* (p. 32).

(3) ROSSELLI, *Op. cit.* (pp. 81-82).

veut — à condition de ne l'utiliser qu'avec la prudence nécessaire.

N'aurait-il réussi qu'à teinter le socialisme de réalisme historique, ce serait déjà un bel actif pour le matérialisme historique. Pour l'avenir, il reste nécessaire à une formation socialiste. C'est à lui que les socialistes doivent ce goût de l'étude systématique du milieu économique et social, ce relativisme aussi éloigné d'un certain cynisme bourgeois que de l'utopisme régnant dans certains milieux démocratiques rétrogrades. Mais, il ne faudra pas l'oublier, dans l'état actuel des recherches sociologiques<sup>1</sup>, c'est moins comme science que comme art qu'il peut guider le socialisme.

### **L'Hédonisme économique.**

Quel mobile anime ces troupes socialistes en mouvement depuis plus de cinquante ans ? Quel sentiment est à la source des dévouements et des enthousiasmes dont nous avons tant de témoignages ? C'est là le problème cardinal du socialisme, affirme M. Henri de Man.

Pour le marxisme, cette interrogation est incompréhensible. Pour lui, ce qui vaut pour les problèmes

(1) L'observation de Durkheim, selon laquelle le socialisme ne peut avoir la prétention d'être une science, de multiples études qui seules pourraient lui donner un caractère scientifique n'ayant pas encore été faites, garde toute sa valeur. Cf. DURKHEIM, *Le Socialisme*.



sociaux vaut pour ces phénomènes psychologiques. Le matérialisme économique se précise en hédonisme économique : l'action socialiste des masses découle de la connaissance de leurs intérêts, cette connaissance est le moteur de la lutte des classes.

Le marxisme procure à l'esprit l'enivrement d'une explication où tout s'enchaîne rigoureusement. Dans le cadre général d'une conception dialectique de l'histoire, il lui suffit d'analyser les phénomènes d'échange pour dresser sa théorie de la valeur qui nous permet de pénétrer le secret du dynamisme du mouvement social contemporain et d'établir la prévision des bouleversements économiques et sociaux. Avec lui, la théorie de la valeur travail et de la plus-value capitaliste, qui est le résultat d'une analyse scientifique, expliqueront et l'élan du mouvement ouvrier et la direction du devenir social.

Nous n'avons pas l'intention, pour le moment, de rechercher s'il faut voir dans la valeur le reflet du travail. Aussi bien — Bernstein l'a souligné — le parasitisme du capitalisme est un fait que révèle la simple observation. Mais faut-il voir dans la conscience que le prolétariat prend de l'exploitation dont il est l'objet la source de son action de classe ?

Pour plus de précisions, il faut poser deux questions : à quelle action la connaissance de ses intérêts mène-t-elle le mouvement ouvrier ? Cette action est-elle conforme à l'esprit du socialisme ?

M. Henri de Man a brossé, dans « *Au delà du Marxisme* », le tableau de l'évolution d'un monde ouvrier qui s'abandonnerait à son simple instinct acquisitif. Il cite les nombreux exemples de mouvements ouvriers, qui, s'inspirant uniquement de l'intérêt économique de la masse ouvrière, se laissent aller à un patriotisme s'exaspérant jusqu'à revêtir quelquefois les formes les plus brutales du nationalisme. Les antagonismes d'intérêts nationaux entraînent de plus en plus la classe ouvrière dans leur orbite. Les manifestations du protectionnisme ouvrier aux Etats-Unis et en Australie, de même que la constitution d'une aristocratie ouvrière blanche qui brime le prolétariat noir en Amérique et en Afrique du Sud, sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'insister. D'autre part, l'organisation des travailleurs en syndicats, coopératives, partis, l'élévation du niveau de vie qui en fut le résultat, complétés par le paternalisme intelligent du capitalisme rénové, transforment progressivement les horizons du monde ouvrier dont l'idéal révolutionnaire s'estompe et dont la lutte pour l'amélioration de son sort s'enferme de plus en plus dans le cadre du régime. Enfin l'instinct acquisitif étant commun à la bourgeoisie comme au prolétariat, le prolétariat est conduit à accepter les valeurs du monde bourgeois que la presse et le cinéma ne contribuent pas peu à vulgariser. Ainsi l'internationalisme est abandonné au profit du patrio-

time, l'idéal révolutionnaire s'efface devant les buts réformistes, l'idéal d'une culture prolétarienne meurt dans l'embourgeoisement général <sup>1</sup>.

Certains marxiste, bien loin de nier ces tendances, les considèrent comme le reflet normal d'une étape de l'évolution économique pendant laquelle l'armée de réserve du capitalisme s'est fondue par l'émigration et la pénétration dans les milieux coloniaux qui a transformé la classe des travailleurs européens et américains en une aristocratie profitant de la surexploitation du monde indigène <sup>2</sup>. Mais pour eux, c'est là une période historique bien classée et qui va vers sa fin. La connaissance de ses intérêts poussera bientôt à nouveau le mouvement ouvrier sur des positions révolutionnaires. Ces positions sont d'ailleurs les seules concevables pour un marxiste. De la seule modification de la structure économique, il peut attendre l'arrêt de ses déviations, et un redressement. Son seul rôle doit être d'avertir la classe ouvrière du caractère provisoire de sa situation. Mais, lorsqu'on voit la crise économique exaspérer le nationalisme économique jusque dans les rangs ouvriers on comprend assez mal des appels à l'idéal révolutionnaire et internationaliste, dans une bouche intégralement marxiste.

(1) André PHILIPP a systématisé dans un résumé parfaitement clair l'analyse un peu touffue de DE MAN. Cf. Henri DE MAN et *La crise doctrinale du Socialisme*.

(2) Cf. les articles de Fritz STERNBERG dans *Monde* des 5, 12, 19, 26 juillet 1930.

M. de Man ne se débat pas dans ces contradictions. Le mobile du socialisme, selon lui, ne réside pas dans la simple connaissance de l'intérêt. Animé par un idéal de régénération humaine, qui prend chez lui des accents religieux, il veut utiliser, pour le triomphe de cet idéal, les dispositions psychologiques des travailleurs.

L'apport que M. de Man a fait à la doctrine socialiste est, à cet égard, fondamental. Son analyse — débarrassée de son enveloppe freudienne — est devenue déjà presque classique dans certains cercles de socialistes français, encore que son rayonnement ait été limité justement parce qu'elle ne faisait que systématiser ce que le socialisme français avait toujours senti et proclamé.

Pour M. de Man, la lutte de classe trouve bien en effet une de ses bases dans l'exploitation capitaliste. Mais non pas parce que cette exploitation passe à l'état de connaissance, non pas parce que l'ouvrier prend conscience du prélèvement de la plus-value patronale. C'est là encore une fausse explication causale, ne résistant pas à un examen approfondi, mais qui prend l'aspect de la vérité parce qu'elle est, pour reprendre l'expression de M. Déat « un raccourci d'expériences psychologiques » <sup>1</sup>. Si l'on ne se con-

(1) Il (le marxisme) matérialise les catégories, afin que les rapports entre elles n'apparaissent plus que comme des rapports entre des objets réglés par les lois mécaniques de la transmission du mouvement. (DE MAN, *Op. cit.*, p. 286).

lente pas de cette simplification, on verra l'exploitation capitaliste devenir le moteur de la lutte de classes, non pas seulement à cause des antagonismes qui se développent au sein du capitalisme, mais en raison des réactions psychologiques des travailleurs : « C'est que le sentiment d'être exploité suppose deux conditions préalables : premièrement, que même en travaillant, l'être humain ne parvient pas à satisfaire les besoins auxquels il croit avoir droit; secondement, que les fruits de ce travail profitent à d'autres qui sont mis dès lors en état de satisfaire leurs besoins propres. Donc, ce sentiment suppose non seulement une tension constante entre la satisfaction et le besoin, mais encore le sentiment du droit égal pour tous les êtres humains à certaines satisfactions. Il s'agit donc ici de quelque chose de bien plus important qu'un simple conflit entre des intérêts acquisitifs différents, comme il en existe toujours entre l'acheteur et le vendeur d'une marchandise déterminée. Il faut donc chercher l'origine du sentiment d'exploitation dans un sentiment bien déterminé du droit » <sup>1</sup>.

Cette tension entre les besoins et l'exploitation est en partie le résultat d'une tendance que M. de Man souligne fortement : le désir d'imiter la classe « supérieure », la bourgeoisie. D'où des dangers certains et presque inévitables d'embourgeoisement qui sont

(1) DE MAN, *Op. cit.* (p. 54).

contre-balancés, il est vrai, par l'idéal d'égalité sans lequel le désir d'imitation ne serait pas générateur d'action. De Man est persuadé que cet idéal est pré-capitaliste, que le peuple en a été imprégné par le christianisme — pour qui une âme vaut une âme — et la démocratie — pour qui un citoyen est l'égal d'un autre citoyen — « Considéré sous cet angle, le mouvement socialiste est tout autant l'exécuteur de la démocratie, que la bourgeoisie a désertée, que le réalisateur de l'idéal chrétien, que l'Eglise a trahi » <sup>1</sup>.

Les notions fondamentales de la démocratie animeront aussi l'autre élément moteur de la lutte de classe, le sentiment d'oppression. L'ouvrier souffre profondément d'être séparé de son instrument de travail par la propriété capitaliste; il a un besoin de possession, dont de Man cite de nombreux exemples, et l'organisation autoritaire du travail entrave la joie de s'épanouir du travail <sup>2</sup>, refoulement dont il souffre d'autant plus profondément que cette tendance est une des plus fortes de l'homme. La démocratie sociale, le contrôle ouvrier de la production lui permettraient de se rattacher à son travail, et c'est pourquoi « le socialisme ouvrier apparaît dans son essence, comme un transfert du principe démo-

(1) DE MAN, *Op. cit.* (p. 103).

(2) Sur ce point particulier DE MAN a écrit une étude dont la base est une enquête près d'une élite ouvrière, « *La Joie au Travail* ».



cratique politique sur le terrain économique et social » <sup>1</sup>.

Grâce à cette analyse, le mal étant diagnostiqué, M. de Man trouvera facilement le remède. Si les déviations du mouvement ouvrier lui paraissent blâmables ce n'est pas parce qu'elles s'engagent sur des voies que de larges prévisions économiques voient sans issues et il ne peut pas tranquillement attendre que l'évolution économique assure le redressement. Il les condamne au nom d'un idéal de fraternité et de révolution. Il pense que le marxisme en insistant sur l'instinct acquisitif n'a fait que renforcer les tendances de la classe ouvrière à l'embourgeoisement. Ainsi suffira-t-il de mettre l'accent sur les valeurs spirituelles — esprit égalitaire, sentiment de fraternité internationale, volonté de joie au travail par le contrôle de la production — pour que le prolétariat reste fidèle à la mission révolutionnaire dont M. de Man proclame la noblesse dans des termes émouvants.

Mais il sait combien il sera cependant difficile de remonter le courant, combien sont fortes les tendances à l'embourgeoisement, et il vient à envisager l'action de groupes d'intellectuels qui maintiendront intégral l'esprit révolutionnaire dans le mouvement socialiste. Cette conception du rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste, qui en ferait les pasteurs d'une église pour qui le temporel a pris trop

(1) DE MAN *Op. cit.* (p. 103).

d'importance, a été vivement combattue par M. Kautsky et M. Vandervelde qui ont retourné contre de Man sa volonté égalitaire et ont repoussé avec force l'idée de l'organisation des intellectuels en caste supérieure.

En France, cette dernière idée devait rencontrer d'autant moins de succès que le socialisme y a toujours été imprégné d'un idéalisme révolutionnaire qui lui a évité bien des déformations. Le parti socialiste français est certainement le plus internationaliste de toutes les sections de l'Internationale, même si sur le terrain du protectionnisme ouvrier il a pris des initiatives qui ont paru discutables à certains moments, mais qui s'inspirent toutefois du désir de protéger à la fois les travailleurs français et la main-d'œuvre étrangère. Si ses affirmations doctrinales ont quelquefois créé de dangereuses équivoques, elles y ont maintenu un tempérament révolutionnaire. Plus graves seraient, sans doute, ses tendances à l'embourgeoisement, d'ailleurs bien plus difficile à combattre.

Aussi bien, l'influence de M. Henri de Man ne pouvait pas être grande dans un milieu où, depuis longtemps, le syndicalisme révolutionnaire avait dénoncé l'oppression en même temps que l'exploitation du capitalisme et avait résumé les buts de son action dans cette vieille formule du socialisme français : « Bien-être et liberté ». Par contre, les formules marxistes y avaient connu au début un assez grand succès, ce qui

n'est pas si paradoxal. Une classe ouvrière qu'écrasait encore un capitalisme qui était, à bien des égards, le capitalisme de l'accumulation primitive, et qui venait d'être décapitée par la Commune, devait se dresser plus facilement en s'appuyant sur une doctrine apportant à ses revendications une base qu'elle pouvait croire rigoureusement scientifique. C'est la psychologie qui explique la force d'attraction d'une théorie comme celles de la valeur travail et de la plus-value capitaliste. Pour reprendre les expressions de de Man, l'efficacité de la pensée de Marx provenait moins de sa valeur scientifique que de « sa faculté de symboliser certaines émotions de masses, surtout les émotions de l'instinct d'autoévaluation » <sup>1</sup>.

### **Le déterminisme historique.**

Le marxisme a accompli, il faut le répéter, une œuvre de libération dans la période du premier rassemblement socialiste. L'hommage que lui rend M. Rosselli <sup>2</sup> vaut peut-être moins pour la France que

(1) DE MAN, *Op. cit.* (page 217).

(2) « Il convient de reconnaître que les canons marxistes de propagande et de tactique correspondaient admirablement à la tâche immédiate des premières avant-gardes socialistes. Il fallait réveiller le grand dormeur — le prolétariat — pour lui donner une première conscience rudimentaire de soi, de sa force, de son droit à ne pas vivre en esclave famélique. Qu'importaient le déterminisme fataliste, la vision apocalyptique, la douloureuse moquerie des valeurs morales éternelles, du moment où Marx, tel Josué devant les murs de Jéricho, lançait l'annonce du triomphe imminent ? » (Carlo ROSSELLI, *Op. cit.*, pp. 26-27).

pour l'Italie. La France eût connu, sans doute, après le massacre de la Commune un renouveau de l'organisation socialiste — le parti blanquiste et les multiples groupes socialistes indépendants en témoignent — même si Guesde et l'équipe de *l'Egalité* n'avait pas vulgarisé, en formules frappantes, l'essentiel du marxisme. Il n'en est pas moins vrai qu'à un moment où tous les hommes s'inclinaient devant la nouvelle idole de la science à qui aucun domaine ne semblait interdit, la classe ouvrière, cruellement blessée par les échecs d'un socialisme trop volontiers utopique, devait trouver un nouveau courage dans une doctrine qui, se parant de la rigueur d'une science, lui affirmait que les tendances du devenir social travaillaient pour elle, comme la pesanteur appuie chaque coup du bûcheron. Ainsi, non seulement Marx a contribué plus que tout autre à vulgariser « le triple dénominateur tactique des partis socialistes, lutte des classes, auto-émancipation du prolétariat, conquête du pouvoir politique », mais encore les horizons dramatiques qu'il découvrait ne pouvaient qu'exalter le prolétariat dans son développement organique et sa volonté de lutte en annonçant un triomphe certain, prochain et total.

Et cependant, pour M. Carlo Rosselli, comme pour M. de Man, la vertu du marxisme est, sur ce plan, épuisée. Autrefois animateur de l'action proléta-

(1) ROSSELLI, *Op. cit.* (p. 104).

rienne à qui il insufflait l'espérance, il ne serait plus maintenant qu'un boulet entravant le mouvement socialiste. L'attente de la catastrophe, de l'accouchement, de l'opération césarienne fatale, après avoir été un stimulant, serait devenu un frein. Le déterminisme, qui se dégage de la conception économique de l'histoire, a pu exciter les énergies, elle n'encouragerait plus que la paresse.

Du matérialisme historique avait jailli la conception dialectique de l'histoire, pour laquelle les transformations économiques faisaient naître dans une société cette contradiction qui est, selon Hegel, « la racine de toute vie et de tout mouvement ». Dans le régime capitaliste, la contradiction allait en s'aggravant entre un mode de production collectif et toute une superstructure « idéologique ». Il était fatal que l'exaspération des antagonismes rétablissent l'harmonie par la ruine des institutions juridiques et politiques anciennes et l'établissement d'un nouveau statut en accord avec le collectivisme de la production. Dans ce heurt formidable, quel devait être le rôle de l'homme ? Le débat est ouvert depuis longtemps et n'est pas prêt de s'éteindre.

Il est normal d'interroger la pensée de Marx. Nous serons difficilement fixés : *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon* pourrait nous faire croire que les hommes font leur propre histoire dans des conditions déter-

minées<sup>1</sup>, mais avec l'avant-propos du *Capital* nous avons une affirmation nettement déterministe : « les tendances se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer ».

Pour M. Rosselli cependant, il ne fait pas de doute que de l'œuvre toute entière de Marx se dégage une interprétation déterministe, qu'il faut plutôt chercher dans l'esprit général de cette œuvre, tournée vers l'étude du monde extérieur et non vers l'étude du monde de la conscience, que dans certaines expressions isolées. Et même en concédant que Marx a laissé une part à l'initiative humaine, Rosselli conclut que la volonté, dans le système de Marx, ne peut qu'écourter la phase de gestation et faciliter l'accouchement de la société nouvelle<sup>2</sup>.

Si nous considérons maintenant le socialisme français, nous le voyons assez fortement imprégné par le déterminisme, et ce n'est le privilège d'aucune tendance. Pour la gauche, ce sera l'attente de la catastrophe qui transformera souvent ces révolutionnaires en réformateurs prudents, se contentant de développer les institutions ouvrières — parti, syndicats, coopératives — et de faire pression sur l'Etat en attendant l'ultime combat. Pour une partie de la droite,

(1) « Les hommes font leur propre histoire. Mais ils ne la font pas au gré de leur initiative ni dans des circonstances librement choisies; ils sont manœuvrés par les circonstances du moment, telles que les ont créées les événements et les traditions ». (Le XVIII Brumaire de Louis Bonaparte, pp. 147-48).

(2) Carlo ROSSELLI, *Op. cit.* (page 13).



la superstructure cède progressivement, sans rupture brusque, sous la lente poussée des nécessités collectivistes, les hommes de la bourgeoisie et du capitalisme étant souvent les agents de cette transformation, et bien des droitiers aiment à citer cette parole de Jaurès, dans une conversation avec Albert Thomas, lors du congrès de Toulouse : « Dans quelques dizaines d'années une large part du socialisme sera réalisée et les socialistes seront les derniers à s'en apercevoir ». Et ils en tirent cette conclusion : faciliter cette évolution en se tenant aux leviers de commande.

Le bolchevisme est pour beaucoup dans cet état d'esprit. L'expérience russe d'abord qui montre les désastres où mène une révolution sociale prématurée; la tactique communiste ensuite qui, en imposant des mots d'ordre qui ne correspondent ni à la situation économique, ni au rapport des forces sociales, n'a fait que démoraliser la classe ouvrière.

Mais le bolchevisme contient aussi une grande leçon de volontarisme. Que des hommes aient forcé le cours de l'histoire annoncée par le marxisme, en imposant à un peuple arriéré la construction d'un capitalisme d'Etat, épuisante sans doute, mais prodigieuse par son ampleur, qu'un mouvement comme le fascisme ait, par ailleurs, abouti au triomphe d'un régime où se mêlent étrangement le bonapartisme, le moyen âge et l'étatisme corporatif, ces bouleverse-

ments sociaux forcent à penser que les limites qui s'opposent à la volonté humaine peuvent être prodigieusement reculées, que les objectifs les plus fous peuvent être souvent atteints. Et, par ailleurs, jamais autant que depuis la guerre le rôle de fortes individualités n'a apparu aussi important. C'est qu'il est sans doute des périodes de l'histoire où la nécessité cède du terrain à la liberté<sup>1</sup>. Aussi M. Rosselli et M. de Man déclarent-ils que le déterminisme, inspirateur néfaste du mouvement ouvrier, ne peut que condamner le socialisme à une attitude de passivité, dans le monde troublé de l'après-guerre où le devenir économique et social apparaît si incertain et le pouvoir des hommes si grand. Evidemment, il y a des nuances : pour M. de Man il s'agira avant tout pour le socialisme de faire déjà une révolution morale qui finira bien par s'imposer au monde extérieur ; pour M. Rosselli, ce sera une formation volontariste qui devra s'imposer au socialisme. Pour tous deux, le socialisme ne se fait pas, il ne naîtra que si le monde ouvrier le veut.

Une large fraction du socialisme français a fait sienne cette conception — nous préciserons plus loin sous quelle forme — tout en n'oubliant pas que si la situation économique ne détermine pas le mouvement, elle le conditionne cependant. Cette volonté de

(1) N'oublions pas que Jaurès avait voulu écrire son *Histoire Socialiste* sous la triple inspiration de Marx, de Michelet et de Plutarque. (*Histoire Socialiste de la Révolution Française*, p. 27).

dompter un monde qui résiste, se manifeste dans le débat sur la participation ministérielle, où une partie de la droite affirma que loin d'attendre le moment hypothétique où la situation serait « révolutionnaire » il fallait se précipiter en avant, dans cette course où le capitalisme et les forces politiques qui se polarisent autour de lui tentaient de prendre de l'avance sur le socialisme. Elle ne s'attendait pas à une partie de plaisir, d'ailleurs, en quoi elle se séparait, pour un observateur attentif, d'une autre fraction qui soutenait la même thèse, mais qui ne semblait pas soupçonner les obstacles qu'il faudrait surmonter.

Le courant volontariste ne pourra que s'épanouir dans le mouvement ouvrier français, à mesure qu'il reprendra conscience du renouveau de sa force. Notons, d'ailleurs, qu'il entraînera avec lui des éléments différents. Avant la guerre, ne l'oublions pas, la conviction que l'homme devait peser de toute son énergie sur le devenir social animait à la fois le syndicalisme révolutionnaire dans sa lutte contre le patronat, et les socialistes démocrates qui voyaient dans l'Etat républicain malléable l'instrument qui ferait triompher la volonté de rénovation du monde du travail.

C'est un phénomène primordial que la rencontre de toute une tradition politique et syndicale, à l'origine de laquelle nous trouvons le blanquisme et le syndicalisme révolutionnaire, avec le résultat de trente années de critique socialiste révisionniste.

L'Homme — et non plus le système de production — a été placé au centre des préoccupations socialistes; il a repris son rôle actif dans l'explication de la société et de son dynamisme; sur l'échiquier des luttes sociales, sa liberté de manœuvre lui a été rendue.

**Le guedisme conformisme et la crise doctrinale de l'internationale.**

Le travail de révision de la sociologie marxiste n'a naturellement pas été sans susciter une réaction marxiste du socialisme français. Cette réaction a cependant été assez faible. Faible d'abord parce que sur ce point les positions étaient assez floues, personne ne se faisant l'écho du cynisme matérialiste de Lafargue, l'inventeur des « grues métaphysiques », personne non plus ne se maintenant systématiquement dans une conception idéaliste. Il y avait beaucoup plus d'intérêt immédiat à lutter sur un autre front, où l'attaque du révisionnisme politique et économique avait été plus précise et plus soutenue. Il y avait urgence à se défendre contre l'influence de ceux qui trouvaient dans les nouvelles formes de l'économie américaine des raisons de renforcer leur confiance dans l'évolution progressive du système capitaliste vers le socialisme dans le cadre d'une démocratie pénétrée par les institutions et la volonté

ouvrière. D'ailleurs, sur les deux fronts on ne trouvait pas les mêmes forces dans les deux camps antagonistes. M. André Philip, qui avait dressé contre la rationalisation américaine un réquisitoire documenté<sup>1</sup>, avait fortement contribué à reprendre les idées de M. Henri de Man dans le socialisme français, alors que c'était au nom d'un marxisme vivant que bien des théoriciens demandaient au parti de modifier ses méthodes et ses perspectives. Le groupe des extrémistes idéalistes, fortement teinté de christianisme et dont certains membres se réclamaient de confessions religieuses, trouvait souvent plus de complaisance dans la droite du parti toujours animée d'un esprit anticlérical. Dans ces conditions, les controverses se déroulaient souvent dans la confusion. Il y a plutôt une résistance sur les vieilles positions qu'une contre-attaque qui aurait eu pour premier effet de créer à nouveau le goût des études systématiques dans le prolongement de la pensée marxiste. Ces études étaient pourtant concevables de la part d'hommes qui ne cessent d'affirmer que le marxisme n'est pas une bible, mais un instrument d'investigations, qu'il faut utiliser sans répit. Quels livres trouvons-nous rédigés dans cet esprit ? Quelques œuvres des austromarxistes, MM. Marx Adler, Otto Bauer, ont été traduites, notamment l'étude de M. Adler sur *Démocratie Politique et Démocratie sociale*. On n'y trouvera.

(1) André PHILIP, *Le Mouvement ouvrier aux Etats-Unis*.

d'ailleurs, rien de bien nouveau. Aucune œuvre d'ensemble, par contre, en France, et même si nous rassemblons les articles et les discours de M. Zyromski, qui est incontestablement le doctrinaire de la gauche marxiste française, nous ne trouvons rien dans sa thèse fondamentale dont toutes ses conclusions découlent — la croissance des antagonismes de classe — qui déborde le marxisme traditionnel et nécessite des études nouvelles, faites dans l'esprit du marxisme. C'est sans doute que le conformisme marxiste français ferait volontiers sienne cette affirmation de M. Paul Louis, secrétaire du Parti d'Unité prolétarienne, qui, bien que resté en dehors du parti socialiste, représente assez bien une certaine orthodoxie socialiste : « Depuis Marx et Engels, on a pu présenter des compléments, des interprétations, des adaptations de doctrine, on n'a pas dépassé la doctrine, que ces deux grands penseurs avaient élaborée par l'étude d'une société qui pouvait quelque peu différer de la nôtre, mais qui en contenait déjà les lignes essentielles » <sup>1</sup>. Ainsi tout a été dit, dès lors que Marx et Engels ont écrit. Il faut malheureusement constater que les marxistes français montrent, pour la plupart, une certaine répugnance à pousser l'étude de leurs œuvres au-delà de la lecture du *Manifeste Communiste*.

(1) Paul Louis, *Les Idées essentielles du Socialisme* (pp. 5-6).



Est-ce à dire qu'il ne faille voir en eux que les guesdites d'avant-guerre ?

Il est évidemment remarquable que la plupart de leurs têtes — MM. Bracke, Paul Faure, Lebas — soient de vieille souche guesdite. Mais des hommes comme M. Zyromski et M. Séverac sont beaucoup moins marqués par le fameux « coup de marteau ». L'appellation demeure, mais les tendances ne sont plus tout à fait les mêmes.

M. Edouard Berth a fait du guesdisme d'avant-guerre une étude pénétrante, sans doute un peu caricaturale, mais qui a le mérite — et c'est le propre de toutes les bonnes caricatures — d'en dégager les lignes essentielles. Pour M. Berth, le guesdisme a voulu donner à l'Etat moderne — à cet Etat français, instrument si puissant contre les féodalités — un contenu ouvrier. Dans cet état se dresse les nouvelles féodalités capitalistes, que le guesdisme, « exaltation suprême de l'état moderne », veut briser. « Il (le Parti Ouvrier Français) avait conçu le mouvement socialiste sur un plan unitaire, dictatorial, j'oserai dire *napoléonien*, en tous points conforme à la fin qu'il assignait au socialisme » <sup>1</sup>. Berth n'est guère rassuré sur l'avenir que réserverait le succès du guesdisme. « Guesde a l'âme d'un patriote de 92 », et si les jacobins ont établi la conscription il y a une étrange analogie entre le service militaire et le ser-

(1) Edouard BERTH, *Les derniers Aspects du Socialisme* (p. 45).

vice industriel que le guesdisme réserve à la classe ouvrière. Jacobin, le guesdisme ne l'est-il pas dans sa conception de l'action ? « De la notion du fatalisme social Guesde n'a tiré qu'une sorte de *quiétisme socialiste* : effort ouvrier minimum, action par délégation ; révolution automatique et paresseuse par l'intermédiaire des pouvoirs publics. C'est la théorie de ce qu'on pourrait appeler *l'action ouvrière hétéronome* » <sup>1</sup>. Et M. Berth d'affirmer, en bon syndicaliste révolutionnaire, que c'est en dehors de l'action gouvernementale que se trouvent les institutions vraiment ouvrières ; et d'opposer à l'action indirecte du guesdisme l'action directe du syndicalisme.

On retrouve bien dans cette analyse le mouvement du guesdisme, tout entier tendu vers la conquête de l'Etat, et qui veut embrigader toutes les formes de l'organisation ouvrière dans son armée prête à monter à l'assaut.

Le guesdisme d'après-guerre ne fait certes pas fi de l'Etat. Il insiste fortement sur la nécessité d'une dictature du prolétariat. Mais la critique du bolchevisme l'a pénétré de cette conviction que la maîtrise des pouvoirs publics ne vaut que si l'économie est mûre pour le socialisme, et les institutions ouvrières prêtes. Il ne se prive pas de dénoncer chez les participationnistes un bolchevisme à rebours, et tente de leur démontrer l'insuffisance de l'action gouverne-

(1) Edouard BERTH, *Op. cit.* (p. 56).

mentale. Les institutions ouvrières, dans lesquelles le guesdisme d'avant-guerre semblait ne voir que des bataillons supplémentaires, non seulement il en respecte maintenant l'autonomie, mais il proclame que c'est en eux que l'essentiel de l'activité socialiste doit maintenant se déployer. Il veut faire triompher, contre sa droite et sa gauche, l'action autonome et directe de la masse du prolétariat.

Ce sont là des traits que nous retrouverons, d'ailleurs, plus loin. Mais sur le terrain philosophique, nous ne trouvons pas d'indication nouvelle. Est-ce à dire que ce guesdisme transformé ne prend pas parti dans les querelles autour de la sociologie marxiste ? N'oublions pas la fidélité au marxisme traditionnel, n'oublions pas les rapports lâches, mais indéniables, du subjectivisme et du révisionnisme politique et économique. A en juger indirectement par sa sympathie pour les études de l'austro-marxisme, le conformisme marxiste ne peut n'avoir que méfiance pour ceux qui veulent introduire trop d'éclectisme dans la philosophie marxiste.

\*  
\*\*

### **La crise doctrinale du socialisme.**

Il serait, certes, utile de donner un aperçu assez ample de la transformation que l'après-guerre a apportée dans la doctrine de l'Internationale Socialiste

toute entière. Nous devons nous contenter de quelques indications. Si nous laissons de côté le travailisme anglais imprégné par les traditions politiques et philosophiques nationales, et si nous considérons simplement le socialisme allemand, dont l'influence s'étend sur toute l'Europe Centrale, nous trouvons le signe de son évolution dans la présence côte à côte, de Kautsky et de Bernstein. Aucun n'a capitulé, sans doute. Mais la confiance dans l'efficacité du syndicalisme et de la coopération a transformé peu à peu le milieu social et économique, et l'adhésion sans réserve à une démocratie, qui, sous la direction de la social-démocratie semblait devoir rayonner du politique jusqu'à l'économique, n'est-ce pas le triomphe des thèses de Bernstein ? Le marxisme est vénéré, mais le révisionnisme n'avait-il pas eu justement la souplesse de s'abriter de son autorité, en le réduisant peu à peu, comme l'a observé M. Rosselli, à un noyau aux limites de plus en plus imprécises ? Le marxisme est un bloc, le réduire à un matérialisme historique édulcoré, c'est lui enlever sa vertu agissante.

Lorsque, devant les déboires de la social-démocratie, hors du jeu où s'affrontaient un gouvernement animé par l'esprit de l'ancienne Allemagne et la force dynamique de l'Hitlérisme, les socialistes français, tout en faisant large la part de la force majeure, ont recherché si les méthodes du socialisme allemand

avaient été les meilleures, les uns n'ont pas manqué, en effet, de lui rappeler qu'il n'y avait pas de salut en dehors du système marxiste considéré comme un bloc : matérialisme historique, plus-value, concentration, antagonisme croissant des classes, organisation prolétarienne en opposition irréductible avec le régime économique et son Etat de classe. Mais d'autres se sont demandé si ce n'était pas l'esprit qui avait failli. Et fiers d'un socialisme français, qui n'a jamais séparé la République de la Révolution, et qui a toujours su animer son réalisme par un esprit toujours tourné vers la transformation intégrale de la société, ils n'ont pas manqué de marquer l'impulsion victorieuse que donnaient à un mouvement la volonté, l'enthousiasme et ces larges perspectives qui seules peuvent entraîner la jeunesse.

Au terme de 12 années de paix, dans une période où les ravages de la crise économique apportaient non seulement la misère, mais aussi un grand trouble intellectuel et politique, le socialisme voyait ainsi s'offrir à lui deux routes, celle du retour à ses bases traditionnelles, celle qu'avaient indiqué des œuvres nouvelles vers un renouveau idéologique, auquel l'avaient appelé et sa mission historique et ses tendances profondes.

## CHAPITRE V.

### LE MOBILE : UN NOUVEL HUMANISME

Ce que j'appelle vaincre le marxisme est donc moins vaincre un état de connaissance que vaincre une impulsion, pour frayer la voie à une impulsion nouvelle, devenue nécessaire, et lui procurer un champ d'élan aussi libre que possible.

Henri DE MAN.

#### **L'idéal socialiste.**

En dégageant les directions essentielles de la philosophie socialiste d'après-guerre, nous les avons vues toutes converger pour élargir la part de l'homme : moins de rapports mécaniques entre l'évolution économique et l'évolution des sociétés, liberté pour la volonté de peser sur le cours de l'histoire, transposition des mobiles du plan matérialiste sur le plan subjectiviste.

Nous ne reviendrons pas sur la méthode d'investigation : il nous semble avoir indiqué suffisamment dans quelle mesure le socialisme avait tenu compte de la critique sociologique moderne. Il nous faut, au



contraire, serrer de près ces deux questions étroitement liées : Quel est le mobile du socialisme ? Où ce mobile entraîne-t-il le socialisme ?

La critique socialiste a miné la théorie selon laquelle le mobile socialiste n'était que la connaissance de l'intérêt du prolétariat. Elle a fait une place à l'idéal. Que ce soit M. Vandervelde, M. de Man, M. Rosselli, tous sont d'accord avec M. Déat pour reconnaître que jamais « notre analyse ne rencontrera une société sans idéal » et que « nous formulons tous, inmanquablement, non seulement des jugements de fait, des jugements scientifiques, lesquels sont strictement représentatifs, rationnels, mais des *jugements de valeur*, dans lesquels entrent des éléments affectifs plus ou moins transformés et sublimés, et qui intéressent directement notre activité » <sup>1</sup>. On retrouve la même affirmation dans les écrits de M. Léon Blum. Le titre d'un des articles du leader socialiste, paru dans la *Revue de Paris* <sup>2</sup>, « L'Idéal Socialiste », est déjà significatif. Léon Blum y a noté, comme de Man, la diversité des mobiles qui peuvent amener au Socialisme, mais à l'origine, il trouve toujours un jugement de valeur, dont il ne craint pas de dire qu'il en faut, le plus souvent, chercher la source dans des sentiments comme le christianisme ou l'idéal égalitaire de la Révolution.

(1) Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.

(2) *Revue de Paris* du 2 mai 1924.

Voilà donc déjà une large concentration bien assurée, semble-t-il, d'avoir la majorité. Et, en effet, les débats du Congrès de Nancy<sup>1</sup> ont montré que l'immense majorité du parti, non seulement ne voulait pas identifier le mobile socialiste avec le seul intérêt prolétarien, mais encore se refusait à voir dans le socialisme une simple transformation technique que viendrait animer les philosophies ou les religions diverses de ses militants, qu'elle pensait que le socialisme entraînait des valeurs assez hautes pour fournir les éléments d'un enthousiasme et même les éléments d'une foi.

M. André Philip a souligné le sens de ce mouvement : « Il apparaît bien que, dans le parti socialiste, on commence à prendre conscience de la *nécessité d'un renouveau éthique et d'une restauration de valeurs spirituelles*. Un mouvement se dessine... qui tend non pas à retourner à un idéalisme désuet, inspiré de l'utopisme de 1848, mais à dépasser le marxisme en substituant au matérialisme historique une méthode d'analyse psychologique; bref, en recherchant derrière les faits économiques les réalités psychiques qu'ils expriment. Ce *réalisme spiritualiste* se rattache à une tradition déjà ancienne dans le parti puisque, dès 1900, le théoricien du socialisme juridique, Emmanuel Lévy, insistait sur cette vérité

(1) Congrès de Nancy, 9-10-12 juin 1929. (Compte rendu sténographique).

fondamentale que les faits économiques et juridiques ne sont que des phénomènes de croyances collectives » <sup>1</sup>.

M. André Philip note donc tout un nouvel état d'esprit, mais il indique une filiation. Cette continuité, la tradition jauressiste l'affirme encore plus fortement. La conciliation matérialiste et du spiritualiste n'avait, chez Jaurès, nullement entravé le jaillissement d'un élan religieux qui le portait à donner au socialisme la valeur d'une métaphysique, et on trouve chez lui les directions essentielles que les œuvres socialistes de ces dernières années n'ont pu que préciser ou développer. Et que Jaurès ait entraîné dans le sillage de sa pensée tout un courant du socialisme n'est également pas contestable.

Cependant, il serait inexact de ne voir, dans l'esprit du socialisme d'aujourd'hui, que l'épanouissement des tendances qui, vingt ans auparavant, se manifestaient déjà. Il y a eu nettement, au contraire, un déplacement des préoccupations intellectuelles.

Si rebelle qu'il fût aux disciplines marxistes, le parti unifié d'avant-guerre était dominé par la volonté de changer le régime de production; si pénétré qu'il fût de préparer les conditions morales ou matérielles de la société nouvelle, il n'en pensait pas moins que du seul collectivisme pourrait jaillir une civilisation nouvelle; et beaucoup croyaient que ce

(1) *Henri de Man et la Crise doctrinale du Socialisme* (pp. 49-50).

collectivisme en serait la condition suffisante en même temps que nécessaire. Nous retrouvons à cet égard la liaison, déjà notée, non pas tellement entre l'esprit révolutionnaire et le matérialisme, qu'entre le matérialisme et l'attente d'une proche transformation révolutionnaire engendrée par les antagonismes insurmontables de la société.

Avec la stabilisation d'un capitalisme qui avait pu résister à la guerre et au chaos des premières années de la paix, le socialisme devint moins certain. Les échecs des tentatives de nationalisation en Autriche et en Allemagne faisaient apparaître à ses militants l'importance primordiale de la préparation de l'homme à l'organisation économique socialiste, et c'est en dehors de cette forme économique qu'ils devaient chercher la raison profonde de leur opposition au bolchevisme. L'élévation indéniable de la condition morale et matérielle du prolétariat, qui doit être cherchée moins dans les statistiques que dans les témoignages ouvriers, estompait sur le terrain économique des oppositions qui se précisèrent sur le terrain idéologique. Autrefois, les socialistes, dans leur volonté révolutionnaire, étaient prêts à sacrifier tout au moins pour un temps, l'homme à la socialisation; le respect du libre épanouissement de l'homme les conduisirent à renoncer à des socialisations hâtives. La réforme de l'Ecole fut dès lors mise au premier plan des préoccupations socialistes.

Evolution confuse pour l'ensemble du socialisme, mais dont M. Carlo Rosselli voit clairement le terme. « Il s'agit en somme d'une nouvelle affirmation libre et élevée de l'idéal socialiste en dehors de tout préjugé d'école et de méthode. Le socialisme n'est ni la socialisation, ni le prolétariat au pouvoir, ni même l'égalité matérielle. Le socialisme pris dans son aspect essentiel représente la réalisation progressive des idées de liberté et de justice parmi les hommes : idées innées qui agissent au fond de tout être humain; effort d'assurer à tous les humains une égale possibilité de vivre la vie seule digne de ce nom en les soustrayant à l'asservissement de la matière et des besoins matériels; possibilité enfin de développer dans les meilleures conditions possibles leur personnalité au cours d'une lutte continue contre les instincts primitifs et contre les corruptions d'une civilisation trop en proie au démon du succès et de l'argent » <sup>1</sup>.

Ce « désossement » du socialisme ne tenait pas assez compte de la rude étreinte du règne économique. Avec la crise, la restauration des valeurs spirituelles a subi incontestablement un temps d'arrêt. Les spiritualistes ont couru, comme les autres, faire front pour la défense du niveau de vie du prolétariat. Est-ce à dire qu'il n'y a eu là qu'un moment éphémère de la pensée socialiste ? Que par une évo-

(1) Carlo ROSSELLI, *Op. cit.* (pp. 111-112).

lution en spirale les préoccupations retomberont au niveau de l'économie et s'attacheront uniquement à la défense des valeurs et au renversement du régime économique ?

« La vérité, nous dit M. Déat, est que pour la conscience individuelle comme pour ce qu'on peut appeler la conscience collective, le rapport des divers plans varie selon le moment et nous pouvons parfaitement à certaines heures, être suspendus à notre rêve métaphysique, comme à d'autres la sensation de la faim ou un mal de dents peuvent emplir notre conscience » <sup>1</sup>.

De ces variations, la thèse sociologique de M. Déat, reçoit, en effet, une confirmation. Dans une société, comme chez un individu, les multiples éléments matériels et spirituels ont entre eux « de multiples rapports d'interdépendance d'action et de réaction » ; le régime capitaliste donne aux éléments matériels une prépondérance passagère que l'action du socialisme tend à supprimer et les efforts du socialisme, dans une période de stabilité économique, en libérant l'homme des soucis exclusivement matériels, permettent un essor de ses forces spirituelles ; mais ces soucis reprennent le dessus si la situation économique vient à empirer. L'action du socialisme variera en conséquence. « Entendons-nous cependant : le socialisme restera lui-même... Il mettra l'accent sur

(1) Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.



certaines revendications plutôt que sur certaines autres, mais il les a, les unes et les autres, toujours connues, car toujours il fut à la fois mouvement économique et politique » <sup>1</sup>.

C'est dire que le socialisme ne saurait, au gré des changements économiques, osciller brusquement d'un spiritualisme éthéré à un matérialisme brutal. Il restera toujours solidement fixé sur la terre et il ne peut jamais oublier sa volonté de créer une nouvelle civilisation humaine.

L'état social et politique de l'Allemagne plongée dans la misère n'offre pas le spectacle du triomphe d'idéologies humaines tombées au niveau du ventre. L'Hitlérisme, lui aussi, rappelle le besoin qu'a l'homme des chansons qui bercent sa misère, ou la lui font oublier dans l'exaltation des sentiments. Ces « représentations compensatrices », que la psychologie de M. Henri de Man a révélées comme des réactions nécessaires de l'homme contre son milieu, le socialisme doit être capable de les animer de son idéal, et, en les reliant au contact direct qu'il veut établir avec la réalité par la place donnée aux revendications matérielles, il en fera l'élément moteur du mouvement vers le but qu'il s'est assigné.

(1) Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.

**« Une vaste expérience humaine ».**

Suffit-il de dire de l'idéal socialiste qu'il traduit une volonté de liberté et d'égalité ? Faut-il évoquer, comme de Man, la tradition du christianisme et de la Démocratie ? Faut-il, comme Philip, voir dans les valeurs spirituelles du socialisme le reflet des valeurs révélées par Dieu ?

La discussion qui a précédé les débats du Congrès de Nancy, notamment dans les colonnes de la *Vie Socialiste*, ont fait apparaître plus que des nuances. Aussi, pour empêcher le heurt des idées aussi absolues qu'abstraites, M. Marcel Déat propose-t-il de se référer à l'expérience humaine, qui n'a certes pas la rigueur d'une expérience scientifique, mais qui, par la confrontation des valeurs des diverses civilisations « dont l'humanité a semé sa route » avec les nouvelles conditions économiques et sociales, les nouveaux progrès philosophiques et scientifiques, peut permettre de s'appuyer sur quelques certitudes <sup>1</sup>.

Pour M. de Man, cette expérience de l'homme s'exprime dans les valeurs du christianisme et de la démocratie, l'ouvrier étant le produit d'un long passé pré-capitaliste. Ces valeurs n'appartiennent donc pas qu'au prolétariat. Si le mouvement ouvrier, qui doit prendre conscience de l'unité spirituelle du Christianisme, de la Démocratie et du Socialisme, en est

(1) Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.

l'héritier le plus digne, elles n'ont pas moins imprégné la société toute entière. Et citant au premier plan l'exemple de Jaurès, M. de Man ajoute : « Il n'est point étonnant que les pionniers du socialisme qui étaient le plus fortement dominés par la conscience de cette unité spirituelle aient exercé sur leur génération un rayonnement incompréhensible aux savants marxistes ». Et justement la pensée de Jaurès nous permettra de préciser ce qui appartient en propre à l'expérience socialiste française.

De l'œuvre de Jaurès se dégage bien en effet le sentiment d'« une fierté à la fois séculaire et récente ». Quand Jaurès parle de la « double noblesse du christianisme et de la Révolution »<sup>1</sup>, il indique assez que la démocratie française a ses traditions particulières.

M. de Man, Flamand d'origine, voit tout naturellement le berceau de la démocratie dans un milieu pré-capitaliste — entraîné d'ailleurs par le capitalisme marchand —, dans les communes où la bourgeoisie a fait l'apprentissage du pouvoir. Ces traditions communalistes sont moins fortes dans notre pays, où leur souvenir a été éclipsé par l'éclat révolutionnaire de 1789, 1830 et 1848, qui a également contribué à faire oublier cette lente maturation du libéralisme, dont M. Paul Boncour dans son discours sur *La Boétie et l'origine des libertés modernes* a rap-

(1) JAURÈS, *L'Armée nouvelle* (p. 338).

pelé qu'il était né au confluent du christianisme et de l'humanisme antique.

Le souvenir de la Révolution française a toujours dominé l'évolution politique de notre pays. Les marxistes les plus orthodoxes, fascinés par elle, malgré leur prétention de ne voir en elle que l'exemple d'une révolution bourgeoise dont le prolétariat devait s'inspirer pour faire une révolution sociale, se sont réclamés de sa tradition. Pour Jaurès, la révolution de 89, comme les révolutions françaises du 19<sup>e</sup> siècle, ont donné à la bourgeoisie et au peuple ouvrier une expérience et une éducation commune <sup>1</sup>.

La Bourgeoisie et le Peuple se sont, certes, combattus avec acharnement, après s'être alliés. L'idéologie et les armes qu'ils retournent l'un contre l'autre ils ne les ont pas moins utilisées côte à côte contre un ennemi commun. Les contacts ne cessent pas. La bourgeoisie donne l'exemple d'un prodigieux renouvellement économique et politique et dans sa marche en avant, elle sait abandonner ses éléments rétrogrades, le prolétariat impatient restant l'animateur. Et Jaurès de citer de nombreux exemples d'échanges intellectuels : Fournier et Saint-Simon fournissent à l'effort économique de la bourgeoisie des directions nouvelles, la critique des économistes bourgeois suscite dans l'œuvre socialiste un désir plus grand de précision. Dans l'histoire politique de ce pays, mêlés

(1) Cf. *L'Armée Nouvelle*, ch. X.

souvent dans l'action, le socialisme et la bourgeoisie se réclament longtemps d'idéaux communs<sup>1</sup>.

Il y a là, notons-le, moins un héritage qu'une classe reçoit d'une classe ennemie, qu'un patrimoine commun, par bien des côtés, à deux classes, mais que l'une abandonnera peu à peu. C'est là le sens profond de l'admirable image de Jaurès sur le foyer des ancêtres, dont la bourgeoisie ne garde que la cendre, alors que le prolétariat en ranime la flamme. Que dès lors le socialisme se sente particulièrement fort en face des fractions d'une bourgeoisie vidée de l'idéologie qui l'a conduite à la souveraineté, cela éclate dans le défi de Jaurès au ministère Dupuy<sup>2</sup>.

Si l'on oublie cet amalgame historique, on ne peut clairement comprendre ni les traditions démocratiques, ni les traditions révolutionnaires du socialisme français. Avant-garde du parti républicain, disait-on autrefois du parti socialiste, le socialisme d'aujourd'hui ne refuse pas de tenir cette place. En face de l'ennemi, même les plus doctrinaires n'hési-

(1) Cf. L'Armée Nouvelle, ch. X.

(2) « Et c'est parce que le socialisme apparaît comme seul capable de résoudre cette contradiction fondamentale de la société présente, c'est parce que le socialisme proclame que la République politique doit aboutir à la République sociale, c'est parce qu'il veut que la République soit affirmée dans l'atelier comme elle est affirmée ici, c'est parce qu'il veut que la nation soit souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme oisif, comme elle est souveraine dans l'ordre politique, c'est pour cela que le socialisme sort du mouvement républicain. C'est la République qui est le grand excitateur, c'est la République qui est le grand meneur : traduisez-la donc devant vos gendarmes (!) » (Jean JAURÈS, *Etudes Socialistes*, I, p. 235).

tent pas, malgré le souci grandissant de sauvegarder l'autonomie ouvrière, à tirer bénéfice de cette situation. Et quelle gêne, en effet, pour les adversaires ! A moins de se couper des traditions nationales, ils sont obligés de participer à une idéologie dont la logique conduit au socialisme. Le raisonnement de Babeuf, « l'égalité politique doit se doubler de l'égalité économique », les socialistes l'ont développé pendant plus d'un siècle et ce raisonnement a fait plus pour leurs progrès que l'exposé intégral du marxisme. N'est-ce pas également là l'explication de l'interpénétration permanente du parti socialiste et des partis de démocratie qui considèrent dans les principes de la Révolution un peu plus que la lettre ? Union, conjonction, bloc, cartel des gauches, ces alliances périodiquement rompues et renouvelées, dont l'étranger n'offre pas d'exemple, ne peut s'expliquer que par le contact toujours maintenu entre le prolétariat français et une fraction de la bourgeoisie, sous la protection de l'idéologie de la Révolution. Cette idéologie conduit les socialistes à se réclamer, non pas de la seule classe ouvrière, mais de la Nation toute entière, et à proclamer que les intérêts du monde du travail se confondent avec l'intérêt général ; on en trouvera la preuve dans l'esprit de la politique du groupe socialiste dans les grandes questions d'après-guerre. Elle ne va d'ailleurs pas sans un jacobinisme qui réserve souvent au pacifisme socialiste de désagréables surprises.



« Un bon républicain, un farouche révolutionnaire », les observateurs qui décèlent ces deux êtres chez un socialiste, concluent généralement que le républicain veut jouer au croque-mitaine avec un masque révolutionnaire, ou que le révolutionnaire se cache derrière le républicain. L'histoire de France apprend pourtant que les républicains surent tenir un fusil, et explique que la mystique des révolutions du 19<sup>e</sup> siècle imprègne encore le socialisme français. Quoi d'étonnant alors que les socialistes n'aient jamais été vraiment pénétrés du fossé profond qui sépare une révolution politique d'une révolution sociale ? L'exemple de Blanqui organisant une petite troupe bien disciplinée pour la lancer à l'assaut de l'état a plus de panache que les lents efforts d'un syndicat pour imposer un contrat collectif au patronat et il se passera encore bien des années avant que les barricades soient considérées par l'ensemble des socialistes, comme une technique périmée<sup>1</sup>. Mais le révolutionnaire courra aussi instinctivement porter son bulletin de vote, au scrutin de ballottage, en faveur du candidat démocrate. La discipline républicaine s'est formée sous les balles, comme c'est à coup de fusil qu'ont commencé les luttes entre les républicains et le prolétariat.

(1) Cette observation reste toujours vraie pour le militant, malgré les déclarations du secrétaire général du parti, M. Paul FAURE, au Congrès de Paris, en juillet 1933, rejetant l'insurrection en tant que moyen d'action du socialisme.

Si, bien plus rapidement que les autres sections de l'Internationale, la S.F.I.O. s'est faite le défenseur de la petite propriété paysanne, l'idéologie révolutionnaire, qui voyait dans le paysan prolétaire le type même du citoyen n'y est pas indifférente<sup>1</sup>. Quant à la mystique de l'Etat qui anime le jacobinisme, les socialistes n'y ont pas échappé. S'ils s'en dégagent pour marquer nettement la différence de la gestion socialiste et de l'étatisme, ils savent cependant utiliser à leurs fins cette mystique qui, étant donné le tempérament français, les amènera fatalement à faire de l'Etat l'instrument de la volonté constructive du socialisme.

On comprend, dans ces conditions, que les socialistes n'aient jamais compris qu'on oppose collectivisme individualisme. D'individualisme, ils en sont pétris ! L'idéal de la Révolution française est le leur, qui voulait libérer la personnalité humaine, comprimée par les institutions féodales. Elle devait s'épanouir dans la liberté, l'égalité et la fraternité. Mais que sont devenus ces nobles principes avec la lutte de classes engendrée par le régime capitaliste ? C'est pour assurer le développement de la personnalité humaine qu'ils réclament la propriété pour tous dans le cadre de la propriété collective « ...Et ce sera

(1) Dans les débats sur la loi sur la viticulture qui tendait à sauvegarder « l'artisan des vignes », les socialistes ont exalté les qualités civiques que développe le régime de la petite propriété. (Voir notre article dans *La Vie Socialiste* du 18 juillet 1931).

vraiment, pour la première fois, une civilisation d'hommes libres, comme si la fleur éclatante et charmante de la Grèce, au lieu de s'épanouir sur un fond d'esclavage, naissait de l'universelle humanité » <sup>1</sup>.

Prenons-y bien garde : en s'imprégnant de l'idéal et des méthodes de la Révolution, le socialisme les a transformés. « Il ne s'agit pas du tout, affirme M. Marcel Déat, comme l'ont imaginé naïvement certains vieux démocrates, de faire pénétrer la démocratie dans l'atelier, de faire peu à peu descendre les principes de 1789 dans les profondeurs de l'économie » <sup>2</sup>. M. Déat montre quelles erreurs on commettrait en faisant cette transposition simpliste. Le suffrage universel et le parlementarisme des comités ne peuvent pas donner des résultats très brillants dans l'ordre économique. Aussi bien, le parlementarisme n'a fixé ses règles qu'après une longue pratique de plusieurs siècles. Laissons donc à l'expérience ouvrière le soin d'élaborer progressivement les institutions de la démocratie sociale. « C'est le syndicalisme qui, expérimentalement, a dégagé les formules efficaces du contrôle, de la participation à la gestion. C'est lui qui précisera peu à peu les modalités de la souveraineté du travail. Et ainsi, alors que la démocratie politique vieillie paraissait à l'article de la mort et que de doctes théoriciens l'enterraient, une autre démocratie naissait dans les usines » <sup>3</sup>.

(1) *L'Armée Nouvelle* (p. 352).

(2) *Perspectives Socialistes* (p. 86).

(3) *Perspectives socialistes* (pp. 86-87).

C'est sous une forme plus traditionnelle que, dans le monde paysan, les socialistes se sont réclamés de la démocratie. Et, en effet, dans les campagnes, les principes démocratiques n'ont pas subi, comme dans les ateliers, cette éclipse qui n'a cessé qu'avec la naissance d'institutions ouvrières, dont la croissance faisait saillir le prix de la liberté. Cependant, même dans ce milieu, où l'esprit de 89 était toujours si vivant, c'est non seulement contre la propriété foncière que le socialisme invite les paysans à la bataille, c'est aussi contre la féodalité des compagnies d'engrais, des compagnies d'électricité et de la grosse minoterie. Et il ne les invite pas simplement à se servir du fusil ou du bulletin de vote : il les appelle aussi à se libérer eux-mêmes par l'organisation syndicale et coopérative. Là aussi les vieilles valeurs se sont refondues dans le creuset des nouvelles luttes sociales.

\*\*  
\*\*

Plus encore que dans le domaine de l'action, l'esprit dans lequel le socialisme contemporain a abordé le problème de la culture, indique son double désir de recueillir les valeurs permanentes de l'humanisme et de les confronter avec la récente expérience prolétarienne.

Le socialisme a toujours été convaincu que son triomphe amènerait l'épanouissement d'une civilisa-

tion nouvelle. Il en remettait cependant volontiers la naissance au lendemain de la révolution sociale. Pour le moment, des luttes plus immédiates appelaient le prolétariat. Au surplus, régime économique et civilisation étaient étroitement liés. Seule la substitution au régime capitaliste d'un régime socialiste pouvait créer le cadre favorable au développement d'une culture nouvelle.

Le socialisme ne croit plus aujourd'hui que l'homme soit si étroitement dépendant du régime économique. Il n'hésite plus à proclamer que le socialisme ne se construira que dans la mesure où la masse des hommes sera pénétrée d'une culture morale intellectuelle et technique animée par des valeurs socialistes. Courant puissant qui nous permet de saisir l'orientation nouvelle des préoccupations socialistes.

C'est une tentative vouée à l'échec, estime pourtant M. de Man, que d'essayer de dresser une culture prolétarienne contre le conformisme de la bourgeoisie, puisqu'elle va trouver dans la mentalité ouvrière un obstacle infranchissable. « Pendant que les théoriciens s'évertuent à définir la culture prolétarienne, la masse du prolétariat, qui sent instinctivement l'unité de la suprématie culturelle et sociale essaie tout simplement d'imiter la bourgeoisie, qui lui apparaît comme un modèle de culture et de manières » <sup>1</sup>. Embourgeoisement fatal, ajoute M. de Man.

(1) *Au delà du Marxisme* (p. 219).

« Jamais une classe opprimée n'a créé une civilisation nouvelle : elle a toujours dû s'approprier d'abord la civilisation des classes dominantes pour ne pas rester opprimée » <sup>1</sup>.

M. de Man revient, ainsi, par un paradoxe curieux, à une conception marxiste orthodoxe qui ne conçoit pas une culture prolétarienne sans un régime économique socialiste. L'amélioration de la situation matérielle du prolétariat l'amènera à partager les mœurs et la culture de la bourgeoisie. Que les intellectuels maintiennent la flamme de l'idéal socialiste et, au moment favorable, ils pourront faire dépasser au prolétariat le stade de l'embourgeoisement.

A vrai dire, la pensée de M. De Man comporte plus de nuances. S'il emploie le terme de « civilisation des classes dominantes », c'est pour que son argumentation ne perde rien de sa force, mais, en réalité, il ne croit pas à une culture de classe. « La civilisation, dit-il, en tant que formes communes de concevoir, appartient à une époque et non à une classe » <sup>2</sup>. Nous retrouvons là l'interpénétration des idéologies, les échanges intellectuels que Jaurès décrit dans *l'Armée Nouvelle*. « D'une classe serve et servile à une classe brutalement dominatrice il n'y a aucun échange d'idée. Au contraire, parce que la bourgeoisie et le prolétariat participent à la même culture, la

(1) *Au delà du Marxisme* (pp. 207-208).

(2) *Au delà du Marxisme* (p. 211).



pensée d'une classe a agi sur la pensée de l'autre » <sup>1</sup>. L'idée d'une culture spécifiquement prolétarienne, se refusant à recueillir aucune valeur des civilisations passées, ne compte d'ailleurs pas beaucoup d'adhésions dans les rangs socialistes <sup>2</sup>. « Vouloir commencer l'histoire de l'Humanité à l'émancipation du prolétariat serait folie et négation de la culture, disent Mme E. et M. G. Legranc dans l'étude qu'ils ont consacrée à la culture conçue dans un esprit socialiste. On ne forme pas un jugement sur des bases aussi minces. Ce passé, il n'est au pouvoir de personne de le détruire. Il vit en nous, au moment même où cette rage de démolition totale nous saisit. Notre principe de choix doit être tout autre. Nous ne refusons pas, du capitalisme, un rationalisme scientifique, devant lequel un recul n'est pas souhaitable. Nous ne refusons pas cette idéologie démocratique, mal intégrée dans un ordre despotique, mais héritée des lointains philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle et de l'antiquité athénienne » <sup>3</sup>.

Si fâcheuses qu'apparaissent donc les tendances à l'embourgeoisement, elles ne feront pas qu'asservir

(1) *L'Armée Nouvelle* (p. 338).

(2) Il est curieux de voir un sympathisant trotskiste comme Victor Serge exprimer une opinion voisine de celle de Jaurès : « Une lutte a toujours des aspects d'association, — voire de collaboration, — d'interpénétration, d'enrichissement mutuel. Ainsi les deux humanismes opposés, parfois confondus dans les mêmes milieux, mêlés chez les mêmes hommes ». (V. SERGE, *Littérature et Révolution, Cahiers Bleus*, avril 1932, p. 125).

(3) E. et G. LEFRANC, *Le Problème de la Culture*, rapport au Congrès des Etudiants Socialistes de Toulouse (pp. 14-15).

le prolétariat à une idéologie ennemie. La critique socialiste doit éliminer de la culture, toutes les scories que la recherche du profit y a introduites : le conformisme, le respect de l'ordre établi, le culte du nationalisme; il doit lui insuffler tout le pathétique des luttes prolétariennes, tous le sens nouveau que l'expérience de l'humanité souffrante apporte aux valeurs éternelles, car, comme dit M. Déat, « Socrate n'était pas secrétaire du Syndicat »<sup>1</sup> et « Il y a plus d'humanisme dans les grèves du Nord qu'en un semestre de Sorbonne »<sup>2</sup>. Mais si, à la limite, les deux cultures s'opposent, l'une toute entière subordonnée au profit, l'autre redonnant à « l'homme la place centrale », ce serait une vue erronée, contre laquelle s'élevait Jaurès, de voir deux classes se dresser l'une contre l'autre imprégnées de deux cultures s'opposant d'une manière irréductible et sans le moindre contact. Si trop de socialistes, notamment dans leur vie privée et dans leurs goûts intellectuels, sont facilement accessibles à la culture bourgeoise, les valeurs du socialisme s'imposent aussi à la bourgeoisie. C'est quand même un triomphe de l'Humanisme que d'avoir introduit dans le traité de Versailles une déclaration solennelle proclamant que les travailleurs sont des hommes et non une marchandise. Aussi le nouvel humanisme, imprégné de l'expé-

(1) *Perspectives Socialistes* (p. 71).

(2) *Perspectives Socialistes* (p. 73).

rience prolétarienne, doit-il triompher : il a pour lui les principes éternels et les forces sociales nouvelles, à condition toutefois qu'une critique vigoureuse, et une éducation morale et intellectuelle bien dirigée, lui évitent l'enlissement dans l'idéologie capitaliste dont les Etats-Unis offrent l'exemple.

Ce serait une vaine prétention que de prétendre apporter en quelques pages une étude complète des formes sous lesquelles le socialisme envisage la civilisation qu'il veut établir. Mais il est impossible d'expliquer les réactions et les incertitudes du socialisme en face du monde actuel sans le montrer avant tout dominé par le souci d'assurer le libre développement de l'homme. Ce qui est loin d'être une position banale à un moment où l'on sacrifie volontiers l'homme au triomphe d'un système, aux égoïsmes d'une caste, à la recherche, de l'argent au rythme de la machine, aux entraînements du nationalisme.

Cet homme n'est pas l'être abstrait que les philosophes du 18<sup>e</sup> siècle avaient construits. Le socialisme a la volonté de défendre l'homme tel qu'il est, intégré dans une certaine tradition politique, baigné par une civilisation donnée, dépendant d'un régime économique, avec ses générosités, ses égoïsmes, réduit bien souvent par une évolution économique impitoyable à ne plus songer qu'à sauvegarder une maigre pitance, mais aussi tourmenté par le rêve d'une humanité affranchie de ces préoccupations ma-

térielles et se consacrant à l'épanouissement de ses tendances les plus hautes.

« Ainsi, dit M. Déat, le socialisme apparaîtra-t-il ce qu'il est réellement : l'affirmation d'une grande expérience dans laquelle l'homme se retrouve tout entier, avec toutes ses aspirations et hors de tout système métaphysique qui l'appauvrirait et le mutilerait » <sup>1</sup>.

Le socialisme : humanisme débarrassé de tout prolongement métaphysique ? Oui, la définition est parfaite si l'on veut une formule qui marque l'accord de l'ensemble des socialistes sur le mobile de leur action. Mais si la plupart, avec Déat, s'enferment, non sans orgueil, dans la seule expérience des civilisations humaines, d'autres veulent ouvrir le socialisme à une conception totale de l'univers. Préoccupation métaphysique qui, chez les uns, se traduit par l'adhésion à des églises déjà établies, chez d'autres, par la recherche dans le socialisme d'une explication du Monde certes encore imparfaite.

Ils sont nombreux ceux qui peuvent encore trouver dans le socialisme, comme Francis de Pressensé, « le maximum de religion ». C'est dire combien avait raison Jaurès, lui qui, malgré les apaisements que lui donnait le socialisme, était cependant tourmenté par l'impuissance de l'homme à prendre conscience de l'unité du monde, de prévoir que les vic-

(1) Cf. DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.

toires du socialisme seraient l'occasion de prodigieux renouvellement philosophiques et religieux.

### **L'humanisme oblige.**

La philosophie ne peut, pour un socialiste, se séparer de l'action. Toute la « littérature » socialiste a, depuis plusieurs années, revalorisé les thèses sociologiques, elle a donné nettement dans ses préoccupations, la place centrale à l'homme. Cela ne va pas sans conséquences importantes, surtout si le mouvement socialiste tout entier suit cette impulsion nouvelle. Mais, dès maintenant, dans son activité, le socialisme a tendance à tenir sérieusement compte des données subjectives à côté des résistances objectives.

Une définition nouvelle du révolutionnaire ne naît-elle pas ? Autrefois, le révolutionnaire était le militant persuadé que la force était l'accoucheuse des sociétés nouvelles, et qui déclarait se préparer à agir par tous les moyens au moment décisif. « *C'est en nous, comme toujours*, disent maintenant E. et G. Lefranc, *qu'il faut faire la Révolution d'abord* » <sup>1</sup>. Bien des socialistes auraient jadis souri d'une pareille affirmation. Tous sont aujourd'hui persuadés que le rayonnement de l'idéal révolutionnaire, chez le chef

(1) E. et G. LEFRANC, *Op. cit.* (p. 41).

comme chez le simple militant, chez le professeur dans sa chaire, comme chez l'ouvrier dans l'atelier, est la condition nécessaire de la victoire socialiste. « Le socialisme, dit M. Marcel Déat, n'est ni une attitude ni une carrière. Il implique d'abord une révolution intérieure, l'établissement de l'âme dans un domaine nouveau, toute retraite coupée. Le socialisme est la solution, c'est-à-dire la direction donnée à une vie qui exige d'être vécue passionnément, sérieusement » <sup>1</sup>.

Cela n'implique nullement qu'il doit adhérer à des méthodes révolutionnaires, ce socialiste qui s'efforce de vivre, dans un monde vieilli et dominé par la recherche du profit, selon l'idéal d'une civilisation nouvelle qui sera toute liberté et toute humanité. A cet égard, l'attitude catégorique de M. de Man <sup>2</sup> indique plutôt que ce socialiste attendra la révolution sociale plus de lentes maturations que de brusques changements dans l'ordre économique.

(1) DÉAT, Préface à la brochure de E. et G. LEFRANC, *Le Problème de la Culture* (p. III).

(2) « Est-ce que je crois à la révolution ? Eh bien, plus je m'avance en âge plus je me sens révolutionnaire, et moins je crois à la révolution. Je suis révolutionnaire : cela signifie que le passage d'un ordre capitaliste à un ordre socialiste est pour moi un mobile psychique que je ne puis me représenter qu'en m'aidant de la conception d'un antagonisme entre deux principes juridiques irréconciliables. La haine de l'iniquité sociale, de l'humiliation de la dignité humaine, de l'égoïsme bourgeois, de l'appétit vulgaire du gain, de l'hypocrisie conventionnelle et du mensonge artistique qui m'amena dès mon adolescence à me révolter contre les conceptions de mon propre entourage social, s'est encore exacerbée au cours des années. L'atmosphère culturelle de la société bourgeoise d'aujourd'hui est pour moi irrespirable ». (*Au delà du Marxisme*, p. 424).



Il est facile, en effet, de changer un gouvernement. Il n'est pas impossible d'exproprier les expropriateurs. Mais si les hommes sont imprégnés par les anciens préjugés, s'ils n'ont été préparés ni moralement, ni intellectuellement au nouvel ordre des choses, à quoi bon tous ces bouleversements ? D'où une attention toute particulière attachée aux problèmes de l'enseignement.

A l'étranger, certes, les institutions ouvrières sont assez fortes pour organiser les écoles du travail qui préparent les capacités et les mentalités nouvelles. En France — et nous retrouverons souvent ce transfert d'attributions — la faiblesse des organisations ouvrières conduit à considérer avant tout le rôle de l'enseignement officiel. On lui ôtera toute nocivité en nationalisant l'instruction publique, c'est-à-dire en l'arrachant à la domination exclusive de l'état, et en donnant une plus grosse part de la direction aux syndicats de l'enseignement et aux usagers, ces derniers représentés surtout par les représentants des syndicats ouvriers. Rénové dans son centre de direction, l'enseignement le serait dans sa structure. Pour le socialisme, l'école unique n'est pas l'université qui par l'égalité à la base permet de filtrer les élites les plus parfaites. Il ne veut pas, à l'oligarchie de l'argent, substituer, selon une expression de M. Déat, un mandarinat intellectuel. Le socialisme veut que la masse puisse suivre l'enseignement des différentes

branches qui, au-dessus de « la laïque », seraient en communication permanente et non pas, comme aujourd'hui, séparées par des cloisons étanches.

La tâche de l'enseignement ainsi organisé sera de diffuser cette culture nouvelle dont le socialisme moderne a déjà dégagé quelques formes essentielles. Pas de soumission à des dogmes, pas de dressage, mais une culture vivante, sincère et humaine; une culture du corps dont le sport ne serait qu'une forme spéciale qui ferait disparaître peu à peu la distinction entre manuels et intellectuels, en rendant à ces derniers la vigueur, et aux premiers la lucidité; une culture morale qui ne serait pas imposée, mais qui naîtrait d'une éducation où l'élève prendrait conscience de ses responsabilités par des collaborations dont on peut voir les premiers instruments dans les conseils et coopératives scolaires; le rejet, non pas des humanités classiques, mais du préjugé selon lequel elles sont les seules voies qui mènent à l'homme; une culture historique qui ferait plus de place à la civilisation et moins aux conquérants et à leurs guerres, qui serait « une sorte de fresque du passé, et non un catalogue morcelé ». Donc culture scientifique et technique qui n'étoufferait pas la culture générale, l'art associé à l'étude et à la vie, et cette conviction que « la culture déborde l'action, mais ne la renie pas » : telles sont

les suggestions que Mme E. et M. G. Lefranc apportent aux professeurs socialistes <sup>1</sup>.

Le travailleur qui aura été imprégné par cette culture dans sa jeunesse et que l'idéal socialiste aura conquis, ne sera certes pas disposé à être considéré dans l'atelier comme un rouage passif. Ses patrons, il les considérera comme des égaux à qui le régime social donne provisoirement une position prépondérante, les techniciens, comme des spécialistes dont il veut bien reconnaître la supériorité sur le plan industriel mais non pas en dehors de l'atelier où il peut peut-être, lui, montrer plus de délicatesse dans les sentiments et les appréciations artistiques. Même dans le travail, il estime qu'il est des détails d'exécution que personne ne connaît mieux que lui. Il veut avoir la possibilité de faire entendre sa voix sur ce point. Il n'entend pas être un simple jouet mécanique entre les mains d'un chronométrateur qui lui imposera le rythme de la production auquel il devra se soumettre; il voudra régler lui-même, avec ses camarades d'atelier, les modalités selon lesquels un travail donné sera organisé. Ainsi peu à peu le contrôle ouvrier s'organisera, des méthodes de travail à l'ensemble de l'organisation de la production dans l'atelier.

Non pas qu'il se satisfasse uniquement de ce contrôle par en bas. Les crises du capitalisme dont il

(1) Cf. E. et G. LEFRANC, *Op. cit.*

souffre raffermissent en lui la volonté de substituer, à un régime réglé par le profit et le marché, une économie réglée selon un plan inspiré par l'intérêt général, et il entend bien que les représentants de ses organisations syndicales participent à l'élaboration de ce plan. Mais ce qui l'intéresse plus directement, c'est la vie de l'atelier, de même que le citoyen, dans une période de calme politique, s'intéresse plus aux nombreux détails de la vie de sa commune, cadre permanent de sa vie, qu'à la marche du pouvoir central.

Aussi, lui importe-t-il assez peu qu'à la tête de son entreprise se trouve le délégué d'une société anonyme ou le représentant d'un trust étatiste. Il mesurera la différence à la liberté et à l'initiative qui lui seront données. « La socialisation, conclut M. Paul Marion après avoir étudié le système soviétique, ne prendra toute sa valeur créatrice et rédemptrice que si elle modifie les rapports humains dans l'œuvre de production » <sup>1</sup>. L'analyse des rapports humains, voilà le critère sûr pour apprécier le degré de l'évolution sociale. Critère nécessaire dans la confusion générale des systèmes économiques, où la Russie copie les méthodes industrielles de l'Amérique, et où l'Italie fasciste dirige l'économie avec une autre poigne que les gouvernements travaillistes ou les derniers gouvernements allemands auxquels les so-

(1) Paul MARION, *Les Deux Russies* (p. 270).

cial-démocrates participèrent. « Le problème, déclare M. Vandervelde, Président de l'Internationale Ouvrière et Socialiste, est plutôt de liberté que de propriété ».

Nous verrons si, pour l'ensemble des socialistes, liberté et propriété peuvent se séparer. Il n'en est pas moins sûr, dès maintenant, que la direction de l'activité socialiste va se modifier. Autrefois, elle était toute tendue vers la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange. Cela n'allait pas dans la masse, sans une imagination romantique évocatrice de barricades sur lesquelles l'affaire se réglerait définitivement, comme dans le passé, entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ne faut-il pas maintenant, comme l'affirme M. Marion, transporter des barricades dans l'atelier le pathétique ouvrier ? C'est certes à la polarisation des énergies ouvrières autour du problème du contrôle de la production que tend le mouvement de la pensée socialiste contemporaine. Elle n'aurait pas créé un élan nouveau, elle n'aurait été qu'un jeu pour quelques intellectuels, si elle n'amenait pas le socialisme à renforcer sa volonté de redresser le travailleur en face de la machine et de créer au sein de l'atelier des institutions qui permettront de s'épanouir à la personnalité humaine.

Il n'est pas étonnant que, considéré sous cet angle, le socialisme apparaisse à M. Rosselli comme l'ex-

pression moderne du libéralisme, de même que, dans l'évolution des civilisations, il était apparu à M. Déat comme un humanisme nouveau.

Certes, le libéralisme a, en France, une signification trop économique — dans la mesure où l'étiquette a servi sur le terrain politique, ce fut pour désigner un groupement d'extrême droite — pour que l'expression n'y choque pas les socialistes. Cependant si l'on a le souci de replacer le socialisme dans le cadre général de l'évolution politique et sociale, il est bien certain qu'il représente un état d'esprit et un idéal où nous retrouvons les traits classiques du libéralisme. La démocratie serait alors considérée comme une forme moderne d'organisation politique, que le libéralisme anime, mais qu'il déborde. Il est curieux de noter que Bernstein avait noté la filiation : « Le libéralisme avait pour mission historique de briser les liens dont l'économie et les institutions juridiques du moyen âge ont ligoté le progrès social. Qu'il se soit révélé, en premier lieu, sous l'aspect d'un libéralisme bourgeois, cela ne l'empêche pas, de fait, d'exprimer un principe social général beaucoup plus large, dont l'aboutissement sera le socialisme » <sup>1</sup>.

Et cette filiation apparaît en effet assez légitime si, là encore, on a bien soin de considérer le socialisme comme un héritier qui transforme et enrichit le patrimoine qu'il reçoit.

(1) BERNSTEIN, *Socialisme théorique et social démocratie pratique* (page 222).



Libéralisme et volontarisme sont, pour M. Rosselli, intimement liés <sup>1</sup>. On le conçoit facilement : si le libéralisme est l'aspect politique de l'humanisme, dans la mesure où, dans les prémisses philosophiques du socialisme, la part de l'homme s'est élargie, la liberté d'action du socialisme se trouve, du même coup, grandie.

Certes, le système économique actuel est plein de possibilités socialistes. Plus qu'avant-guerre, le socialiste sait que le monde va vers des formules d'organisation collective. Mais rien ne dit qu'elles n'avorteront pas dans des guerres ou dans un retour chaotique à des formes dépassées. Il peut aussi se demander si, réalisées, elles ne seront pas vides de substance socialiste, hypothèse qu'un théoricien comme Hilferding n'a pas exclue. Le socialisme n'est pas une certitude, puisqu'il dépend de l'organisation et de la volonté des hommes. « A aucun moment sa réussite n'est garantie, dit M. Déat, à aucun moment son triomphe n'est assuré et c'est bien ce qui fait l'urgence et la nécessité de la bataille engagée par le prolétariat » <sup>2</sup>.

(1) « Le socialiste libéral fidèle à la grande leçon qui se dégage de la pensée critique moderne, ne croit pas à la démonstration scientifique, non plus qu'à la nécessité historique de l'avènement d'une société socialiste. Il n'a pas l'illusion de posséder le secret de l'avenir, il ne se croit pas le dépositaire de la vérité dernière, en matière sociale; il n'incline pas le front devant les dogmes quels qu'ils soient... Son mot d'ordre, le voici : le socialisme sera mais il se pourrait aussi qu'il ne fût point. Il sera si nous le voulons et si les masses veulent qu'il soit, grâce à un effort de création consciente. » (ROSSELLI, *Op. cit.* pp. 149-150).

(2) Marcel DÉAT, *Le Socialisme spiritualiste*.

Par contre, l'action socialiste conditionnée par l'évolution économique, ne lui est pas soumise. Elle n'a pas à subir, comme inévitables, les « lois du régime », en attendant de l'abattre. « L'économie doit céder au social ». C'est là l'idée qu'Albert Thomas a répété avec le plus de force dans ces dernières années. Même les règles évoquées par l'économie politique devaient céder, selon lui, devant la conscience nouvelle qu'avait prise la classe ouvrière de sa dignité, inséparable d'un certain nombre de libertés, et d'un niveau de vie suffisant. Qu'on développe cette idée, on en tirera la conviction que le champ est libre devant l'effort ouvrier et socialiste et qu'exagérer cette liberté d'action ne peut être qu'une réaction salutaire contre un déterminisme paralysant, qui a par trop intimidé jusqu'ici le socialisme.

« Qu'il soit évolutionniste ou révolutionnaire, proclame M. Rosselli du socialisme, il a besoin d'un remaniement éthique, d'une formation volontariste » <sup>1</sup>.

Il n'est pas douteux que l'ensemble des œuvres socialistes d'après-guerre répondent à ce besoin. Rien, dans ses traditions, n'empêche le socialisme français de rechercher dans ce sens l'impulsion nouvelle que la situation actuelle réclame.

(1) Carlo ROSSELLI, *Op. cit.* (p. 109).

## CHAPITRE VI.

### JUGEMENTS SUR LA RUSSIE

« ...Avec un nombre suffisant d'esclaves on peut toujours bâtir des pyramides. (*Vifs applaudissements*).  
LÉON BLUM, au Congrès de Tours, 1931.

#### **L'approfondissement d'une opposition.**

Ce socialisme qui s'assigne comme but l'épanouissement de la personnalité humaine, il est facile de concevoir comment il va réagir devant l'expérience soviétique. Pourtant, ce n'est qu'après bien des années que le socialisme français a dégagé clairement sa position en face du nouveau régime russe, et encore, même aujourd'hui, l'unanimité n'est-elle pas parfaite dans ses rangs.

Dès après la guerre la mystique de la révolution russe avait tout emporté. Même les réfractaires, qu'elle n'enleva pas jusque dans les positions bolchevistes, saluaient en elle le bouleversement qui avait brisé la tyrannie des tsars et ruiné la base économique de la domination des seigneurs. Les réserves

qu'ils exprimaient n'opposaient à l'enthousiasme qu'une bien faible digue. La distinction de la révolution politique et de la révolution sociale, le rappel de l'avertissement marxiste, selon lequel il n'était pas possible de faire une révolution sociale dans un pays où le capitalisme avait atteint un faible développement, calmaient bien peu le romantisme révolutionnaire, qu'exaltait le récit de la défense du nouveau régime évoquant irrésistiblement, dans ses premières années, la Révolution française dont le souvenir faisait encore palpiter tant de cœurs. Et même, sur le terrain doctrinal, ces arguments perdaient toute efficacité devant le léninisme, qui représentait la Russie soviétique comme une simple base d'opérations pour la révolution mondiale.

Si le foyer de pathétisme qu'avait créé la république « des ouvriers et des paysans » ne s'éteignit jamais, son rayonnement diminua singulièrement. Les récits des voyageurs décrivaient la Russie contrainte à la sous-alimentation et soumise à la terreur. Le bruit fait par la grande presse autour de ces témoignages pouvait atteindre un socialisme qui se serait solidarisé dans une certaine mesure avec le soviétisme. L'émigration socialiste révolutionnaire et social-démocrate russe invitait le socialisme international à se dégager. Elle en fournissait d'abondantes raisons, dont la plus émouvante était le sort réservé aux militants socialistes russes dans les pri-

sons de la « première république socialiste ». Aussi sur le terrain, où elle laissait apparaître, autrefois, bien des hésitations, l'opposition socialiste prit-elle plus de mordant. Le marxisme ne trouvait-il pas maintenant une justification dans l'étude des résultats de cette expérience par trop prématurée, tendant follement à réaliser le socialisme dans un seul pays, lui pour qui ce socialisme ne pouvait sortir que d'un capitalisme arrivé au terme de son développement ? Et la mystique de la liberté et de la démocratie affrontaient, à armes égales, la mystique de la dictature du prolétariat.

A aucun moment, cependant, il faut le dire, le socialisme international ne s'est départi de sa résolution de défendre la révolution, commencée pour lui en mars 1917, et considérée comme la ruine définitive de l'ancien régime. C'était l'effort autonome du prolétariat et de la paysannerie russes qui devait assurer la « démocratisation » du nouveau régime. Par ailleurs, peu à peu, les controverses entre socialistes et communistes firent bien plus de place à la politique intérieure du pays et l'intérêt suscité par l'U. R. S. S. semblait devoir s'estomper.

Un double souci allait amener le socialisme à un jugement plus complet sur le système politico-économique des soviets. ,

Avec le plan quinquennal, le débat, en effet, rebondissait. Ce n'était plus l'opposition d'un étatsisme

maladroit, qui tentait péniblement de faire atteindre à l'économie russe son niveau d'avant-guerre, à l'allure hardie du capitalisme allemand et américain entraînant dans le rythme accéléré de son développement l'accroissement du niveau de vie de la classe ouvrière. A un capitalisme international miné par la crise, livrant à la misère et au chômage des millions d'ouvriers, et auquel aucune perspective de relèvement ne semblait offerte, la propagande bolcheviste opposait triomphalement l'essor prodigieux de l'économie socialisée, supprimant le chômage, gagnant de vitesse le capitalisme par des constructions industrielles qui s'élevaient dans le même temps que les travailleurs, maîtres du pouvoir, voyaient leur bien-être grandir. Cette propagande insidieuse gagnait tous les milieux, elle s'introduisait discrètement dans une série de publications à l'allure objective, elle jetait le trouble dans des esprits chaque jour plus nombreux. Dès lors, le socialisme ne pouvait se tenir à une riposte superficielle. Il mena d'ailleurs résolument une contre-offensive. M. Oreste Rosenfeld, dans *Le Populaire*, systématisa sa critique de la nouvelle expérience bolcheviste et, au jour le jour, en dénonça les échecs et les dangers<sup>1</sup>. Des œuvres doctrinales plus synthétiques appuyèrent cette campagne. Aux concessions du leader austro-marxiste,

(1) Ces articles ont été réunis dans une brochure, *Le Plan Quinquennal*.



M. Otto Bauer, les chefs de la social-démocratie russe ripostèrent vigoureusement. Un des leurs, M. A Jugon, leur fournit les éléments d'une étude critique complète. Le vieux théoricien du marxisme, M. Kautsky alla jusqu'à proclamer l'œuvre des bolcheviks contre-révolutionnaire, et n'hésita pas à apparenter le bolchevisme au fascisme<sup>1</sup>. Sans adopter des vues aussi extrêmes, le secrétaire de l'Internationale, M. Fritz Adler, jeta son autorité dans la controverse pour nier que le socialisme pût avoir quelque chose de commun avec la « construction du socialisme » en Russie.

D'anciens communistes vont apporter leurs témoignages, doublement précieux, d'observateurs et apostats. M. Paul Marion, ancien secrétaire de l'Agitation Propagande du Parti Communiste Français, adhère au socialisme démocratique après un séjour de dix-huit mois en Russie. Il en donne les raisons dans une étude fouillée de la structure sociale de l'U. R. S. S.<sup>2</sup>. L'économiste Lucien Laurat, après avoir marié le luxembourgeois marxiste et le léninisme, applique la critique marxiste du système capitaliste à l'économie soviétique<sup>3</sup>.

Ces études permettent au socialisme de mieux prendre conscience de lui-même. Plus peut-être que l'ensemble des études de philosophie socialiste de

(1) KAUTSKY, *Le Bolchevisme dans l'Impasse*.

(2) PAUL MARION, *Deux Russies*.

(3) LUCIEN LAURAT, *L'Economie Soviétique*.

l'après-guerre, elles font apparaître, dans une époque où le socialisme est passé du plan de la prophétie sur le plan de la construction, la réaction instinctive de l'humanisme et du libéralisme socialistes. Elles répondent aussi au souci qu'a le socialisme contemporain de dégager nettement les voies qui conduisent à son avènement. C'est en puisant des enseignements dans l'analyse de l'économie russe que le socialisme peut, maintenant, éprouver ses méthodes. Ainsi se sont trouvés revalorisés un certain nombre de thèmes : l'impossibilité de remplacer un capitalisme qui aurait encore un trop grand nombre de centres d'action; la nécessité de faire confiance à l'ensemble de la classe ouvrière et non à une minorité pour l'œuvre d'émancipation sociale et de lui donner, dès avant toute action de socialisation, la capacité de contrôler et même de gérer la production; surtout l'antinomie profonde d'une révolution vraiment sociale et de la dictature.

Ce n'était pas là, à vrai dire, les éléments d'une théorie nouvelle. Mais qu'ils aient trouvés dans les résultats de l'expérience soviétique comme une vie nouvelle, cela leur donnait fatalement la prééminence dans la « synthèse socialiste » sur d'autres éléments, dont le Bolchevisme avait pu d'ailleurs se prévaloir pour proclamer qu'il était, lui, fidèle à une certaine tradition du socialisme révolutionnaire.

**La logique interne de la dictature et la constitution d'une caste bureaucratique.**

On ne prête généralement pas assez d'attention aux premières années de l'histoire soviétique. C'est pourtant de leur étude que le socialisme pourrait tirer le plus d'enseignements.

Mais, d'abord, quelle était donc la structure sociale du pays dont, en octobre 1917, le parti Bolchevik avait conquis le pouvoir ? Quelques millions d'ouvriers étaient noyés dans l'immense masse de dizaines de millions de paysans, les îlots industriels étaient fortement concentrés. Et s'il est apparu, plus tard, que cette économie à base paysanne était, pour le développement ultérieur de l'économie russe, un obstacle difficilement surmontable à l'évolution du pays vers le socialisme, il n'est pas niable que cette structure a permis à la dictature bolcheviste de se maintenir dans les premières années de son pouvoir.

Lénine et son parti, en effet, voulaient que la dictature du prolétariat, représentée par les soviets, c'est-à-dire, en principe, par l'ensemble des travailleurs, exerçât son contrôle sur la production par la nationalisation des monopoles de fait et la syndicalisation des industries petites et moyennes maintenues sous la direction du capital; ils furent amenés, par une logique impitoyable, à une dictature de plus en plus resserrée et à un étatisme de plus en plus

étendu. S'il faut faire une grande part au sabotage, à la fuite des industriels, et à la guerre civile, il n'en est pas moins vrai, comme l'ont prouvé les années de paix qui ont suivi, que le coup d'état de novembre 1917, et le mépris exprimé pour la souveraineté populaire, en janvier 1918, par la dissolution brutale de l'Assemblée Constituante, comportaient toutes ces conséquences.

Le souci d'empêcher les capitalistes russes de soutenir les armées blanches, le mouvement spontané des ouvriers chassant les patrons des usines ou la fuite des patrons et des ingénieurs devant la révolution, obligèrent les bolchevistes à nationaliser l'ensemble de l'industrie. Un nouveau partage des terres eut lieu pour exproprier les paysans qui s'étaient accordé une part trop large, lors du premier partage. Les résultats de ce communisme de guerre auquel le pouvoir soviétique avait été contraint par la guerre civile et la guerre étrangère ne se firent pas attendre. La production de l'agriculture baissa de plus d'un tiers par rapport à l'avant-guerre; seule la réquisition des excédents et même des moyens de subsistance des paysans permit la distribution des rations dans les villes et aux armées. La production industrielle fut presque complètement paralysée : par rapport aux chiffres de 1913 l'extraction de la houille ne fut que de 27 %, la production de la fonte de

2,4 %. On vécut plus sur les stocks qu'on organisa la production<sup>1</sup>.

Il est facile d'imaginer ce qui serait advenu de ce communisme dans un pays fortement industrialisé. Les réquisitions n'eussent pas suffi, sans nul doute, à ravitailler une population urbaine très considérable. Les paysans eussent été trop habitués à user d'objets manufacturés pour ne pas se dresser avec violence contre un régime qui les en eût privés complètement. On comprend, dès lors, l'attitude des social-démocrates allemands et autrichiens dans les révolutions de 1918.

La paralysie de la production ne fit que s'accroître en 1921. Des émeutes paysannes, l'insurrection des matelots de Cronstadt, des grèves ouvrières avertirent les maîtres du pouvoir que les ressorts économiques du pays étaient si tendus qu'ils allaient se rompre. Selon M. Lurat, il faut chercher la source profonde de ces troubles dans l'opposition entre une industrie et un commerce soumis à l'étatisme le plus rigide et vingt millions d'exploitations paysannes qui se partageaient la propriété privée de la terre. Il est certain que la Nouvelle Politique Economique, la N. E. P., fut un recul devant la masse paysanne à qui fut rendue une certaine liberté économique, et qu'on tenta d'apaiser en diminuant l'écart des « ciseaux » — c'est-à-dire l'écart des prix de l'industrie et des

(1) LAURAT, *L'Economie Soviétique*, (Chapitre III).

prix de l'agriculture — par la réorganisation de l'industrie soviétique et la possibilité laissée au petit capitalisme de vivre. « Le monopole d'Etat sur le blé et les réquisitions furent remplacées par *l'impôt en nature*; le commerce libre, poursuivi et proclamé illégal dans la période précédente, fut rétabli; les *exploitations individuelles* furent admises, tant dans l'industrie que dans le commerce » <sup>1</sup>. En 1923-1924, 30 % de la production industrielle furent fournis par la petite industrie, l'artisanat et les coopératives de production. Sur le marché, l'état aurait apporté environ les 2/5 des produits livrés par l'industrie et l'agriculture <sup>2</sup>.

Malgré l'importance du secteur de l'économie privée, un pareil système aurait dû, théoriquement, aller vers une diminution relative de la production privée, la plupart des sources de profit allant s'accumuler dans le secteur socialiste, maître des banques et du commerce de gros <sup>3</sup> et qui bénéficiait dans sa production des avantages assurés par la concentration, sans compter des privilèges fiscaux accordés par le pouvoir dictatorial.

Il est curieux de se rappeler comment certains socialistes caractérisèrent la NEP. Pour M. Otto Bauer, la révolution russe, peu à peu, revenait dans les limites de la transformation économique d'une révo-

(1) *L'Economie soviétique* (p. 57).

(2) *L'Economie soviétique* (pp. 84-85).

(3) *L'Economie Soviétique* (p. 110).



lution bourgeoise démocratique et il suffisait que la dictature cesse pour qu'elle en eût tous les caractères. « Par là, la Révolution Russe qui, selon le mot d'Engels, avait dû temporairement être poussée « au-delà du but », est ramenée à son but » <sup>1</sup>.

C'était compter sans la volonté des dirigeants de la république des soviets de se maintenir au pouvoir. Ils ne le pouvaient que dans la mesure où le capitalisme industriel n'aurait pas gagné de terrain sur l'industrie socialisée. Il en alla, de fait, tout autrement.

Malgré la difficulté qu'éprouvaient l'industrie et le commerce privés à se procurer des matières premières et des marchandises, malgré l'inquisition fiscale qui pesa sur eux, le secteur socialiste fut vite menacé de régression. « Mais à première épreuve pratique, écrit M. Paul Marion, à la première vérification, dès l'instauration de la Nep, il s'avéra que ce prétendu socialisme était inférieur au point de vue production, non pas au capitalisme moderne lui-même, mais au capitalisme primitif et larvé qu'ils (les bolcheviks) autorisaient » <sup>2</sup>. Pour M. Marion, il faut attribuer les causes de cette infériorité à l'incapacité où se trouvait le prolétariat russe inéduqué de participer librement à l'œuvre de production socia-

(1) OTTO BAUER, (*Cours nouveau dans la Russie des Soviets*), cité dans *La Réforme du Réformisme*, (pp. 150-151).

(2) MARION, *Op. cité* (p. 127).

lisée, au caractère prématuré de la transformation sociale d'un milieu économique arriéré, à l'hyper-trophie de l'appareil bureaucratique. Pour M. Laurat, la dictature de la caste bureaucratique suffit à expliquer la lourdeur et la faiblesse du secteur d'économie socialiste.

Sans tenter pour le moment de mesurer la part des responsabilités et sans apprécier la régression politique et sociale que constituera le maintien, pendant des années, de la dictature, on ne peut nier que l'existence d'une bureaucratie incontrôlée ait pesé lourdement sur le développement de l'économie russe.

Cette bureaucratie s'était renforcée à mesure que l'étatisme se développait; leurs sorts étaient liés. Le maintien d'une industrie d'état vivant sur le travail de l'ensemble de la population n'était possible qu'avec la dictature d'un groupe dont les limites devaient bientôt se superposer à celles du cercle des hommes qui vivaient de cette exploitation. Dès les premières heures de la révolution tout pouvoir politique et toute liberté avaient été enlevées à la bourgeoisie. Peu à peu les socialistes révolutionnaires et les mencheviks furent privés de la liberté de presse et de propagande, et de toute participation dans les nouveaux organismes constitutionnels. Même les mencheviks internationalistes et les socialistes révolutionnaires de gauche, qui avaient pourtant soutenu les bolcheviks, furent bientôt traqués. Dans le parti bolchevik l'op-

position trotskyste fut vite combattue avec la même brutalité que les partis socialistes. Le « Centralisme démocratique » se transforma en dictature du bureau politique, c'est-à-dire pratiquement en l'autocratie du tout puissant Staline.

M. Paul Marion a donné un tableau saisissant de la féodalité qui domine la Russie Soviétique. Quatre millions de communistes et de sympathisants actifs constituent l'armature du régime. Les jeunes générations sont travaillées par deux millions de Kom-somols (Jeunesses communistes). Cet « appareil » surveille toute la vie de la nation dans les multiples cadres du nouveau régime : comités de maison, syndicats, coopératives, soviets. Partout le vote se fait à main levée, les décisions sont imposées, la moindre opposition sait qu'il lui en coûtera cher. Et cette multitude de maîtres n'est pas libre. Dans le parti les décisions sont acquises après une savante préparation menée par les créatures du secrétariat. Comment les jeunesses et les membres du parti ne se soumettraient-ils pas en mesurant les avantages qui leur sont concédés : le bénéfice à peu près exclusif des lois sociales, l'assurance de trouver du travail, la garantie pour leurs enfants de faire partie de la faible minorité qui poursuivra ses études au-delà de l'école primaire, la possibilité d'accéder aux milliers de places de secrétaires d'organisations qui sont les vrais postes de commandement de l'U. R. S. S. ?

M. Laurat a apporté la démonstration que cette caste bureaucratique constitue une classe économique qui, maîtresse, en fait, sinon en droit, de l'état et de l'appareil de production et de circulation de l'U. R. S. S., exerce le rôle parasitaire du capitalisme dans l'Europe occidentale.

Encore le capitalisme arrive-t-il à dégager un certain nombre de dirigeants capables d'organiser rationnellement la production : la concurrence, la recherche du profit, la pression de la classe ouvrière le contraignent à rechercher la bonne qualité et à améliorer son outillage. Dans l'économie soviétique la démocratie seule pourrait opérer la sélection des meilleurs. L'absence de toute démocratie conduit le régime à favoriser les plus serviles et à multiplier le nombre de postes bureaucratiques. Et M. Laurat de citer des chiffres significatifs : en U. R. S. S., la proportion des ouvriers par rapport aux fonctionnaires et aux employés est de 3 à 4, dans les pays capitalistes de 4 à 1; d'après l'inspection ouvrière et paysanne, l'industrie aurait employé 500.000 comptables à côté de trois millions d'ouvriers industriels.

Non seulement cette armée de bureaucrates est inapte à organiser convenablement la production, qui atteindra péniblement, dans les dernières années de la NEP, le niveau, déjà peu élevé, de l'avant-guerre, mais, en outre, elle absorbera la part de la plus-value que le capitalisme consacrait à sa consommation

après l'avoir prélevé sur le travail et qui, dans un régime vraiment socialiste, aurait dû former le **sa-**laire collectif alimentant de multiples œuvres sociales. Non pas que cette bureaucratie s'assure des traitements scandaleux : sa vie, au contraire, est assez modeste. Mais elle est si nombreuse que même cette fraction de l'ancien bénéfice capitaliste ne lui suffit pas.

Organisation défectueuse de l'industrie, parasitisme de la bureaucratie, voilà qui explique le niveau de vie très bas des classes laborieuses de l'U. R. S. S. M. Marion a dépeint la vie de la moyenne de ces ouvriers de Moscou qui, en 1928, gagnaient de 70 à 110 roubles par mois, soit 500 frs en mesurant la dépréciation de la devise soviétique, 800 frs en appréciant les besoins modestes de la population. A part la minorité communiste — 10 % d'adhérents, 10 % de sympathisants — ils considéraient leurs dirigeants comme les ouvriers de l'occident leur patronat, ils subissaient passivement la rude discipline de l'usine et les amendes. Un syndicalisme bureaucratique, bien loin de défendre leurs revendications, s'efforçait avant tout de faire pénétrer dans l'atelier les mots d'ordre rationalisateurs des chefs de l'économie. Logés très pauvrement — beaucoup ne jouissent pas d'une pièce entière — il leur fallait être tout dévoués à la caste dirigeante pour bénéficier des lois sociales. A côté d'eux, le *lumpen prolétariat*,

les ouvriers « noirs », non qualifiés, gagnant 60 roubles et moins, vivaient dans une sombre résignation en attendant un cataclysme social; les ouvriers qualifiés, constituant une aristocratie au point de vue du gain, étaient les seuls à manifester un esprit d'opposition proche de celui de nos syndicalistes révolutionnaires d'avant-guerre <sup>1</sup>.

Quant aux 120 millions de paysans (70 millions si l'on ne compte que la population active), il était facile de mesurer le degré d'exploitation auquel ils étaient soumis en remarquant que le prix du pain atteignait trois fois et demie le prix du blé en Russie, alors qu'en France il n'était que d'une fois et demie, et que l'écartement des ciseaux était tel que cette masse paysanne n'absorbait que la dixième partie d'une production industrielle déjà très faible. L'écart des prix industriels et des prix agricoles n'était pas, d'ailleurs, le seul moyen de gruger le paysan : pour un revenu de moins de 500 roubles, une exploitation payait 51 roubles d'impôts, au-dessus d'un revenu de 500 roubles ridiculement faible comparé au rapport moyen d'une exploitation agricole en France, le paysan était considéré comme « koulak » et soumis à une imposition qui pouvait s'élever jusqu'à 60 % de ce revenu. Il était normal, dans ces conditions, de voir se renforcer les tendances à l'économie naturelle, le village soviétique vivant de

(1) *Les Deux Russies*, Ch. III.



plus en plus sur sa propre production agricole et artisanale <sup>1</sup>.

La Nouvelle Politique Economique avait créé un nouveau milieu social et une certaine stabilité. « ...Elle permettait, écrit M. Marion, à 120 millions de paysans et à quelques centaines de milliers de petits commerçants, artisans et industriels, de produire suffisamment pour entretenir, dans une très large mesure, une industrie à faible rendement, les services de l'Etat, trois millions de prolétaires et dix millions de fonctionnaires » <sup>2</sup>. La nouvelle caste se serait probablement longtemps contenté d'un état de choses qui correspondait trop bien à sa passivité, aggravée par le caractère slave et la lourde tradition de tyrannie bureaucratique laissée par le tsarisme, si des dangers sérieux ne l'avaient menacée. La paysannerie, en se refermant sur elle-même, tendait à échapper de plus en plus à l'étreinte du pouvoir soviétique. Dans l'industrie, la production privée, malgré les lourdes servitudes qui pesaient sur elle, prenait de l'avance sur le secteur socialiste.

Pour résister, l'économie socialiste, que sa gestion bureaucratique alourdissait, devait se réformer et développer son outillage, tant pour regagner du terrain sur le secteur privé que pour satisfaire la demande des paysans en objets manufacturés. Le ré-

(1) *Les Deux Russies*, Ch. V.

(2) MARION, *Op. cit.* (p. 229).

gime dictatorial ne lui permettait guère d'alléger son coût de production. Il la contraignit à chercher dans la surexploitation de la population les ressources de son fond d'accumulation.

M. Laurat a démontré d'une manière décisive que la masse bureaucratique ne pouvait se contenter du fonds de consommation de l'ancien Capitalisme et dévorait aussi la fraction de la plus-value employée par le capitalisme à la création de nouveaux moyens de production. Dès lors, à moins d'assister impuissante à l'amenuisement de la production socialiste, péniblement maintenue au même niveau, en face du développement d'un nouveau capitalisme, et de consentir à la ruine de ses privilèges politiques et sociaux, la caste dirigeante de l'U. R. S. S. était conduite à détruire cette industrie privée et à développer la production étatiste, tant pour combler le vide ainsi créé que pour faire naître, par un nouvel effort, un renouveau d'enthousiasme, cette mystique nécessaire à tous les régimes modernes, surtout dictatoriaux. L'opposition trotskyste avait été pourtant violemment combattue, qui dénonçait les dangers économiques créés par la renaissance du capitalisme dans les villes et les campagnes et proposait un développement rationnel du secteur socialiste. Les dangers qui se précisèrent amenèrent les féodaux soviétiques à dépasser les projets établis par leurs adversaires.

Depuis longtemps la perspective de partir de la Russie à la conquête révolutionnaire du monde entier était devenu une espérance bien vague; beaucoup de ceux qui avaient été les hérauts de cette épopée furent envoyés dans les isoloirs de Sibérie, leur chef, Trotski, en exil; les nouvelles couches bureaucratiques s'étaient endormies, peu à peu, dans la situation médiocre, mais tranquille, que leur consentait le régime étatisé; les nécessités de fer de l'économie les contraignaient à la lutte. Prisonnière d'elle-même, la caste bureaucratique ne pouvait pas chercher le salut de la république des soviets dans sa régénération, dans la voie de la démocratie où sa puissance politique et économique aurait été fortement diminuée, sinon ruinée. De la révolution mondiale permanente, elle passa à la construction du socialisme dans un seul pays. C'est sur l'ensemble de la population qu'elle fit peser le poids de l'effort qui devait maintenir ses privilèges. Ainsi naquit le plan quinquennal.

**« L'accumulation primitive du capital ».**

Il suffit de noter que ce plan proposait d'augmenter la production russe de plus de 20 % par an — 245 % à son terme par rapport à 1923 — et de rappeler que, dans sa période d'essor d'avant-guerre, la production du capitalisme international n'augmen-

tait annuellement que de 3 à 5 % pour mesurer l'ampleur du projet que les soviets se proposaient de réaliser.

« Selon les prévisions de notre plan, disait un technicien russe à M. Paul Marion, l'industrie lourde doit tripler sa production et l'industrie de transformation doubler la sienne dans les cinq années à venir. La production du fer, de la fonte, de l'acier, passera de 4 millions de tonnes à 8 ou 10 millions, celle du charbon de 25 à 75 millions de tonnes, celle des engrais chimiques de 300.000 tonnes à 7 millions. La puissance de l'énergie des centrales électriques quadruplera. De grandes fabriques de tracteurs seront construites. Grâce aux perfectionnements techniques et à la rationalisation, les frais de revient diminueront de 32 % et le rendement des ouvriers doublera. La rationalisation industrielle en régime soviétique, entraîne la diminution de la journée de travail (introduction de la journée de 7 heures), l'augmentation du nombre des ouvriers (il y en aura 740.000 de plus en 1933), l'amélioration du salaire réel (il s'élèvera de 56 % au cours des cinq années prochaines), la participation plus grande des travailleurs à la gestion de l'économie. » <sup>1</sup>

Programme magnifique qui, outre la sauvegarde de la bureaucratie, devait permettre à la Russie de se suffire à elle-même, et de donner au prolétariat,

(1) MARION, *Op. cit.* (pp. 32-33).

dans cette autarchie à l'économie harmonieuse, un plus grand bien-être, une démocratie ouvrière accrue, un niveau culturel plus élevé. Tel quel, ce plan laissait cependant l'U. R. S. S., comme l'a remarqué M. Trotsky, loin en arrière des grands pays capitalistes, si l'on calcule la consommation individuelle des objets manufacturés<sup>1</sup>. Il n'était pas moins un magnifique bond en avant et il n'est pas niable que, s'il avait été réalisé intégralement, il aurait prouvé, en développant harmonieusement la production et les conditions de vie matérielles et intellectuelles de la population, la supériorité de l'économie soviétique sur l'économie capitaliste, dont les progrès ne se réalisent qu'avec des crises génératrices de misère pour le prolétariat.

Il est certes délicat, à l'heure actuelle, de préciser dans quelle mesure le plan a été réalisé. Les observateurs socialistes, comme M. Jugow, éprouvent de grosses difficultés à dégager les résultats exacts des chiffres soumis à la manipulation savante de la statistique « révolutionnaire », et faussés par une inflation dont il est impossible d'apprécier le degré. Cependant, dès maintenant, un certain nombre de tendances peuvent être soulignées.

Il a semblé d'abord que la production métallurgique faisait d'énormes progrès, dépassant même les prévisions du plan. Cependant, M. Jugow notait, dès

(1) Jugow, *Le plan Quinquennal* (pp. 113-114).

le premier trimestre de 1931, une régression inquiétante. L'ensemble de l'année 1931 aurait marqué une diminution de quelques dizaines de milliers de tonnes au lieu de l'augmentation de 51 % prévue<sup>1</sup>. Mais, même en admettant que la production de l'acier et la construction mécanique aient grandi prodigieusement, il est frappant d'observer la disproportion entre les différentes branches industrielles. L'extraction du minerai et du charbon s'est développée bien trop faiblement pour satisfaire les besoins de cette nouvelle métallurgie. Et tous les témoignages concordent pour souligner l'insuffisance des transports qui devaient véhiculer ces produits. Le plan était fort mal conçu à cet égard, ne prévoyant que l'augmentation du simple au double de la longueur du réseau et de son trafic<sup>2</sup>. Les investissements prévus étaient donc insuffisants et, de plus, l'industrie s'est montrée impuissante à permettre aux chemins de fer de réaliser même les faibles prévisions du plan<sup>3</sup>. Cette situation n'a fait qu'empirer, puisqu'en 1931 l'industrie métallurgique, dont les statistiques soviétiques proclament le magnifique développement, n'a livré que la moitié du matériel et des rails qu'elle aurait dû fournir<sup>4</sup>. On peut dire qu'à l'heure actuelle les chemins de fer sont complètement désorganisés.

(1) STALINSKY, Où en est le plan Quinquennal (*Vie Socialiste* du 23 avril 1932).

(2) JUGOW, *Op. cit.*, page 59.

(3) JUGOW, *Op. cit.* (p. 66-67).

(4) STALINSKY, *Vie Socialiste* du 23 avril 1932.



Disproportion considérable entre les différentes industries, état lamentable des transports ferroviaires, voilà déjà un beau désordre pour une économie planée.

N'oublions pas que le plan prévoyait, en même temps que l'accroissement de la production, la diminution du prix de revient et l'amélioration de la qualité des objets manufacturés. En réalité, les nouvelles constructions du plan exigent des investissements d'argent exorbitants et le prix de revient reste très élevé. Il est encore de deux fois et demi supérieur à celui de l'industrie capitaliste<sup>1</sup>. Quant à la qualité des produits, elle est en baisse constante. L'effort par trop considérable exigé d'un matériel défectueux et d'une classe ouvrière encore mal rompue au rythme du travail moderne, a pour résultat la production d'objets manufacturés médiocres dont une partie doit être jetée au rebut. Là encore le plan quinquennal est en échec.

Par contre, dans l'agriculture, ses prévisions se sont trouvées décuplées dans la réalisation. Ce n'est malheureusement pas dans les chiffres de la production que se mesure cette progression vertigineuse, mais dans l'avance des exploitations collectives. D'après le plan, 90 % de la population rurale devaient rester dans les exploitations individuelles, et assurer 85,3 % de la production agricole. Les agents so-

(1) Jugow, *Op. cit.* (page 39).

viétiques, qui voulaient faire disparaître les « koulaks », imposèrent aux paysans l'absorption de leur propriété dans celle des kolkhoses. Cet excès de zèle ne s'exercera pas sans une dure contrainte : des milliers de paysans furent exécutés, des centaines de milliers soumis au travail forcé en Sibérie. Les révoltes de paysans contraignirent le pouvoir à blâmer ses exécutants trop dévoués, mais, en fait, la moitié des exploitations restèrent collectivisées <sup>1</sup>.

Sans apprécier la valeur sociale de l'opération, on peut dire qu'au point de vue technique et économique, elle offrait à la fois des inconvénients et des avantages. Avant d'entrer dans les exploitations collectives les paysans s'étaient débarrassés de leur bétail et n'apportaient guère que leur force de travail; d'autre part, ils ne devaient pas faire montre d'une ardeur excessive au travail dans un cadre qui brimait si durement leur individualisme. Par contre, l'exploitation collective de la terre permettait d'utiliser au mieux les 1200 stations de tracteurs et de machines, dont l'emploi était payé en nature, et de prélever bien plus facilement les stocks des céréales nécessaires aux villes, à l'armée et à l'exportation. En 1929 et 1930, le niveau de production prévu, soit une récolte à peu près égale à celle de 1913, avec une population accrue, fut à peu près atteint <sup>2</sup>. Peut-être

(1) Jugow, pp. 43 et suivante.

(2) Jugow, *Op. cit.* (pp. 52 et suivantes).

ce résultat n'était-il dû qu'à l'aide particulièrement favorable de la nature, car, en 1931, la résistance désorganisatrice des paysans aidant, la récolte de blé n'aurait atteint que 60 % des chiffres prévisionnels<sup>1</sup>.

Les ouvriers et l'ensemble de la population urbaine n'ont pas eu, plus que les paysans, à se féliciter de ces premiers résultats du *piatiletka*<sup>2</sup>. Les salaires, qui devaient se trouver augmenter de moitié, ne l'ont été normalement que de 6 %. Ils ont donc été en réalité diminués si l'on tient compte de la dépréciation du rouble<sup>3</sup>. L'augmentation des salaires, se combinant avec la diminution des prix, devait entraîner une augmentation de la consommation allant de la moitié au double. En réalité, les difficultés du ravitaillement ont amené la création de cartes d'alimentation, signes d'une économie de guerre. L'industrie ne fournit pas non plus la quantité d'objets manufacturés nécessaire. La consommation de la population est nettement en baisse et, malgré la disette, on exporte encore des œufs et du blé<sup>4</sup>. Par ailleurs, les conditions de logement ne sont pas améliorées; mêmes, les habitations nouvellement construites sont défectueuses.

Dans le domaine culturel, les résultats ne sont pas

(1) STALINSKY, *Vie socialiste* du 23 avril 1932.

(2) Expression russe qui désigne le plan quinquennal.

(3) JUGOW, *Op. cit.* (page 96).

(4) JUGOW, *Op. cit.* (p. 116).

plus brillants. Si aucune statistique, aucun rapport les concernant ne sont publiés, il serait établi, cependant, que dans toutes les branches de la culture, à part peut-être l'enseignement technique et professionnel, les prévisions du plan n'ont pas été accomplies et que même des reculs peuvent être notés <sup>1</sup>.

Le cadre de la vie, les conditions d'existence, le niveau culturel de la masse laborieuse sont donc loin d'avoir été améliorées. Le sort de cette masse n'a fait qu'empirer au sein de l'atelier. La réalisation du plan exigeait des milliers d'ouvriers et de techniciens : il est impossible d'en former un pareil nombre en si peu d'années. Ce n'est pas la « suppression » du chômage, d'un trait de plume, qui assurera à l'industrie russe les travailleurs compétents dont elle a besoin. De plus, le rendement des ouvriers dont le nombre demeure insuffisant, n'a pas doublé, comme on l'escomptait : il n'a augmenté que dans des proportions bien moindres. Aussi a-t-il fallu, par une discipline de fer, et une utilisation intensive des machines et des hommes, surmonter à la fois la médiocrité du rendement ouvrier et l'insuffisance du matériel. Pratiquement, la journée de 7 heures n'existe plus, frappée à mort par les excès de zèle des « brigades de choc » <sup>2</sup>. La journée de travail et la semaine de travail ininterrompue font que deux

(1) Jugow, *Op. cit.* (pp. 108-109).

(2) Jugow, *Op. cité* (p. 97).

équipes sur trois prennent leur travail la nuit et que la population ne connaît plus les plaisirs d'une journée de repos en commun.

Quel ouvrier des grandes nations occidentales accepterait la discipline qui règne dans les usines ? Le 6 mars 1929, un sévère système d'amendes a été établi : les derniers lambeaux de démocratie industrielle ont été arrachés au prolétariat russe. « D'autre part, disait le décret, toute tentative d'intervention dans le travail d'organisation et de production de la part de toute organisation qui n'est pas appelée à la direction des affaires et qui n'en assume pas la responsabilité, doit être considérée comme un acte de désorganisation de la production » <sup>1</sup>. L'état lamentable des transports a amené le pouvoir à décréter la réintégration obligatoire des cheminots. Les chemins de fer ont été militarisés, les infractions à la discipline du travail peuvent entraîner jusqu'à 10 ans d'emprisonnement, et même, s'il y a préméditation, la peine de mort. Qu'on songe qu'à côté de l'observation d'une stricte discipline du travail, une totale servilité politique est exigée, que les syndicats bureaucratisés n'ont pas pour rôle la défense de l'ouvrier, mais sont au contraire au service du capitalisme d'état, et on appréciera alors de degré de l'oppression subie par le prolétariat de l'industrie « socialiste ».

Si donc la première partie économique du *Piati-*

(1) Cité par O. ROSENFELD, *Le Plan Quinquennal* (p. 103).

*letka* a été réalisée dans une certaine mesure, avec un grand désordre et un gaspillage énorme de forces, la seconde partie, sociale et culturelle, n'a rencontré que des échecs. Il n'en pourrait être autrement : le développement accéléré des forces productives devait avoir pour rançon l'aggravation des conditions du travail de la classe ouvrière et la diminution du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Il fallait, en effet, 36 milliards de roubles pour financer le plan. Les investissements devaient aller du tiers à peu près de la moitié du revenu national, à la fin du plan quinquennal. Il semble bien que jamais revenu national n'a subi une telle amputation, d'autant plus douloureuse en U. R. S. S. que le revenu individuel y est particulièrement faible. En dernière analyse, les travailleurs et les paysans russes devaient faire les frais de l'opération. « Donc, pour trouver les capitaux nécessaires, écrit M. Rosenfeld, le gouvernement doit effectuer un prélèvement *très massif* sur le revenu national déjà lourdement grevé avant la mise en application du plan quinquennal. Que ce soit sous forme d'augmentation d'impôts, d'emprunts intérieurs « volontaires » — comme tout est volontaire en Russie jusque et y compris les aveux des « saboteurs » traduits devant le Tribunal Spécial — de prix élevés de marchandises vendues par l'Etat ou *d'inflation ouverte ou voilée*, c'est toujours un prélèvement sur le revenu national. Or



— et Staline l'a démontré au 16<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste — le revenu national en Russie se répartit comme suit : 98 % aux classes laborieuses et 2 % aux classes non travailleuses » <sup>1</sup>.

La sous-consommation des masses est la conséquence fatale des investissements colossaux.

Le secrétaire de l'I. O. S., M. Friedrich Adler, pour classer cette expérience, a précisé, dans le cadre de l'analyse marxiste de l'économie, la position du chef de la bureaucratie russe : « Staline adopte le point de vue de Marx : sans industrialisation, pas de socialisme possible. Mais il en tire une conclusion à laquelle Marx n'a jamais pensé et n'aurait jamais pu penser. Il dit : « Si l'industrialisation est nécessaire, *faisons-la nous-mêmes*. La Russie a des trésors naturels et des sources d'énergie : la Russie peut devenir un état industriel de premier rang ». Et c'est là que commence proprement le problème de l'expérience Staline » <sup>2</sup>.

Il ne s'agit donc pas de maintenir et de développer modérément la production d'un pays capitaliste avancé, comme le ferait le socialisme démocratique, maître du pouvoir dans l'occident, qui ne procéderait qu'à une lente accumulation pour épargner la génération vivante. Le rôle que l'étatisme soviétique veut

(1) ROSENFELD, *Op. cit.* (p. 69).

(2) Cf. *La Vie Socialiste* du 23 janvier 1932, *L'expérience de Staline et le Socialisme*.

remplir est celui du capitalisme dans sa jeunesse **ardente**, lorsqu'il industrialisait « à une allure **désordonnée**, par l'emploi de tous les moyens de force ». Les méthodes de contrainte employées par les bolchevistes — travail ininterrompu, suppression du repos dominical, suppression de toute liberté au sein de l'atelier, système d'amendes, domestication des syndicats, famine des masses — rappellent d'une manière frappante les méthodes et les résultats de la période de « l'accumulation primitive du capital », analysée par Marx, pendant laquelle le patronat disposait d'une complaisance extrême des pouvoirs publics et d'une autorité absolue dans l'usine. Le bolchevisme exerce donc une fonction historique qu'un parti du prolétariat n'eût jamais dû consentir à accepter, et il ne peut ainsi que se couper des classes laborieuses et de la démocratie.

Cette étude pénétrante appelle deux observations. Il semble d'abord bien établi que, dans ce rôle économique, l'étatisme soviétique se montre singulièrement plus gaspilleur, plus dispendieux que le capitalisme. D'autre part, comme l'a remarqué M. Jugow <sup>1</sup>, la Russie pouvait résoudre le problème d'une industrialisation rapide en passant, non pas par la voie douloureuse de l'accumulation primitive, mais par le chemin qu'ont suivi des pays neufs comme le Canada et les Etats Sud-Américains, « sur la base de l'accroisse-

(1) Jugow, *Op. cit.* (p. 138).

ment de la productivité et de la prospérité des paysans libérés par la révolution » et, sans doute, aussi, grâce à l'apport du capitalisme international.

« Un américanisme s'alliant à une indifférence asiatique pour l'économie d'hommes », cette formule de M. Adler caractérise fort bien le système politico-économique des soviets à l'heure actuelle. Comment le socialisme démocratique, imprégné du respect dû à la personnalité humaine, pourrait-il laisser planer même un doute sur son aversion pour un régime de cette nature ? Comment ne tirerait-il pas de l'évolution de ce régime des enseignements précieux ? Ils ne peuvent que lui éviter de s'engager dans des engrenages qui le mèneraient rapidement, comme en Russie, à des résultats déplorables, négations de son idéal.

### **Réactions et leçons.**

La majorité de l'opinion socialiste française ne s'est pas laissée séduire par le mirage russe. Elle sentait trop bien que se laisser aller à admirer la « construction du socialisme » en Russie, c'était infailliblement perdre du terrain dans la lutte serrée qui se jouait entre le parti communiste et le parti socialiste. Cependant, la propagande habile menée autour des « réalisations » du plan quinquennal n'a pas été sans troubler un certain nombre d'esprits.

Chose curieuse, on en trouve dans toutes les tendances : à droite, certains, épris de technicité et de réalités, ne peuvent se garder d'une certaine sympathie pour une expérience aussi féconde en observations ; à gauche, des militants se laissent encore entraîner par la mystique de la première révolution sociale. Ces derniers sont évidemment les plus nombreux, qui voient dans « un préjugé favorable » accordé au régime soviétique un moyen de créer une atmosphère plus favorable à l'unité ouvrière. Aussi des critiques se firent-elles jour contre la campagne, jugée pour le moins trop unilatérale, menée dans *Le Populaire* par M. Rosenfeld, qui dénonça le caractère antriprolétarien du *piatiletka*. Ces critiques s'exprimèrent au congrès de Tours, en 1931. M. Léon Blum, directeur responsable de la rédaction du journal, prit nettement position contre les laudateurs russes et, approuvé par le congrès, montra l'antinomie profonde qui séparait les méthodes économiques du bolchevisme de celles du socialisme pour qui la production doit être subordonnée à l'homme<sup>1</sup>.

Aussi bien tous les socialistes comprennent que reconnaître le caractère socialiste du régime soviétique devait entraîner loyalement l'adhésion au parti communiste. Mais le débat a rebondi avec les discussions sur l'attitude que l'Internationale et les socialistes russes doivent observer en face du pouvoir

(1) Cf. les débats du Congrès de Tours, de 1931 (pp. 81-86).

soviétique. Le socialisme doit-il rester tolérant pour éviter la contre-révolution blanche ? Doit-il, au contraire, se prononcer pour une opposition impitoyable allant jusqu'à la révolte armée ? A vrai dire, l'action de l'Internationale ne pourrait s'exercer efficacement que si le socialisme prenait place dans le chœur des nouveaux croisés qui réclament des mesures de coercition et une expédition contre la « barbarie bolcheviste ». Il ne saurait en être question : toujours l'Internationale a déclaré qu'elle mettrait tout en œuvre pour défendre la liberté de l'U. R. S. S. contre les impérialismes, pour empêcher l'ancien régime de rentrer dans les fourgons de l'étranger. Reste l'attitude du socialisme russe qui travaille à l'intérieur du pays, ou, pour être plus précis, celle de la social-démocratie russe, du menchevisme, les socialistes révolutionnaires étant fort peu sensibles aux arguments marxistes — bien qu'adhérents à l'I. O. S. — et ayant toujours pensé que contre les soviets, comme contre les tsars, la liberté s'obtenait à main armée. Selon que les théoriciens jugent que la révolution soviétique, même si elle n'est pas socialiste, peut conduire au socialisme, ou la considèrent comme nettement contre-révolutionnaire, ils donneront des conseils de prudence ou de révolte. M. Karl Kautsky, est, lui, très net : les bolchevistes sont des « bonapartistes » qui ont brisé la révolution démocratique de mars 1917 et non des « jacobins » qui auraient maintenu la révo-

lution politique et l'auraient transformée en révolution sociale; ce qui, chez le fascisme, est intention est, chez le bolchevisme, résultats <sup>1</sup>. Contre cette tyrannie la révolution paysanne est possible, elle est nécessaire. La contre-révolution blanche n'a plus de base économique et sociale. L'union des intellectuels, des paysans et des ouvriers assurera le triomphe de la démocratie. M. Otto Bauer ne pense pas que la dictature doive échouer sur les problèmes économiques. Pour lui, l'évolution économique de la Russie crée les conditions du socialisme. Il suffira de la liberté et de la démocratie pour que tous les caractères du socialisme apparaissent. La social-démocratie russe doit approuver résolument les constructions économiques, « ce que la classe ouvrière a conquis au cours de luttes sanglantes et ce qu'elle a atteint au prix d'un travail douloureux », elle pourra, ensuite, lutter pour la liberté et la démocratie du socialisme auquel le nouveau milieu économique et social de l'U. R. S. S. permettra de triompher <sup>2</sup>. Les menchevistes semblent devoir plutôt suivre l'invitation de M. Friedrich Adler, qui, au terme de la critique vigoureuse que nous avons résumée, invite, cependant, les socialistes russes à se montrer tolérants pour éviter le triomphe des blancs, qui serait, selon lui, une catastrophe pour la Russie et pour l'Europe. C'est donc à une politique

(1) Karl KAUTSKY, *Le Bolchevisme dans l'Impasse* (p. 112).

(2) Otto BAUER, *L'Avenir de la Social Démocratie*. (*Bataille socialiste* de février 1932).



de pression plutôt qu'à la préparation d'une révolte que vont les préférences des marxistes démocrates russes. Une telle politique s'imposerait si l'U. R. S. S. évoluait progressivement vers de nouvelles formes. Mais que pèseraient ces bonnes intentions dans un moment critique où la dictature bolchevique chancelerait ?

\*  
\*\*

Ce n'est pas sans satisfaction que les socialistes ont vu se vérifier, en Russie, certaines de leurs théories qui se trouvent ainsi fortement consolidées. Le socialisme, dans sa polémique âpre contre les méfaits du capitalisme, avait peut-être un peu oublié que seul le développement complet du système actuel de production pouvait engendrer un socialisme vigoureux. L'économie soviétique démontre qu'une socialisation prématurée constitue une régression économique et sociale. Ce phénomène s'observe, non seulement dans les industries nouvelles et les industries encore très faiblement cencentrées, mais aussi dans une branche comme les transports, étatisés depuis toujours. Même dans les branches possédées par l'état il faut donc éviter que les techniciens, nécessaires à leur organisation, soient chassés par le nouveau climat politique. C'est dire qu'à moins d'un saut dans l'inconnu, imposé par les circonstances — car, dans un pays fortement industrialisé, les résul-

tats seraient encore plus désastreux qu'en Russie — on ne peut envisager de solution de continuité dans le mode de gestion économique : l'ensemble de la production ne doit plus être soumis qu'à quelques centres de direction dont les maîtres seraient des sympathisants du socialisme ou facilement remplaçables; les éléments dirigeants de la production, privée ou publique doivent être conquis au socialisme ou s'incliner devant lui avec résignation, comme devant l'inévitable; l'ensemble du prolétariat doit être en mesure d'exercer librement un contrôle sérieux. Les enseignements de la révolution française doivent ici prendre toute leur valeur. Lorsque la bourgeoisie se lança à la conquête du pouvoir politique, elle exerçait sans partage le pouvoir économique; dans les campagnes la paysannerie avait toutes les responsabilités de la production, sinon tout le profit. Peu importe donc la propriété : l'essentiel, c'est la puissance de direction de l'économie, et cette puissance ne peut être acquise que progressivement. Si une transformation brutale s'imposait, elle serait moins dangereuse dans la mesure où elle serait plus juridique qu'économique, dans la mesure où les fameuses « techniques de remplacement » seraient déjà en place.

Aussi le facteur humain prend-il une importance primordiale. L'expérience russe prouve qu'on n'impose pas de nouvelles formules de gestion écono-

mique, que le peuple ne les accepte pas, même après des années et des années de contrainte. Il n'est pas niable, par exemple, qu'à tous les points de vue la formule des Kolkhoses — maisons et basse-cour individuelles, élevage et culture collectives et industrialisées — se présente comme une forme supérieure de la production agricole. Il n'en est pas moins vrai que si les paysans n'y adhèrent pas progressivement et de leur libre consentement, elle constitue une régression. Il en va de même dans l'industrie. Un étatsisme établi sans l'adhésion agissante du prolétariat, ferait vite figure d'un patronat, faible et paresseux si la démocratie le pénètre, odieux si une dictature sans contrôle le dirige. Qu'on ne s'exagère pas, d'ailleurs, le rôle joué dans ce domaine par des syndicats, même puissants, qui ne sont, à l'heure actuelle, que des organismes de défense ouvrière. La participation active du prolétariat à l'œuvre de production réclame une préparation singulièrement délicate et, pourtant — la pensée du socialisme moderne l'affirme avec force — c'est la part d'initiative laissée au travailleur dans l'atelier qui est le signe le plus sûr d'une civilisation socialiste.

\*  
\*\*

Toutes ces observations apportent une lumière nouvelle sur les rapports de la démocratie et du socialisme. La démocratie n'est pas simplement le com-

plément du socialisme, elle ne vient pas, comme semble le croire M. Otto Bauer, en donnant sa pensée sur l'avenir de la social-démocratie russe, couronner l'œuvre de socialisation à laquelle elle donne son plein sens. Elle ne demeure pas simplement son principe en s'élargissant de démocratie politique en démocratie sociale. Elle est nécessaire, en tant que climat institutions, à l'édification du socialisme. « La démocratie, déclare M. Laurat, est un facteur économique ». Sans la démocratie, le socialisme va vers un étatsisme incontrôlé, inférieur au capitalisme actuel. Sans la démocratie, ce ne sont pas les meilleurs qui sont placés aux « postes de direction », mais les bureaucrates les plus serviles. Et qu'on ne prétende pas limiter ses droits et ses exercices ! La leçon la plus nette de la révolution russe, c'est le resserrement de la base du pouvoir dictatorial, la concentration chaque jour plus accentuée de la puissance politique et économique entre les mains de quelques individus. On ne va pas de la dictature à la démocratie, mais de la semi-dictature à la tyrannie. A quoi bon, dès lors, opposer démocratie ouvrière et démocratie politique ? Tout régime qui prétend ne plus s'appuyer sur des organismes représentant la majorité du peuple sera contraint, par une logique à laquelle il ne peut pas échapper, de diminuer chaque jour les libertés qu'il aura d'abord concédées, car s'il maintenait des organismes de démo-

cratie économique à côté d'une dictature de parti, ces organismes deviendraient bientôt les instruments de la protestation populaire.

Une transformation économique et sociale, qui a l'ambition de faire accomplir une étape nouvelle à la civilisation, doit recevoir l'adhésion librement exprimée de la majorité des citoyens. « La justice, disait Jaurès, est pour nous inséparable de la liberté » <sup>1</sup>.

(1) Jean JAURÈS, *Etudes socialistes*, I (p. 330).

## CHAPITRE VII.

### JUGEMENTS SUR LE CAPITALISME

A capitalisme ambigu, socialisme indécis.

Marcel DÉAT.

A aucun moment, le capitalisme n'est une force de résistance, une force de réaction sans mélange. Tout à la fois, par une action indivisible, il abaisse et il élève, il asservit et il émancipe, il exploite et il enrichit.

Jean JAURÈS.

#### **Nouvelles formes du capitalisme.**

Si le socialisme moderne avait la prétention de garder un caractère rigoureusement scientifique en s'appuyant uniquement sur une économie politique nouvelle, née de l'œuvre économique de Marx, il ne serait fondé, surtout en France, que sur une base assez fragile, ou bien vieillie. On chercherait en vain, en effet, dans la pensée socialiste française, une œuvre d'ensemble qui s'inspire des thèses de l'économie marxiste, et les polémiques, qui s'étaient élevées autour de certaines d'entre elles, ne créent plus guère d'intérêt.



Que de débats passionnés avait suscités la théorie de la valeur ! Ils ont fortement imprégné l'opinion socialiste pour laquelle il ne fait plus de doute que le travail est la source de toute valeur. Mais qu'on analyse cette conviction, on constatera qu'elle constitue un mythe puissant, entraînant les masses dans l'action, mais qu'elle n'empêche pas certains économistes socialistes de lui préférer la théorie de l'utilité finale ou tout autre conception plus éclectique. Jaurès avait bien vu sur quel plan la valeur-travail pourrait triompher. « Je crois, a-t-il écrit, que la théorie de la valeur de Marx résiste à toutes les critiques quand on l'entend dans son vrai sens, c'est-à-dire comme une métaphysique sociale, comme une dialectique profonde de la valeur, non comme une théorie superficielle des prix » <sup>1</sup>.

Aussi bien Bernstein — qui était fort sceptique sur le caractère scientifique de la théorie de la valeur travail, et qui affirmait qu'elle n'était qu'« une formule basée sur une hypothèse », qu'une construction idéologique résultant d'une série d'abstraction qui lui enlevait toute signification concrète — Bernstein avait reconnu que cela était sans importance, étant donnée que l'existence d'un travail-surplus était évidente pour tout observateur de bonne foi et se passait de démonstration.

Une querelle se déroulant sur un plan intellectuel aussi abstrait est d'hier. Il y a un marxisme écono-

(1) *L'Armée nouvelle* (p. 320).

mique primaire, comme une sociologie marxiste vulgaire. Ce ne sont naturellement pas les thèses du « Capital » qui sont discutées dans les milieux socialistes, mais un certain nombre d'idées, où se reflétaient plus ou moins les idées de Marx et qui ont fini par constituer l'A. B. C. marxiste. D'où, dans les années d'après-guerre, un certain nombre de discussions, fort peu animées, il faut le dire, sur la concentration, dans lesquelles les uns triomphaient avec l'agriculture et les autres avec l'industrie; d'où un certain nombre de recherches assez superficielles pour prouver ou nier que la situation de la classe ouvrière allait en empirant et la lutte de classe en s'aggravant. Telle fut, pendant quelques années, la monnaie courante des controverses économiques du socialisme français.

L'essai du capitalisme américain, les formes nouvelles du capitalisme allemand, apportèrent un aliment nouveau. Chaque camp marqua des points. Chaque camp s'appuyait sur ses documents. Les « marxistes » intégraux citaient le livre de M. André Philip <sup>1</sup>, qui, pourtant, avait adhéré au socialisme spiritualiste de M. de Man. Les révisionnistes faisaient état du témoignage de M. Dubreuil <sup>2</sup> et du livre de M. Jules Moch <sup>3</sup>, et ne manquaient pas de donner leur adhésion à un matérialisme historique qui invitait à

(1) A. PHILIP, *Le Mouvement ouvrier aux Etats-Unis*.

(2) DUBREUIL, *Standards* (Grasset).

(3) MOCH, *Socialisme et Rationalisation*.

une étude approfondie du nouvel aspect du capitalisme. Au congrès extraordinaire de 1927, un conflit éclata, à propos du programme de la C. G. T., entre les délégués qui pensaient, avec M. Montagnon, que la classe ouvrière devait s'associer au développement des forces productives, en le contrôlant, et ceux qui, avec M. Léon Blum, proclamaient que « multiplier la richesse, c'est multiplier les iniquités ».

Mais, dégagé de toutes ses déviations polémiques, le jugement porté par les socialistes de toutes tendances sur la rationalisation comporte assez de nuances. On y retrouve la même pensée qui s'était exprimée à propos du machinisme, jugé bienfaisant au point de vue technique, mais déplorable de par les utilisations qu'en faisait le capitalisme.

Bien des socialistes, d'ailleurs, ne semblent voir dans la rationalisation que l'introduction accélérée de ce machinisme. Ce n'était pourtant pas là un phénomène nouveau, il s'accroissait simplement avec l'inflation et l'abus du crédit, et fut aussi organisé d'une manière plus systématique par le capitalisme. Si l'on élimine donc cet aspect des transformations de la production moderne on trouvera, avec M. Philip, que l'effort de ce capitalisme qui ne se laisse plus diriger aveuglément dans le sens où l'entraîne la recherche du profit, mais qui réfléchit sur lui-même et essaye d'atteindre, par une organisation d'ensemble, le maximum de rendement, porte dans quatre directions :

le taylorisme, la rationalisation de la main-d'œuvre, la régénération de l'industrie, la création d'une mystique de la production <sup>1</sup>.

M. A. Philip a fait une vive critique du taylorisme, qui tend à éliminer tous les gestes inutiles de l'ouvrier par une étude suivie du travail décomposé et l'imposition d'un temps maximum chronométré <sup>1</sup>. Avant tout obsédé par la recherche de la production la plus forte, le capitalisme ne tient évidemment pas compte de la fatigue ouvrière, que les études médicales peuvent déceler. Ce surmenage de l'ouvrier existe-t-il réellement ? Le témoignage du syndicaliste Dubreuil, qui a travaillé comme ouvrier mécanicien dans les usines américaines, s'oppose aux craintes de M. Philip. Non seulement M. Dubreuil vante l'hygiène et la parfaite disposition des ateliers, que M. Philip reconnaît également, mais il affirme que l'organisation américaine du travail constitue un progrès certain sur les méthodes employées en France. M. Montagnon assure, lui aussi, que le travail à la chaîne, variation du taylorisme, n'exige pas une tension qui dépasse la fatigue moyenne de l'ouvrier. En tout cas, cette forme de la rationalisation n'a eu, dans notre pays, qu'une application très limitée. Le travail à la chaîne n'existe que dans quelques usines

(1) André PHILIP a fait précéder son livre sur « *H. de Man et la crise doctrinale du socialisme* », d'une étude sur *Socialisme et rationalisation* qui résume parfaitement les conclusions de sa vaste enquête sur le mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

de la métallurgie si, par contre, la rationalisation du travail semble avoir pris une grande extension dans les mines. Ces méthodes ont soulevé, il faut le dire, des protestations assez violentes<sup>1</sup>. Le contrôle ouvrier, réclamé par les organisations syndicales, ne pourra, sans doute, obvier entièrement à leurs inconvénients que s'il aboutissait à la commandite ouvrière, c'est-à-dire à l'organisation du travail par les ouvriers eux-mêmes.

A la rationalisation de la main-d'œuvre, du capitalisme américain correspond le paternalisme du patronat Français. Si le recrutement scientifiques de la main-d'œuvre, — accompagné aux Etats-Unis, dans bien des cas, de l'emploi de « tests » souvent ridicules — est peu en honneur en France, l'élimination des militants ouvriers, inscrits sur des listes noires, s'opère encore dans certaines régions. Quant à la stabilité de la main-d'œuvre, le patronat français sait, lui aussi, l'assurer par une série d'œuvres : participation aux bénéfices, logements, équipes sportives, pensions. Mais nous sommes loin de ce véritable esclavage de l'ouvrier, dénoncé par M. Philip, et dont M. Dubreuil conteste la réalité. En France et en Europe, l'emprise du patronat sur la vie de l'ouvrier est fortement limitée par les organisations prolétaires et les institutions publiques. Outre que le tra-

(1) Voir notamment l'enquête de G. DUMOULIN sur le travail dans les mines, *Le Populaire*, août 1932.

vailleur français se montre plus rebelle que l'émigrant des Etats-Unis, les timides efforts du patronat pour développer ses œuvres en dehors de l'usine trouve en face de lui des organisations sportives ouvrières, les restaurants coopératifs, les offices publics d'habitations, les œuvres municipales et nationales d'hygiène et d'assistance, et maintenant les assurances sociales garantissant l'indépendance du travailleur à l'égard de l'entreprise qui pouvait, autrefois, lui accorder soins de maladie et pensions de vieillesse. Ajoutons que les pouvoirs publics ne montrent pas, en Europe, cette servilité à l'égard du capitalisme qui semble être la caractéristique des Etats de l'Union américaine. Le danger de domestication peut donc exister, il reste, néanmoins, fort limité.

La régénération d'une branche industrielle toute entière par un ensemble d'ententes au caractère plus souple que les fusions — cartels, trusts, comptoirs — n'est pas un phénomène nouveau pour l'observateur socialiste. Elle revêt, cependant, des formes différentes de celles de la classique concentration. Le nouveau caractère le plus frappant est le passage du plan commercial au plan technique. A ce point de vue, il n'est pas niable que les résultats obtenus, et que M. Jules Moch met en relief dans son livre, constituent des progrès appréciables. Les résultats de la standardisation — opérée aux Etats-Unis avec le concours des organismes publics sous l'égide du pré-



sident Hoover — à condition de ne s'appliquer qu'à la production de quantité, ne peut qu'améliorer les produits et abaisser leur prix. Quelles critiques pourraient soulever la suppression du gaspillage, la fermeture d'usines superflues ou mal disposées, l'organisation de laboratoires scientifiques, la gestion en commun de tous les services qui peuvent être concentrés, les efforts pour adapter la production à la consommation par un système de « météorologie économique » ? Certes, cette organisation de l'industrie ne va pas sans dangers. Pour le consommateur d'abord qui ne profite, certes pas, de la diminution du coût de la production réalisée, puisque toutes les analyses concordent, selon M. Philip, pour établir que l'extension des cartels et des trusts est suivie d'une augmentation de la marge entre le prix de revient et le prix de vente. Si les partis socialistes, les internationales socialiste et syndicale ont inscrit dans leurs programmes le contrôle des trusts, il ne leur a encore été permis de mettre ces projets en exécution que sur une faible échelle, et la technique du contrôle apparaît assez délicate.

De plus, la concentration de la puissance économique, sinon de la propriété, s'est opérée au profit des banques. C'est là un phénomène universel que M. Léon Blum a mis en lumière dans ses commentaires quotidiens des événements, dans le *Populaire*, lors des krachs Oustric et Kreuger.

Dès avant la guerre, le théoricien de la Social-démocratie, M. R. Hilferding, avait montré comment l'évolution économique assurait peu à peu la prédominance du capital financier<sup>1</sup>. Selon lui, le commerce a été mis en tutelle par l'industrie, et le capitalisme industriel tombe, à son tour, de plus en plus sous la coupe de la Banque, avec toutes les formes de collaboration d'ailleurs, les unions personnelles entre les deux branches se multipliant. Le capitalisme a été ainsi libéré de la fonction de l'entrepreneur industriel, l'expansion de l'entreprise a pu, désormais, se faire uniquement selon les exigences de la technique; par le canal des banques la société anonyme peut adresser à l'argent un appel général, et les banques, en assurant le lancement de la société, en fournissant le crédit et en contrôlant ses utilisations, en permettant les augmentations de capital, s'assurent la suprématie; elle précipitent le mouvement vers une cartellisation qui n'aurait pas de limite si les frontières ne les contraignaient souvent à se renfermer dans leur cadre étroit. D'où le développement des impérialismes à la recherche de débouchés et l'aggravation des dangers de guerre. Il faut souligner également, avec M. Léon Blum, les périls qui résultent pour la démocratie de la constitution de cette féodalité nouvelle.

M. Marcel Déat, il est vrai, a souligné fortement

(1) R. HILFERDING, *Das Finanzcapital*.

deux tendances. D'une part, les cartels, trusts et syndicats, forces impérialistes, s'ils demeurent internes, deviennent des forces de paix lorsqu'ils élargissent leurs ententes par delà les frontières : Jaurès n'avait pas hésité à classer, dès avant la guerre, un certain capitalisme parmi les forces de paix et il est certain que les ententes internationales n'ont fait, depuis lors, qu'évoluer dans ce sens. D'autre part, cette organisation internationale ne peut être acquise qu'avec le concours des états : une démocratie est loin d'être impuissante en face de groupements qui sont amenés à solliciter son appui, tant pour leur défense contre l'étranger que pour leur accord avec lui. Comment le socialisme ne se féliciterait-il pas enfin de voir le capitalisme abandonner les principes de l'économie libérale, reconnaître le bien fondé d'un siècle de critique socialiste, remplacer la concurrence par une organisation d'ensemble ? Tous comptes faits, le socialisme semble devoir accorder un « préjugé favorable » à ce mouvement dont le terme serait le but de son propre règne.

Par contre, la mystique de la production, couronnant l'ensemble du système néo-capitaliste, ne peut trouver chez les socialistes que des adversaires résolus. Elle se présente comme la pénétration de toutes les valeurs par la recherches du profit, soutien du « fait capitaliste ». Que des Français et des Européens se soient scandalisés de cette civilisation amé-

ricaine, dont la commune mesure est le dollar, cela peut sembler une magnifique hypocrisie : en réalité, cette indignation montre assez que prétendre classer un pays comme la France avec l'épithète capitaliste ne constitue qu'une commodité de langage. Dans ce pays où l'ancienne bourgeoisie et la paysannerie libre gardent une place si forte, où l'état joue un rôle si important, où les traditions pré-capitalistes offrent encore tant de résistances, où la puissance organique et la mystique de l'anticapitalisme exercent, depuis longtemps une attraction grandissante, où des centaines de milliers de prolétaires jouissent d'un statut alors que des millions ont encore de fortes attaches paysannes, la « civilisation » capitaliste n'a pu l'emporter complètement. Son triomphe semble douteux dans cette lutte dépeinte par M. Marcel Déat, dans laquelle les diverses institutions s'affrontent en subissant des influences réciproques. Le socialisme ne saurait, toutefois, transiger sur ce terrain. « Il n'y a pas de compromis pour l'idée », disait Jaurès. Le capitalisme veut soumettre l'homme à la production, le socialisme veut tout subordonner à l'homme : le conflit est partout et il est de tous les instants. Quand le patronat conçoit l'enseignement technique formant uniquement des producteurs, alors que le socialisme veut qu'il dispense la culture générale, ce sont deux civilisations qui se heurtent. C'est sur ce plan que, sans nul doute, l'opposition socialiste à l'américanisme s'est montrée le plus irréductible.

Mais, sur le plan économique, où se trouve donc le nœud des débats socialistes ? Toute cette nouvelle organisation de la production réclame, certes, le contrôle par en bas de la classe ouvrière, le contrôle par en haut des collectivités nationales et internationales. Dans ces limites, le socialisme peut l'admettre, et telle semble bien la position des organisations prolétariennes. Pourquoi alors tant d'espoirs et, à côté, tant de craintes ?

Il faut en chercher la source dans l'étude de la répartition des profits accrus du néo-capitalisme. Tous les socialistes sont naturellement d'accord pour que les salaires du prolétariat augmentent dans la mesure où la production se développe. Tous voyaient dans cette participation légitime le prix de la tolérance ou de l'adhésion ouvrière. Mais chez les uns, il y avait ancrée cette conviction profonde que fatalement, suivant les termes de l'économiste social-démocrate allemand Julius Hirsch, « les grands mouvements dans le monde social et économique, tournent en faveur de la classe ouvrière »<sup>1</sup>, alors que les autres pensaient avec M. Léon Blum qu'il y avait, à la base du système « dol initial » et que « multiplier les richesses, c'est multiplier les iniquités ».

A la Tribune de la Chambre, en 1928, la première position a été exposée avec éclat, dans un discours de

(1) JULIUS HIRSCH, *Socialisme et Rationalisation (Vie Socialiste*, 13 avril 1927).

M. Spinasse <sup>1</sup>, qui lui fut beausoup reproché par le parti communiste, et même dans certains milieux socialistes. M. Spinasse avait cru trouver la preuve, dans l'épanouissement de l'économie américaine, que l'accumulation des richesses et la production de masse devaient s'accompagner de la disparition du marché de classe, de la création du marché en profondeur, du marché social. Fondé sur l'injustice, le capitalisme devait être contraint à viser des fins sociales. Mais M. Spinasse ne manquait pas d'affirmer qu'une pareille évolution ne pouvait avoir lieu en France que si les producteurs se montraient hardis et le gouvernement actif, que si l'Europe faisait une unité économique sans laquelle « nous secondamnés à la production lente et chère, à cette production de classe, génératrice de tant de conflits douloureux ». MM. Montagnon et Moch pensaient, eux aussi, et peut-être avec moins de réserves, que la rationalisation, par la recherche des débouchés, entraînait forcément les hauts salaires. Ainsi le développement harmonieux de la production et de la consommation, grâce à la politique des hauts salaires, la prévision économique pratiquée par les grands organismes bancaires et économiques, éviteraient les crises et permettraient le passage, par graduations insensibles, du capitalisme au socialisme. « ...Il ne saurait plus être question dans cette forme nouvelle

(1) Publié par *la Vie Socialiste* du 11 février 1928.



du capitalisme, écrivait M. Moch, ni d'appauvrissement continu des masses (les statistiques le prouvent), ni d'antagonisme croissant des classes (les faits le démontrent), ni de crises industrielles multipliées dûes à la sous-consommation (l'expérience le confirme) » <sup>1</sup>. M. A. Philip lui-même ne prévoyait de chômage que pour une période provisoire de réadaptation.

Est-ce dans ce passage d'un de ses articles déjà ancien qu'il faut chercher la pensée exacte de M. Léon Blum, expression de la position adverse : « La science accroît et accroîtra sans mesure le rendement du travail, mais, si le pacte social demeure vicié dans son essence par une clause inique, en accroissant les richesses, nous n'aurons fait qu'accroître l'iniquité. Si la règle du partage est injuste, l'injustice augmentera avec la masse des produits à partager... » ? <sup>2</sup> A vrai dire, cette protestation de caractère moral aurait dû être complétée de la théorie marxiste sur la tendance à la baisse relative des salaires et à l'accélération de l'accumulation du capital. Si ces phénomènes, analysés par Marx, ne faisaient que s'accroître, malgré la politique des hauts salaires, malgré le fordisme, dont l'application n'a d'ailleurs pas été générale, la rationalisation ne pouvait engendrer qu'un chômage très étendu. Non seulement elle devait précipiter le rythme des crises, mais aussi en

(1) MOCH, *Op. cit.* (page 58).

(2) *Revue de Paris*, du 20 mai 1924.

aggraver le caractère. Nous retombons là dans les thèses les plus connues du marxisme. Recevaient-elles une confirmation par l'étude de la répartition du revenu aux Etats-Unis ? Les statistiques étaient assez contradictoires; les unes montraient que les salaires, s'ils « décalaient la courbe des prix » selon l'expression de M. Moch, augmentaient bien moins vite que la production et le profit; d'autres établissaient que la proportion du revenu des salariés par rapport au revenu national restait la même ou grandissait.

La crise qui, dès 1929, frappa les Etats-Unis semble avoir, en tous cas, apporté un démenti absolu à ceux qui croyaient que le bien-être de la classe ouvrière allait suivre l'ascension du néo-capitalisme. Peut-on dire que l'expérience soit définitive ? Peut-on affirmer que des éléments étrangers ne sont pas venus la troubler ?

### **La crise.**

Il est incontestable que la crise a surpris la grande majorité des socialistes. Non pas qu'ils aient perdu absolument le souvenir des crises du capitalisme, et des théories de Marx avait greffées sur elles. Ils ne manquaient pas de les utiliser dans leur propagande. Mais l'avant-guerre avait donné le spectacle d'un essor que ne ralentissaient que des troubles passagers.

Après la crise de 1920-1921, qu'on pouvait considérer comme un phénomène de réadaptation, la prospérité semblait devoir se développer pendant une très longue période. Certains révisionnistes estimaient que la science du marché, les hauts salaires, la météorologie économique devaient éviter les dépressions graves au capitalisme rationalisé. Les austro-marxistes pensaient que le socialisme se trouvait en face d'une période de stabilisation du capitalisme, et certains l'expliquaient par la conquête des débouchés extérieurs nouveaux, la mise en valeur des pays neufs d'Afrique, d'Asie et surtout d'Amérique. Quant aux bolcheviks, qui ont violemment reproché à la social-démocratie son imprévoyance, il est difficile de démêler leur véritable pensée dans le jeu compliqué des thèses de l'Internationale Communiste et de la politique de la République des Soviets : dans le même temps, ils annonçaient la catastrophe universelle — en pleine période de calme, ce qui faisait dire à M. Trotsky qu'ils arriveraient essoufflés au moment de l'action, comme un coureur qui prend son élan de trop loin — et, d'autre part, les maîtres du pouvoir soviétique dirigeaient la politique économique de l'U. R. S. S. comme si le capitalisme devait demeurer longtemps encore parfaitement stable. La crise venue, on a d'ailleurs assisté à des querelles réjouissantes dans les colonnes des publications communistes entre les prophètes de la catastrophe automa-

tique et les animateurs du volontarisme révolutionnaire.

Les socialistes ont vite opéré un rétablissement lorsque la crise, traversant l'Atlantique, ravagea profondément l'Europe.

Il faut dire que certains socialistes ont été longtemps les seuls à lancer cet avertissement que la France ne pourrait rester un « oasis » dans le désert de la désolation et de la misère européenne, qu'elle serait bientôt, elle aussi, profondément atteinte, que la politique devait se plier à cette éventualité et ne plus tabler sur le maintien de « la prospérité ». Dès les premiers symptômes, elle fixa sa position d'agitation et de propagande avec une grande netteté : la crise avait pour source principale la faiblesse des pouvoirs d'achat des masses, toute diminution de ce pouvoir ne saurait avoir d'autre effet que d'aggraver la crise.

On rendit alors beaucoup d'hommages au marxisme remis en honneur, mais avec des interprétations diverses, dont certaines ne manquaient pas d'être un peu grossières. La crise aurait pu simplement faire admirer la clairvoyance d'un Kautsky qui écrivait, dans sa *Révolution Prolétarienne*, traduite en français en 1925 : « Toute prospérité, c'est-à-dire toute supériorité de la demande sur l'offre tend à stimuler exagérément la production par delà la proportion de la demande. Une *prospérité durable* est donc impos-

*sible* dans l'économie capitaliste. Chaque essor économique porte en lui les germes d'une crise. Et plus cet essor est grand, plus la crise qui le suit menace d'être désastreuse » <sup>1</sup>. Elle fut trop large et trop profonde pour que tous les socialistes se contentent d'une explication qui affirmait la certitude d'une reprise économique. Nécessités des polémiques anticapitalistes, angoisse devant la misère grandissante ? Beaucoup se laissèrent aller au plus noir pessimisme et cette idée gagna, peu à peu, même certains cercles dirigeants, que la dépression économique ne pourrait pas avoir d'autres issues que le chaos, la guerre ou la révolution.

Le 27 février 1931, M. Spinasse avait interpellé le gouvernement sur la situation économique. Après avoir brossé l'histoire de l'évolution du capitalisme, il avait montré comment les marchés étrangers se fermaient à l'Europe. « Elle voit se dresser devant elle la concurrence de ceux dont elle avait armé les bras et se fermer à ses courtiers, sinon à ses soldats, les vieilles civilisations orientales, fières de leur passé, rebelles à de nouvelles formes de culture ». Que de désordres aussi la guerre avait engendrés ! Partout de nouvelles frontières, de nouvelles industries. Comment n'y aurait-il pas eu surproduction alors que la part faite aux salaires, à cette consommation de masse si active et si régulière, avait été tout à fait

(1) K. KAUTSKY, *La Révolution prolétarienne* (page 90).

insuffisante. La dépression de l'économie offrait des caractères de gravité jamais égalés : la chute des prix de gros avaient commencé depuis plusieurs années; la crise était universelle et touchait l'agriculture en même temps que l'industrie. La seule voie de salut, c'était l'augmentation de la capacité d'achat de cette masse, l'organisation du marché en profondeur. « Vous parlez de rationalisation. Oui, mais allez donc au bout de votre pensée; on ne limite pas le champ de la raison » <sup>1</sup>. Ce discours alimenta la propagande des socialistes, et leur campagne électorale de 1932.

Mais, malgré la résistance des organisations ouvrières, partout le niveau de vie du prolétariat a été brutalement abaissé : chômage total, chômage partiel, diminution des salaires conjuguent leurs effets. En France on calcule que le pouvoir d'achat des travailleurs se trouve amputé de 40 %, sinon de la moitié. La dépression s'accroît et le cercle de misère se resserre chaque jour : la diminution du pouvoir d'achat entraîne le chômage et le chômage diminue le pouvoir d'achat, la baisse des salaires accélère le mouvement. Quelle lueur permet d'espérer qu'on puisse échapper à ce cycle infernal ? Ces sombres perspectives sont renforcées par un prétendu marxisme qui triomphe en proclamant que

(1) Voir le texte du discours dans *la Vie Socialiste* du 14 mars 1931.



pareils résultats étaient fatals avec un système qui ne permet pas à l'ouvrier de racheter le produit de son travail.

En réalité, le marxisme s'élève contre le catastrophisme, et c'est chez des marxistes qui ne se sont jamais montré précisément très optimistes sur l'avenir du capitalisme qu'il faut aller chercher des appréciations modérées.

M. Lucien Laurat a apporté, sans nul doute, le résumé le plus clair et le plus correct de l'explication marxiste des crises économiques<sup>1</sup>. Il rappelle comment Marx avait décomposé la valeur totale de la production en valeur des matières premières et de l'outillage consommés pour l'œuvre de production (capital constant), valeur de la force de travail (capital variable) et plus-value prélevée par le capitalisme, comment cette plus-value se partage elle-même entre la valeur de la consommation du capitalisme et la valeur des fonds consacrés à l'accumulation. Il est bien certain que même un régime socialiste consacrerait une partie de la production à l'accumulation pour développer les forces productives et assurer à l'avenir un bien-être grandissant à l'ensemble de la population. Aussi pouvons-nous dire, que si dans le système capitaliste une part raisonnable était consacrée à l'accumulation, la production pourrait se

(1) Lucien LAURAT, *Un système qui sombre, Economie planée contre Economie enchaînée.*

développer sans trop de heurts et l'esprit de justice pourrait simplement s'émouvoir de la part de consommation réservée à l'oligarchie capitaliste par rapport à celle réservée aux masses laborieuses. Mais même les trusts et les cartels n'ont pas encore supprimé la concurrence. « Celle-ci, écrit M. Laurat, oblige chaque capitaliste (ou chaque société anonyme) à agrandir l'échelle de la production, à développer les forces productives, à affecter une part toujours croissante de la plus-value à l'accumulation. La baisse du salaire par rapport à la plus-value en est la conséquence inévitable, déduite théoriquement par Karl Marx et confirmée par les statistiques... Ces deux tendances conduisent périodiquement, vers la fin de chaque cycle, au déséquilibre connu entre la production et la consommation, en dépit de la coïncidence absolue entre le *total* des valeurs produites et le *total* des revenus » <sup>1</sup>. Voici comment ce déséquilibre se crée : « A un moment donné, il y a trop de moyens de consommation par rapport aux revenus consacrés à cet usage; le pouvoir d'achat total de la société pourrait les absorber, mais une part exagérée de ce pouvoir d'achat étant destinée à fonctionner comme capital, à acheter des moyens de production, et non à être consommée, la mévente des objets de consommation devient inévitable et entraîne par ricochet l'arrêt de l'accumulation, la non-utilisation du

(1) LAURAT, *Un système qui sombre* (pp. 222-223).

pouvoir d'achat prévu pour l'achat des moyens de production. La surproduction générale survient » <sup>1</sup>.

N'y aurait-il alors, pour le capitalisme, aucun moyen de surmonter la crise ? M. Laurat s'élève, dans un autre de ses ouvrages, contre ce pessimisme erroné : le capital peut liquider la crise, soit par expansion, pour la conquête de nouveaux débouchés non capitalistes, soit par contraction, la disparition des affaires fragiles, l'arrêt de l'accumulation, la diminution des salaires. « La plus-value, réduite en raison de la diminution du nombre des salariés, se rapporte à une valeur-capital encore plus réduite, ce qui signifie accroissement du taux de profit. La base de consommation de la société, quoique resserrée par le chômage, s'est élargie *relativement*, par rapport aux valeurs produites, qui se sont contractées encore davantage. La production reprend et le cycle recommence » <sup>2</sup>.

Frappés par l'amplitude exceptionnelle de la dépression économique, les socialistes et les syndicalistes auraient donc un peu trop oublié et les leçons du passé, et les leçons du marxisme. Au moins leur attitude a-t-elle eu l'avantage de créer une mystique de la résistance contre l'avilissement des salaires : en défendant son pouvoir d'achat, le prolétariat avait conscience de défendre l'intérêt général et d'empê-

(1) LAURAT, *Un système qui sombre* (pp. 223-224).

(2) LAURAT, *Economie Planée contre Economie Enchaînée* (p. 47).

cher la ruine du fondement même de l'activité économique. Lui donner la certitude d'une reprise, succédant à la dépression selon la logique même du système, eût peut-être amolli une défense qui, théoriquement tout au moins, rapproche le moment où la base de consommation, maintenue assez large grâce à cette résistance ouvrière, correspondra à la production réduite.

En revanche, en éclairant la crise actuelle par l'explication marxiste, M. Laurat ne risque-t-il pas de laisser dans l'ombre un certain nombre d'aspects nouveaux et dont l'importance est loin d'être négligeable ? M. Spinasse en avait signalé un certain nombre à la Tribune de la Chambre. C'est, pendant la guerre, les pays d'outre-mer s'industrialisant et haussant leur production agricole au niveau des besoins des belligérants; c'est, avec la paix, tous les pays européens adaptant leur production aux demandes provisoires de la reconstruction de nouveaux états, élevant leurs milliers de kilomètres de frontières nouvelles et — triomphe de List — travaillant dans ces cadres ridiculement étroits à se constituer en autarchies. Qui peut mesurer le déséquilibre créé par la guerre ? La crise ne serait-elle pas, en dernière analyse, une gigantesque liquidation et une laborieuse adaptation aux nouvelles conditions de la paix ? Par ailleurs, l'Internationale Socialiste et l'Internationale Syndicale, dans leurs divers manifestes, notam-

ment à Zurich et à Vienne en 1931, ont mis en relief l'importance de la mauvaise répartition de l'or et des crédits. Non pas, certes, que les socialistes se laissent hypnotiser par les phénomènes monétaires. « C'est la valeur du travail réfléchi qui transforme le papier en argent, dit M. Hilferding, de même que c'est la lumière du soleil réfléchi qui fait briller la lune ». Mais il n'en est pas moins vrai que la pénurie de crédit paralyse l'économie, et l'Internationale demandait aux démocraties occidentales, chez lesquelles ils étaient surabondants, de fournir des crédits à l'Allemagne sans conditions politiques. Il n'est pas niable, d'autre part, — la situation des pays danubiens est, à cet égard démonstrative — que la distribution défectueuse de l'or entraîne fatalement des restrictions de changes, le gel des crédits et des échanges, et c'est pourquoi les socialistes demandaient la création d'un organisme monétaire européen.

Personne ne peut dire également, à l'heure actuelle, la part dans la dépression économique de l'inflation, de la création de signes monétaires et d'ouverture de crédit dans lesquelles aucun travail ne se réfléchit. M. Laurat a montré que le crédit à la consommation, s'il grandissait provisoirement le pouvoir d'achat, le réduit dans l'avenir lorsqu'une part du salaire devra rembourser ces avances, que le crédit accordé à la production gonfle les possibilités d'accumulation et

approfondit le déséquilibre<sup>1</sup>. On sait, d'ailleurs, que dénoncer l'influence néfaste des abus du crédit aux Etats-Unis est une thèse familière aux représentants du patronat français. M. Flandin, encore ministre des finances, avait soutenu cette thèse à Genève, et M. Léon Blum lui répondait que la politique du gouvernement d'Union Nationale de 1926 avait bien sa responsabilité, par sa politique monétaire, dans la création d'instruments de crédits surabondants. Ce serait donc une étude essentielle pour la prévision de l'évolution future du capitalisme que d'analyser si l'ampleur de la dépression actuelle s'explique uniquement par un stade de l'évolution du système de production, ou par l'intervention d'un certain nombre de facteurs exceptionnels dont le principal serait l'inflation du crédit.

En résumé, on peut reprocher à un certain fatalisme marxiste de raisonner un peu trop selon les règles propres à un système capitaliste à l'état pur dans lequel il s'enferme. Ce qui n'est pas sans paralyser l'action socialiste et syndicale. Et pourtant, celle-ci jugeait bien que le champs était vaste et libre devant elle, que la volonté prolétarienne pouvait ressaisir les rênes d'un appareil économique affolé et désorienté, lorsqu'elle proposait l'annulation des dettes intergouvernementales pour faire cesser une source de troubles dans les échanges; un appareil

(1) LAURAT, *Economie planée contre Economie enchaînée*, pp 50-51.



monétaire européenisé; un office européen des céréales; des ententes internationales pour la répartition rationnelle de la main-d'œuvre, des matières premières et de la production; le contrôle des banques par la collectivité; et enfin cette réduction de la journée de travail sans diminution des salaires, qui apparaît, ainsi que l'avait laissé entendre M. Marcel Déat, comme une opération grandiose de crédit, une traite signée au fond de la dépression sur un avenir de prospérité économique que l'ensemble des mesures socialistes tendaient à créer.

### **Perspectives capitalistes.**

Il ne semble donc pas douteux pour les économistes socialistes que le capitalisme finira par se relever de cette crise. Mais quel avenir lui est-il réservé ? Le capitalisme, ayant surmonté cette dépression due à sa fiévreuse croissance et à sa réadaptation à un monde nouveau, ira-t-il vers une calme prospérité ou à une ascension prodigieuse ? Ira-t-il, au contraire, de crise en crise, plus violentes et plus rapprochées, jusqu'au moment où la tension sociale intolérable qu'il aura créé amènera la guerre ou la révolte, et, dans l'un et l'autre cas, la révolution sociale ? Vieux débat du socialisme et du marxisme, auquel la situation présente donne un regain d'actua-

lité. Il semblait singulièrement académique quand le socialisme international ne groupait qu'une faible fraction du prolétariat. Il était alors capital qu'il pouvait déterminer l'attitude des partis socialistes européens dont l'action pouvait peser sur le destin de l'Europe et du Monde.

Si certains marxistes ont joué souvent les Cassandre au milieu des sourires, il faut convenir que leurs prévisions rencontrent aujourd'hui moins d'incrédulité. Aussi M. Lucien Laurat a-t-il pu facilement gagner au luxembourgeoisisme marxiste un grand nombre d'esprits du socialisme français, et ce fut, ce qui ne manque pas de piquant, quelques représentants de la droite du parti qui se montrèrent les disciples les plus convaincus de cette théorie, nouvelle pour la France.

Rosa Luxembourg était bien connue comme exemple d'énergie et de courage militants, mais on ne la considérait pas comme théoricienne. C'est à M. Laurat que l'on doit un résumé de son étude sur l'accumulation du capital qui a permis la diffusion, assez limitée encore, de ses thèses principales<sup>1</sup>.

Quelle contribution Rosa Luxembourg a-t-elle voulu apporter aux études marxistes ? Résoudre le problème de l'accumulation du capital que Marx avait posé mais n'aurait pas résolu. A l'origine du raisonnement, nous trouvons cette analyse déjà con-

(1) Cf. *L'Accumulation du Capital d'après Rosa Luxembourg*.

nue. « La base de la reproduction élargie, en régime capitaliste, est donc l'emploi d'une partie — toujours croissante — de la plus-value pour des buts productifs et non pour la consommation personnelle de la classe capitaliste ni pour la thésaurisation » <sup>1</sup>. On peut donc répartir l'économie, en gros, entre deux secteurs auxquels correspondent deux schémas dans l'analyse marxiste : le secteur de la fabrication des instruments de production, le secteur de la fabrication des objets de consommation. D'où provient la demande sans cesse croissante qui est à la base de l'élargissement progressif de la production ? Pas des patrons dont l'augmentation de la plus-value consommable est insuffisante; pas des ouvriers, le capitalisme ne voulant pas produire des moyens de subsistance uniquement pour entretenir plus d'ouvriers. Le système ne peut fonctionner que si le troisième morceau de marchandises — le premier étant utilisé par la classe ouvrière et le second par le capitalisme — est absorbé par le milieu extra-capitaliste (producteurs indépendants, pays coloniaux) sans lequel le système ne pourrait plus fonctionner et les rapports entre les deux secteurs seraient faussés. La maîtrise du marché extra-capitaliste est donc essentielle pour l'accumulation du capital et le développement de la production. Ces milieux se restreignent chaque jour, aussi leur conquête entraîne-t-elle le dé-

(1) *L'Accumulation du Capital* (page 32).

veloppement des tendances impérialistes, des guerres et des révolutions. A la limite de leur absorption, l'accumulation devient impossible, mais auparavant les antagonismes se sont tellement exaspérés qu'ils amèneront la Révolution Prolétarienne.

Il faut avouer que pour qui n'est pas spécialisé dans les querelles du marxisme, les controverses soulevées par la thèse de Rosa Luxembourg, que M. Laurat analyse en y participant, apparaissent quelque peu vaines, chacun modifiant les éléments des schémas de Marx pour justifier sa position. On peut en retenir, cependant, que l'unité est loin d'être faite chez les admirateurs du *Capital*. C'est somme toute, le renouvellement de la vieille querelle des optimistes et des pessimistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour les optimistes de l'école marxiste russe et allemande, de Lénine à Hilferding, la production capitaliste se suffit à elle-même, avec la soupape de sûreté des crises périodiques, et Tougan-Baranovsky pouvait affirmer que les schémas de Marx indiquaient que les capitalistes utilisaient leur plus-value à élargir de plus en plus leur production dans une sorte de « carrousel dans le vide », les rapports entre les deux secteurs de l'économie se développant sans intervention extérieure. Même thèse pour M. Boukharine, dont l'argumentation semble assez gêner Laurat, et qui, s'il s'écarte d'un terrain rigoureusement « scientifique », a le mérite de poser le problème en termes

simples. M. Boukharine émet l'hypothèse d'un « capitalisme d'état » où le capitalisme aura constitué un trust unique de la production qui organiserait rationnellement la production, bien que la société reste scindée en classes antagonistes. Malgré la faible part accordée aux masses, il n'y a pas de crise possible, la demande de toutes les branches de la production et la demande totale de la consommation étant connues d'avance. La marche de la production étant réglée par un plan rationnel, elle se développe sans rencontrer aucun obstacle. A quoi M. Lurat répond qu'un capitalisme ainsi organisé ne serait plus le capitalisme. C'est dire que nous touchons là celle des incertitudes capitalistes qui alimentent le plus les divergences socialistes.

Pour les luxembourgistes — et on trouvera dans « *Rationalisation et Révolution* » de M. Sammy Bera-cha une étude objective, débarrassée de tous schémas superflus, dont les conclusions rejoignent celles du Luxembourgeois<sup>1</sup> — le capitalisme est incapable de surmonter ses propres contradictions, il faut donc voir dans la crise actuelle le signe de sa dégénérescence et prévoir une longue période de dépression, avec reprises partielles, accompagnées de tension dans la recherche des débouchés extra-capitalistes<sup>2</sup>. Certes, si le capitalisme pouvait répartir la valeur

(1) SAMMY BERACHA, *Rationalisation et Révolution*.

(2) LAURAT, *Economie Planée contre Economie Enchaînée*, Chapitre I.

de sa production entre l'accumulation et la consommation selon un plan d'ensemble, son destin économique serait assez serein. Les nécessités de la concurrence, qu'il ne peut supprimer, écarte cette perspective. « Quant à la diminution de la plus-value consommable par rapport à la plus-value accumulable, écrit M. Laurat, le capital s'efforce lui-même de supprimer ou du moins d'atténuer cette tendance. La monopolisation n'est en dernière analyse qu'un effort désespéré en vue d'enrayer l'accumulation pour adapter la production à une capacité de consommation trop restreinte. Mais la concurrence continue au sein et en dépit des monopoles » <sup>1</sup>.

D'autres socialistes sont beaucoup moins sceptiques sur l'aptitude du capitalisme à diriger, à organiser l'économie, c'est-à-dire, non pas à accorder la production à la consommation, mais la production à un pouvoir d'achat donné. Pour M. Hilferding, la cartellisation n'avait pas de limites, tout du moins sur le plan économique. « Le résultat final de ce processus devrait être le cartel général universel. Alors toute la production capitaliste serait consciemment réglée par une seule instance qui déterminerait la production dans toutes ses sphères... Le cartel répartirait sa production, les éléments matériels de la production seraient reproduits et rentreraient

(1) LAURAT, *Un système qui sombre* (pp. 225-226). Voir aussi *Economie planée et Economie enchaînée* (pages 49-50).



dans le nouveau processus de la production, une partie du nouveau produit reviendrait à la classe ouvrière et aux intellectuels, l'autre partie resterait au cartel qui pourrait en faire l'usage qui lui plairait. Ce serait une société consciemment réglée sous une forme antagoniste, mais ce serait un antagonisme de répartition » <sup>1</sup>. On retrouve là la source de l'hypothèse de M. Boukharine. Il faut dire que M. Hilferding, lorsqu'il écrivait ces lignes, doutait fort que la réalisation du cartel général soit possible au point de vue politique et social. Mais dans son discours de 1927, au congrès de Kiel de la Social-démocratie allemande, il ne semble plus douter que le capitalisme évolue de plus en plus vers une économie organisée <sup>2</sup>.

En réalité, les cartels n'ont pu s'opposer efficacement à la crise. Il est même indéniable qu'en voulant sauvegarder leurs profits par le maintien artificiel des prix, en enchaînant l'économie <sup>3</sup>, ils n'ont fait qu'accentuer la dépression. Finalement, un grand nombre d'entre eux se sont trouvés disloqués. M. Hilferding avait signalé d'ailleurs les dangers et le résultat final, en période de crise, d'une cartellisation incomplète. Mais rien ne nous permet d'affirmer qu'à l'avenir l'emprise de la cartellisation ne se resserrera pas. Les crises antérieures ont toujours précipité le mouvement vers la concentration et, dès aujourd'hui,

(1) Cf. *Das Finanzkapital*.

(2) Paul MARION, *Les deux Russies* (p. 267).

(3) LAURAT, *Economie planée contre Economie Enchaînée*, ch. 5.

nous pouvons noter des tendances dans ce sens. Outre qu'il ne faut pas sous-estimer les facteurs exceptionnels qui pèsent sur la crise actuelle dont la violence a brisé toute velléité de résistance des ententes industrielles, on ne peut prévoir exactement les formes nouvelles d'interpénétration que le capitalisme revêtira demain.

En tous cas, M. Marcel Déat n'hésite pas à choisir. A l'inverse de M. Laurat qui, au fond, n'est pas loin de considérer que le libéralisme économique était peut-être moins anarchique que l'économie « enchaînée » des cartels, il déclare que la classe ouvrière doit résolument faire pression au profit du capitalisme cartellisé. Il nous faut citer longuement : « Il est entendu que tout cartel représente un danger de monopole. Nous préférons le risque du monopole à ceux de l'anarchie, et à la limite nous aimons mieux boucler la ceinture que le ceinturon. Nous savons que les cartels sont naturellement conduits à une politique des prix qui ne favorisent pas les consommateurs; nous savons que cette politique et celle du contingentement de la production ne tendent pas non plus à la résorption du chômage, ni même à une augmentation des salaires. Au nom d'un fordisme utopique, on peut dénoncer les malfaisances de ce capitalisme cartellisé. Nous avouons ne pas nous indigner de tout cela, et même y trouver des raisons de nous réjouir. D'abord parce que ce capitalisme

peut être manœuvré, et qu'il est relativement vulnérable. Ensuite parce qu'il va dans le seul sens où la paix puisse être établie. En troisième lieu parce que cette avarice et ce resserrement systématiques conviennent à une Europe dont la guerre a détruit une grande partie de la substance, à une Europe que les illusoires poussées productives des périodes inflationnistes ont trompée sur ses ressources et ses capacités réelles. Et, d'autre part, c'est cette rationalisation qui permettra, dans un délai assez bref, de faire disparaître le chômage, en y apportant des remèdes européens, et non plus misérablement nationaux. Quant à la modicité des salaires, on oublie que le capitalisme joue là une partie à deux, qu'il n'est pas seul, qu'il devra compter avec une classe ouvrière beaucoup plus puissante qu'auparavant. Et enfin, même si les salaires ne peuvent, comme il est en effet probable, bénéficier d'une ascension rapide, la classe ouvrière peut, par d'autres méthodes, être indirectement associée au profit capitaliste » <sup>1</sup>.

Que sous cette forme le capitalisme apparaisse comme complètement transformé, ce n'est pas contestable. Mais pourquoi nier la possibilité de cette métamorphose ? M. Henri de Man appliquant son intelligence, comme toujours, aux problèmes psychologiques, a noté un curieux parallélisme entre la transformation du mobile capitaliste et la notion de

(1) Marcel DÉAT, *Perspectives socialistes* (pp. 197-198).

la socialisation dans le socialisme contemporain. Etudiant les tendances du capitalisme et l'esprit de certains groupements d'ingénieurs, M. De Man conclut qu'il n'est pas impossible que la recherche du profit soit remplacée comme moteur de la production par des « mobiles d'ingénieurs », inspirés par la conception d'un service social, et qui cadreraient avec « une transformation graduelle du régime capitaliste par le moyen d'une série d'interventions régulatrices qui, sans abolir l'entreprise privée, la « dirigerait » vers l'exécution d'un « plan » général fixé par une autorité communément reconnue » <sup>1</sup>.

Un capitalisme voué à une anarchie et à des violences de plus en plus grandes ou un capitalisme travaillant à se discipliner, des cartels impérialistes générateurs de conflits ou des cartels forces de paix, un système entraîné malgré lui dans la course folle de la concurrence par la recherche du profit ou un système capable de modérer ses besoins et de servir l'intérêt général dans le cadre d'une économie planée, voilà certes des perspectives contradictoires. Elles pourraient faire douter de la sûreté de l'analyse socialiste si les indécisions même du capitalisme ne justifiaient la diversité de ces jugements. Mais, dans l'action, l'unanimité peut se refaire.

On est frappé de voir que, dans leurs études sur la rationalisation, la plupart des socialistes aient tout

(1) HENRI DE MAN, *Reflexions sur l'Economie dirigée* (p. 5).

attendu, le meilleur ou le pire, de l'évolution interne du capitalisme, sans que l'intervention de la classe ouvrière joue un rôle vraiment déterminant. Il semble qu'en face du capitalisme frappé par la crise, la pensée socialiste fasse montre de bien moins de passivité. Et toute l'analyse de M. Déat tend à montrer que le capitalisme n'obéit pas qu'à sa propre logique, mais est bien obligé de se plier, en les transformant, à certaines réalités, à certaines « institutions », qui lui sont extérieures, et il nous faut donc pas oublier qu'avec la force grandissante du socialisme, du syndicalisme et de toutes les forces anticapitalistes, « il joue là une partie à deux »<sup>1</sup>.

Dans quel sens la pression ou la domination du socialisme sur le capitalisme va-t-elle donc s'exercer ? Naturellement nous distinguons des nuances. On pourrait faire très grande la part de l'action directe du syndicalisme, par l'augmentation des salaires, pour freiner l'accumulation et ainsi étaler les crises. Il ne faut pas se dissimuler que cette pression a des limites assez étroites. Et M. Déat de proposer une tactique souple de l'anticapitalisme, favorisant les tendances au cartel général, mais les contrôlant, et s'attaquant ensuite au profit de ses entreprises, pour arriver finalement à la socialisation intégrale. M. Laurant, au terme d'une évolution intellectuelle indé-

(1) Cf. notamment les chapitres I et IV de *Perspectives Socialistes*.

niable, pense, lui aussi, qu'une action énergique du socialisme peut éviter les dangers de l'artério-sclérose du régime. Mais comme il fait bien moins confiance que M. Déat aux possibilités que le capitalisme a de s'organiser, il en vient toute de suite à des mesures radicales qui remettent à la collectivité la direction d'une économie planée. « Il s'agit, indique-t-il, de renverser d'une manière décisive le mouvement divergent de la production et de la capacité d'achat, de supprimer les deux lois qui déterminent cette discordance... » <sup>1</sup>, c'est-à-dire la baisse relative des salaires par rapport à la plus-value, et la baisse relative de la plus-value consacrée à la consommation par rapport à la part consacrée à l'accumulation. Pour arriver à ce but, deux séries de mesures : la main mise sur les branches monopolisées, qui feront bénéficier la consommation, sous forme de services sociaux, des dividendes et autres gratifications que l'oligarchie ploutocratique consacre, en majeure partie, à l'accumulation; le contrôle des banques par lequel la collectivité prélèvera une fraction de la plus-value du secteur privé de l'industrie et exercera, en général, une influence décisive sur le mouvement du fonds d'accumulation <sup>2</sup>.

Laquelle de ces deux politiques l'emportera ? Cela dépend, certes, de la force du socialisme, mais sans

(1) LAURAT, *Economie planée contre Economie enchainée* (p. 59).

(2) LAURAT, *Economie planée contre Economie enchainée* (Ch. IV).



doute aussi de la direction que prendra le capitalisme. Si la dépression économique se maintient ou s'atténue faiblement, l'action des groupements ouvriers pourra vouloir utiliser le « dynamisme révolutionnaire » de la crise pour imposer un bond dans la voie du socialisme. « Le congrès, disait la résolution de Vienne de l'Internationale (24 juillet-août 1931), considère que la socialisation des industries de base, la création des monopoles commerciaux de l'Etat ou des coopératives, gérés dans l'intérêt général, et l'étatisation du crédit et des banques, doivent être les premiers pas importants dans cette voie et préparer la transition à l'économie concertée du socialisme » <sup>1</sup>. Si, au contraire, la reprise économique s'accroît, le socialisme international en viendrait probablement à une tactique plus souple de pression et d'enveloppement. Remarquons, d'ailleurs, que les deux politiques ne s'excluent pas, que les partis socialistes les ont jusqu'ici menés de front, et que les circonstances les inciteront simplement à mettre l'accent sur l'une d'entre elles.

Ce qu'il faut mettre en relief, c'est l'horreur que le socialisme a d'une évolution vers la catastrophe. En quoi on peut mesurer le fossé qui le sépare du Bolchevisme. Non pas qu'il en exclue l'hypothèse. Pour la fraction de gauche du socialisme français, c'est une certitude qui la réjouit et la trouble à la

(1) Voir la résolution dans la *Vie Socialiste* du 15 août 1931.

fois, car elle ne manquerait pas d'être terriblement embarrassée à l'heure de l'action. Pour la grande majorité du parti socialiste français, c'est une possibilité qu'il faut tout faire pour écarter. Interrogeons deux théoriciens étrangers qui sont loin de passer pour des réformistes impénitents. Le leader austromarxiste Otto Bauer nous dira d'abord que la construction du socialisme est une œuvre qui réclame de l'ordre et du temps « Car la révolution politique ne peut guère, explique-t-il, comme Marx l'a dit, que « libérer les éléments de la société future » ; construire, avec ces éléments, la société nouvelle, c'est une tâche qui ne peut s'accomplir ni dans les combats de rue, ni dans la guerre civile, mais seulement un travail créateur de législation et d'administration » <sup>1</sup>. M. Laurat se montre, de son côté, adversaire résolu d'une solution de continuité. Il souhaite nettement une filiation directe avec le capitalisme, sans rupture absolue, « car le « communisme de guerre », à peine supportable dans un pays arriéré, essentiellement agricole, serait un désastre sans pareil pour tout pays industriel avancé » <sup>2</sup>. D'ailleurs, l'économie actuelle ne se prêterait pas, selon lui, à une transformation radicale : « Il ne saurait donc être question d'une socialisation précipitée et brusquée de toute l'économie : une partie notable de la production et de la circulation n'est pas encore mûre pour le socialisme » <sup>3</sup>.

(1) OTTO BAUER, *La Marche au Socialisme* (page 15).

(2) LAURAT, *Economie planée contre Economie enchaînée*, (p. 22).

(3) LAURAT, *Economie planée contre Economie enchaînée* (p. 30).

Qu'est-ce à dire, sinon que les leçons de l'expérience soviétique ont été comprises; que le socialisme fera tout pour éviter l'impasse dans laquelle le bolchevisme a engagé la Russie; qu'il semble avoir également médité ces pages dans lesquelles Jaurès montrait que le capitalisme, assumant « charges et profits » de son office, constituait « une organisation sociale qui n'a pas le droit de se dérober avant la formation d'un ordre nouveau » <sup>1</sup>; qu'il a conscience que les forces qu'il représente, si elles peuvent déjà transformer profondément le monde, ne sont pas encore capables d'apporter tous les éléments et toutes les institutions de cet ordre nouveau. Et c'est pourquoi le socialisme, qu'il doive, pour atteindre ce but, se montrer prudent ou hardi, fera tout pour ménager les transitions nécessaires.

Il n'est pas sûr, toutefois, que le régime qu'il veut supplanter lui permette de choisir la voie par laquelle la souveraineté du travail s'affirmera par une emprise grandissante, dans la production, des collectivités publiques et prolétariennes, et l'épanouissement de la capacité politique et économique du monde prolétarien. Si la dépression économique actuelle ne faisait qu'accroître la somme des misères et des souffrances, si, à l'avenir, les crises économiques précipitaient leur rythme, et amplifiaient leurs ravages, si l'exaspération des nationalismes

(1) Jean JAURÈS, *L'Armée Nouvelle* (p. 322).

économiques entraînait le déchaînement des impérialismes et la guerre, il ne faudrait pas toujours attendre que de la résignation de la part du prolétariat. Et M. Marcel Déat, qui a consacré tout un livre à tracer le plan d'une évolution « dans le bien-être maintenu et la liberté garantie », le termine sur un avertissement : « Il est possible que, par la conjuration des intérêts étroits et sordides, de la haine et de la sottise, le capitalisme entraîne l'Europe et le monde vers le chaos. Contre cela et jusqu'à la dernière seconde, nous lutterons de toute notre raison et de toute notre énergie physique. Mais si la folie éclate, il n'y aura, bien sûr, plus de construction progressive, patiente, légale, dans le respect des hommes, l'équilibre des forces, selon la règle des compromis successifs. La violence appellera la violence. Le socialisme, fatalement, reprendra les formules révolutionnaires totales : prise du pouvoir, dictature du prolétariat, socialisation intégrale et immédiate. Après une victoire ainsi arrachée, à moins que l'écrasement ne soit irrémédiable, la démocratie ne sera plus qu'un souvenir lamentable, nous connaissons les hypertrophies de l'étatisme, et les ressorts politiques, tendus à se briser, suppléeront, s'ils le peuvent, aux usines éteintes et aux champs désertés » <sup>1</sup>.

Pourquoi ne pas envisager aussi une troisième hypothèse ? Celle dans laquelle le régime social ac-

(1) Marcel DÉAT, *Perspectives Socialistes* (p. 245).

tuel retrouvera lentement des assises normales, au milieu de conflits sociaux où la classe ouvrière ne sera qu'une force affaiblie, nouant souvent des accords avec les classes moyennes plus résistantes, et où un capitalisme convalescent n'aura pas l'audace de recourir à des opérations chirurgicales, ni pour se transformer profondément, ni pour liquider ses adversaires, ni pour reconstruire rapidement sa puissance dans des aventures guerrières... Sans compter que le corporatisme fasciste offre lui aussi sa solution.

## CHAPITRE VIII.

### LEVIERS

Le véritable danger, qui malheureusement, a existé dans les prolétariats de toute une série de pays, c'est que les ouvriers ne se rendent pas exactement compte de l'importance de la liberté, de l'importance de la démocratie.

R. HILFERDING.

*(Congrès de Kiel de la Social-Démocratie Allemande, 1927).*

### **L'état, la démocratie et la révolution.**

Que de contradictions, à première vue, le socialisme montre dans ses rapports avec l'Etat et la Démocratie. Contradictions dans la pensée, mais unité dans l'action, et cela nous aide à voir clair.

Une certaine conception économique de l'histoire conduit logiquement à considérer la structure de l'Etat comme le reflet des rapports de la production, et aussi à ne voir dans les pouvoirs publics que l'instrument de l'oligarchie capitaliste. Bien des pages de l'Histoire — juin 1848, la Commune, la répression armée contre les grandes grèves de la troisième Ré-



publique — illustrent cette analyse guesdiste qui se pique, d'ailleurs, de fournir une explication de l'évolution politique qu'on pourrait lui opposer. Car, enfin, cet Etat garantit à la classe ouvrière un certain nombre de droits politiques, et lui concède de plus en plus des avantages sociaux, avantages et droits qui cadrent mal avec l'intérêt des possédants. Simple assurance contre les risques de révolte que les lois sociales, répond-elle; quant aux droits politiques, la classe ouvrière les a obtenus en appuyant la bourgeoisie dans sa lutte contre le féodalisme et la propriété foncière, mais, maintenant, le développement du capitalisme fait l'unité d'une classe longtemps divisée, quelle que fût l'étiquette exacte, en parti de la résistance et parti du mouvement, le fossé, qui se comble entre les fractions de la bourgeoisie, s'approfondit, avec la croissance des antagonismes économiques de classe, entre les forces politiques du capitalisme et la classe ouvrières. Deux perspectives, il est vrai : la bourgeoisie peut trouver insupportable les faibles droits politiques et sociaux du monde du travail et essayer de les liquider grâce à un mouvement fasciste à sa solde; elle peut aussi se contenter de vider la démocratie de la substance, grâce à une presse vénale, à la contrainte électorale, à la corruption des parlements. Si ces méthodes ne suffisent pas à créer une majorité servile, elle dispose d'armes qui lui permettront de mettre vite à la raison les

gouvernements et les parlements qui voudrons manifester quelque indépendance : le refus de collaboration des banques, l'exportation des capitaux, le sabotage organisé de la vie économique de la nation. Le pouvoir politique n'est rien sans le pouvoir économique détenu par le capitalisme, l'expérience du gouvernement de cartel de 1924 suffirait à l'établir. S'il faut continuer à bourrer les urnes afin d'utiliser au mieux des institutions très relativement démocratiques, il ne faut donc pas oublier que, pour le véritable et ultime combat, il faudra bourrer les fusils ou soulever les mouvements de masse qui paralyseront le pouvoir en arrêtant la production.

Et pourtant, avec quelle passion le parti tout entier s'est toujours donné aux élections ! Etudiez son organisation, vous la verrez admirablement agencée pour gagner des suffrages et conquérir des sièges. C'est bien pourquoi il se trouve encore certains syndicalistes pour considérer la S. F. I. O. comme une fédération de comités électoraux. Alors le socialisme profite des élections pour intensifier sa propagande, appeler les travailleurs sur le véritable terrain de la lutte, pour dénoncer le formalisme de la démocratie et la réalité d'une ploutocratie ? Certes, c'était là l'esprit des campagnes guesdistes d'avant l'unité, et il serait exagéré de dire qu'il n'en reste rien... surtout là où les chances de réussite sont nulles. Mais analysons la plate-forme électorale de la S. F. I. O. <sup>1</sup>;

(1) Léon BLUM, *Notre Plate-Forme Electorale*, Discours au Congrès extraordinaire de janvier 1932.

nous n'y verrons rien qui puisse dissiper les « illusions » des masses sur le pouvoir de l'Etat. « Donnez-nous le pouvoir, leur dit-il, il nous permettra de renouveler complètement le pays au point de vue politique, économique et social ». Nous remarquerons souvent cette transposition du blanquisme de l'insurrection aux élections... Et ce n'est pas là un simple moyen d'agitation. Car, en établissant sa charte gouvernementale, dans son congrès de juin 1932, le parti aurait pu se contenter de viser des « démonstrations expérimentales » : démonstration, si l'entente n'avait pu se faire, de timidités radicales, démonstration, si l'entente avait abouti, de l'impossibilité d'utiliser l'Etat pour une action énergique. Or — s'il est difficile de sonder les intentions — tous les discours du centre et de la droite du parti indiquaient tout au moins la pensée de poser des conditions de la collaboration socialiste qui soient compatibles avec le programme radical et apportent la solution des grands problèmes de l'heure. En vérité, l'ardeur avec laquelle le socialisme se donne aux consultations du suffrage universel, sa foi dans la puissance de l'état, l'attente d'une profonde transformation lorsque les postes de gouvernement tomberont, en totalité ou en majorité, entre ses mains, la motion du congrès de juin 1932 sur la participation, tout cela atteste une évolution considérable dans la conception de la conquête du pouvoir, autrefois lointaine, totale et révolution-

naire, maintenant prochaine, démocratique et graduelle.

Désaccord de la doctrine et de la pratique ? Désaccord, en réalité, entre la pratique et la conception de l'Etat de classe, mais accord de la pratique avec la conception de l'état démocratique de Jaurès. Non pas que le matérialisme historique soit en échec. Il sert simplement à plusieurs démonstrations et c'est ainsi que la formule du pouvoir politique, reflet du pouvoir économique, peut nous fournir une histoire des institutions démocratiques différente de celle que nous avons analysée. L'Etat n'était guère sans doute que l'instrument de la bourgeoisie, lorsqu'il étendait son emprise sur un monde social où la classe ouvrière formait une masse inorganique, sans puissance et sans influence. Mais, depuis, le prolétariat a acquis cette capacité politique dont Proudhon avait énuméré les conditions : il a conscience de former une classe distincte, il sait quel est son but, il en connaît les voies, ses organisations politiques tiennent une place importante dans les assemblées, ses organisations économiques, sans régler partout le marché du travail, dressent une force sociale balançant souvent celle du patronat. Comment une telle puissance ne se refléterait-elle pas dans la superstructure politique ?

Le guesdisme a, il est vrai, sa position de repli. Il ne nie pas ses réalités, mais il affirme que la force

organique du syndicalisme et du socialisme se fait sentir à l'extérieur de l'Etat et contre lui. Le nombre des sièges détenus dans les assemblées ne fait que mesurer les forces sociales en présence, mais la force réelle de l'Etat est entre les mains de la bourgeoisie. Un thermomètre apporté du dehors n'influence pas la température d'une maison. La simple influence de l'organisation ouvrière sur l'Etat, c'est l'appareil de contrainte du pouvoir accru, une action du pouvoir de plus en plus autoritaire et dictatoriale pour faire face aux dangers renforcés qui le menacent. L'Etat reste l'instrument exclusif de la classe dominante.

« Formule trop sommaire », disait Jaurès, et il ajoutait qu'il n'y avait jamais eu d'Etat « qui ait été aux mains d'une classe dominante un instrument à tout faire et le serviteur de tous ses caprices » <sup>1</sup>. Il en est de la société de Charlemagne et de Louis XIV, comme de la société capitaliste. « En fait, l'Etat n'exprime pas une classe, il exprime le rapport des classes, je veux dire le rapport de leurs forces » <sup>2</sup> et son rôle est « ...d'ouvrir à la classe qui monte des voies proportionnées à sa puissance réelle, à la force et à l'étendue de son mouvement d'ascension » <sup>3</sup>. Pour Jaurès, c'est à l'intérieur de l'Etat que l'équilibre se crée, puis se transforme : « Non, l'Etat dé-

(1) *L'Armée Nouvelle* (p. 357).

(2) *L'Armée Nouvelle* (pp. 357-358).

(3) *L'Armée Nouvelle* (p. 358).

mocratique d'aujourd'hui n'est pas un bloc homogène et d'un seul métal, ce n'est pas une idole monstrueuse et impénétrable qui, de son poids toujours égal et de son ombre immobile, opprime uniformément les générations jusqu'à l'heure où les prosternés, se relevant soudain, le renversent d'un coup » <sup>1</sup>

C'est M. Marcel Déat qui a remis en honneur et développé contre la conception guesdiste de M. Lebas et de M. Zyromski, la conception de Jaurès et a ainsi donné une doctrine à tout ce mouvement du socialisme qui tend à se réaliser dans le cadre de « la République maintenue et développée » <sup>2</sup>. Pour lui les positions que le socialisme a conquises dans l'Etat ne constituent pas une occupation précaire en pays ennemi. Le socialisme à l'intérieur de l'Etat, se sent chez lui, parce qu'il est nombre et que l'Etat est démocratie. Le but, ce n'est pas de détruire l'Etat, mais d'en chasser le capitalisme et de l'aménager pour des fins nouvelles. La formule guesdiste se trouvera ainsi retournée : ce ne sont pas les flots du socialisme qui viendront battre l'Etat, mais les flots du capitalisme expulsé; ce sera « quelque chose comme l'antithèse entre l'hôtel de ville, aux mains des ouvriers, et l'usine. Deux forteresses, deux positions retranchées » <sup>3</sup>. Cette comparaison avec le pouvoir municipal n'indique-t-elle pas une politique

(1) *L'Armée Nouvelle* (p. 359).

(2) Cf. notamment *Perspectives socialistes*, Ch. VI.

(3) *Perspectives socialistes* (p. 180).



déjà entamée ? Conception étriquée que celle qui renferme l'Etat dans les gouvernements et les bureaux ministériels ! Toute participation effective aux travaux parlementaires est déjà une participation à la marche de l'Etat, du jour où l'on est président et rapporteur de commission et qu'on ne se contente plus, depuis bien longtemps, de faire une verbale opposition à « l'état de classe ». Et une municipalité aux mains du socialisme, une assemblée départementale sous son influence, c'est une fraction de l'Etat conquise par la classe ouvrière. Il faut être aveugle pour ne pas voir le mouvement qui a fait, en cent ans, du vieil état militaire, autoritaire et policier, un état où l'administration des choses a déjà une si grande place, et s'exerce par de multiples organismes, où « l'anticapitalisme » a ses représentants actifs. Qu'on songe à ces commissions innombrables, nanties d'un pouvoir non négligeable et qui ont transformé complètement la physionomie de nos départements, autrefois soumis à l'omnipotence du préfet ; qu'on songe à l'association des syndicats, non seulement dans le cadre local, mais dans le cadre de la nation, à l'application de la loi de 8 heures, et maintenant à la gestion des assurances-sociales. A mesure que l'Etat se déconcentre et se décentralise, la pénétration de l'anticapitalisme se fait chaque jour plus profonde.

— Mais attention ! s'écrient un grand nombre de

militants prudents. A mener trop vite votre offensive dans l'Etat, en déléguant en avant dans des postes éloignés, à la garde difficile, des militants que la masse des troupes anticapitalistes ne pourra pas appuyer, vous risquez de les laisser encercler par nos adversaires et de compromettre, en voulant être trop rapide, une progression qui ne peut être que lente parce qu'elle doit s'appuyer sur une organisation solide des moindres positions conquises. Nous ne sommes pas guesdistes, nous pensons qu'un équilibre se crée à l'intérieur de l'état entre les forces du capitalisme et celles du socialisme, mais nous affirmons que la puissance du socialisme dans l'ordre politique n'est faite que de la puissance de ses institutions dans l'ordre économique et social.

Dans un article de *La Vie Socialiste*, M. Marcel Déat avait divisé ainsi le travail entre les deux principales forces anticapitalistes : « La tâche historique du syndicalisme sera d'arracher au capitalisme, morceau par morceau, son autorité économique. Celle du socialisme est avant tout d'enlever à ce même capitalisme sa puissance politique, de réaliser ce que j'ai appelé la séparation du capitalisme et de l'état. Bien entendu, la C. G. T. ne peut se désintéresser de cette opération préliminaire, et le Parti socialiste devra s'appuyer sur elle pour la réussir » <sup>1</sup>. M. Ray-

(1) Cf. *La Vie Socialiste* du 12 octobre 1929, Problèmes confédéraux et Problèmes socialistes.

mond Bouyer, actuellement secrétaire de la fédération des métaux, et qui a, en quelque sorte, transposé l'impérialisme prolétarien du syndicalisme révolutionnaire sur un plan réformiste, lui répondit que s'il était d'accord sur la mission du syndicalisme, il pensait, en revanche, que le pouvoir politique du capitalisme n'était que le reflet de son pouvoir économique, que seul le syndicalisme en entamant ce pouvoir économique pouvait diminuer cette suprématie politique, le rôle du socialisme se bornant donc à apporter, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique, la sanction juridique d'une transformation déjà acquise dans les faits <sup>1</sup>.

Cette thèse de la vanité du pouvoir, onze jeunes intellectuels socialistes la développent, plus tard, dans un livre qui cherche à démontrer l'impossibilité de réaliser une révolution sociale par des moyens uniquement politiques et qui est un appel pour lutter dans les seules institutions qui préparent l'ordre nouveau : syndicats, coopératives, municipalités <sup>2</sup>. On pense bien quels arguments les collaborations du pouvoir de diverses sections de l'Internationale fournissent aux auteurs. Non pas qu'ils les accablent. Ils rendent justice au gouvernement travailliste pour son œuvre de protection sociale, de fiscalité démocratique et de réorganisation de l'industrie charbon-

(1) Cf. *La Vie socialiste* du 7 décembre 1929, Problèmes confédéraux et Problèmes socialistes.

(2) Cf. *Révolution constructive*.

nière; ils reconnaissent dans quelles circonstances difficiles la social-démocratie allemande s'est débattue. Mais il n'en est pas moins vrai que, pour eux, le gouvernement travailliste n'a pas entamé le régime de production capitaliste et a voulu réaliser ses réformes dans le cadre du capitalisme; que la social-démocratie allemande avait fait prévoir dans la constitution de Weimar la socialisation et la syndicalisation de l'industrie, mais que la pression patronale a fait échouer toutes les tentatives dans ce sens, malgré la présence des socialistes au gouvernement. Pourquoi s'attarder dès lors à la conquête d'un pouvoir qui compromet le socialisme sans l'aider dans sa mission historique ? La puissance du prolétariat se forge dans les multiples institutions que le socialisme peut rénover en lui insufflant son idéal et en lui donnant l'énergie de ses jeunes activités.

Mais *Révolution constructive* renferme une contradiction que ne manquèrent pas de dégager ceux qui pensent, avec M. Marcel Déat, que l'état doit être le principal levier du socialisme. Car, à côté de la vanité du pouvoir, y est mis en relief la vanité des résistances au pouvoir. Les états, bon gré mal gré, étendent le domaine de l'administration des choses. Les banques tombent entre leurs bras, leurs offices se multiplient, leurs interventions dans l'ordre agricole se systématisent, et on va notamment à une généralisation du monopole du commerce extérieur du

blé, la fiscalité devient un instrument de répartition des richesses de l'ensemble du pays. Et le socialisme ne chercherait pas à précipiter et à contrôler ce mouvement !

L'Etat puissance économique<sup>1</sup>, que de perspectives ouvre cette constatation. M. Déat avait déjà montré qu'il était gros producteur et gros consommateur et mieux préparé que le capitalisme, au surplus, pour une politique économique d'ensemble. Par son appareil fiscal et douanier, il peut négocier avec les congrégations économiques, et imposer sa volonté. La crise a mis l'industrie lourde et les banques en posture de solliciteuses vis-à-vis des pouvoirs publics. Bonnes occasions qu'une demande d'augmentation des tarifs protecteurs, de subventions ou de dégrèvements, pour poser un certain nombre de conditions assurant le contrôle des organisations ouvrières et la liberté de l'Etat. N'est-ce pas déjà la tactique employée par le groupe parlementaire socialiste lorsqu'il réclamait ces avantages en contre-partie des primes accordées aux constructions navales et de la

(1) « On passa par degrés insensibles de la politique d'abstention de l'Etat en matière économique à une politique d'interventionnisme intensif : nationalisation des services publics essentiels (chemins de fer, postes, banques, assurances, etc.), contrôle sur les prix d'un grand nombre de denrées (éclairage, pain, eau, logements, etc.), contrôle sur les marchés, les corps professionnels, le commerce extérieur, primes et subventions, expropriation d'utilité publique, travaux publics, réglementation co-active des salaires et des conditions de travail ; — toute une efflorescence d'initiative de la part des organismes publics et dont on ne possède pas une idée exacte (C. Rosselli, *Socialisme libéral*, p. 91.)

protection consentie à l'industrie automobile ? Que le capitalisme, se rendant compte des assises solides de l'Etat, veuille mettre la main sur lui et qu'il y ait même établi solidement ses positions, cela ne peut qu'engager la classe ouvrière à déployer une énergie redoublée à conquérir l'état et à en déloger son adversaire. Cette besogne lui sera facilitée par la maladresse du capitalisme dans ses opérations politiques. L'action politique de l'anticapitalisme s'appuiera sur les coopératives et les syndicats pour cette conquête du pouvoir, si complète, qu'elle ne laissera au capitalisme que sa fonction économique. Mais son rôle ne peut se borner à traduire dans l'ordre politique l'influence des institutions ouvrières dans l'économie. Ces dernières sont encore condamnées pour longtemps à une grande faiblesse ; ce serait la paralysie, le champ de combat abandonné aux adversaires. Bien au contraire, le syndicalisme et la coopération ne croîtront que si elles participent à la bataille du pouvoir, que si elles sont portées par l'enthousiasme des victoires gouvernementales<sup>1</sup>.

C'est donc que l'Etat exprime bien un rapport de forces, mais que les forces en présence ne sont pas purement économiques. Avec M. Déat, la sociologie a toujours ses droits, d'où cette définition : « Et comme il s'agit d'une institution, ou d'un ensemble d'institutions, non pas d'un mécanisme simplement

(1) Cf. *Perspectives Socialistes*, Ch. VII.



matériel, il faut bien admettre que *l'équilibre des forces est bel et bien une composante juridique et morale*. Ce sont des forces spirituelles qui se mesurent et se compénètrent, au moins autant que des forces matérielles qui s'affrontent » <sup>1</sup>. Et c'est bien ce qui justifie l'espoir de défaire un capitalisme terriblement organisé en face de son adversaire, dont le rayonnement spirituel et l'influence électorale sont considérables, mais la force organique encore faible. Qu'on se rappelle ce que nous avons dit des traditions républicaines de la France, et on comprendra que le courant jacobin puisse entraîner avec lui les solutions socialistes. Force d'une opinion que la grande presse n'arrive pas à façonner selon ses vues, force des églises dont le rôle est aujourd'hui si équivoque, force indécise des multiples organisations paysannes, influence d'un suffrage universel uninominal sur des élus qui sont les représentants de coalitions disparates, c'est de tout cela qu'un socialisme doit jouer, avec souplesse, contre les maîtres des grandes usines et des banques, brutaux et maladroits lorsqu'ils se mêlent de politique.

Et nous serions aussi amenés sans doute à dépasser la pensée de M. Déat. Sa puissance économique, tous ces organismes qui gravitent autour de lui, ce rôle transcendant qu'il joue pour tous les Français, ne permettent-ils pas à l'Etat de prendre cette place

(1) *La Vie Socialiste*, 25 janvier 1930.

d'arbitre au-dessus des partis et des classes dont le marxisme l'avait brutalement délogé ? Non pas qu'il faille en revenir à l'état arbitre, impartial et souverain, concept idéal des conventionnels et des vieux démocrates. Mais l'état influençable, travaillé par des pressions contradictoires, ne serait-il pas plus qu'un simple enregistreur d'un rapport mathématique de forces ? M. de Man faisait plus que poser cette question, qui écrivait « l'Etat est un être humain, distinct, il a sa volonté propre, parce qu'il se compose en dernière analyse d'être humains » <sup>1</sup> C'est là, à coup sûr, une voie toute nouvelle de la pensée socialiste que cette personnalité autonome donnée à l'état.

En tout cas, il n'est pas douteux que l'action socialiste ne cadre pas avec la conception de l'état de classe. Elle s'en écarte même de plus en plus, et l'observation faite par M. de Man que les socialistes sont devenus, dans tous les pays de l'Europe, le vrai soutien de l'Etat, que le socialisme devient le véhicule de l'idée de l'Etat prend toute sa vérité dans notre pays. Pourquoi le Socialisme réclamerait-il une transformation de cet état si elle le jugeait voué au service des possédants ? Que signifient les projets socialistes du conseil national économique, de multiplication des antennes de la vie technique et économique de l'Etat, si l'on n'a pas l'espérance de les uti-

(1) *Au delà du Marxisme* (p. 171).

liser ? Qu'importe la distinction entre monopole d'état et nationalisation ? La faveur que le socialisme accorde aux formes de gestion même résolument étatiques, au détriment de la concession des services publics à des organismes privés, indique assez la différence qu'il établit entre l'état démocratique et le capitalisme autoritaire. Il ne se reproduira plus ce débat d'avant-guerre où Guesde se proclamait contre le monopole des chemins de fer, parce qu'il y voyait un renforcement de l'état de classe. Ses disciples ne manifestent pas aujourd'hui la même logique.

Aussi le socialisme français considère-t-il l'Etat, tel qu'il se présente à l'heure actuelle, tel qu'il lui tombera, un jour, tout entier, entre ses mains, comme un outil utilisable contre le régime qu'il veut remplacer. Lorsqu'il aura conquis la forteresse, ce ne sera pas pour l'abattre et dresser un édifice nouveau, mais pour la renforcer en précipitant le mouvement qui remplacera le gouvernement des hommes par le gouvernement des choses, le pouvoir policier par le pouvoir technique, l'état autoritaire par l'état syndicaliste. Des usines et des communes agraires ne jailiront pas des conseils ouvriers et paysans dont la fédération s'élèvera sur les ruines de l'état actuel. L'état actuel se transformera par une extension du suffrage à l'autre sexe, se libérera des entraves d'une assemblée à plusieurs degrés, accroîtra son do-

maine économique, s'appuiera sur une administration renouvée par la collaboration des fonctionnaires pour faire face, d'accord avec le syndicalisme ouvrier et la coopération agricole, à une œuvre multiple de gestion et de contrôle. Œuvre d'autant plus ample que l'état français a brisé avec énergie, dans le cours d'histoire, les féodalités audacieuses et que ce souvenir semble peser sur les générations actuelles, les invitant à plus attendre des pouvoirs publics que des associations privées. Le socialisme, héritier d'un programme politique qu'il enrichit, ne peut que profiter de cette polarisation des intérêts et des espérances autour de l'Etat. Dans l'état démocratique, il trouve mieux qu'une ligne de moindre résistance, l'instrument de sa mission historique.

Mais alors la conquête révolutionnaire du pouvoir ? Et la dictature du prolétariat ? Le leader officiel du socialisme, M. Léon Blum, ne les a pas abandonnées, qui, tout en combattant la dictature permanente des bolchevistes, proclamait, contre les radicaux, la nécessité des vacances de l'égalité pour créer l'ordre nouveau <sup>1</sup>.

Le socialisme n'a jamais exclu, il faut le rappeler, la possibilité d'un triomphe pacifique. Marx pensait que des pays de vieille démocratie comme l'Angleterre, pouvaient connaître cette évolution. Nous

(1) Cf. Léon Blum, *Radicalisme et Socialisme, Bolchevisme et Socialisme*.

avons dit comment, après avoir envisagé une accession révolutionnaire au pouvoir, la majorité du socialisme français d'avant-guerre semblait faire confiance à la démocratie. Après avoir pensé que l'unique condition du socialisme était son accession au pouvoir, l'extension de son influence et le poids croissant de ses responsabilités l'avaient amené à considérer l'importance de la capacité économique de la classe ouvrière, la nécessité d'un capitalisme arrivé à son complet développement. Ces considérations n'ont pu que se renforcer depuis lors, les conditions politiques du socialisme se réalisant bien plus vite que ses conditions économiques et sociales. Certes, le souvenir de la révolution française allie étroitement les idées de révolution politique et de transformation sociale. Mais les rapports politiques et économiques n'étaient-ils pas justement inversés dans l'ancien régime comparé avec la société actuelle ? Les bourgeois, maîtres de l'appareil de circulation et d'une grande partie des instruments de production, n'avaient pas le pouvoir politique, alors qu'aujourd'hui, les prolétaires puissants dans l'ordre politique, sont « passifs » dans l'ordre de la production. Et, par ailleurs, combien différentes sont les institutions politiques ! « La féodalité avec ses institutions rigides a dû être détruite, presque partout, au moyen de la violence, écrit Bernstein. Les institutions libérales de la société moderne se distinguent précisé-

ment de la féodalité, en ce quelles sont souples, transformables et développables » <sup>1</sup>.

Cette souplesse, il est vrai, disparaît là où les antagonismes économiques amènent les maîtres du pouvoir de l'heure, en général les possédants, à renforcer leurs privilèges politiques. Mais, les phénomènes qu'on a pu observer dans ce sens offrent plus un caractère de réaction locale que d'évolution normale et générale. Et si on lie étroitement la situation sociale et la situation économique, rien ne permet de dire que le conflit entre les deux classes doive fatalement trouver une solution dans la violence. Si le postulat des antagonismes croissants de classe conduit les guesdistes français à la certitude de cette éventualité, il est bien loin d'être partagé par la majorité de la S.F.I.O. La droite et le centre du parti sont d'accord pour la repousser. M. Léon Blum, au congrès de Lyon, la réfutait en ces termes : « Si vous voulez dire, que, au fur et à mesure que le capitalisme se développe, cet antagonisme foncier, nécessaire, éternel, prend une forme plus accentuée, que les conflits particuliers qui résultent de cet antagonisme général deviennent de plus en plus âpres, que l'oppression patronale d'un patronat maître des

(1) *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (p. 236). Kautsky, vingt ans plus tard, est d'accord avec Bernstein, comme en témoigne sa « Révolution prolétarienne ». Pour lui la Démocratie permet à la transformation sociale de s'accomplir sans violence, cf. *La Révolution prolétarienne et son programme* (pp. 117-118).



capitaux, détenteur du pouvoir politique, devient de plus en plus dure, je crois, je vous le dirai franchement, que cela est contraire aux faits. Je crois que le capitalisme ne peut plus opprimer la classe ouvrière aussi complètement, aussi durement, aussi âprement... Et s'il en était autrement, 60 ans d'organisation de la bataille ouvrière auraient été inutiles, et ils ne l'ont pas été...<sup>1</sup> Il n'est donc pas sûr que, comme le prévoyait M. Max Adler<sup>2</sup> l'équilibre des classes, créé par l'ascension du mouvement ouvrier, ne puisse se rompre que par la réaction fasciste ou la révolution prolétarienne. Le fascisme, au point de vue idéologique et social, est avant tout une réaction romantique, anticapitaliste et xénophobe des classes moyennes brusquement déprolétarisées; et il faut attribuer cette prolétarianisation brutale plus aux déclassements de la guerre et à l'inflation qu'à l'évolution normale du capitalisme. Le capitalisme, en réalité, utilise le fascisme, il ne le crée pas. S'il peut réagir violemment contre la poussée socialiste, il peut aussi composer et préférer l'absorption lente dans le nouveau régime — hypothèse de M. Déat — aux risques d'une mort brutale.

Ce qui ne veut pas dire que le socialisme ne doive pas se préparer à l'éventualité d'une résistance à tout mouvement qui voudrait briser l'épanouissement de

(1) Cf. le compte-rendu sténographique du Congrès de Lyon 1927 (Compte-rendu Sténographique).

(2) Max ADLER, *Démocratie politique et Démocratie sociale*.

la démocratie politique en démocratie sociale. C'est là une tradition qui n'est pas spécifiquement socialiste, un droit essentiellement démocratique que sanctionne la Déclaration des droits de l'homme de 1793. Cette résistance, la social-démocratie l'a pratiquée contre le putsh Kapp, en 1920, mais ses hommes étaient au pouvoir. La social-démocratie autrichienne la prévoit dans son programme contre ceux qui voudraient rompre violemment le pacte de la démocratie. Mais ces deux partis, l'un situé à droite de l'Internationale, l'autre classé à sa gauche, excluent le recours à la force dans toute autre circonstance.

M. Salomon Grumbach, après avoir remarqué cette similitude de pensée des deux partis aux tempéraments différents, s'est demandé avec raison pourquoi le parti socialiste se compromettait encore en continuant de faire figure de parti dictatorial<sup>1</sup>. Si l'on est la majorité, gouverner avec énergie n'est pas exercer la dictature, c'est respecter la règle de la démocratie. Par contre la dictature d'une minorité, ou d'une majorité qui veut se survivre, mène fatalement — l'exemple russe est là — au règne d'une bureaucratie dont le destin est de se retourner contre le monde du travail. Nous pouvons ajouter que l'existence du Sénat, dans la constitution française, n'est pas un argu-

(1) S. GRUMBACH, *Et la dictature ? Vie Socialiste* des 14-21-29 mai, 25 juin, 9 juillet 1927.

ment en faveur de la dictature. Elle appelle simplement à distinguer démocratie formelle et démocratie réelle. Appuyée sur la majorité du pays, l'assemblée du suffrage direct peut imposer sa volonté et modifier l'ordre constitutionnel sans que les lois démocratiques soient violées.

La formule de M. Blum, « Les vacances de légalité » appelle une dernière réflexion. « ...Nous pensons, écrit M. Léon Blum, qu'à un moment donné et après une évolution plus ou moins lente, une sorte de solution de continuité s'établira fatalement entre la société présente et la société future... » <sup>1</sup> C'est donc le changement brusque dans l'ordre social qui appelle la dictature politique, majoritaire ou minoritaire, peu importe. Or, tous les économistes socialistes sont aujourd'hui d'accord pour repousser le « communisme de guerre » et souhaiter des transitions entre le capitalisme et le socialisme <sup>2</sup>. Et non seulement la construction du socialiste n'appelle pas une dictature, instrument de transformation brusque, mais elle exige une atmosphère de démocratie, pour éviter toute bureaucratie et pour créer les conditions d'une civilisation nouvelle. Les libertés et la souveraineté populaires lui sont nécessaires comme l'air au poumon.

(1) Léon BLUM, *L'idéal Socialiste*.

(2) Qu'on se rappelle ce que nous avons dit sur les décisions de juin 1932 sur la participation. Voir la participation dans notre chapitre III.

Ni ses traditions, ni le milieu politique où il agit ne permettent au socialisme français d'être légalitaire. Il n'en sera pas moins, et de plus en plus, résolument démocratique dans son principe et dans ses méthodes, la démocratie étant, pour lui, accord avec la majorité des citoyens et même respect des minorités.

Il y a, il est vrai, l'hypothèse catastrophique : chaos économique, fascisme, guerre. « Cet effondrement de toute espérance raisonnable, provoqué par la folie capitaliste, écrit M. Marcel Déat, appelle, comme unique remède, la tension désespérée de toutes les énergies prolétariennes. Je consens dans ce cas à toutes les méthodes auxquelles se réfère Zyromski <sup>1</sup>. Il se peut même qu'elles ressemblent plus qu'il ne croit lui-même à celles des bolcheviks, car une fois dans l'engrenage, je ne vois pas bien comment on s'arrêterait. Mais, encore une fois je lui donne dans ce cas, mais dans ce cas seulement, raison » <sup>2</sup>. Comment, en effet, pourrait être freiné le développement de la logique interne de la dictature vers la souveraineté de quelques bureaucrates ? Qu'importe, il est vrai, puisqu'aucune chance ne serait laissée à quelque mouvement démocratique que ce soit. On peut se demander si, dans ce rôle, le bolchevisme ne triompherait pas facilement du socialisme bureaucratique,

(1) Le mouvement de masse (grève générale, soulèvement armé du peuple), la souveraineté des institutions prolétariennes.

(2) *Vie Socialiste* du 10 janvier 1931.

ou si, pour faire face « sur deux fronts », le socialisme ne sera pas obligé de nouer de dangereuses alliances. En tout cas, dans ce socialisme, même dictatorial, demeurerait peut-être un foyer où s'abriterait l'espérance démocratique.

Car le destin du socialisme est aujourd'hui lié au destin de la démocratie.

### **Le front commun de l'anticapitalisme.**

Que nous ayions employé, pour caractériser les forces dressées contre le capitalisme, les termes classe ouvrière, prolétariat, monde du travail, paysannerie, cela indique assez leur diversité et l'imprécis de leurs limites. Le parti socialiste, les syndicats, les coopératives sont leurs centres de rassemblement, et on peut se demander si d'autres organisations ne peuvent pas prendre rangs à leurs côtés. Quelles sont donc exactement les forces pour lesquelles le socialisme juge digne de lutter pour son avènement ? Quelle place leur assigne-t-il dans son combat ?

M. Marcel Déat a donné un sens positif et constructif au terme par lequel M. Werner Sombart caractérisait le groupement des résistances au système dominant de la production : l'Anticapitalisme. Et son dénombrement des tendances anticapitalises, l'ana-

lyse économique et philosophique qu'il en a fait constituant sans nul doute celle de ses études dont la pensée et la propagande socialistes se sont le plus vite emparée. Non pas que le socialisme n'ait depuis longtemps appelé à ses côtés d'autres catégories sociales que le prolétariat industriel. Mais il motivait autrement son appel. Non pas que le parti socialiste ne distinguât entre les différents « partis de la bourgeoisie ». Mais sa distinction était fondée sur une étude différente de leur structure.

L'idée fondamentale de M. Déat c'est que le socialisme peut avoir des troupes ou des alliés partout où le capitalisme pénètre <sup>1</sup>. Il va sans dire que, dans une pareille conception, le prolétariat industriel formera le gros des troupes anticapitalistes, et les plus ardent, parce que sa vie s'écoule presque entièrement dans le cadre capitaliste. Encore est-il souhaitable que le socialisme prenne conscience des différents mobiles des antagonismes entre le travail et le patronat. Elle est trop dans sa tradition pour qu'il ne fasse pas sienne la distinction d'Henri de Man entre les facteurs d'exploitation et les facteurs d'oppression, pour qu'il ne reste pas fidèle à son vieux mot d'ordre « Bien être et Liberté ».

Mais le prolétariat — ouvriers des usines et ouvriers des champs groupés — ce n'est pas encore la majorité de la nation <sup>2</sup>. Et tous les salariés ne sont pas

(1) Cf. *Perspectives Socialistes*, Ch. II et III.

(2) La proportion est encore plus faible en Europe où d'après



des socialistes. Il y a longtemps que le socialisme a pénétré dans le monde de la petite propriété rurale et a gagné des artisans et des petits commerçants. Alliées incertaines que ces classes moyennes, écrit sans doute M. Séverac dans la *Bataille Socialiste*<sup>(1)</sup>, flottantes entre le capitalisme et le socialisme, menacées par l'un et par l'autre, et que l'on doit s'efforcer, avant tout, de neutraliser. Non, ce ne sont pas des neutres, mais des auxiliaires actifs que nous pourrions trouver en elles, répond M. Déat, parce qu'elles sont, comme le prolétariat, dressées contre le parasitisme capitaliste et extrêmement sensibles à toute tentative d'oppression. Il faut bien voir que le capitalisme ne menace pas seulement la petite propriété paysanne, artisanale, et commerçante par la concentration classique. C'est en agitant cette perspective que les socialistes ont mené autrefois leur propagande dans ces milieux. Disons qu'elle s'est faiblement réalisée, que la petite propriété n'a pas perdu de terrain dans les campagnes, que l'artisanat connaît un regain de vie avec l'électrification et l'essor de la circulation automobile, que le petit commerce fait preuve de résistance<sup>2</sup>. Mais il peut y avoir exploitation sans prolétarianisation. Les tentacules du

les chiffres cités par A. Labriola, *Au delà du capitalisme et du Socialisme*, il y a seulement 45 millions de salariés sur une population active de 165 millions d'hommes.

(1) *La Bataille Socialiste* du 10 janvier 1931. Voir la réponse de DÉAT dans la *Vie Socialiste* du 31 janvier 1931.

(2) MONTAGNON, *Grandeur et Servitude socialistes*.

capitalisme ont tourné l'obstacle de la propriété. Avant d'être industriel, le capitalisme fut marchand et financier. Il le reste. Financier, ses lourdes hypothèques pesaient autrefois sur la propriété rurale, l'inflation les a fait disparaître, ce n'est peut-être pas pour toujours. Marchand, il s'est assuré dans les campagnes des sources importantes de profit. Le jeu de la spéculation sur les blés est trop connu pour qu'il soit nécessaire de l'analyser. De même la multiplication des intermédiaires entre le vigneron et le consommateur, les manœuvres des raffineurs contre les producteurs de betteraves. Le paysan est également grugé comme acheteur d'engrais, de machines agricoles, consommateur d'électricité et d'essence. N'oublions pas qu'il est aussi épargnant et qu'il voit souvent ses capitaux fondre en bourse et que les primes exigées de lui par les compagnies d'assurances dépassent de beaucoup les simples frais d'administration et le loyer normal de l'argent. Aussi le problème de la propriété tend-il à s'estomper. Non pas qu'il faille oublier que, sur 50 millions d'hectares, 22 restent entre les mains de la grande propriété de plus de 40 hectares<sup>1</sup>. Non pas qu'il faille négliger la propagande réactionnaire qui continue de dénoncer les visées du socialisme contre la propriété paysanne. Aussi bien, la motion du Congrès de Bordeaux a

(1) Chiffres de M. Victor BORET cité au Congrès de Bordeaux par M. COMPÈRE-MOREL.

réglé la question, par le vote d'une motion, renouvelée de celles du Parti Ouvrier de 1881, 1882 et 1884, affirmant énergiquement : « Le socialisme victorieux considérera comme un devoir impérieux de maintenir en possession de leurs biens les petits et moyens propriétaires cultivant eux-mêmes ou qui, s'ils emploient des salariés, fournissent personnellement avec leur famille la plus grande somme de travail nécessaire à la mise en rapport de leurs terres... » <sup>1</sup> La véritable action n'en déborde pas moins le problème de la propriété. Elle doit s'attacher à une défense du paysan contre le capitalisme, par l'effort conjugué de l'état et des coopératives. Action qui évoque les pages si originales et si puissantes de Proudhon sur « l'idée allodiale » du paysan et « l'expulsion du forain » <sup>2</sup>.

Il ne faut surtout pas oublier que le paysan propriétaire reste le type du citoyen tel que se le représentaient les disciples du *Contrat Social*. Nul plus que lui ne vibre aux évocations de la Révolution Française. C'est donc chez lui que le socialisme devra affirmer avec le plus de force sa filiation avec l'esprit de 1789-1793, et les discours du Congrès de Bordeaux indiquent assez le désir des congressistes de voir la propagande suivre cette direction <sup>3</sup>. L'anticlé-

(1) Congrès de Bordeaux, Compte-rendu Sténographique, p. 378.

(2) Cf. *De la capacité politique des Classes ouvrières*.

(3) Cf. notamment les interventions de Camille PETERS et de Jean LOCQUIN.

ricalisme et la lutte contre les hobereaux démontrent la volonté du paysan de rester indépendant. Aucune atteinte à la souveraineté populaire, garantie de sa liberté, ne saurait donc le laisser indifférent. Un appel contre les congrégations économiques trouve chez lui plus qu'un écho. C'est par les horizons élargis de la démocratie qu'il vient au socialisme.

Même réaction des intérêts lésés, même démarche de l'esprit chez l'artisan et le commerçant<sup>1</sup>. Dépositaires des grandes firmes capitalistes, soumis à leurs conditions de vente et de crédit, ils sont vite réduits les uns au rôle de façonniers, de salariés indirects, les autres à celui de gérants. Sans oublier l'antagonisme avec la propriété bâtie, et la protection, diverse selon sa nuance, que peut accorder le parlement. Là aussi le passage est facile du radicalisme « plébéien » au socialisme démocratique.

L'étude de M. Déat souligne encore combien leurs intérêts bien compris et l'idéal démocratique peuvent entraîner l'adhésion au socialisme des employés et des fonctionnaires. Et il semble que rien ne peut arrêter la pénétration de l'anticapitalisme, quand on songe qu'il n'est aucun homme digne de ce nom dont le libéralisme et la volonté de justice ne puissent être blessés par les méthodes et les résultats du capitalisme.

Certes, le socialisme conscient est loin de l'antica-

(1) Cf. *Perspectives Socialistes*, pp. 56-58.

pitalisme diffus. Mais il n'est que de considérer la physionomie sociale d'une vieille section socialiste parisienne, pour voir que pour elle il n'ait pas de barrières sociales.

\*  
\*\*

On voit bien comment cette conception de l'anti-capitalisme peut amener à envisager sous un jour nouveau les partis voisins du socialisme en faisant apparaître la variété des contenus sociaux. Résultat capital, si l'on songe que le problème des rapports du parti socialiste avec les formules voisines a dominé la plupart des congrès du parti socialiste, depuis la guerre. Qu'il s'agisse de luttes électorales, de coalitions gouvernementales, de front unique, ces deux mêmes questions ont toujours passionné les militants : peut-on trouver des alliés à notre droite et à notre gauche ? Dans quelle mesure est-il possible de s'associer à eux ?

On peut dire que, depuis bien avant la guerre, les divergences, à ce sujet, dans les rangs socialistes peuvent en gros se ramener à une controverse entre les idéalistes et les épigones du matérialisme historique. Pour les premiers, les idéologies radicale et socialiste ont tant de point de contact qu'une alliance étroite se justifie; au contraire, rien de commun entre le bolchevisme et le socialisme. Pour les

seconds, il ne peut y avoir que jonctions éphémères, et de plus en plus précaires, entre un parti du prolétariat et un parti de la bourgeoisie; au contraire les violences verbales ne peuvent creuser de fossé infranchissable entre deux partis du prolétariat. Mais la simple étude des programmes peut aussi conduire à des conclusions plus nuancées.

C'est ainsi que M. Léon Blum, tout en affirmant la possibilité pour radicaux et socialistes, de « faire un bout de chemin ensemble », ne manque pas d'opposer progrès continu et solution de continuité, légalité démocratique et dictature du prolétariat<sup>1</sup>. Et, par ailleurs, quels que soient les reproches qu'il adresse au bolchevisme — confusion de la révolution politique et de la révolution sociale, abus de la force, dictature permanente — il ne manque pas de souligner que cette hérésie s'est détachée de la religion socialiste en en conservant un grand nombre de dogmes<sup>2</sup>. A vrai dire, cette position d'équilibre intellectuel, ne semble pas entraîner d'adhésions massives.

Certes, la motion votée au congrès de Lyon de 1927, qui discuta les rapports du parti socialiste avec les partis voisins, semble inspirée très largement par les conceptions de M. Léon Blum. Il ne faudrait pas y voir cependant, l'expression de la pensée pro-

(1) Léon BLUM, *Radicalisme et Socialisme*.

(2) Léon BLUM, *Bolchevisme et Socialisme*.



fonde du parti, la droite ayant été amenée à faire bloc avec le centre sur ce texte dont l'esprit, sinon les termes, était bien plus près des conceptions de la gauche, qui se compta cependant sur une autre motion. En réalité, à côté de ceux qui aux côtés de M. Léon Blum veulent avant tout maintenir l'indépendance totale du parti et adaptent à cette volonté leur jugement, nous trouvons, à l'heure actuelle, deux grands courants.

Le postulat des antagonismes de classe domine la démonstration des guesdistes. La lutte de classe s'accroissant et s'exaspérant, les antagonismes ne peuvent que croître entre les partis de démocratie bourgeoise et le Parti Socialiste. Autrefois, le parti radical, qui avait dans les villes des assises plébéiennes, pouvait lutter avec assez de force contre les éléments rétrogrades de la bourgeoisie. Mais une évolution impitoyable amène le rassemblement des forces sociales et politiques en deux camps : celui de la bourgeoisie, celui du prolétariat. La croissance du socialisme, vidant le radicalisme de ses éléments populaires, ne peut que la précipiter. Au contraire, l'unité ouvrière devient de plus en plus nécessaire, et elle finira par s'imposer aux Bolchevistes, à condition que le socialisme se maintienne dans une ligne révolutionnaire<sup>1</sup>. Ce qui n'empêche pas d'ailleurs

(1) Cf. Discours de COMPÈRE MOREL et surtout discours de ZYRANSKI du Congrès de Lyon, *Compte-rendu sténographique*, pp. 223-233, pp. 277-284.

l'utilisation « des conflits secondaires des possédants », ni la combinaison de l'action dans quelques cas avec celle de certains partis de démocratie bourgeoise. Notamment, sur le terrain électoral, la tactique d'élimination des candidats les plus réactionnaires ne doit souffrir aucune exception. Mais, sur le plan parlementaire, le stade actuel de la transformation des partis ne permet pas la politique de la délégation des gauches, ni même l'union organique entre les socialistes et d'autres formations politiques, mais encore un soutien permanent. On peut, tout au plus, envisager des rencontres accidentelles de durée et de portée très limitées.

L'anticapitalisme apporte un gros argument aux socialistes qui envisagent une liaison étroite avec les autres partis de gauche. M. Maurice Sarraut, analysant la structure sociale du parti radical qu'il présidait alors, le représentait comme l'expression politique des ruraux, des fonctionnaires, des artisans et des commerçants<sup>1</sup>. N'est-ce pas justement là des catégories touchées de plus en plus par l'exploitation capitaliste et appelées à se dresser un jour contre elle ? Bien loin de perdre son caractère plébéen, le parti radical devrait donc accentuer de plus en plus ses tendances anticapitalistes. Tendances qui n'ont pas manqué de créer un jacobinisme très

(1) « Aucun des partis bourgeois n'est purement un parti de classe » : (Karl KAUTSKY, *La Révolution prolétarienne*, p. 161.)

préoccupé d'assurer la pleine souveraineté de l'Etat. D'où la sympathie accordée par de nombreux socialistes aux efforts des « jeunes radicaux » — de M. Pierre Cot à M. Jean Zay — qui tendent de faire comprendre à leur parti conscience de son anticapitalisme virtuel et à rénover, en vue de nouveaux combats, l'arsenal radical. Il faut dire que la thèse selon laquelle les couches sociales du radicalisme n'apparaissent pas très sensiblement différentes de celles du socialisme — les grandes villes ouvrières mises à part — se trouve renforcée par deux observations. Comment comprendre autrement en effet, cette mentalité « cartelliste » de bien des départements français, où l'on est républicain, sans plus, et où l'on se prononce, selon les circonstances ou selon les personnalités, soit pour la S. F. I. O., soit pour le radicalisme ? Comment expliquer que la comparaison entre les résultats de multiples circonscriptions fassent apparaître, en 1928, deux groupes sensiblement égaux, un derrière chaque candidat des deux partis, dont aucun n'a encore de situation acquise, alors qu'on les trouve réunis, en 1932, derrière le candidat sortant dont la position s'est consolidée ?

Ces constatations ouvrent, il est vrai, des perspectives assez différentes. On peut penser que le radicalisme, travaillé par ses éléments plus jeunes, opérera la synthèse de la vieille idéologie démocratique et de l'esprit anticapitaliste. On passerait alors du

socialisme au radicalisme par une série de graduations insensibles et toutes les modalités d'alliance organique peuvent être alors envisagées. On peut prévoir, au contraire, — ce qui était vrai des électeurs étant bien moins vrai pour les cadres — que le jacobinisme accentuera son caractère national, que le libéralisme économique trouvera un dernier refuge dans le radicalisme, qui prendrait alors l'allure des partis radicaux et libéraux de l'Europe, politiquement axés au centre, et entraînés de plus en plus vers une coalition antisocialiste permanente. Il ne resterait aux éléments anticapitalistes que le ralliement au socialisme. Cette dernière hypothèse ne conduit pas d'ailleurs fatalement à une guerre immédiate au radicalisme. On serait plutôt conduit à la tactique habile d'un front unique — tel que le préconise les trotskystes à l'égard des socialistes — : mettre le radicalisme au pied du mur, accepter de le soutenir et même de collaborer avec lui, sur la base d'une charte d'action dont les éléments seraient empruntés à son programme et qui répondrait à l'ensemble des aspirations anticapitalistes, faire ainsi éclater son impuissance aux yeux de ses propres troupes <sup>1</sup>.

Des termes de cette alternative, il est possible d'ailleurs, qu'aucune ne se confirme avant longtemps.

(1) Cf. Le discours de Louis Vallon au Congrès National extraordinaire de juin 1932.

L'histoire politique de ce pays nous offre le spectacle des oscillations continuelles du radicalisme de la Montagne socialiste aux marais du centre. D'où la théorie des deux radicalismes, qui était celle de Jaurès<sup>1</sup> et par laquelle M. Léon Blum complète l'analyse dont nous avons parlé. Pour M. Léon Blum, le radicalisme anticapitaliste triomphe à certains moments, le radicalisme timoré à d'autres. Les deux baignent dans une idéologie assez étrangère aux réalités du monde moderne. « Il est profondément certain que depuis vingt ans, trente ans, le substrat économique du parti radical s'est entièrement transformé, dit M. Léon Blum. Il était, il y a trente ou quarante ans, un parti d'agglomérations urbaines pour lequel votaient principalement les ouvriers; il est aujourd'hui un parti composite pour lequel votent à la fois des petits bourgeois, des grands bourgeois, des fonctionnaires, des artisans, des commerçants des petites villes ou des villages, et une partie de la paysannerie française. Tout cela est incohérent socialement, j'en conviens, mais laissez-moi vous dire que le phénomène le plus curieux, je ne dis pas le plus important, de l'histoire politique de l'Europe dans ces cinquante dernières années, c'est la prodigieuse cohérence et la prodigieuse capacité de résistance que peuvent comporter des partis comme les partis purement confessionnels, et qui par conséquent, ne pré-

(1) Cf. Discours du Congrès de Toulouse (1907).

sentent aucune homogénéité sociale à leur base » <sup>1</sup>.

Seul l'avenir, on le voit, permettra au socialisme de porter sur le radicalisme un jugement définitif. Au moins, les études qui ont été faites jusqu'ici lui en apportent tous les éléments. Il n'y a plus qu'un choix à faire. Pourrons nous en dire autant si nous considérons les rapports du bolchevisme et du socialisme ?

La lutte brutale que le bolchevisme a déclanché dans tous les pays contre la social-démocratie a dispensé cette dernière de nuancer son jugement à l'égard d'un mouvement dont il tend de plus en plus à considérer les méthodes de folle surenchère et de basse démagogie comme anti-ouvrières et contre-révolutionnaires. Et pourtant le socialisme sent bien aussi que la base prolétarienne du communisme a des aspirations très proches de celles des ouvriers socialistes, dans la mesure où elle déborde le *lumpen-prolétariat*. Ce serait d'ailleurs une étude curieuse pour la psychologie politique que d'analyser ce phénomène curieux : la facilité avec laquelle le travailleur communiste, entrant dans les rangs socialistes, reprend facilement le vieux langage de la démocratie socialiste. Ce qui peut s'expliquer très largement par le caractère très artificiel qu'a pris le communisme dans bien des pays. D'abord simple dévia-

(1) Discours de Léon BLUM au Congrès de Bordeaux de 1930. *Compte-rendu sténographique* (p. 27).



tion du mouvement prolétarien, il s'est écarté de plus en plus du cours normal qu'a pris spontanément ce dernier. Cela, sous une influence imposée du dehors, par une direction étrangère, très peu au courant des traditions ouvrières de chaque pays, mais très habile pour jouer de sentiments et de passions, qui ne comptent pas toujours parmi les plus nobles.

C'est dire que liés par l'Internationale Communiste au destin de la Russie des Soviets, le bolchevisme ne peut se rapprocher du socialisme que dans la mesure où les intérêts des dirigeants soviétiques le commanderaient. Car sur le terrain doctrinal, malgré la similitude de certaines expressions, il y a une divergence absolue entre le soviétisme autoritaire, étatiste, oligarchique, terroriste, et le socialisme libéral, démocratique et institutionaliste <sup>1</sup>.

\*  
\*\*

Expression de l'anticapitalisme le plus conscient, le socialisme, sur le plan politique a éclairé les positions qu'il doit occuper. Il sait quelles catégories sociales il peut entraîner avec lui, et comment les gagner. Il a déterminé les alliés possibles, mesuré les concours qu'ils pouvaient lui apporter. Mais, au combat politique ne participent pas que des forces politiques et le combat n'est pas que politique. Pas d'of-

(1) Opposition qui évoque le parallèle de PROUDHON entre le « système du Luxembourg » et le « mutuellisme ». Cf. *De la capacité politique des classes ouvrières*.

fensive possible dans l'état sans le concours des syndicats et des coopératives, pas de construction socialiste dans leur participation.

Jamais autant qu'aujourd'hui le socialisme n'a proclamé la nécessité de cette action totale à laquelle Jaurès l'avait toujours appelé, action dans les pouvoirs publics, action au sein de l'usine, action dans l'échange des produits, sans parler des multiples formes d'éducation ouvrière. Et pourtant la discussion sur les rapports entre les différentes organisations qui dirigent cette action n'a jamais été si peu animée.

Entendons-nous : Le rôle qui est imparti à chaque institution dans l'œuvre d'émancipation sociale est encore sujet à des controverses qui ne font que s'élargir. Nous les avons déjà exposées, nous ne voulons pas y revenir ici. Mais, avant la guerre, ce n'était pas seulement sur le plan doctrinal que l'impérialisme syndicaliste s'opposait à l'action totale de Jaurès ou au blanquisme guesdiste : sur un terrain plus pratique il ne manquait pas de points de friction entre les organisations animées par un esprit d'indépendance ou de domination. Le syndicalisme révolutionnaire n'admettait aucun rapport avec les organisations politiques du socialisme, il prétendait suffire à tout et se suffire à lui-même. Les guesdistes prétendaient, au contraire, établir une liaison organique entre la C. G. T. et le parti socialiste, et ils n'hési-

taient pas à accorder la primauté à ce dernier. Quant aux coopératives de consommation, créées par les socialistes, après s'être fédérées dans une organisation qui semblait devoir entretenir avec le Parti des relations étroites, elles s'étaient fondues, avec l'ensemble des coopératives, dans une fédération qui, tout en affirmant une volonté de transformation économique et sociale, s'écartait de toute action politique.

Evolution de la situation ? Evolution des esprits ? Les contacts sont maintenant assez cordiaux entre la C. G. T. et le socialisme. Nul ne songe plus, il est vrai, à subordonner le syndicalisme à un parti politique. Le résultat que le bolchevisme a obtenu en poursuivant la domestication de la C. G. T. U., n'encourage aucune tentative de ce genre. En revanche, il n'est pas de socialiste qui ne souhaite un accord plus étroit, sur un pied d'égalité, entre les deux organisations. A vrai dire, si ce vœu s'exprime souvent, c'est sous une forme très vague et jamais il n'a entraîné de débats sérieux. Cependant, au congrès de Nancy, un incident, né à propos de la rédaction de la page économique et sociale du *Populaire*, a permis de mettre en lumière certaines positions nouvelles. M. Léon Blum a profité de cette occasion pour déclarer sa sympathie à une forme de liaison organique analogue à celle qui fédère, dans le Parti Ouvrier Belge, les ligues politiques, les syndicats, les coopératives et les mutualités. M. Zyromski, en récla-

mant une liberté totale d'action et de critique pour chaque mouvement, était dans la ligne des motions du Cher et du Tarn votées par les congrès d'avant-guerre, soutenues par Vaillant et Jaurès. Une formule nouvelle était apportée par M. Marquet, qui réclamait que la politique économique et sociale du parti fut calquée sur celle de la C. G. T. Il faut dire que le jeu des tendances n'avait pas été sans influencer le sens de ces interventions<sup>1</sup>. La C. G. T. pratique, depuis la guerre, la politique de pénétration dans l'Etat et les organismes économiques. Le Parti Socialiste la pratique aussi, sauf sur le terrain gouvernemental, mais avec le souci de ne rien perdre de son attitude d'opposant au régime. Aussi la droite socialiste aurait-elle vu avec plaisir l'influence de la C. G. T. grandir dans la S. F. I. O., alors que la gauche tient à ce que les militants socialistes se prononcent en toute liberté et gardent au surplus, un droit de critique à l'égard des méthodes confédérales.

Nous serons mieux renseignés sur la nature des rapports entre la C. G. T. et le parti socialiste, par certains faits que par cette controverse d'allure doctrinale. Fait nouveau d'abord qu'un certain nombre de manifestes communs. Il n'y a pas encore eu d'appel de la C. G. T. aux électeurs en faveur de la S. F. I. O., mais en faveur de la paix, ou pour faire face à

(1) Cf. Compte rendu sténographique du Congrès de Nancy, (1929).

des situations graves, les deux organisations ont pu accoler leurs signatures au bas d'un même texte. Dans le seul cadre national, cette liaison ne manque pas d'être assez lâche, surtout si l'on note les relations que d'autres partis de gauche ont réussi à établir avec la C. G. T. Mais, parti et syndicats sont adhérents à des internationales qui collaborent étroitement. Et c'est justement l'Internationale et la majorité de ses sections qui nous indiquent où mène la voie dans laquelle C. G. T. et S. F. I. O. se sont engagées. Pas à une union organique comme celle qui existe dans le Labour Party et le Parti ouvrier belge : elle n'est pas possible, et certains commencent à la juger peu souhaitable. La formule qui s'est imposée à l'étranger, et qui, un moment, sembla devoir influencer les organisations françaises, c'est une multiplicité de liaisons personnelles, de collaborations étroites pour l'organisation de la presse, une aide effective apportée par les syndicats au parti dans ses luttes politiques <sup>1</sup>.

Les coopératives ne sauraient participer aussi étroitement au mouvement commun du socialisme et du syndicalisme. Le vaste champ de leur propagande et de leur recrutement leur commande une certaine neutralité et il semble bien que le caractère politique de la coopération belge n'ait pas été sans la paraly-

(1) La scission socialiste a fait renaître de multiples petits conflits entre les formations politiques et les organisations syndicales.

ser. Mais tous les socialistes diraient volontiers, avec les auteurs de la *Révolution Constructive* : « Ce que nous cherchons, ce ne sont ni des subsides ni des voix. C'est un renouvellement de l'atmosphère artificielle où vivent toutes ces institutions nées de la classe ouvrière. Ni impérialisme destructeur comme avant-guerre, ni renoncement à la critique et au droit de juger. Nous voulons que les militants de ces trois mouvements cessent de s'isoler, qu'ils se rapprochent pour collaborer comme dans ces Maisons du Peuple d'Amiens, de Saint-Claude, de Limoges; et si, comme il arrive souvent déjà, ce sont les mêmes hommes partout, nous souhaitons qu'ils renoncent à dresser, dans leur conscience, des compartiments qui brisent leur élan » <sup>1</sup>. Ainsi le socialisme éviterait de s'égarer dans l'utopie, le syndicalisme de dévier en corporatisme, la coopération de se laisser gagner par l'esprit commercial. Ainsi un même idéal et une même volonté animeraient l'action des forces anti-capitalistes.

(1) *Révolution Constructive* (p. 182).



## CHAPITRE IX.

### LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Quel besoin de jalonner la route, quand on est sûr de tout emporter d'un élan !

En effet. Ainsi raisonnait feu NIVELLE, dans son sublime mépris des *barbelés*.

Marcel DÉAT.

Pour celui qui s'attache à une tâche constructive, c'est une grave erreur que de s'obstiner à opposer une forme sociale pure, idéale (la société socialiste) à une forme entièrement et uniquement appliquée (la société capitaliste actuelle).

Carlo ROSSELLI.

#### **La nationalisation.**

Écoutons les discours de propagande et les discours de Congrès. Nous sommes frappés, chez certains, par un accent nouveau.

On disait autrefois : « détruire le capitalisme ». Ils disent plus volontiers aujourd'hui : « construire le socialisme ».

Les pionniers du socialisme français avaient bien pensé, eux aussi, construire le socialisme. Ils ne vou-

lurent pas mettre la main sur les usines, sur les ateliers du capitalisme. Ils appelèrent l'Etat à aider l'association ouvrière pour la multiplication des coopératives de production et des sociétés communistes. Ces dernières ont connu des aventures lamentables et si quelques coopératives de production ont survécu aux persécutions du Second Empire, combien faible apparaît leur développement à côté de l'essor du capitalisme ! Et il n'a pas manqué de théoriciens socialistes pour dénoncer l'esprit capitaliste des quelques milliers d'associés qu'elles groupaient.

Aux énergies ouvrières, découragées par cette faillite, le marxisme a offert une autre voie : la socialisation des moyens de production et d'échange détenus par le capitalisme. C'était le travail qui avait permis d'édifier ces usines immenses aux cheminées orgueilleuses, ces magasins rutilants. Que le travail exproprie les expropriateurs ! On pouvait hésiter sur le choix d'une méthode : les uns pensaient que le prolétariat devait réaliser, sa mission d'un bond d'autres voulaient, dès maintenant, s'attacher à arracher au capital certains instruments de sa domination. Le socialisme n'hésitait pas sur la direction et il fut bientôt unanime pour affirmer qu'un effort fragmentaire immédiat n'excluait pas la conquête finale.

Que cet effort ait abouti à une extension considérable du domaine de l'état, il pourrait le sembler, si

on se laisser abuser par les derniers libéraux dénonçant les hypertrophies de l'étatisme. En réalité, ce n'est pas tellement par la gestion de la direction des services publics ou de certaines branches de la production que le rôle de l'état moderne a grandi. Car, le socialisme d'état, qui a des origines très lointaines, doit plus aux anciennes monarchies qu'aux institutions démocratiques modernes. Le rachat du réseau de l'Ouest est la seule grande mesure d'ensemble dans ce sens, qu'on puisse mettre à l'actif de la Troisième République. Ajoutons les quelques régies directes dûes au socialisme municipal et nous admettons que le socialisme eût sans doute des succès dans sa défense des services publics étatisés, mais réussit bien faiblement dans ses tentatives pour diminuer le domaine de la gestion capitaliste.

Le programme de la S. F. I. O. réclame encore avec force la nationalisation des chemins de fer, des mines, des assurances, des engrais, et, en général, de tous les monopoles de fait. L'importance du secteur de l'économie étatisée ou socialisée est encore, pour la majorité des socialistes, le critère le plus sûr de la pénétration du socialisme dans un pays<sup>1</sup>. Pour

(1) Les socialistes français n'ont pas été sans reprocher à la social-démocratie allemande son respect de la gestion capitaliste. Ce reproche est loin d'être justifié. D'après M. Albert RIVAUD (Les crises allemandes, COLIN), la plupart des entreprises d'intérêt municipal sont en Allemagne, socialisées. Un cinquième des charbonnages de la Ruhr appartiennent à l'état. La collectivité dirigeait avant la crise tout un ensemble de banques et on

elle la conquête du pouvoir n'est réalisée que si les industries clés ont été nationalisées. Il est indéniable, d'autre part, que le plan de la C. G. T. de 1920, la structure constructive tripartite qu'il envisage, ont créé un nouvel esprit d'offensive en faveur de la socialisation de l'économie.

Mais quelles sont donc les considérations que les socialistes mettent en avant, non seulement auprès du public, mais auprès des militants pour défendre leur programme de nationalisations ? Ils soulignent d'abord les résultats désastreux de la gestion des services publics par le capitalisme. Leur critique, à cet égard, s'est enrichie d'éléments nouveaux. M. Jules Moch, député de la Drôme, et vice-président de la commission des travaux publics, a analysé le mécanisme d'exploitation de ce capitalisme concessionnaire des services publics, prélevant une plus-value sur les usagers et les contribuables par le jeu combiné du cumul des sièges des conseils d'administration et de la multitude des rapports entre le concessionnaire et les entreprises qui l'approvisionnent ou les établissements qui le financent<sup>1</sup>. Ils montrent ensuite que les impôts ne suffisent plus à alimenter les caisses de l'état, qu'il n'est plus possible de concevoir une fiscalité démocratique sans le monopole de certaines sociétés, faciles à administrer et dont les

peut dire que maintenant l'ensemble de l'appareil bancaire est entre ses mains.

(1) Cf. Jules Moch, *Capitalismes et Transports*.

bénéfices apparaissent particulièrement scandaleux. Ils dénoncent enfin le danger que l'oligarchie du grand capitalisme bancaire et industriel fait courir à la démocratie et ils affirment que le seul moyen de briser cette oligarchie est de ruiner sa base économique. Ainsi la nationalisation mettrait-elle certaines branches de la production dont la gestion importe à l'ensemble de l'économie nationale au service de la collectivité; ainsi assurerait-elle à cette collectivité les ressources que réclame son champ d'action grandissant; ainsi briserait-elle la féodalité moderne du capitalisme. La préoccupation purement socialiste n'est pas absente, certes, mais elle se dissimule au second plan.

« Le socialisme est contre l'Etat », disait M. Vandervelde, avant la guerre. « Le capitalisme d'état de la Russie n'est pas le socialisme », disent les observateurs socialistes d'aujourd'hui. Nous ne répèterons pas ici ce que nous avons dit sur la civilisation socialiste et sur les enseignements de la révolution russe, nous constatons simplement l'accord de ces formules avec l'esprit de la campagne des socialistes en faveur des nationalisations. Une nationalisation est indirectement un progrès du socialisme, mais elle ne sera pas pleinement une institution socialiste tant que, dans sa structure, les rapports humains n'auront pas été entièrement modifiés.

Est-elle même une conquête socialiste sur le plan

économique ? Remarquons que la gestion tripartite n'a pas encore été expérimentée et que déjà elle a été l'objet de critiques assez sérieuses. M. Ernest Poisson, dans la « *République coopérative* » considère qu'elle ne manquera pas de créer des coalitions des ouvriers et des patrons contre la collectivité et les consommateurs. En admettant que ces difficultés probables puissent être surmontées, il n'est pas certain que la nationalisation apporte dans un milieu capitaliste les transformations décisives qu'on attend d'elles. Un des théoriciens de la gauche de l'Internationale Socialiste, M. Victor Alter, après avoir constaté que dans les programmes socialistes et communistes la période de transition entre le capitalisme et le socialisme était caractérisée par la nationalisation des grands monopoles de fait, affirme que, dans les entreprises socialisées, la loi du taux du capital subsistera, que la planification ne sera pas mieux assurée que par les trusts, que la plus-value demeurera, et, qu'en somme on gèrera peut-être mieux mais pas autrement que le capitalisme. Pour lui, les nationalisations subissent plus l'influence du milieu qu'elles ne le modifient<sup>1</sup>. Par contre, nous avons déjà vu que M. Laurat voit dans la nationalisation des industries-clés et le contrôle des banques, un moyen de renverser les tendances du système économique actuel vers la baisse relative de la consommation et une accumulation précipitée.

(1) Cf. Victor ALTER, *Comment construire le Socialisme*.



Nous faut-il trancher entre ces opinions contradictoires ? Pas d'une manière absolue. Nous considérons les nationalisations comme des outils politiques de première importance, et nous n'estimons pas si négligeable leur influence économique et sociale. Qu'on songe aux mesures de tous ordres que les branches collectivisées pourraient imposer à leurs fournisseurs et à leurs acheteurs. Nous croyons, en revanche, qu'en tendant de socialiser brusquement une branche de la production ou un service public, le socialisme se heurterait à des difficultés économiques et politiques qu'il ne soupçonne pas. Aussi voyons-nous la formule intégrale de la nationalisation ne triompher que comme terme de toute une évolution où le contrôle, la pénétration de la collectivité et des organisations ouvrières se renforceraient peu à peu. Notons d'ailleurs qu'il en irait bien ainsi pour la nationalisation des mines et des chemins de fer, si elle intervenait à bref délai. Tout un travail de préparation, qu'on peut juger plus ou moins achevé, a déjà créé un grand nombre de ces conditions préalables qui nous semblent devoir être acquises avant toute socialisation intégrale<sup>1</sup>. Et c'est pourquoi nous nous expliquons fort bien l'attitude réservée qu'ont gardé, dans ce domaine, la Social-Dé-

(1) Le lent travail de conquête de l'épargne par la caisse des dépôts et consignations, par la banque des coopératives est bien plus utile pour la socialisation du crédit que les projets de nationalisation des banques.

mocratie allemande et le Labour-Party, sans parler des autres partis socialistes qui ont accédé au pouvoir : à l'attaque directe et brutale, ils ont préféré l'enveloppement.

Mais une tactique d'enveloppement ne se justifie qu'en face d'un adversaire installé sur des positions solides. Que ces positions soient ébranlées et l'offensive deviendra alors possible. La crise de 1929-1932 a si violemment secoué les fondements du capitalisme que le socialisme a revalorisé ses plans de nationalisations <sup>1</sup>. A côté du manifeste de l'I. O. S., dont nous avons eu l'occasion de parler, citons les motions de la fraction parlementaire de la social-démocratie allemande réclamant jusqu'à la nationalisation de l'industrie sidérurgique, la plate-forme électorale du parti français et le « cahier » envoyé par lui au parti radical. Que cette offensive puisse être couronnée de succès de principe nous pourrions en trouver la preuve dans le vote de la commission des travaux publics de la Chambre française votant la déchéance des grands réseaux, dans la main-mise des Etats sur les appareils bancaires à la faveur des renflouements, dans les convergences singulières qu'on a pu remarquer en Allemagne en faveur d'une ample opération de socialisation.

Si la crise persiste, bien des socialistes auront tendance à se rapprocher du point de vue de M. Lau-

(1) Cf. p. 267.

rat. Le socialisme a une tactique assez souple, un programme assez étendu pour appuyer dans certaines directions en restant lui-même. Il n'aura nul besoin pour cela d'abandonner l'action à laquelle, jusqu'ici, il s'était presque entièrement donné.

### **La transformation du milieu.**

L'usine est toujours entre les mains du patronat. Le capitalisme organise toujours la production selon les besoins du marché. Rien n'est-il donc changé, depuis un siècle, dans le régime de la production ? La société que critique le mouvement de masse du socialisme international serait-elle donc la même que celle dont les premiers écrivains du socialisme dénonçaient le désordre et l'injustice ?

Non, ce n'est que par une simplification grossière qu'on peut classer sous une même définition deux faits sociaux aussi différents. Le capitalisme a été obligé de se transformer non seulement par son évolution logique, mais encore sous la pression des forces qu'il a rencontrées dans la société ou de celles qu'il y a développées. Et si le socialisme n'a pas encore largement diminué le champ de la gestion capitaliste, il en a modifié bien des caractères, il l'a contrainte du moins à reculer sur le terrain social.

Un demi-siècle d'action ouvrière n'a pas été vain.

Il n'a pas été simplement le rassemblement des énergies contre une forme économique immuable. Seuls peuvent l'affirmer ceux dont la pensée se concentre sur le seul problème de la propriété. En réalité — et c'est le mérite de M. Arturo Labriola, d'avoir montré vers quels buts tendait ce mouvement — plutôt que de se briser dans une attaque contre la propriété, les organisations prolétariennes, toutes les forces conscientes ou confuses de l'anticapitalisme ont contraint la propriété capitaliste à se mouler dans un certain nombre de cadres, à céder à certaines nécessités sociales. Selon une expression de Proudhon, elles se sont efforcées de transformer le milieu <sup>1</sup>. Et aujourd'hui encore c'est à cette transformation qu'elles travaillent.

Le milieu économique a commencé de se modifier dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, quand l'Angleterre, la première dans le monde, limita la journée de travail. Pour la première fois, la recherche du profit rencontrait des limites dans lesquelles elle était obligée de s'organiser. Qu'on songe maintenant aux multiples restrictions imposées depuis au capitalisme : repos hebdomadaire, semaine anglaise, interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants, diminution progressive de la journée de travail, réglementation stricte du travail dans les in-

(1) Cf. LABRIOLA, *Au delà du Capitalisme et du Socialisme* et G. SOREL, *Introduction à l'Economie moderne*, II<sup>e</sup> partie, I.

dustries dangereuses ou insalubres. Considérées sous le seul angle économique, ces mesures ont contraint le capitalisme à compter avec des syndicats, qu'eût ruinés l'immense armée de travail de réserve, créée par la journée de travail illimitée, de traiter avec une élite ouvrière grandissante, à laquelle une législation protectrice appuyée par l'action syndicale assurait quelques moments de loisir et d'éducation. Les salaires n'ont pas été avilis, et on n'a pas assisté au triste spectacle, que la jeunesse du capitalisme semblait annoncer, d'une masse d'affamés enviant la médiocre ration des privilégiés dont la force de travail eût été utilisée jusqu'à épuisement. Il ne faut pas sous-estimer quel élément de stabilisation ce pouvoir d'achat maintenu et grandi a pu apporter dans la société, en ralentissant le rythme de l'accumulation du capital, ou en freinant tout au moins son accélération.

Sous la pression du monde du Travail, l'Etat est intervenu de plus en plus activement dans le domaine de la production, sous des formes qui, pour être indirectes, n'en sont pas moins efficaces.

La fiscalité, longtemps simple répartition entre les différentes couches de la nation des dépenses d'un état militaire et policier, tend à devenir, dans un état où l'administration des choses et les services sociaux prennent chaque jour plus de place, l'instrument de la redistribution des revenus du pays, dont elle pré-

lève jusqu'au tiers. Là encore, le capitalisme est obligé de compter avec une institution qui limite son profit. La crise économique ne peut que renforcer l'ensemble de ces tendances. Quel problème essentiel pose-t-elle ? L'utilisation de la masse des forces productives accumulées par le capitalisme et paralysées par la sous-consommation, répond M. Victor Adler. Et il voit la solution dans la diminution des heures de travail, dans l'octroi de pensions aux individus économiquement passifs, dans des investissements massifs de la collectivité<sup>1</sup>. C'est là le programme de l'Internationale Socialiste et de l'Internationale syndicale. Ce programme est dans l'axe du progrès social dont nous avons rappelé les grandes lignes. Il ne va pas sans une augmentation du budget et de nouveaux aménagements fiscaux qui, eux aussi, ne font que prolonger un effort déjà fécond.

On peut imaginer des nationalisations. La crise peut augmenter l'emprise de l'état sur la production. Qu'on ne croit d'ailleurs pas qu'elle se manifestera brutalement : les régies coopératives, les compagnies mixtes où la collectivité participera à côté du capitalisme, telles seront bien plutôt les formes souples que revêtira la pénétration de l'Etat dans la gestion de l'économie. Mais si on prétend se diriger vers l'économie planée du socialisme, c'est sur l'ensemble de la production qu'il faudra agir.

1) Cf. Victor ALTER, *Op. cit.*



Nous l'avons déjà dit : l'Etat a déjà des moyens d'action. D'anciennes attributions, maintenues autrefois bien souvent dans l'intérêt de la défense nationale, lui permettent d'influencer le milieu dans lequel le capitalisme se meurt. Les tarifs douaniers, le coût des transports, le taux de l'escompte et de l'intérêt, le volume de la monnaie, le prélèvement fiscal sur la production, autant d'instruments dont le jeu donne à une collectivité volontaire la possibilité d'imposer ses vues à l'ensemble du monde économique. La législation sociale réclamée par la classe ouvrière, qui tend à la fois à ne faire des travailleurs que des hommes déjà adultes et encore jeunes et à n'employer ces travailleurs que pendant un nombre très limité d'heures et de jours, ne va pas non plus sans conséquences économiques considérables.

D'autres techniques ne tarderaient pas à s'imposer. Les décrire, à l'heure actuelle, serait s'embarquer pour l'Utopie. Nous tenons à dire simplement que si le socialisme s'attaque sur certains points à la propriété capitaliste, il s'efforce avant tout de la contrôler dans son ensemble. Il est facile, sans doute, de ridiculiser le contrôle de l'Etat et de se gausser des fonctionnaires qui iront représenter l'intérêt général dans des centaines de conseils d'administration. Lorsque M. Marcel Déat prétend qu'on peut décomposer le fait capitaliste en trois éléments — puissance, profit, propriété — et propose d'entamer la

socialisation de la puissance par la création d'actions de contrôle, détenues par l'Etat, et d'actions de gestion, détenues par les syndicats, les unes et les autres ne comportant pas intérêt mais simplement droit de contrôle, certains peuvent penser que cette dissociation n'est qu'un jeu de l'esprit<sup>1</sup>. Et pourtant cette dissociation, le capitalisme le plus évolué ne nous permet-il pas de l'observer ? La société anonyme ne laisse-t-elle pas les vaines apparences de la propriété à la majorité des actionnaires, et ne réserve-t-elle pas à une minorité une grosse fraction du produit et la totalité de la puissance ? Et, de Jaurès à M. Henri de Man, combien d'observateurs ont scruté la mentalité des grands féodaux de l'industrie, plus épris de domination qu'assoiffés de profit. Pour briser cette puissance du capitalisme, pour réglementer le cours de l'économie, l'état rencontrera, certes, un concours de forces morales, politiques et matérielles, qui se déroberaient certainement s'il voulait se substituer entièrement aux maîtres actuels de la production. C'est sans grande résistance que le gouvernement tchéco-slovaque, auquel participent les socialistes, a pu proposer une loi qui soumet les 32 trusts ou cartels, groupant toutes les industries-clés et dominant la vie économique du pays, à un conseil économique national aux pouvoirs très étendus : droit d'examen et d'annulation de toutes les

(1) Cf. *Perspectives socialistes*, Ch. VII.

décisions prises par les sociétés, surveillance des prix, droit de dissolution des sociétés, licence ou interdiction du commerce avec tel individu, tel groupe ou tel pays<sup>1</sup>. Et quand le socialisme français propose une série d'offices qui chasseraient des marchés agricoles la spéculation capitaliste et assurerait la stabilité des prix et la réglementation de l'importation par la réunion, dans leurs conseils, de la collectivité, des associations paysannes, et des consommateurs, c'est bien aussi une opération de vaste contrôle qu'il envisage, c'est bien sur près de la moitié de l'activité économique du pays qu'il veut agir.

Au terme de cette première étape, non seulement la démocratie serait établie sur des assises solides, non seulement, selon l'expression de M. Marcel Déat, le capitalisme aurait été séparé de l'Etat, mais il aurait perdu presque toute sa liberté de mouvement.

Que ce soit par des nationalisations, ou plutôt par tout autre système plus souple, les industries de base et les banques seraient soumises à un centre commun. Dans l'ensemble de la production, l'emploi et la rémunération de la main-d'œuvre seraient soumises à une réglementation sévère, tant de la part de l'Etat, que par la loi des contrats imposés par les organisations syndicales. Une coopération puissante et une multitude d'offices seraient les seuls acheteurs de la grande partie de la production industrielle et agri-

(1) Cf. Charles REBER, *L'Organisation de l'Economie Dirigée* (*La Lumière*, septembre 1932).

cole. Les moyennes et les petites entreprises seraient donc en posture de solliciteuses dans la recherche du crédit, des matières premières et des débouchés. A leur tour, elles seraient réduites à ce rôle de façonnier qu'elles ont imposé à l'artisan. Leur intérêt et la pression de la collectivité les contraindraient à précipiter leur mouvement de syndicalisation. Contrôlés par les collectivités nationales et par la classe ouvrière, les ententes internationales se resserreraient, et dans leur cadre, peu à peu, s'établirait une économie européenne organisée, qui rendrait bien vaines les controverses périmées du protectionnisme et du libre-échangeisme, et auraient mieux préparé les Etats-Unis d'Europe que les efforts impuissants à créer une union douanière européenne.

Il ne faut pas s'y tromper : une Europe ainsi pénétrée de socialisme ne serait pas un terrain favorable à un développement rapide des forces productives. La multiplicité des ententes amènerait probablement, comme le prévoit M. Marcel Déat, une péréquation du profit qui ne serait pas sans calmer la fièvre de la production. D'autant plus qu'après avoir brisé la puissance capitaliste — et peut-être en même temps — le socialisme s'efforcera de lui arracher une partie de son profit. M. Déat envisage une transformation profonde et une généralisation du système des assurances sociales, étendues à tous les citoyens et financées par des taxes spéciales frappant le profit<sup>1</sup>. Il

(1) Cf. *Perspectives socialistes*.

s'agirait là, en somme, d'un nouvel aménagement fiscal, bien conforme à l'évolution de la politique budgétaire de ces dernières années. Ce prélèvement sur le profit ne pourrait que ralentir l'accumulation du capital, étaler les crises, et, dans le cadre d'une société économique plus stable, l'action socialiste et syndicale pourrait se donner librement à des tâches sociales.

Car le capitalisme n'est pas simplement pouvoir absolu dans l'atelier. Il a pénétré partout où il pouvait dominer et exploiter. Non content de tenir à sa merci l'ouvrier pendant ses heures de travail, il a voulu s'imposer à lui dans toutes ses activités. Songeons à l'ouvrier du début du XIX<sup>e</sup> siècle, condamné à douze ou quatorze heures de labeur, souvent logé dans des locaux fournis par l'usine, s'approvisionnant à l'économat et soumis par la misère aux œuvres de la philanthropie patronale. Et rappelons ce que nous avons écrit de l'imprégnation de la vie domestique, publique, intellectuelle et morale de l'Amérique par le capitalisme.

Tout l'effort du socialisme tend à limiter le rôle du patronat à la simple direction technique de l'usine. Nous avons déjà dit que sur bien des points cet effort avait déjà rencontré des succès. La mairie de la ville industrielle, longtemps simple annexe des bureaux patronaux, a été, dans bien des endroits, conquise par le socialisme. Elle est devenue le premier centre

de contre-attaque en face de l'impérialisme patronal. Nous avons déjà énuméré les institutions par lesquelles une partie de la vie ouvrière a été transférée dans une atmosphère de liberté : ce sont l'assistance et l'hygiène publique remplaçant les œuvres sociales de l'usine, les offices publics d'habitation à bon marché, se substituant, dans une certaine mesure, au capitalisme foncier et aux cités ouvrières des sociétés anonymes; c'est l'ensemble des services publics soumis à l'intérêt général et non plus au service d'une oligarchie. L'œuvre de la nation complète le combat municipal. Les allocations familiales vont être généralisées et soustraites à l'arbitraire patronal. Les assurances sociales, appliquées depuis peu, commencent à entrer dans les mœurs. On en arrive ainsi à une véritable collectivisation des salaires et au triomphe partiel d'une des propositions les plus hardies du socialisme, la rémunération selon les besoins.

Multiples sont les domaines où l'action anticapitaliste peut s'exercer dans le même sens. L'argent a corrompu les plus beaux élans de l'homme vers la Beauté, vers l'Art. Aucune forme d'expression de la pensée que la recherche du profit n'ait gâtée. Là encore, l'effort socialiste doit s'attaquer à chasser le capitalisme et le contraindre à se contenter de sa seule fonction économique.

Un étatisme brutal et maladroit tue la démocratie.



Une économie contrôlée et organisée, un mode du travail dont la vie est libérée et les organisations renforcées, des recherches intellectuelles qui ne viennent plus inquiéter la domination de l'or formeraient le milieu favorable à une véritable démocratie. Tout se tient dans la politique anticapitaliste de transformation du milieu. Un climat de liberté et de démocratie favorise l'épanouissement des institutions ouvrière, la force de l'état démocratique et des institutions ouvrières diminue chaque jour le champ de domination et d'exploitation du capitalisme, et un capitalisme réduit à faire tourner les usines n'aura qu'un faible pouvoir d'administration sur les hommes et sur les choses. Dans le cadre de cette République sociale, les problèmes purement politiques définitivement réglés ne trouveraient qu'une faible place. Le prolétariat cesserait d'être le « noir récif submergé où viennent se briser tous les vingt ans les régimes de privilèges, mais qui ne peut servir de fondement à la justice »<sup>1</sup>. Il verra les difficultés de la transformation sociale intégrale d'un œil plus lucide, et pour les résoudre, il pourra concentrer toutes ses énergies, à condition, toutefois, que la paix soit assurée.

La lutte pour l'organisation de la paix a été le combat le plus soutenu que le socialisme ait livré depuis la guerre. Pourtant, nous ne lui consacrerons que quelques pages spéciales. C'est d'abord un peu

(1) Jean JAURÈS, *Etudes Socialistes*, I, (p. 13).

— et Guesde l'affirmait avec force avant la guerre — parce que l'action pacifiste n'est pas indépendante de l'action générale du socialisme. Etablir la démocratie sur des assises solides, construire une économie européenne, n'est-ce pas travailler à l'établissement de la paix ?

Il n'en reste pas moins que pendant ces douze dernières années, le socialisme international n'a eu « qu'une seule tâche politique, parce qu'elle est la condition préalable de l'accomplissement de toutes ses autres tâches : éviter la guerre en organisant l'Europe et le monde en une unité juridique supranationale » <sup>1</sup>. Parce qu'il a accompli cette tâche sans défaillance, le parti socialiste français a pris la physionomie du parti de la paix par excellence. Et si dans tant de domaines il a montré bien des incertitudes et bien des faiblesses, sur ce terrain il a déployé un allant, un cran que créaient la certitude d'avoir raison.

Etudier dans le détail les raisons de cette certitude et les formes de l'action qu'elle entraîne serait donc nécessaire pour quiconque veut dégager la vraie physionomie du socialisme français. Mais, ce serait là une étude qui doublerait au moins le cadre de cet ouvrage. Il nous faut dire quand même très rapidement que c'est justement cette lutte pour la paix qui dresse le plus violemment l'un contre l'autre le so-

(1) Henri de MAN, *Au delà du Marxisme*, (page 385).

cialisme démocratique et le bolchevisme. Le bolchevisme croit à la guerre imminente. Il croit que l'impérialisme est la forme que revêt fatalement le capitalisme moderne, que du choc des impérialismes jaillira nécessairement un conflit, que ce conflit dressera probablement contre l'U. R. S. S. la coalition des grandes nations industrielles capitalistes. Et les plus objectifs de ces adeptes, mesurant la désolante faiblesse des organisations prolétariennes en face de l'appareil de coercition des états bourgeois, ne voient que dans cette guerre la possibilité d'amener matériellement et psychologiquement un mouvement révolutionnaire. Comment ces perspectives n'amèneraient-elles pas les bolchevistes à souhaiter le conflit international qui pourrait être transformé en guerre civile mondiale contre la bourgeoisie ?

Le socialisme, lui, repousse jusqu'à l'idée de la guerre.

Parce que d'abord — nous l'avons assez souligné — le socialisme est imprégné d'un sentiment de respect pour la personnalité humaine et que la guerre brime et mutile cette personnalité. Parce qu'ensuite l'expérience d'après 1918 montre assez que les convulsions politiques et sociales engendrées par la guerre se retournent contre le niveau de vie et contre les libertés prolétariennes et libère les instincts les plus brutaux d'une réaction et d'un militarisme raggaillardis. Le socialisme est pacifiste « avec rage »

et il ne croit pas à la fatalité de la guerre. Certes, il est encore de ses militants pour penser que le capitalisme ne peut créer que des conflits. La plupart ont observé, avec Jaurès, que le capitalisme était à la fois force de guerre et force de paix. Et ils appellent à dresser un barrage contre les possibilités de conflit non seulement les masses les plus authentiquement anticapitalistes, mais aussi les immenses forces morales que les horreurs de la guerre ont gagné à une action pour la paix.

Mais au cas où la guerre éclaterait néanmoins ? Question angoissante qui agita les congrès nationaux et internationaux d'avant 1914. La question a été à nouveau posée. Les réponses n'ont pas été tellement différentes. Etaient-elles plus opérantes cette fois-ci ? La scission s'était bien faite à Tours en partie pour ou contre la défense nationale. Les reflux des extrémistes au sein de la S. F. I. O. y a fait renaître l'hervéisme. On a revu des motions réclamant la mise en œuvre de toutes les méthodes d'agitation, de la grève générale à l'insurrection, contre la guerre. On a revu les vieux jaoussistes ne se refusant pas à user de ces méthodes, mais ne voulant les diriger que contre le gouvernement agresseur qui refuserait l'arbitrage. On n'a entendu, il est vrai, que quelques voix isolées, faisant simplement écho à celle de Guesde, pour se refuser à livrer le pays le plus démocratique, où la révolte populaire triompherait

plus facilement, au pays dictatorial qui aurait étouffé sous la botte la plus timide protestation. Mais bien des socialistes, dont beaucoup de jeunes, chez qui un vieux jacobinisme se mariait à une vue objective du monde, ne cachaient pas qu'ils appelleraient aux armes, dressés contre une coalition des puissances fascistes ou à vieille structure féodale, en faveur du groupement des nations dont le respect des libertés et la structure sociale justifierait le sacrifice du sang.

N'insistons pas sur ces divergences. Elles s'effaçaient dans l'action opiniâtre que le parti a menée pour l'organisation de la paix. Cette organisation, le socialisme français, d'accord avec l'internationale, la concevait sur la base de l'égalité des droits des nations, de la coopération économique internationale et du désarmement. Il s'efforça de faire disparaître les servitudes qui pesaient sur les peuples vaincus, d'effacer les blessures matérielles de la guerre et de désarmer les haines par la pratique d'une solidarité économique dont nous avons dit, à propos du problème des réparations, les formes sous lesquelles il l'envisageait. De même il s'est efforcé de maintenir et de développer les organisations internationales nées du sursaut de la guerre et que les nations, se renfermant peu à peu dans leur coquille, laissaient s'anémier.

Il a surtout réclamé avec force le désarmement général, simultané et contrôlé. Pour lui, non seule-

ment le coût des armements pesait d'un poids écrasant sur les pays appauvris, mais les appareils militaires hypertrophiés créaient une psychose d'inquiétude qui ferait inéluctablement éclater un conflit comme terme d'une course épuisante des armements. La paix selon le socialisme ne pouvait être que désarmée.

Faisons le point : l'égalité en droit des nations, tout le monde la proclame et on travaille, bon gré, mal gré à l'établir. La coopération économique, les représentants de tous les gouvernements se plaisent à en proclamer et la bienfaisance et l'urgence. Bien peu, il est vrai, travaillent efficacement à l'organiser. Et c'est justement ce désaccord du verbe et de l'action, c'est aussi le retard apporté à faire de toutes les nations des égales sur tous les plans qui a beaucoup contribué à tuer, dans tant de pays, cette démocratie dont le socialisme pense qu'elle est le climat nécessaire à la paix. Et au moment où les gouvernements français, sous la pression socialiste, ont successivement abandonné la stricte application unilatérale des clauses militaires des traités, puis la thèse du désarmement subordonnée à des garanties supplémentaires de sécurité à peu près impossibles à obtenir du monde anglo-saxon, pour se rallier dans une très longue mesure à la position socialiste que des nouvelles puissances dictatoriales, filles du désespoir social et d'un élan de réaction nationale, mena-



gent de faire échouer toute tentative pratique de désarmement.

Le combat n'est pas fini. Le socialisme sait qu'il y joue un destin de plusieurs dizaines d'années. Il n'a aucune illusion à se faire sur ce qu'il peut devenir dans un conflit, lorsqu'il voit le désordre matériel et moral créé par la dernière guerre précipiter ses ravages quinze ans après l'armistice. Il sait au contraire qu'à être le parti de la Paix il s'est acquis des centaines de milliers de sympathies qu'il n'aurait pas gagnées autrement. Il sait que s'il sort victorieux de ce combat, s'il arrive à « faire l'Europe », il aura créé le cadre où pourra s'épanouir sa civilisation.

### **L'avenir dans la capacité ouvrière.**

Mais quels seront donc les caractères essentiels de cette civilisation ? Nous les avons déjà dégagés. La jeune philosophie du socialisme exalte l'homme libre. L'action socialiste travaille à créer les cadres politiques, la rénovation culturelle, la structure sociale, l'organisation économique qui assureront l'épanouissement de cette personnalité.

Et voilà qui permet de voir un peu clair dans la confusion des systèmes sociaux.

Le monde, certes, va à des formules d'organisa-

tion collective. De quelque nom qu'on baptise leurs types, les états modernes tendent de plus en plus à dominer la vie économique. Interventions directes, truchements corporatifs, jeux des douanes et des finances, contrôle minutieux aux multiples incidences économiques, permettent de penser que bientôt le principe dominant des économies évoluées ne pourra plus se ranger sous l'épithète capitaliste. Cette observation vaut aussi bien pour des pays dominés par la bureaucratie fasciste ou organisés dans la démocratie, que pour le soviétisme. Aussi certains socialistes, pour qui le socialisme n'est que socialisation de l'économie, s'empressent-ils de déclarer que cette organisation collective est faite au profit du patronat par un mouvement à sa solde ou un état à sa dévotion. Cette analyse est un peu sommaire, car le patronat n'a nulle part témoigné qu'il s'engageait avec joie dans ces voies nouvelles. Elle marque assez l'embarras où se trouve les doctrinaires marxistes pour reconnaître leur véritables enfants.

Pour pouvoir se poser nettement en opposition avec les autres systèmes, ils devraient d'abord reconnaître que le socialisme n'est rien sans la démocratie. Ils seraient obligés de souligner que si les formes d'intervention de l'Etat ne varient pas tellement d'un pays à un autre, cette intervention est faite là au profit d'une oligarchie régnant par dictature, ici très

largement au profit de la masse grâce aux instituteurs démocratiques, grâce à la libre organisation du prolétariat. Et leur réflexion allant au delà des considérations politiques présentes, il leur faudrait proclamer que tout l'avenir du socialisme réside dans la capacité ouvrière, qu'on ne peut jauger le degré de la pénétration du socialisme dans une société qu'en y mesurant la part du libre contrôle ouvrier.

Déjà Bernstein <sup>1</sup> à la fin du siècle dernier, déclarait que tout le problème était dans la maturité intellectuelle et morale de la classe ouvrière et non pas dans le développement des forces de production <sup>1</sup>. Et le promoteur du révisionnisme marquait la faible part consacrée par la littérature marxiste à la capacité potentielle des associations ouvrières. Pour le marxisme traditionnel il n'était question que de socialiser la production concentrée du capitalisme, et tous les problèmes politiques, moraux, culturels se résoudraient par surcroît. La littérature socialiste d'après guerre a fait de l'homme le centre du socialisme; elle a fait confiance à sa volonté, à son effort persévérant; elle a rejeté la conception simpliste selon laquelle cet effort devait uniquement tendre à conquérir l'état et à chasser le patronat. Elle a éclairé les problèmes si complexes, si délicats du travail dans l'atelier. Elle a réclamé la liberté organisée et contrôlée, dans cet atelier, et hors de l'ate-

(1) Cf. BERNSTEIN, *Op. cit.*, voir notamment le chapitre V.

lier, par les organisations ouvrières. Elle a compris que ces organisations n'acquéreraient que très lentement une pleine capacité.

C'est M. André Philip réclamant le contrôle ouvrier comme conclusion d'une étude sur l'oppression et l'exploitation de la rationalisation. C'est M. Paul Marion démontrant que la socialisation de l'économie se retourne contre la classe ouvrière si elle n'est pas accompagnée de la transformation des rapports humains dans le travail. C'est M. Marcel Déat appelant la coopération de production qui est liberté, responsabilité, capacité, comme technique de remplacement. C'est M. de Man qui ne voit pour les travailleurs excédés par le parasitisme et le pouvoir disciplinaire des bureaucrates, humiliés par le mépris social du travail manuel, qu'une possibilité de retrouver la joie au travail : redevenir les maîtres, les possesseurs de la machine par la démocratie industrielle. C'est le syndicaliste Dubreuil apportant à cette thèse l'appui d'une authentique expérience ouvrière.

Le problème de la démocratie industrielle ne se posera pas autrement dans l'industrie d'Etat, ou dans les monopoles concédés, que dans l'industrie privée. Certes, un état conquis par les forces démocratiques et socialistes, une économie planée au service de l'intérêt général, offrirait un champ autrement favorable à son développement qu'un état livré aux conservateurs sociaux et une économie soumise à l'om-

nipotence patronale. Disons même qu'en France l'hétérogénéité des classes laborieuses, leur répugnance à l'organisation, le rayonnement de l'Etat permettent de penser que les pouvoirs publics devront, dans bien des cas, conquérir les positions de contrôle que les représentants ouvriers viendraient occuper. Il n'en reste pas moins vrai que, quels que soient les avantages de certains cadres, de certains « climats », ils ne deviendraient bien vite qu'un décor vide de vie socialiste, si l'action d'un syndicalisme puissant n'appelait pas peu à peu la masse ouvrière tout entière à des responsabilités grandissantes dans l'atelier.

Responsabilités qui commenceront d'être minimales mais s'élargiront jusqu'à assurer toute la charge de l'exécution d'un travail donné. Dans l'ordre économique, la démocratie ne va pas sans graves périls, mais si elle est le fruit d'une expérience s'enrichissant chaque jour un peu, on peut hardiment lui faire confiance. Nous ne pouvons faire mieux que d'adopter ce programme de M. André Philip dont nous savons qu'il rejoint les vues des dirigeants syndicalistes les plus avertis : « Il faut commencer sous une forme très simple et très modeste, comme l'élection des délégués chargés de veiller à la sécurité et à la salubrité des ateliers. Le syndicat cherchera ensuite à participer à l'élaboration du règlement d'atelier, à surveiller les méthodes d'embauchage, à imposer des

règles précises et des garanties en cas de renvoi des ouvriers. Il parviendra ainsi à dégager une véritable loi d'industrie s'imposant également aux deux parties et limitant singulièrement l'arbitraire patronal. Dans un deuxième stade, le syndicat discutera les meilleurs procédés de travail, participera à l'introduction de méthodes perfectionnées, interviendra à propos de tous les problèmes techniques qui se posent journallement dans l'atelier et se constituera ainsi une équipe de délégués d'atelier qui seront au courant des derniers progrès de l'industrie. Ayant formé les hommes compétents, il lui sera possible de faire pression sur le patron pour obtenir l'élection du contremaître (plus précisément son remplaçant par le délégué d'atelier) et faire peu à peu passer entre ses mains la plupart des fonctions techniques secondaires. Enfin un dernier stade est celui du *travail par commandite* où le comité d'atelier prend le travail à un prix déterminé par objet ou section d'objet fabriqué... » <sup>1</sup>.

On voit que la vision d'une société déjà imprégnée de socialisme, offerte par la perspective finale de cette citation, est assez différente de celle proposée par le marxisme vulgaire. Pour ce dernier une économie de transition ne se conçoit pas sans un secteur d'économie étatiste englobant toutes les industries clés et dominant l'ensemble de la production,

(1) André PHILIP, *Henri de Man et la Crise doctrinale du Socialisme*, pp. 46-47.



tant par sa puissance économique que par l'influence de l'Etat conquis au socialisme par des voies laissées volontiers dans l'ombre. Pour les socialistes démocrates, l'Etat agit sur l'ensemble d'une économie nationale en créant les cadres dans lesquels la production est obligée de s'organiser, en élevant le niveau de vie des classes laborieuses, mais en laissant la liberté de gestion aux producteurs. Et ils donnent à la civilisation socialiste toutes les chances de s'épanouir en soutenant toutes les formes du libre contrôle ouvrier.

Il y a là plus qu'une simple opposition tactique telle que tant se sont fait jour dans l'histoire socialiste.

S'il prône de multiples socialisations, s'il prend une allure nettement étatiste, le socialisme risque fort d'écarter de lui la majeure partie des paysans, des petits commerçants et artisans, l'ensemble des classes moyennes, des « cadres » dont le poids pèse si lourd dans la balance politique, les expériences récentes l'ont assez montré. Ce serait donner des armes au fascisme et la liquidation du mouvement ouvrier ne tarderait pas. Le meilleur sort qui puisse lui être réservé serait la stagnation dans le cas où les bourgeois libéraux arriveraient à maintenir les institutions démocratiques. Supposons même que cette forme du socialisme triomphe, elle serait vite contrainte de soumettre le peuple aux méthodes

bolchevistes, par une logique dont nous avons montré la fatalité et c'en serait fini, pour des dizaines d'années, de l'espoir de voir un ordre supérieur naître de l'action socialiste.

Au contraire, le socialisme démocratique appelle à lui toutes les activités de la production. Il protège leur liberté et il sauvegarde leur bien-être en transformant le milieu où elles se meuvent. En laissant la démocratie industrielle s'élargir peu à peu par l'éducation, l'expérience, l'effort ouvriers, il méritera d'être considéré comme l'agent d'une civilisation nouvelle.

## CHAPITRE X.

### CONCLUSION : NEO-SOCIALISME OU BASES TRADITIONNELLES DU SOCIALISME ?

Laisserons-nous donc le socialisme  
superposer sa crise à la crise générale et ajouter sa faillite aux autres  
faillites ?

Premier Manifeste du *Parti socialiste de France*.

#### Scission.

Le 5 novembre 1933, le Conseil national du Parti Socialiste (S. F. I. O.) excluait sept députés, dont MM. Pierre Renaudel, Adrien Marquet et Marcel Déat, coupables d'avoir fait publiquement des discours fort peu orthodoxes et de s'être séparés, dans un vote capital<sup>1</sup>, de la majorité du groupe socialiste au parlement. Quarante élus se solidarisaient avec les exclus et lançaient un appel pour la formation d'un nouveau parti<sup>2</sup> qu'ils plaçaient sous le signe de

(1) Le vote de l'article 37 du projet financier du gouvernement Daladier, prévoyant un prélèvement sur le traitement des fonctionnaires.

(2) Le congrès constitutif de ce parti, le Parti Socialiste de France, Union Jean Jaurès, a eu lieu à Paris le 3 décembre 1933.

Jean Jaurès. Telle était la conclusion d'un conflit, chaque jour plus profond, qui, depuis les élections de mai 1932, opposa une importante fraction, souvent la majorité, des députés socialistes et les dirigeants de l'organisation socialiste. Conflit qui, dans ses premiers mois, sembla ne devoir être, avec la formation d'une nouvelle majorité de gauche, que la réédition de celui qui s'éleva, après les élections de 1924 entre les partisans de la participation au gouvernement et les tenants « d'une politique autonome de la classe ouvrière », et ne semblait donc pas pouvoir être dangereux pour l'unité socialiste, mais dont le véritable caractère éclata au congrès de juillet 1933.

L'intérêt de ce congrès semblait concentré sur une question de discipline. La majorité du groupe parlementaire n'avait-elle pas, en votant le budget du gouvernement Daladier, violé les règles statutaires du parti, affirmant l'opposition irréductible du socialisme au budget de classe de la bourgeoisie, règles dont le récent congrès d'Avignon avait précisé l'application ? C'était un de ces procès, fréquents depuis quelques années dans la S. F. I. O., dont les débats semblaient devoir, comme toujours, exciter au plus haut point l'intérêt du militant moyen, malgré que le verdict fût déjà connu, les mandats des délégués-jurés étant impératifs.

Mais les prévisions se trouvèrent bouleversées. Au

lieu du défilé escompté des procureurs et des avocats, plaidant les circonstances atténuantes ou non-coupables, on entendit trois orateurs, MM. Montagnon, Marquet et Déat, dont les discours jetèrent le trouble et l'enthousiasme dans le congrès, passer rapidement sur leur attitude parlementaire, qu'ils déclarèrent n'être qu'une face de leur tactique, et proposer un corps de doctrine à l'allure nouvelle<sup>1</sup>. Le retentissement fut grand dans l'opinion publique. On annonça la naissance d'un « néo-socialisme ».

Par ailleurs la majorité de la S. F. I. O. se montra décidée — dans le même temps où elle se séparait de son aile révolutionnaire — à accentuer, dans son programme tout ce qui pouvait l'opposer à la « bourgeoisie », c'est-à-dire à l'ensemble des autres partis de l'échiquier politique français. Au conseil national de la scission, son secrétaire général, M. Paul Faure, annonça une campagne pour « des nationalisations massives ». Le doctrinaire du guesdisme, M. Zyromski, fort influencé par les théories de M. Laurat, abonda dans ce sens, en déclarant que le socialisme devait s'emparer du pouvoir pour créer l'économie intermédiaire, caractérisée par la coexistence d'un secteur socialiste et d'un secteur d'économie privée<sup>2</sup>.

(1) Ces discours ont été rassemblés dans un livre commenté par Max BONNAFOUS : *Néo-Socialisme ? Ordre, Autorité, Nation*.

(2) V. compte rendu des débats dans la *Vie Socialiste* du 18 novembre 1933.

Aussi bien ceux qui ne voient dans ces conflits socialistes que le reflet de la situation parlementaire n'en saisissent que l'aspect superficiel. En réalité, la crise socialiste est le résultat de la crise totale dans laquelle se débat le monde.

L'évolution du socialisme semble d'ailleurs obéir à une loi que l'étude de ses grandes étapes vérifie : dans les périodes de stabilisation, ses nouvelles tendances mûrissent lentement dans des cadres traditionnels qu'elles assouplissent sans pouvoir les rompre ; vienne une crise, les tendances diffuses qu'appellent la vie et l'action, se groupent en d'hâtives synthèses et rompent les cadres rudement secoués par les évènements.

Avant guerre, malgré les nuées menaçantes de la guerre, le socialisme français pouvait se préparer lentement, sous l'influence de Jaurès, dans un climat de démocratie politique et de stabilité économique, à un partage du pouvoir où se serait affirmées ses capacités gouvernementales. La guerre obligea l'aile démocratique du parti à participer brusquement à un gouvernement qui symbolisait cette solidarité nationale à laquelle, depuis plusieurs années, elle laissait entendre que les classes laborieuses ne pouvaient échapper. Une minorité refusa d'aller dans ces voies nouvelles et se maintint résolument sur « les bases traditionnelles du socialisme ». En 1919 et 1920, dans le chaos et la fièvre de l'après-guerre, la jeunesse ré-



volutionnaire, les combattants déçus, répondirent à l'appel de Lénine pour imposer au désordre le pouvoir des soviets et construire une économie nouvelle. Mais ils se laissèrent entraîner loin des traditions de la nation, et leur mouvement, qui, un moment, fut grand, avorta. Une minorité resta fidèle à « la vieille maison » et à ses lois qu'elle déclara intangibles. La sécurité politique renaissante, l'économie semblant évoluer vers l'harmonie, sur ce vieux tronc fleurirent des idées nouvelles. Des doctrinaires cherchèrent à mettre en thèses l'action que les parlementaires de la vieille organisation avaient bien été forcés d'entreprendre, se penchèrent sur le monde de la paix pour en dégager les tendances, sur l'homme nouveau pour en étudier la psychologie. Parallèlement ils refondirent la philosophie socialiste, et peu à peu découvrirent les horizons qu'elle ouvrait. Cela n'allait pas sans heurts, les traditionalistes réagissaient. Mais les idées nouvelles pénétraient peu à peu. Un lent travail se faisait. Les fenêtres de la « vieille maison » s'ouvraient peu à peu à la vie. La crise, ravageant les économies et les idéologies, semant le désordre dans les choses et dans les idées, arrêta l'osmose. Cédant aux mêmes réflexes que jadis, les prêtres officiels du socialisme se réfugièrent sur leurs vieilles positions. Les hérauts des tendances nouvelles les réunirent en faisceau pour aller à l'action.

Nous avons voulu dégager le travail de rénovation

intellectuelle dont le socialisme avait été l'objet au cours de ces dix dernières années. Nous avons tenté de montrer quelle avait été leur influence sur la doctrine et l'action des organisations socialistes. Il nous restait, pour conclure, à essayer de grouper ces résultats en un ensemble cohérent. Tâche difficile, tant les idées nouvelles s'enchevêtraient avec les vieux dogmes. Mais voici que la dernière crise socialiste nous fournit les éléments d'une conclusion.

Nous assistons, certes, à une décomposition du vieux parti socialiste qui ne nous permet pas encore de situer et de mesurer exactement les forces qui vont se regrouper. Le socialisme a toujours débordé les cadres de la section unifiée de l'I. O. S. De même aujourd'hui les courants nouveaux et les résistances anciennes chevauchent les frontières des organisations. Il est possible, cependant, dès maintenant, de dégager deux esprits antagonistes.

L'un nous est connu, nous le retrouvons tel qu'il était aux premières années de l'unité, s'opposant aux conclusions que Jaurès et ses amis tiraient du rappel des forces sociales et de la situation économique et politique; tel qu'il était, aux heures de la guerre, se maintenant sur les vieilles positions du socialisme international, et aux premières heures de la paix, refusant de se laisser entraîner à l'exemple de la Révolution russe ou à celui des autres partis socialistes européens. Aujourd'hui encore, il reste fidèle

aux perspectives économiques du *Manifeste Communiste*, aux règles tactiques d'une politique « d'autonomie de classe » ne consentant que des alliances provisoires et occasionnelles. L'esprit nouveau, il est peu à peu apparu à mesure que nous étudions le révisionnisme dans son attaque contre les thèses philosophiques, politiques et économiques du marxisme vulgaire. Aujourd'hui, il leur refuse toute concession. Sa méthode d'une observation exacte de la situation reste la même, il veut toujours une politique qui colle aux faits. Mais le monde qu'il veut saisir n'est point immuable et ses mots d'ordre devront donc être rectifiés en conséquence.

Examinons ceux qu'il vient de lancer.

### **Le fascisme et l'action.**

Rien ne saurait troubler la sérénité intellectuelle des dirigeants de la S.F.I.O. Le problème reste toujours pour eux le même : rassembler les masses autour de l'idéal socialiste pour se préparer à l'heure où elles pourront monter à l'assaut de la citadelle capitaliste; en attendant, ne pas dédaigner tout ce peut améliorer la condition économique ou accroître la capacité politique du prolétariat. Mais, ce faisant, le socialisme doit se garder de toute compromission, se garder intact pour sa mission historique. Ce dis-

cours peut sembler perdre de sa force du fait qu'on le tient depuis trente ans et plus. Qu'importe, l'heure de la victoire viendra puisque les événements, plus forts que les hommes, travaillent à l'avènement de l'ordre nouveau. A l'idéal socialiste correspond une certitude historique.

Mais le doute est né dans bien des esprits.

« En 1914, autour de cet idéal, 104 élus socialistes  
« et cent mille militants.

« En 1932, après le bouleversement de la guerre  
« alors que des trônes ont été renversés, que la révolution russe a offert, un moment, une espérance  
« qui ne s'est pas réalisée, que l'Europe continentale  
« a été partagée, que des peuples qui avaient disparu de la carte sont revenus à la vie nationale  
« — en 1932 — quels sont les résultats ?...

130 élus, 120.000 adhérents » <sup>1</sup>.

Et M. Marquet qui venait de souligner, au congrès de Paris, cette opposition saisissante, ajoutait :  
« On ne donne pas sa vie pour conquérir trente sièges à la Chambre » <sup>2</sup>.

Ce n'est pas la première fois que des socialistes posaient le problème de l'action. Nous le retrouvons presque à chaque pas de l'histoire socialiste. Le débat réforme-révolution n'avait pas d'autre objet. Mais jamais il ne s'était ainsi imposé. D'abord parce

(1) *Néo-Socialisme ?* Discours de MARQUET (p. 42).

(2) *Néo-Socialisme ?* Discours de MARQUET (P. 43).

que la tactique d'avant-guerre était assez souple pour satisfaire les besoins de l'époque. Le peuple ne demandait pas au socialisme de réaliser la révolution. Il se satisfaisait de réformes que de simples pressions sur le pouvoir réussissaient à obtenir; et aussi le socialisme était devenu, à son tour, « la chanson qui berçait la misère humaine », mais à qui on ne demandait pas plus qu'une grande espérance. Enfin, le problème n'était pas alors de vie ou de mort.

Le monde a changé. La solution du problème n'est pas académique, elle est tragique. Il n'est plus question de savoir si le socialisme pénétrera la société de son influence et de ses organisations, ou si il rassemblera ses forces pour l'éventualité révolutionnaire. Le socialisme doit dominer la société ou cesser d'exister. Car il y a le fascisme.

Il fut beaucoup parlé du fascisme au congrès de juillet 1933. C'est que jamais il n'était apparu sous un caractère aussi redoutable, aussi inquiétant. Redoutable parce qu'il cessait d'être un phénomène spécifiquement italien, qu'il prétendait à l'universalité, que le Reich allemand venait de tomber entre ses mains, que cette conquête permettait à son influence de se développer dans tous les pays voisins où l'on voyait des partis se créer à son image. Inquiétant parce qu'il ne se contentait pas d'établir un état policier, mais qu'il agissait fortement sur la produc-

tion grâce à tout un appareil corporatif, réalisant par étapes cette économie organisée dont on aurait pu penser qu'elle était l'apanage du socialisme. « ...Ce qu'il y a d'urgent et de possible dans le socialisme, écrivait alors M. Paul Marion — l'emprise progressive de toute collectivité nationale sur l'administration des choses contenues dans ses frontières — est en train de s'accomplir partout sans lui et contre lui » <sup>1</sup>.

Il était puéril de représenter un pareil mouvement comme celui d'une clique de mercenaires stipendiés par le capitalisme. Laissant cette interprétation aux guesdistes, les orateurs néo-socialistes du congrès de juillet, et notamment M. Marcel Déat, se sont efforcés d'analyser objectivement le fascisme en proclamant qu'on ne lui barrerait la route qu'en éliminant les causes qui l'avaient fait grandir.

Pour M. Marcel Déat <sup>2</sup> « le fascisme est avant tout une révolte des classes moyennes devant les conséquences de la crise économiques » <sup>3</sup>. Dans tous les pays on a assisté à ce phénomène : la classe ouvrière a trouvé un secours près de l'état sous la forme d'allocations de chômage, le grand capitalisme, sous la

(1) Paul MARION, *Socialisme et Nation* (p. 12). Cette brochure est la première parue inspirée par l'esprit néo-socialiste.

(2) On trouvera l'essentiel de l'analyse de M. DÉAT dans son discours au congrès de juillet *Néo-Socialisme ?* pages 71 à 103 et dans un article de la Grande-Revue, *Socialisme ou Fascisme* (août 1933).

(3) Marcel DÉAT, *Socialisme ou Fascisme* (p. 180).



forme de renflouements. Les classes moyennes, elles, n'ont pas été secourues. D'ailleurs, même avant la crise — M. Déat dans ses *Perspectives socialistes* l'avait souligné — les classes moyennes, sans tomber au niveau du prolétariat, avaient peu à peu glissé sous la coupe de la féodalité capitaliste. Cette accumulation de griefs a créé chez elles une réaction violente. Réaction dirigée contre le parlementarisme qu'elles tiennent pour le responsable politique de ses maux, contre la classe ouvrière organisée et la ploutocratie qu'elles considèrent comme les bénéficiaires de sa misère. Et si la crise casse tout ressort chez les chômeurs, les classes moyennes n'en ont pas moins conservé « leur fierté, leurs préjugés, leurs connaissances, leur culture, leur "capacité" » <sup>1</sup>.

Aussi ne faut-il pas s'attendre à voir chez elles uniquement des « passifs », des « suiveurs ». Sur-tout qu'elles ont une jeunesse amplement pourvue de diplômes, mais sans aucune perspective de pouvoir les utiliser, dont les inquiétudes rejoignent celles de de la jeunesse ouvrière, qui ne profite guère de la sécurité relative que quarante ans d'organisation a donnée à ses aînés. Fort peu soucieuses de partager la situation économique et sociale du prolétariat, les classes moyennes réclament l'organisation économique qui les maintiendra à leur rang. Et comme ses adversaires semblent être les tenants du parlemen-

(1) Paul MARION, *Socialisme et Nation* (p. 15).

tarisme et du libéralisme, elles consentent à voir balayer l'acquéit politique et spirituel de la civilisation pour conserver leur niveau de vie et leurs préséances.

En France, on ne voit pas encore se développer aucun mouvement fasciste caractérisé. L'économie nationale faite, malgré la crise, de mesure et d'équilibre, réserve encore une grande place aux producteurs indépendants. Le capitalisme français n'a pas été trop envahissant, et la classe ouvrière n'a jamais été très privilégiée. D'autre part, les classes moyennes ont depuis longtemps eu comme expression politique des partis de démocratie : le parti radical, les petites organisations républicaines socialistes, une fraction du socialisme. Ces partis, malgré l'imperfection des rouages parlementaires, ont fait voter quelques mesures en leur faveur : propriété commerciale, crédit artisanal, révision des baux commerciaux et ruraux, prix minimum du blé. Il n'en est pas moins vrai qu'on ne saurait négliger un certain nombre de signes avant-coureurs du Fascisme. Les groupements de contribuables, certaines fédérations du parti agraire sont animés, à bien des égards, par une mentalité préfasciste. Et le vieux fond bonapartiste et boulangiste du pays n'est jamais long à se réveiller. Sans que le danger soit imminent, il pourrait bien devenir menaçant le jour où ces aspirations confuses trouveraient, pour s'exprimer clairement, le cadre d'un mouvement populaire.

Les néo-socialistes — depuis longtemps possédés par le désir de trouver le terrain d'une action décisive — voient, dans ce trouble du peuple de France et la nécessité d'agir rapidement afin de distancer le fascisme, et la possibilité de créer dès maintenant un ordre nouveau.

A une condition, toutefois, c'est d'agir sur de nouvelles bases, avec des idées neuves. Le socialisme pas plus que les autres valeurs, n'a échappé à la crise. « Oui, crise générale, proclame M. Montagnon, crise socialiste, crise des vieilles choses, vous m'entendez, crise des vieilles formules, crise des vieilles idées, crise de transition » <sup>1</sup>. Il faut sauver ce qui constitue l'esprit du socialisme en l'incorporant dans un programme et une action rajeunis.

Pour qui a les yeux ouverts sur le monde, disent les néo-socialistes, il ne fait pas de doute que le capitalisme libéral ne pourra se survivre. Les exemples russe, italien, américain, allemand, illustrent l'évolution du monde vers des économies nationales soumises à l'emprise des collectivités. Tout le problème du socialisme moderne réside dans ce dilemme : sera-t-il écrasé par cette évolution ou pourra-t-il prendre la direction en réservant dans le régime nouveau une large place au travail et à ses libres organisations, en sauvegardant les libertés élémentaires et les principes essentiels de la démocratie,

(1) *Néo-Socialisme ?* Discours de Montagnon (p. 20).

c'est-à-dire les valeurs forgées par des siècles de civilisation ? Le socialisme officiel, par la voix de M. Léon Blum, s'est refusé à participer à la construction de ce qu'il considère comme des formes intermédiaires entre le capitalisme et le collectivisme. Il aime mieux subir une éclipse passagère et même, qui sait ? consentir à une destruction provisoire. Dans l'hypothèse la plus favorable, il consent tout au plus à faire œuvre de pression. Les néo-socialistes, eux, sont décidés à prendre la tête des bâtisseurs d'un ordre politique et économique qui sera sans doute provisoire, mais tous les régimes ne sont-ils pas transitoires ?

« Pour vous, écrivait M. Max Bonnafous à M. Léon Blum, l'action de choix me paraît être celle qui peut se réaliser à distance, du dehors. Vous vous plaisez à diriger de la rive un canot dans lequel d'autres sont embarqués... Ceux que vous appelez « néo-socialistes » ne peuvent plus se satisfaire de ces formes d'actions que vous leur proposez. Pour diriger le bateau ils préfèrent s'embarquer et ramer. Cette « prise directe », qui correspond à un besoin de leur tempérament, leur apparaît aussi, dans les circonstances présentes, comme une nécessité » <sup>1</sup>. Et il ajoutait : « Nous ne voulons pas être un beau jour obligés de choisir entre deux routes dont l'une mène au ralliement honteux et l'autre à l'exil » <sup>2</sup>.

(1) *Néo-Socialisme ? Commentaires de Max BONNAFOUS* (pp. 113-114).

(2) *Néo-Socialisme ? Commentaires de Max BONNAFOUS* (p. 120).

Le moyen d'embrayer « en prise directe » ? Eviter la triple faute dans laquelle le guesdisme tend de plus en plus à s'enfoncer, éviter de se couper des classes moyennes, de la démocratie, de la nation, éviter de faire des concessions à l'idéologie bolchevisante, à l'ouvriérisme abstrait, à l'internationalisme utopique. Au contraire, grouper les classes moyennes, transformer la démocratie, organiser l'économie dans le cadre de la nation revivifiée. En trois mots : ordre, autorité, nation.

Les républicains ont aussi leur tradition d'énergie, représentée par le jacobinisme. Dans ces temps troublés, elle ne peut se satisfaire d'institutions désuètes et de rouages vieillis. Refondre l'état dans le sens d'un renforcement de l'exécutif, de la rationalisation des services, de la création d'organismes d'information économique et d'action technique, tel est le premier but que s'assigne le néo-socialisme<sup>1</sup>. Cet état fort pourra construire une économie sans chômage où tous les travailleurs, tous les producteurs trouveront place. Le repliement des échanges dans le cadre national le contraindra de limiter cette organisation au cadre France-colonies. Mais en mettant de l'ordre dans ce domaine, on préparera la renaissance des échanges internationaux, par des accords directs entre les économies organisées.

Ainsi systématisé — autorité dans l'Etat, ordre

(1) *Néo-socialisme ?* Discours de MONTAGNON

dans la production et les échanges, avec comme cadre la nation — le néo-socialisme semble nous offrir un visage tout nouveau. Mais comment ne pas reconnaître en lui de multiples traits qui nous sont déjà apparus ? Le fondement de son idéal n'est-il pas cet humanisme nouveau que les œuvres les plus représentatives du socialisme contemporain a dégagé, et que Jaurès a illustré ? Son volontarisme n'est-il pas issu de cet humanisme, auquel nous avons dit qu'il était intimement lié ? En vérité, le néo-socialisme est neuf par rapport au marxisme vulgaire, mais il ne l'est pas par rapport à la tradition et aux travaux doctrinaux récents du socialisme de langue française. Il y avait des années que les fondateurs du néo-socialisme menaient campagne pour la réforme de l'état. M. Déat avait montré, en s'appuyant sur le jugement de Jaurès, que l'Etat était perméable à l'action socialiste, il avait mesuré l'importance de sa conquête et s'était révélé partisan d'un blanquisme rajeuni <sup>1</sup>. M. Montagnon avait, lui aussi, attiré l'attention sur le puissant levier que constituait l'état, il avait étudié après quelle refonte il pourrait servir l'action socialiste <sup>2</sup>. Les mêmes auteurs avaient déjà dégagé les grandes lignes du plan économique qu'ils proposent aujourd'hui. L'organisation de l'économie par l'institution, déjà en train, de prix et de salaires

(1) Cf. *Perspectives socialistes*.

(2) Cf. *Grandeur et Servitude socialistes*.



sociaux, la semaine de quarante heures harmonisée avec une politique de crédit corporatif, d'outillage économique, de syndicalisations obligatoires des industries, de contrats collectifs, de vastes réformes administratives et fiscales<sup>1</sup>. Certes, aujourd'hui, ils envisagent la reconstruction de l'économie dans un cadre France-Colonies aux échanges extérieurs sévèrement réglementés, alors qu'ils ne cachaient pas il y a quelques années leurs préférences pour des solutions internationales. Mais les néo-socialistes — pour qui il ne peut y avoir que des « certitudes provisoires »<sup>2</sup> — ont bien été obligés de s'incliner devant des faits évidents : le repliement de toutes les économies dans le cadre national, la chute vertigineuse du commerce extérieur, de multiples tendances aux autarchies. Mais cette rectification ne les empêche pas de rester dans la ligne de la politique de *socialisation du milieu*<sup>3</sup> qui non seulement fut toujours la leur, mais encore fut toujours instinctivement pratiquée par les organisations ouvrières et socialistes. Par là, d'ailleurs, ils dépassent le débat réforme-révolution, puisque pour eux, l'économie actuelle ne permettant guère des réformes de répartition du revenu national, le salut commun de tous les producteurs, de tous les travailleurs ne peut venir que d'une

(1) Sur le programme économique du néo-socialisme, voir l'article de DÉAT, *Socialisme ou Fascisme* et la brochure de Paul MARION, *Socialisme et Nation*.

(2) *Néo-Socialisme ?* Commentaires de Max BONNAFOUS (p. 141).

(3) Cf. notre chapitre IX.

réforme d'ensemble du milieu de la production, réforme dont les modalités surmonteront aussi la question de la propriété.

Il ne serait peut-être pas paradoxal de soutenir que, bien loin de renier les traditions socialistes françaises, les néo-socialistes tentent d'en revaloriser des thèmes qui, à l'épreuve, s'étaient révélés singulièrement désuets. Après l'unité de 1905, l'idée de révolution sociale ne manquait de force. Appuyée sur le mythe de la grève générale, elle pouvait exalter la classe ouvrière et effrayer la bourgeoisie. Elle se mariait à merveille avec une politique de réformes assez souple pour être couronnée de succès, assez ferme pour ne pas décevoir les enthousiasmes. Notre temps lui a porté de rudes coups. Le bouleversement de l'Europe ne s'est pas accompli selon les règles. La révolution bolchevique lui a enlevé toute pureté en dressant un état bureaucratique, les révolutions fascistes sa substance en opérant contre les organisations ouvrières libres. Le socialisme se trouva partout attaqué par les partisans de ces révolutions dévoyées. Et il essaya en vain de redorer son idole. Il oscilla entre la révolution verbale et le réformisme sans grandeur. Aujourd'hui le néo-socialisme propose une construction assez vaste pour créer l'ardeur, assez proche pour l'entretenir. Sa tactique du « barrage parlementaire » contre la réaction, de réformes pour maintenir au moins dans leur situation

les masses qu'il veut grouper, pourra peut-être recevoir ainsi un éclat que le réformisme socialiste avait perdu. Aurait-il donc chance de gagner la faveur populaire ? Le vieil « appareil » socialiste n'aurait-il pas raison de lui ? Et plus largement, quel sera le sort du socialisme français ? Ces questions s'imposent au terme de notre ouvrage. Nous ne pouvons pas avoir la présomption d'y répondre. Mais en mesurant les chances, nous ne forcerons pas le secret du destin.

### L'avenir.

Nous avons trop dit, pour qu'il soit besoin d'y revenir, que le monde va, au-delà du capitalisme libéral, vers un régime où les collectivités nationales auraient la maîtrise de leurs économies. La France, elle aussi, subira cette évolution. Elle est déjà engagée dans cette voie. Mais quelles seront les forces qui la guideront ? Sous quelle forme obéira-t-elle à la loi du XX<sup>e</sup> siècle ?

La France est un pays de petites gens « une nation de paysans, d'artisans, de bourgeois » <sup>1</sup>. La société française est la seule grande nation occidentale dont la base soit essentiellement rurale, non seulement parce que près de la moitié de la population

(1) André SIEGFRIED, *Tableau des Partis en France* (p. 13).

active exerce encore son effort sur la terre, mais aussi parce que la majorité des citadins restent encore imprégnés par une civilisation paysanne qui date du milieu du siècle dernier. Sur huit millions de travailleurs de la terre, il y a plus de 5 millions de propriétaires. Dans l'industrie et le commerce on dénombre également des millions de patrons et de producteurs indépendants : environ 1.400.000 patrons, près de deux millions d'« isolés », artisans ou boutiquiers. Au total : « Près de la moitié des Français appartiennent à des familles dont le chef n'est pas salarié ». Est-ce à dire que l'autre moitié de la France active, la France salariée constitue un prolétariat tel que se l' imagine le marxisme ? Trois millions d'employés se considèrent toujours d'une catégorie sociale autre, sinon supérieure, au prolétariat industriel. Et ce n'est que par une construction de l'esprit qu'on assimilerait la mentalité des travailleurs qui œuvrent dans les 37 entreprises françaises qui occupent plus de 5.000 personnes, à la mentalité des millions travaillant dans des entreprises de moins de cent ouvriers, dont le type rappelle souvent l'artisanat de jadis. Même la masse des trois millions d'ouvriers et d'employés, moins du tiers des salariés de la ville, qu'occupent les entreprises employant plus de 100 personnes, ne saurait être considérée comme homogène. L'ouvrier de la petite ville de province, jardinier et bricoleur à ses heures de loisir, a peu de choses en

commun avec le mineur polonais, le kabyle de Billancourt, ou même le manœuvre de la métallurgie parisienne. Il reste que l'immense majorité des Français, petits commerçants, petits industriels, artisans, employés, fonctionnaires, paysans, vivent avec des gains extrêmement modestes<sup>1</sup>. Mais non pas au jour le jour. Un mince paquet d'actions ou obligations, un lopin de terre, un petit fonds de commerce, un droit à la retraite, il n'est guère de ces petites gens économes qui ne puissent compter sur une au moins de ces sécurités.

Leur parti, c'est toujours celui de la Révolution de 1789<sup>2</sup>. Son programme, celui de l'épanouissement de la personnalité humaine. Il sera donc libéral et égalitaire, plus égalitaire que libéral. Ses méthodes seront volontiers autoritaires. L'autorité centrale, pendant des siècles d'histoire, a longtemps été pour le peuple français un appui contre des forces hostiles et proches. Volontiers frondeur dans les périodes calmes, il se pliera d'une manière étonnante, dans les époques troublées, aux disciplines nécessaires. Dans un conflit où l'ordre et la liberté s'affronteront pleinement, l'ordre l'emportera toujours.

Le radicalisme a longtemps été formé à l'image de cette France populaire et jacobine. Pour ce parti, le

(1). Cf. L'enquête de M. Paul MARION, *Mesure de la France (Quotidien, novembre 1933)* à laquelle nous avons emprunté nos chiffres.

(2) Voir notre Chapitre V.

problème est de savoir s'il pourra rester dans son axe en se refondant conformément aux réalités politiques et économiques nouvelles.

Le socialisme, lui, a, dans notre pays, des racines profondes parce qu'il a voulu appliquer les principes de la Révolution française en les adaptant à une société relativement bouleversée par la révolution industrielle. Jean Jaurès avait su, quelle que fut la force d'expansion du prolétariat, tenir compte de la complexité de la structure nationale et avait admirablement pénétré la sensibilité et les traditions politiques du peuple de France.

Après la guerre, un bolchevisme à l'allure nationale, si paradoxal que cela puisse paraître, rayonna un moment dans le pays, mais, épuré, il dirigea sa politique comme si les 37 entreprises employant plus de 5.000 salariés étaient toute la France économique, et, par ailleurs, voulut imposer les mots d'ordre de l'Internationale Communiste étrangers à toutes les traditions populaires. Maintenant, il est réduit à une secte sans grande puissance. Le socialisme garda sa physionomie d'avant-guerre et, avec des à-coups, des timidités, des réticences appliqua un moment la politique de Jaurès. Sous l'effet de la crise, la S. F. I. O. revient aux principes les plus rigides du guesdisme. Mais le guesdisme « collait » admirablement, vers 1900, sur la réalité sociale du prolétariat du Nord et des courants de blanquisme lui donnaient de l'allure.



Aujourd'hui sa conception de la société n'est plus limitée, elle est dépassée. Son programme politique lui aliène les sympathies qui avaient contribué jusqu'ici à en faire une puissance et il ne gagne pas en énergie révolutionnaire à cette « radicalisation » à la manière bolcheviste.

Le socialisme ouvrier et révolutionnaire de l'unité avait l'audace de la bourgeoisie d'Etienne-Marcel qui tenta sa révolution des siècles avant qu'elle ne soit mûre. Le socialisme guesdite de nos jours se complait dans la même erreur historique, mais sa pusillanimité ne semble guère annoncer qu'il écrira dans l'histoire des pages révolutionnaires.

Le néo-socialisme entre dans l'arène politique avec une vue exacte de ce qu'est le pays et une conscience avertie de ses aspirations. Il est le seul courant idéologique qui puisse entraîner des bâtisseurs d'une économie du XX<sup>e</sup> siècle respectueux des valeurs de la civilisation moderne. Encore faut-il qu'il anime une organisation puissante allant droit sa route, guidée par des hommes qui soient des chefs. Encore ne faudrait-il pas qu'un replâtrage des vieilles institutions suffise, une fois encore, à ce pays pour laisser passer la tempête et qu'ainsi les élans nouveaux se trouvent brisés. Car sur le plan des vieilles combinaisons l'histoire de ces dernières années prouve assez que l'équivoque, la contradiction de la pensée et de l'action, une idéologie désuète, des représen-

tants discrédités ne sont pas des raisons décisives de liquidation.

L'espérance d'une civilisation d'hommes libres, maîtres des choses et d'eux-mêmes, ne peut cesser de faire battre des cœurs. C'est à tâtons que l'humanité marche vers elle et souvent elle cède le terrain qu'elle a gagné. Si elle semblait dans les premières années de ce siècle avoir trouvé sa route, la guerre l'a rejeté dans le désarroi. On peut dire que le machinisme porte en puissance la possibilité pour tous les fils de la terre de se dégager des soucis matériels et de participer à l'épanouissement de l'esprit. Un bouillonnement de passions et de préjugés, se renforçant, s'aggravant les uns les autres, les maintient dans leurs servitudes et en crée de nouvelles. La révolution industrielle s'est accompagnée de misères et de révoltes ouvrières, et voilà que notre civilisation qui pour être vraiment libérale devait se donner une base collective, cesse d'être libérale pour pouvoir être une civilisation de masses. Des forces aveugles agissent sans le contrôle de l'esprit presque toujours défaillant.

Ces sociétés grégaires, cadres du XX<sup>e</sup> siècle, pourrait nous dire une philosophie sereine, seront bien un jour soulevées par le levain d'une liberté qui n'a jamais connu de prescription. L'Humanité aura ainsi atteint un nouveau palier de son ascension. Est-elle donc condamnée à n'être jamais maîtresse de son des-

tin ? « Pourquoi faut-il que même la justice soit achetée au prix de tant de violences, que tant de douleurs humaines soient la condition, souvent ignorée d'elles-mêmes, d'un peu de progrès humain ? » <sup>1</sup>. Devant cette fatalité le courage veut qu'on ne s'incline pas. La grandeur du socialisme vivant est dans ce refus.

*Vu : Le Président,*  
G. PIROU.

*Vu : Le Doyen,*  
ALLIX

*Vu et permis d'imprimer,*  
*Le Recteur de l'Académie de Paris,*  
CHARLÉTY.

(1) *L'armée Nouvelle* (p. 337).

## BIBLIOGRAPHIE

- PROUD'HON : *De la capacité politique des classes ouvrières*.  
Rivière.
- Karl MARX : *Critique de l'Economie Politique*. Scheicher  
Frères.
- Karl MARX : *Le Capital*. Costes.
- Karl MARX : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Costes.
- Jean JAURÈS : *L'Armée nouvelle*. Rieder.
- Ed. BERNSTEIN : *Socialisme théorique et Social démocratie  
pratique*. P.-V. Stock.
- Jean JAURÈS : *Etudes socialistes* (tome I). Rieder.
- Jean JAURÈS : *Idéalisme et Matérialisme dans la Conception  
de l'Histoire*. Librairie Populaire.
- Jean JAURÈS : *Bernstein et l'Evolution de la Méthode Socia-  
liste*. Librairie Populaire.
- Jean JAURÈS : *Histoire socialiste de la Révolution française*.  
Librairie de l'Humanité.
- Jean LONGUET : *Le mouvement socialiste international*.  
Quillet.
- Paul LOUIS : *Histoire du Socialisme en France*. Rivière.  
*Syndicalisme et Socialisme*. Rivière.
- DURKHEIM : *Le Socialisme* (publié par Marcel Mauss). Alcan.
- Victor GRIFFUELHES : *L'Action syndicaliste*. Rivière.
- Gaëtan PIROU : *Proudhonisme et Syndicalisme révolution-  
naire*. Rousseau.
- A. ZÉVAES : *Histoire des Partis Socialistes*. Rivière.
- Ed. BERTH : *Les derniers Aspects du Socialisme*. Rivière.
- Albert THOMAS : *La Politique Socialiste*. Rivière.
- Georges SOREL : *La Décomposition du Marxisme*. Rivière.
- Georges SOREL : *Introduction à l'Economie moderne*. Rivière.
- Georges SOREL : *Réflexions sur la Violence*. Rivière.
- Léon JOUHAUX : *Le syndicalisme et la C. G. T.* La Sirène.

- Otto BAUER : *La Marche au Socialisme*. Librairie du Parti Socialiste et de l'Humanité.
- Hubert BOURGIN : *Les systèmes socialistes*. Douin.
- H. DUBREUIL : *La République industrielle*. Bibliothèque d'Education.
- N. BOUKHARINE : *A. B. C. du Communisme*. Librairie de l'Humanité (1925).
- Karl KAUTSKY : *La Révolution prolétarienne et son Programme*. L'Eglantine (1925).
- Marcel SEMBAT : *La Victoire en déroute*. Editions du Progrès Civique (1925).
- Gaëtan PIROU : *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Colin (1925).
- A. VIENNE et A. WAUTERS : *La Réforme du Réformisme*. L'Eglantine (1926).
- Wl. WOYTINSKY : *Les Etats-Unis d'Europe*. L'Eglantine (1926).
- Jules MOCH : *Socialisme et Rationalisation*. L'Eglantine (1927).
- Henri de MAN : *Au delà du Marxisme*. L'Eglantine (1927).
- André PHILIP : *Le Problème ouvrier aux Etats-Unis*. Alcan (1927).
- André PHILIP : *Henri de Man et la Crise doctrinale du Socialisme*. Gamber (1928).
- B. MONTAGNON : *Grandeur et Servitude socialistes*. Valois (1929).
- H. DUBREUIL : *Standards*. Grasset (1929).
- L.-O. FROSSARD : *De Jaurès à Lénine*. Editions de la Nouvelle Revue Socialiste (1930).
- Marcel DÉAT : *Perspectives socialistes*. Valois (1930).
- Emile VANDERVELDE : *Etudes marxistes*. L'Eglantine (1930).
- Carlo ROSSELLI : *Socialisme libéral*. Valois (1930).
- Lucien LAURAT : *L'Accumulation du Capital d'après Rosa Luxembourg*. Rivière (1930).
- Sammy BERACHA : *Rationalisation et Révolution*. Valois (1930).
- Henri DE MAN : *La Joie au Travail*. Alcan (1930).
- Paul MARION : *Deux Russies*. La Nouvelle Société d'Editions (1930).
- Paul LOUIS : *Les Idées essentielles du Socialisme*. Rivière (1931).
- Léon BLUM : *Les Problèmes de la Paix*. Stock (1931).

- LUCIEN LAURAT : *L'Economie soviétique*. Valois (1931).  
O. ROSENFELD : *Le Plan quinquennal*. Librairie Populaire (1931).  
KARL KAUTSKY : *Le Bolchevisme dans l'Impasse*. Alcan (1931).  
E. et G. LEFRANC : *Le Problème de la Culture*. Fédération Nationale des Etudiants Socialistes (1931).  
JULES MOCH : *Capitalisme et Transports*. Valois (1932).  
ARTURO LABRIOLA : *Au delà du Capitalisme et du Socialisme*. Valois (1932).  
A. JUGOW : *Le Plan quinquennal*. L'Eglantine (1932).  
VICTOR ALTER : *Comment réaliser le Socialisme ?* Valois (1932).  
LUCIEN LAURAT : *Un système qui sombre*. L'Eglantine (1932).  
P. BOIVIN, G. LEFRANC, M. DEIXEONNE : *Révolution constructive*. Valois (1932).  
HENRI DE MAN : *Réflexions sur l'Economie dirigée*. L'Eglantine (1932).  
PAUL MARION : *Socialisme et Nation*. Imprimerie du Centaure (1933).  
B. MONTAGNON, ADRIEN MARQUET, MARCEL DÉAT : *Néo-Socialisme ? Ordre-Autorité-Nation*. Grasset (1933).

**Brochures du Parti Socialiste  
éditées par sa Librairie Populaire.**

- VINCENT AURIOL : *Hier et demain. Agonie d'une législature.*  
—— *La Stabilisation et le Parti Socialiste.*  
LÉON BLUM : *Pour être socialiste.*  
—— *Commentaires du programme d'action.*  
—— *Bolchevisme et Socialisme.*  
—— *Radicalisme et Socialisme.*  
—— *Notre plate-forme.*  
FERRETTI : *Ce qu'est le Parti Socialiste.*  
J. MOCH : *Le Parti Socialiste et la situation financière.*  
—— *Le programme d'action immédiate du Parti socialiste.*  
—— *Le programme agricole du Parti socialiste.*



Parti Socialiste (S. F. I. O.), *Congrès Nationaux, Comptes rendus sténographiques* : Toulouse, 1907 — Lyon, 1927 — Toulouse, 1928 — Nancy, 1929 — Bordeaux, 1930 — Tours, 1931.

### **Journaux et Revues.**

*Le Populaire.*

*La Vie Socialiste.*

*La Bataille Socialiste.*

*L'Etudiant Socialiste.*

*La Nouvelle Revue Socialiste.*

## TABLE DES MATIERES

|                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| AVANT-PROPOS .....                                                                                                 | 5   |
| CHAPITRE I. — <i>L'Avant-guerre</i> .....                                                                          | 9   |
| Les courants idéologiques .....                                                                                    | 9   |
| Le syndicalisme révolutionnaire .....                                                                              | 23  |
| La politique de la deuxième Internationale ....                                                                    | 36  |
| CHAPITRE II. — <i>La Guerre et le Bolchevisme</i> .....                                                            | 43  |
| Faillite de l'Internationale .....                                                                                 | 43  |
| La prise du pouvoir en Russie et l'Internationale<br>communiste .....                                              | 50  |
| Tours .....                                                                                                        | 57  |
| CHAPITRE III. — <i>A l'Ombre des vieux Principes</i> .....                                                         | 71  |
| « La vieille maison » .....                                                                                        | 71  |
| Liquidation de la Guerre .....                                                                                     | 80  |
| La participation .....                                                                                             | 100 |
| CHAPITRE IV. — <i>De l'Assaut contre le Conformisme<br/>    marxiste à la Crise doctrinale du Socialisme</i> ..... | 116 |
| La décomposition du marxisme .....                                                                                 | 116 |
| Le matérialisme historique .....                                                                                   | 123 |
| L'hédonisme économique .....                                                                                       | 134 |
| Le déterminisme historique .....                                                                                   | 143 |
| Le guesdisme conformiste et la crise doctrinale de<br>l'Internationale .....                                       | 150 |

|                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE V. — <i>Le Mobile : un nouvel Humanisme</i> ....                                               | 158 |
| L'idéal socialiste .....                                                                                | 158 |
| « Une vaste expérience humaine » .....                                                                  | 166 |
| L'humanisme oblige .....                                                                                | 181 |
| CHAPITRE VI. — <i>Jugements sur la Russie</i> .....                                                     | 191 |
| L'approfondissement d'une opposition .....                                                              | 191 |
| La logique interne de la dictature et la constitu-<br>tion d'une caste bureaucratique .....             | 197 |
| « L'accumulation primitive du capital » .....                                                           | 209 |
| Réactions et leçons .....                                                                               | 221 |
| CHAPITRE VII. — <i>Jugements sur le Capitalisme</i> .....                                               | 230 |
| Nouvelles formes du capitalisme .....                                                                   | 230 |
| La crise .....                                                                                          | 244 |
| Perspectives capitalistes .....                                                                         | 255 |
| CHAPITRE VIII. — <i>Leviers</i> .....                                                                   | 272 |
| L'Etat, la Démocratie et la Révolution .....                                                            | 272 |
| Le front commun de l'anti-capitalisme .....                                                             | 295 |
| CHAPITRE IX. — <i>La Construction du Socialisme</i> .....                                               | 315 |
| La nationalisation .....                                                                                | 315 |
| La transformation du milieu .....                                                                       | 323 |
| L'avenir dans la capacité ouvrière .....                                                                | 339 |
| CHAPITRE X. — <i>Conclusion : Néo-Socialisme ou Bases<br/>    traditionnelles du Socialisme ?</i> ..... | 347 |
| Scission .....                                                                                          | 347 |
| Le fascisme et l'action .....                                                                           | 353 |
| L'avenir .....                                                                                          | 365 |













